

DIARIO



OFFICIAL

ESTADOS UNIDOS DO BRAZIL

REPÚBLICA FEDERAL

ORDEM E PROGRESSO

ANNO LIV — 27 DA REPUBLICA — N. 249

CAPITAL FEDERAL

QUINTA-FEIRA, 21 DE OUTUBRO DE 1915

SUMMARY

ACTOS DO PODER EXECUTIVO:

Decreto n. 11.180, que promulga a Convenção Internacional Radio-telegraphica, seu Protocollo final e regulamento, assignados em Londres em 5 de julho de 1912.

Ministerio da Justiça e Negocios Interiores — Rectificação.

SECRETARIAS DE ESTADO:

Ministerio da Justiça e Negocios Interiores — Expediente das Directorias de Justiça, Interior, Contabilidade e Geral de Santa Publica.

Ministerio da Fazenda — Circular — Titulos — Portarias — Expediente das Directorias do Gabinete do Tesouro Nacional, da Receita e da Despesa Publicas, do Patrimonio Nacional, da Recebedoria do Distrito Federal, da Imprensa Nacional e Diario Official e da Inspectoria de Seguros.

Ministerio da Marinha — Expediente.

Ministerio da Guerra — Portarias — Expediente.

Ministerio da Viação e Obras Publicas — Portarias — Expediente das Directorias Gerenciaes de Viação, Obras Publicas, Contabilidade, Correios e Telegrafos e Correios.

Ministerio da Agricultura, Industria e Commercio — Portarias — Expediente das Directorias Gerenciaes de Agricultura, Industria e Commercio, e Contabilidade.

Tribunal de Contas — Diario dos Tribunaes — Noticiario — Parte commercial — Junta Commercial — Rendas publicas — Marcas registradas — Editais e avisos — Sociedades anonymas — Annuncios.

ACTOS DO PODER EXECUTIVO

DECRETO N. 11.180 — DE 10 DE FEVEREIRO DE 1915 (*)

Promulga a Convenção Internacional Radio-telegraphica, seu Protocollo final e regulamento, assignados em Londres a 5 de Julho de 1912

O Presidente da Republica dos Estados Unidos do Brazil:

Tendo sancionado pelo Decreto n. 2.867 de 8 de Julho de 1914 a resolução do Congresso Nacional de 30 de Junho de 1914, que approvou a Convenção Radio-telegraphica, celebrada entre varias Potencias, bem como o Protocollo final e o regulamento a ella annexos e que foram assignados pelo Plenipotenciario Brasileiro na mesma cidade a 5 de Julho de 1912; e havendo sido depositada a mesma ratificação na cidade de Londres aos dezoito dias do mez de Dezembro de mil novecentos e quatorze,

DECRETA que a mesma Convenção, seu Protocollo final e regulamento appensos ao presente Decreto, sejam executados e cumpridos tão inteiramente como nelles se contém.

Rio de Janeiro, 10 de Fevereiro de 1915, 94ª da Independencia e 27ª da Republica.

WENCESLAU BRAZ P. GOMES.

Lauro Müller.

O MARECHAL HERMES RODRIGUES DA FONSECA,

Presidente da Republica dos Estados Unidos do Brazil.

Faço saber aos que a presente Carta de Ratificação virem que, entre os Estados Unidos do Brazil e os paizes representados na Conferencia Radio-telegraphica Internacional, realizada em Londres no anno de 1912, foram concluidos e assignados, pelos respectivos Delegados, em 5 de Julho do mesmo anno, uma Convenção Radio-telegraphica, um Protocollo final

e o respectivo Regulamento de Serviço; os quaes são do teor seguinte:

Convention Radiotélégraphique Internationale conclue entre l'Allemagne et les Protectorats Allemands, les Etats-Unis d'Amérique et les Possessions des Etats-Unis d'Amérique, la République Argentine, l'Autriche, la Hongrie, la Bosnie-Herzégovine, la Belgique, le Congo Belge, le Brésil, la Bulgarie, le Chili, le Danemark, l'Egypte, l'Espagne et les Colonies Espagnoles, la France et l'Algérie, l'Afrique Occidentale Française, l'Afrique Equatoriale Française, l'Indo-Chine, le Madagascar, la Tunisie, la Grande-Bretagne et diverses Colonies et Protectorats Britanniques, l'Union de l'Afrique du Sud, la Fédération Australienne, le Canada, les Indes Britanniques, la Nouvelle-Zélande, la Grèce, l'Italie et Colonies Italiennes, le Japon et Chosen, Formose, Sakhalin Japonais et le territoire loué de Kwantung, le Maroc, le Monaco, la Norvège, les Pays-Bas, les Indes Néerlandaises et la Colonie de Curaçao, la Perse, le Portugal et les Colonies Portugaises, la Roumanie, la Russie et les Possessions et Protectorats Russes, la République de Saint-Martin, le Siam, la Suède, la Turquie et l'Uruguay.

Les soussignés, plénipotentiaires des Gouvernements des Pays ci-dessus énumérés, s'étant réunis en Conférence à Londres, ont, d'un commun accord et sous réserve de ratification, arrêté la Convention suivante:

ARTICLE PREMIER

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à appliquer les dispositions de la présente Convention dans toutes les stations radiotélégraphiques (stations côtières et stations de bord) qui sont établies ou exploitées par les Parties contractantes et ouvertes au service de la correspondance publique entre la terre et les navires en mer.

Elles s'engagent, en outre, à imposer l'observation de ces dispositions aux exploitations privées autorisées, soit à établir ou à exploiter des stations côtières radiotélégraphiques ouvertes au service de la correspondance publique entre la terre et les navires en mer, soit à établir ou à exploiter des stations radiotélégraphiques ouvertes ou non au service de la correspondance publique à bord des navires qui portent leur pavillon.

ARTICLE 2.

Est appelée station côtière toute station radiotélégraphique établie sur terre ferme ou à bord d'un navire ancré à demeure et utilisée pour l'échange de la correspondance avec les navires en mer.

Toute station radiotélégraphique établie sur un navire autre qu'un bateau fixe est appelée station de bord.

ARTICLE 3.

Les stations côtières et les stations de bord sont tenues d'échanger réciproquement les radiotélégrammes sans distinction du système radiotélégraphique adopté par ces stations.

Chaque station de bord est tenue d'échanger les radiotélégrammes avec toute autre station de bord sans distinction du système radiotélégraphique adopté par ces stations.

Toutefois, afin de ne pas entraver les progrès scientifiques, les dispositions du présent article n'empêchent pas l'emploi éventuel d'un système radiotélégraphique incapable de communiquer avec d'autres systèmes, pourvu que cette incapacité soit due à la nature spécifique de ce système et qu'elle ne soit pas l'effet de dispositifs adoptés uniquement en vue d'empêcher l'intercommunication.

(*) Reproduz-se por ter sido publicado com incorrecções.

ARTICLE 4.

Nonobstant les dispositions de l'article 3, une station peut être affectée à un service de correspondance publique restreinte déterminé par le but de la correspondance ou par d'autres circonstances indépendantes du système employé.

ARTICLE 5.

Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à faire relier les stations côtières au réseau télégraphique par des fils spéciaux, ou, tout au moins, à prendre d'autres mesures assurant un échange rapide entre les stations côtières et le réseau télégraphique.

ARTICLE 6.

Les Hautes Parties contractantes se donnent mutuellement connaissance des noms des stations côtières et des stations de bord visées à l'article 1er, ainsi que de toutes les indications propres à faciliter et à accélérer les échanges radiotélégraphiques qui seront spécifiés dans le Règlement.

ARTICLE 7.

Chacune des Hautes Parties contractantes se réserve la faculté de prescrire ou d'admettre que dans les stations visées à l'article 1er, indépendamment de l'installation dont les indications sont publiées conformément à l'article 6, d'autres dispositifs soient établis et exploités en vue d'une transmission radiotélégraphique spéciale sans que les détails de ces dispositifs soient publiés.

ARTICLE 8.

L'exploitation des stations radiotélégraphiques est organisée, autant que possible, de manière à ne pas troubler le service d'autres stations de l'espèce.

ARTICLE 9.

Les stations radiotélégraphiques sont obligées d'accepter par priorité absolue les appels de détresse quelle qu'en soit la provenance, de répondre de même à ces appels et d'y donner la suite qu'ils comportent.

ARTICLE 10.

La taxe d'un radiotélégramme comprend, selon le cas :

1. — (a.) La «taxe côtière» qui appartient à la station côtière,
- (b.) La «taxe de bord» qui appartient à la station de bord;
2. La taxe pour la transmission sur les lignes télégraphiques, calculée d'après les règles ordinaires;
3. Les taxes de transit des stations côtières ou de bord intermédiaires et les taxes afférentes aux services spéciaux demandés par l'expéditeur.

Le taux de la taxe côtière est soumis à l'approbation du Gouvernement dont dépend la station côtière; celui de la taxe de bord, à l'approbation du Gouvernement dont dépend le navire.

ARTICLE 11.

Les dispositions de la présente Convention sont complétées par un Règlement qui a la même valeur et entre en vigueur en même temps que la Convention.

Les prescriptions de la présente Convention et du Règlement y relatif peuvent être à tout époque modifiées d'un commun accord par les Hautes Parties contractantes. Des conférences de plénipotentiaires ayant le pouvoir de modifier la Convention et le Règlement auront lieu périodiquement; chaque conférence fixera elle-même le lieu et l'époque de la réunion suivante.

ARTICLE 12.

Ces conférences sont composées de délégués des Gouvernements des pays contractants.

Dans les délibérations, chaque Pays dispose d'une seule voix.

Si un Gouvernement adhère à la Convention pour ses colonies, possessions ou protectorats, les conférences ultérieures peuvent décider que l'ensemble ou une partie de ces colonies, possessions ou protectorats est considéré comme formant un pays pour l'application de l'alinéa précédent. Toutefois le nombre des voix dont dispose un Gouvernement, y compris ses colonies, possessions ou protectorats, ne peut dépasser six.

Sont considérés comme formant un seul pays pour l'application du présent article: —

- L'Afrique orientale allemande;
- L'Afrique allemande du Sud-Ouest;
- Le Cameroun;
- Le Togo;
- Les Protectorats allemands du Pacifique;
- L'Alaska;
- Hawaï et les autres possessions américaines de la Polynésie;
- Les Iles Philippines;
- Porto-Rico et les possessions américaines dans les Antilles;
- La zone du Canal de Panama;
- Le Congo Belge;
- La Colonie espagnole du Golfe de Guinée;
- L'Afrique occidentale française;
- L'Afrique équatoriale Française;
- L'Indo-Chine;
- Madagascar;
- La Tunisie;
- L'Union de l'Afrique du Sud;
- La Fédération australienne;
- Le Canada;
- Les Iles britanniques;
- La Nouvelle-Zélande;
- L'Erythrée;
- La Somalie italienne;
- Chosen, Formose, le Sakhalin japonais et le territoire loué de Kwantoung;
- Les Indes néerlandaises;
- La Colonie de Curaçao;
- L'Afrique occidentale portugaise;
- L'Afrique orientale portugaise et les possessions portugaises asiatiques;
- L'Asie centrale russe (littoral de la Mer Caspienne);
- Boukhara;
- Khiva;
- La Sibérie occidentale (littoral de l'Océan glacial);
- La Sibérie orientale (littoral de l'Océan Pacifique).

ARTICLE 13.

Le Bureau international de l'Union télégraphique est chargé de réunir, de coordonner et de publier les renseignements de toute nature relatifs à la radiotélégraphie, d'instruire les demandes de modification à la Convention et au Règlement, de faire promulguer les changements adoptés et, en général, de procéder à tous travaux administratifs dont il serait saisi dans l'intérêt de la radiotélégraphie internationale. Les frais de cette institution sont supportés par tous les pays contractants.

ARTICLE 14.

Chacune des Hautes Parties contractantes se réserve la faculté de fixer les conditions dans lesquelles elle admet les radiotélégrammes en provenance ou à destination d'une station, soit de bord, soit côtière, qui n'est pas soumise aux dispositions de la présente Convention.

Si un radiotélégramme est admis, les taxes ordinaires doivent lui être appliquées.

Il est donné cours à tout radiotélégramme provenant d'une station de bord et reçu par une station côtière d'un Pays contractant ou accepté en transit par l'Administration d'un Pays contractant.

Il est également donné cours à tout radiotélégramme à destination d'un navire, si l'Administration d'un Pays contractant en a accepté le dépôt ou si l'Administration d'un Pays contractant l'a accepté en transit d'un Pays non contractant, sous réserve du droit de la station côtière de refuser la transmission à une station de bord relevant d'un Pays non contractant.

ARTICLE 15.

Les dispositions des articles 8 et 9 de cette Convention sont également applicables aux installations radiotélégraphiques autres que celles visées à l'article 1er.

ARTICLE 16.

Les Gouvernements qui n'ont point pris part à la présente Convention sont admis à y adhérer sur leur demande. Cette adhésion est notifiée par la voie diplomatique à celui des Gouvernements contractants au sein duquel la dernière conférence a été tenue et par celui-ci à tous les autres.

Elle emporte de plein droit accession à toutes les clauses de la présente Convention et admission à tous les avantages y stipulés.

L'adhésion à la Convention du Gouvernement d'un Pays ayant des colonies, possessions ou protectorats ne comporte pas l'adhésion de ses colonies, possessions ou protectorats, à moins d'une déclaration à cet effet de la part de ce Gouvernement. L'ensemble de ces colonies, possessions et protectorats ou chacun d'eux séparément peut faire l'objet d'une adhésion distincte ou d'une dénonciation distincte dans les conditions prévues au présent article et à l'article 22.

ARTICLE 17.

Les dispositions des articles 1, 2, 3, 5, 6, 7, 8, 11, 12 et 17 de la Convention Télégraphique Internationale de St. Pétersbourg du 10/22 juillet 1875, sont applicables à la radiotélégraphie internationale.

ARTICLE 18.

En cas de dissensiment entre deux ou plusieurs Gouvernements contractants relativement à l'interprétation ou à l'exécution, soit de la présente Convention, soit du Règlement prévu par l'article 11, la question en litige peut, d'un commun accord, être soumise à un jugement arbitral. Dans ce cas, chacun des Gouvernements en cause en choisit un autre non intéressé dans la question.

La décision des arbitres est prise à la majorité absolue des voix.

En cas de partage des voix, les arbitres choisissent, pour trancher le différend, un autre Gouvernement contractant également désintéressé dans le litige. A défaut d'une entente concernant ce choix, chaque arbitre propose un Gouvernement contractant désintéressé; il est tiré au sort entre les Gouvernements proposés. Le tirage au sort appartient au Gouvernement sur le territoire duquel fonctionne le Bureau international prévu à l'article 13.

ARTICLE 19.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à prendre ou à proposer à leurs législatures respectives les mesures nécessaires pour assurer l'exécution de la présente Convention.

ARTICLE 20.

Les Hautes Parties contractantes se communiqueront les lois qui auraient déjà été rendues ou qui viendraient à l'être dans leurs Pays relativement à l'objet de la présente Convention.

ARTICLE 21.

Les Hautes Parties contractantes conservent leur entière liberté relativement aux installations radiotélégraphiques non prévues à l'article 1er et, notamment, aux installations navales et militaires ainsi qu'aux stations assurant des communications entre points fixes. Toutes ces installations et stations restent soumises uniquement aux obligations prévues aux articles 8 et 9 de la présente Convention.

Toutefois, lorsque ces installations et stations font un échange de correspondance publique maritime, elles se conforment, pour l'exécution de ce service, aux prescriptions du Règlement en ce qui concerne le mode de transmission et la comptabilité.

Si, d'autre part, des stations côtières assurent, en même temps que la correspondance publique avec les navires en mer, des communications entre points fixes, elles ne sont pas soumises, pour l'exécution de ce dernier service, aux dispositions de la Convention, sous réserve de l'observation des articles 8 et 9 de cette Convention.

Cependant les stations fixes qui font de la correspondance entre terre et terre ne doivent pas refuser l'échange de radiotélégrammes avec une autre station fixe à cause du système adopté par cette station; toutefois la liberté de chaque Pays reste entière en ce qui concerne l'organisation du service de la correspondance entre points fixes et la détermination des correspondances à faire par les stations affectées à ce service.

ARTICLE 22.

La présente Convention sera mise à exécution à partir du 1er juillet 1913, et demeurera en vigueur pendant un temps indéterminé et jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où la dénonciation en sera faite.

La dénonciation ne produit son effet qu'à l'égard du Gouvernement au nom duquel elle a été faite. Pour les autres Parties contractantes, la Convention reste en vigueur.

ARTICLE 23.

La présente Convention sera ratifiée, et les ratifications en seront déposées à Londres dans le plus bref délai possible.

Dans le cas où une ou plusieurs des Hautes Parties contractantes ne ratifieraient pas la Convention, celle-ci n'en sera pas moins valable pour les Parties qui l'auront ratifiée.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé la Convention en un exemplaire, qui restera déposé aux archives du Gouvernement britannique et dont une copie sera remise à chaque Partie.

Fait à Londres, le 5 juillet, 1912.

Pour l'Allemagne et les Protectorats allemands:]

B. KOEHLER.
O. WACHENFELD.
Dr. KARL STRECKER.)
SCHRADER.
GOETSCH.
Dr. EMIL KRAUSS.]
FIELTIZ.

Pour les Etats-Unis d'Amérique et les Possessions des Etats-Unis d'Amérique:

JOHN R. EDWARDS.
JNO. Q. WALTON.
WILLIS L. MOORE.)
LOUIS W. AUSTIN.
GEORGE OWEN SQUIER.)
EDGAR RUSSEL.
C. MCK. SALTZMAN.
DAVID WOOSTER TODD.)
JOHN HAYS HAMMOND, Jr.)
WEBSTER.
W. D. TERRELL.
JOHN I. WATERBURY.

Pour la République Argentine:

VICENTE J. DOMINGUEZ.

Pour l'Autriche:

Dr. FRITZ RITTER WAGNER VON JAUREGG.
Dr. RUDOLF RITTER SPEIL v. OSTHEIM.]

Pour la Hongrie:

CHARLES FOLLERT.
Dr. DE HENNYEY.

Pour la Bosnie-Herzégovine:

H. GOIGINGER, G.M.)
ADOLF DANINGER.)
A. CICOLI.
ROMEO VIO.

Pour la Belgique:

J. BANNEUX.)
DELDIME.

Pour le Congo belge:

ROBERT B. GOLDSCHMIDT.]

Pour le Brésil:

Dr. FRANCISCO BIERING.)

Pour la Bulgarie:

IV. STOYANOVITCH.]

Pour le Chili:

C. E. RICKARD.

Pour le Danemark:

N. MEYER.
J. A. VÖLTZ.)
R. N. A. FABER.)
T. F. KRARUP.

Pour l'Egypte:

J. S. LIDDELL.]

Pour l'Espagne et les Colonies espagnoles:

JACOBO GARCIA ROURE.
JUAN DE CARRANZA Y GARRIDO.]

JACINTO LABRADOR.
ANTONIO NIETO.
TOMAS FERNANDEZ QUINTANA.
JAIME JANER ROBINSON.

Pour la France et l'Algérie:
A. FROUIN.

Pour l'Afrique occidentale française:
A. DUCHÈNE.

Pour l'Afrique équatoriale française:
A. DUCHÈNE.

Pour l'Indo-Chine:
A. DUCHÈNE.

Pour Madagascar:
A. DUCHÈNE.

Pour la Tunisie:
ET. DE FELCOURT.

Pour la Grande-Bretagne et diverses Colonies et Protectorats britanniques:

H. BABINGTON SMITH.
E. W. FARNALL.
E. CHARLTON.
G. M. W. MACDONOGH.

Pour l'Union de l'Afrique du Sud:
RICHARD SOLOMON.

Pour la Fédération australienne:
CHARLES BRIGHT.

Pour le Canada:
G. J. DESBARATS.

Pour les Indes britanniques:
H. A. KIRK.
F. E. DEMPSTER.

Pour la Nouvelle-Zélande:
C. WRAY PALLISER.

Pour la Grèce:
C. DOSIOS.

Pour l'Italie et les Colonies italiennes:
PROF. A. BATTELLI.

Pour le Japon et pour Chosen, Formose, Sakhalin et le territoire loué de Kwantoung:

TETSUJIRO SAKANO.
KENJI IIDA.
RIUJI NAKAYAMA.
SEIICHI KUROSE.

Pour le Maroc:
MOHAMMED EL KABADJ.
U. ASENSIO.

Pour Monaco:
FR. ROUSSEL.

Pour la Norvège:
HEFTYE.
K. A. KNUDSSON.

Pour les Pays-Bas:
G. J. C. A. POP.
J. P. GUEPIN.

Pour les Indes néerlandaises et la Colonie de Curaçao:
PERK.
F. VAN DER GOOT.

Pour la Perse:

MIRZA ABDUL GHAFFAR KHAN.

Pour le Portugal et les Colonies portugaises:
ANTONIO MARIA DA SILVA.

Pour la Roumanie:
C. BOERESCU.

Pour la Russie et les Possessions et Protectorats russes:

N. DE ETTER.
P. OSSADITCHY.
A. EULER.
SERGUEIEVITCH.
V. DMITRIEFF.
D. SOKOLTSOW.
A. STCHASTNYI.
BARON A. WYNEKEN.

Pour la République de Saint-Marin:
ARTURO SERENA.

Pour le Siam:
LUANG SANPAKITCH PREECHA.
WM. J. ARCHER.

Pour la Suède:
RYDIN.
HAMILTON.

Pour la Turquie:
M. EMIN.
M. FAHRY.
OSMAN SADI.

Pour l'Uruguay:
FED. R. VIDIELLA.

PROTOCOLE FINAL

Au moment de procéder à la signature de la Convention arrêtée par la Conférence radiotélégraphique internationale de Londres, les Plénipotentiaires soussignés sont convenus de ce qui suit:

I.

La nature exacte de l'adhésion notifiée de la part de la Bosnie-Herzégovine n'étant pas encore déterminée, il est reconnu qu'une voix est attribuée à la Bosnie-Herzégovine, une décision devant intervenir ultérieurement sur le point de savoir si cette voix lui appartient en vertu du second paragraphe de l'article 12 de la Convention, ou si cette voix lui est accordée conformément aux dispositions du troisième paragraphe de cet article.

II.

Il est pris acte de la déclaration suivante:

La Délégation des Etats-Unis déclare que son Gouvernement se trouve dans la nécessité de s'abstenir de toute action concernant les tarifs, parce que la transmission des radiotélégrammes ainsi que celle des télégrammes dans les Etats-Unis est exploitée, soit entièrement, soit en partie, par des Compagnies commerciales ou particulières.

III.

Il est également pris acte de la déclaration suivante:

Le Gouvernement du Canada se réserve la faculté de fixer séparément, pour chacune de ses stations côtières, une taxe maritime totale pour les radiotélégrammes originaux de l'Amérique du Nord et destinés à un navire quelconque, la taxe côtière s'élevant aux trois cinquièmes et la taxe de bord aux deux cinquièmes de cette taxe totale.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont dressé le présent Protocole final, qui aura la même force et la même valeur que si ses dispositions étaient insérées dans le texte même de la Convention à laquelle il se rapporte, et ils l'ont signé en un exemplaire qui restera déposé aux archives du Gouvernement britannique et dont une copie sera remise à chaque Partie.

Fait à Londres, le 5 juillet 1912.

Pour l'Allemagne et les Protectorats allemands:

B. KOEHLER.
O. WACHENFELD.
Dr. KARL STRECKER.
SCHRADER.
GOETSCH.
Dr. EMIL KRAUSS.
FIELITZ.

Pour les Etats-Unis d'Amérique et les Possessions des Etats-Unis d'Amérique:

JOHN R. EDWARDS.
JNO. O. WALTON.
WILLIS L. MOORE.
LOUIS W. AUSTIN.
GEORGE OWEN SQUIER.
EDGAR RUSSEL.
C. MCK. SALTZMAN.
DAVID WOOSTER TODD.
JOHN HAYS HAMMOND, Jr.
WEBSTER.
W. D. TERRELL.
JOHN I. WATERBURY.

Pour la République Argentine:

VICENTE J. DOMINGUEZ.

Pour l'Autriche:

Dr. FRITZ RITTER WAGNER VON JAUREGG.
Dr. RUDOLF RITTER SPEIL V. OSTHEIM.

Pour la Hongrie:

CHARLES FOLMET.
Dr. DE HENNYEY.

Pour la Bosnie-Herzégovine:

H. GOICINGER, G.M.
ADOLF DANINGER.
A. CICOLI.
ROMEO VIO.

Pour la Belgique:

J. BANNEUX.
DELDIME.

Pour le Congo belge:

ROBERT B. GOLDSCHMIDT.

Pour le Brésil:

Dr. FRANCISCO BUERING.

Pour la Bulgarie:

IV. STOYANOVITCH.

Pour le Chili:

C. E. RICKARD.

Pour le Danemark:

N. MEYER.
J. A. VÖRTZ.
R. N. A. FABER.
T. F. KRARUP.

Pour l'Egypte:

J. S. LIDDELL.

Pour l'Espagne et les Colonies espagnoles:

JACOBO GARCIA ROURE.
JUAN DE CARRANZA Y GARRIDO.
JACINTO LABRADOR.
ANTONIO NIETO.
TOMAS FERNANDEZ QUINTANA.
JAIME JANER ROBINSON.

Pour la France et l'Algérie:

A. FROUIN.

Pour l'Afrique occidentale française:

A. DUCHÈNE.

Pour l'Afrique équatoriale française:

A. DUCHÈNE.

Pour l'Indo-Chine:

A. DUCHÈNE.

Pour Madagascar:

A. DUCHÈNE.

Pour la Tunisie:

ET. DE FELCOURT.

Pour la Grande-Bretagne et diverses Colonies et Protectorats britanniques:

H. BABINGTON SMITH.
E. W. FARNALL.
E. CHARLTON.
G. M. W. MACDONOGH.

Pour l'Union de l'Afrique du Sud:

RICHARD SOLOMON.

Pour la Fédération australienne:

CHARLES BRIGHT.

Pour le Canada:

G. J. DESBARATS.

Pour les Indes britanniques:

H. A. KIRK.
F. E. DEMPSTER.

Pour la Nouvelle-Zélande:

C. WRAY PALLISER.

Pour la Grèce:

C. DOSIOS.

Pour l'Italie et les Colonies italiennes:

Prof. A. BATTELLI.

Pour le Japon et pour Chosen, Formose, Sakhalin [Jap.] mais et le territoire loué de Kwantoung:

GETSUJIRO SAKANO.
KENJI IDE.
RIJJI NAKAYAMA.
SEIICHI KUROSE.

Pour le Maroc:

MOHAMMED EL KABADJ.
U. ASENSIO.

Pour Monaco:

FR. ROUSSEL.

Pour la Norvège:

HEFTYE.
K. A. KNUDSSON.

Pour les Pays-Bas:

G. J. C. A. POP.
J. P. GUEPIN.

Pour les Indes néerlandaises et la Colonie de Curaçao:

PERK.
F. VAN DER GOOT.

Pour la Perse:

MIRZA ABDUL GHIAFFAR KHAN.

Pour le Portugal et les Colonies portugaises:

ANTONIO MARIA DA SILVA.

Pour la Roumanie:

C. BOERESCU.

Pour la Russie et les Possessions et Protectorats russes:

N. DE ETTER.
P. OSSADITCHY.
A. EULER.
SERGUEIEVITCH.
V. DMITRIEFF.
D. SOKOLTSOW.
A. STCHASTNYI.
BARON A. WYNEKEN.

Pour la République de Saint-Marin:

ARTURO SERENA.

Pour le Siam:

LUANG SANPAKITCH, PREFECT.
WM. J. ARCHER.

Pour la Suède:

RYDIN.
HAMILTON.

Pour la Turquie:

M. EMIN.
M. FAHRY.
OSMAN SADI.

Pour l'Uruguay:

FED. R. VIDIELLA.

RÈGLEMENT DE SERVICE ANNEXÉ À LA CONVENTION RADIO- TELEGRAPHIQUE INTERNATIONALE

1. Organisation des Stations radiotélégraphiques.**ARTICLE I.**

Le choix des appareils et des dispositifs radiotélégraphiques à employer par les stations côtières et les stations de bord est libre. L'installation de ces stations doit répondre, autant que possible, aux progrès scientifiques et techniques.

ARTICLE II.

Deux longueurs d'onde, l'une de 600 mètres et l'autre de 300 mètres, sont admises pour le service de la correspondance publique générale. Toute station côtière ouverte à ce service doit être équipée de façon à pouvoir utiliser ces deux longueurs d'onde, dont l'une est désignée comme la longueur d'onde normale de la station. Pendant toute la durée de son ouverture chaque station côtière doit être en état de recevoir les appels faits au moyen de sa longueur d'onde normale. Toutefois, pour les correspondances visées au paragraphe 2 de l'article XXXV, il est fait usage d'une longueur d'onde de 4,800 mètres. En outre, chaque Gouvernement peut autoriser l'emploi, dans une station côtière, d'autres longueurs d'onde destinées à assurer un service de longue portée, ou un service autre que celui de la correspondance publique générale et établi conformément aux dispositions de la Convention, sous la réserve que ces longueurs d'onde ne dépassent pas 600 mètres ou qu'elles soient supérieures à 1,600 mètres.

En particulier, les stations utilisées exclusivement pour l'envoi de signaux destinés à déterminer la position des navires ne doivent pas employer des longueurs d'onde supérieures à 150 mètres.

ARTICLE III.

1. Toute station de bord doit être équipée de façon à pouvoir se servir des longueurs d'onde de 600 mètres et de 300 mètres. La première est la longueur d'onde normale, et ne peut être dépassée dans la transmission, hormis le cas de l'article XXXV (paragraphe 2).

Il peut être fait usage d'autres longueurs d'ondes, inférieures à 600 mètres, dans des cas spéciaux, et moyennant l'approbation des Administrations dont dépendent les stations côtières et les stations de bord intéressées.

2. Pendant toute la durée de son ouverture chaque station de bord doit pouvoir recevoir les appels effectués au moyen de sa longueur d'onde normale.

3. Les navires de faible tonnage qui seraient dans l'impossibilité matérielle d'utiliser la longueur d'onde de 600 mètres pour la transmission peuvent être autorisés à employer exclusivement la longueur d'onde de 300 mètres; ils doivent être en mesure de recevoir au moyen de la longueur d'onde de 600 mètres.

ARTICLE IV.

Les communications entre une station côtière et une station de bord, ou entre deux stations de bord, doivent être échangées de part et d'autre au moyen de la même longueur d'onde. Si, dans un cas particulier, la communication est difficile, les deux stations peuvent, d'un commun accord, passer de la longueur d'onde au moyen de laquelle elles correspondent à l'autre longueur d'onde réglementaire. Les deux stations reprennent leurs longueurs d'onde normales lorsque l'échange radiotélégraphique est terminé.

ARTICLE V.

1. Le Bureau international dresse, publie et revise périodiquement une carte officielle mentionnant les stations côtières, leurs portées normales, les principales lignes de navigation et le temps employé normalement par les navires pour la traversée entre les divers ports d'atterrissage.

2. Il établit et publie une Nomenclature des stations radiotélégraphiques visées à l'article 1^{er} de la Convention, ainsi que des suppléments périodiques pour les additions et modifications. Cette Nomenclature donne pour chaque station les renseignements suivants:

1° Pour les stations côtières: le nom, la nationalité et la position géographique indiquée par la subdivision territoriale et par la longitude et la latitude du lieu; pour les stations de bord: le nom et la nationalité du navire; le cas échéant, le nom et l'adresse de l'exploitant;

2° l'indicatif d'appel (les indicatifs doivent être différenciés les uns des autres, et chacun doit être formé d'un groupe de trois lettres);

3° la portée normale;

4° le système radiotélégraphique avec les caractéristiques du système d'émission (étincelles musicales, tonalité exprimée par le nombre de vibrations doubles, &c.);

5° les longueurs d'onde utilisées (la longueur d'onde normale est soulignée);

6° la nature des services effectués;

7° les heures d'ouverture;

8° le cas échéant, l'heure et le mode d'envoi des signaux horaires et des télégrammes météorologiques;

9° la taxe côtière ou de bord.

3. Sont compris également dans la Nomenclature les renseignements relatifs aux stations radiotélégraphiques autres que celles visées à l'article 1^{er} de la Convention qui sont communiqués au Bureau international par l'Administration dont dépendent ces stations, pourvu qu'il s'agisse, soit d'Administrations adhérentes à la Convention, soit d'Administrations non adhérentes, mais ayant fait la déclaration prévue à l'article XLVIII.

4. Les notations suivantes sont adoptées dans les documents à l'usage du service international pour désigner les stations radiotélégraphiques:

P.G. station ouverte à la correspondance publique générale;

P.R. station ouverte à la correspondance publique restreinte;

P. station d'intérêt privé;

O. station ouverte seulement à la correspondance officielle;

N. station ayant un service permanent;

X. station n'ayant pas de vacations déterminées.

5. Le nom d'une station de bord indiqué à la première colonne de la Nomenclature doit être suivi, en cas d'homonymie, de l'indicatif d'appel de cette station.

ARTICLE VI.

L'échange de signaux et de mots superflus est interdit aux stations visées à l'article 1^{er} de la Convention. Des essais et des exercices ne sont tolérés dans ces stations qu'autant qu'ils ne troublent point le service d'autres stations.

Les exercices doivent être effectués avec des longueurs d'onde différentes de celles admises pour la correspondance publique, et avec le minimum de puissance nécessaire.

ARTICLE VII.

1. Toutes les stations sont tenues d'échanger le trafic avec le minimum d'énergie nécessaire pour assurer une bonne communication.

2. Toute station côtière ou de bord doit satisfaire aux conditions suivantes:

(a) Les ondes émises doivent être aussi pures et aussi peu amorties que possible.

En particulier, l'usage de dispositifs transmetteurs dans lesquels la production des ondes émises est obtenue en déchargeant directement l'antenne par étincelles (plain aerials) n'est pas autorisée, sauf dans les cas de détresse.

Il peut cependant être admis pour certaines stations spéciales (par exemple, celles des petits bateaux) dans lesquelles la puissance primaire ne dépasse pas cinquante watts.

(b) Les appareils doivent être à même de transmettre et de recevoir à une vitesse au moins égale à 20 mots par minute, le mot étant compté à raison de 5 lettres.

Les installations nouvelles mettant en jeu une énergie de plus de 50 watts seront équipées de telle sorte qu'il soit possible d'obtenir facilement plusieurs portées inférieures à la portée normale, la plus faible étant de 15 milles nautiques environ. Les installations anciennes mettant en jeu une énergie de plus de 50 watts, seront transformées, autant que possible, de manière à satisfaire aux prescriptions précédentes.

(c) Les appareils récepteurs doivent permettre de recevoir, avec le maximum possible de protection contre les perturbations, les transmissions sur les longueurs d'onde prévues au présent Règlement, jusqu'à 600 mètres.

3. Les stations servant exclusivement à déterminer la position des navires (radiophares) ne doivent pas opérer dans un rayon supérieur à 30 milles nautiques.

ARTICLE VIII.

Indépendamment des conditions générales spécifiées à l'article VII, les stations de bord doivent également satisfaire aux conditions suivantes:—

(a) La puissance transmise à l'appareil radiotélégraphique, mesurée aux bornes de la génératrice de la station, ne doit pas, dans les circonstances normales, dépasser un kilowatt.

(b) Sous réserve des prescriptions de l'article XXXV, paragraphe 2, une puissance supérieure à un kilowatt peut être employée, si le navire se trouve dans la nécessité de correspondre à une distance de plus de 200 milles nautiques de la station côtière la plus rapprochée, ou si, par suite de circonstances exceptionnelles, la communication ne peut être réalisée qu'au moyen d'une augmentation de puissance.

ARTICLE IX.

1. Aucune station de bord ne peut être établie ou exploitée par une entreprise privée sans une licence délivrée par le Gouvernement dont dépend le navire.

Les stations à bord des navires ayant leur port d'attache dans une colonie, possession ou protectorat peuvent être désignées comme dépendant de l'autorité de cette colonie, possession, ou protectorat.

2. Toute station de bord titulaire d'une licence délivrée par l'un des Gouvernements contractants doit être considérée par les autres Gouvernements comme ayant une installation remplissant les conditions prévues par le présent Règlement.

Les autorités compétentes des pays où le navire fait escales peuvent exiger la production de la licence. A défaut de cette production, ces autorités peuvent s'assurer que les installations radiotélégraphiques du navire satisfont aux conditions imposées par le présent Règlement.

Lorsqu'une Administration reconnaît par la pratique qu'une station de bord ne remplit pas ces conditions, elle doit, dans tous les cas, adresser une réclamation à l'Administration du pays dont dépend le navire. Il est ensuite procédé, le cas échéant, comme le prescrit l'article XII, paragraphe 2.

ARTICLE X.

1. Le service de la station de bord doit être assuré par un télégraphiste possesseur d'un certificat délivré par le Gouvernement dont dépend le navire, ou, en cas d'urgence et seulement pour une traversée, par un autre Gouvernement adhérent.

2. Il y a deux classes de certificats:

Celui de 1^{re} classe constate la valeur professionnelle du télégraphiste en ce qui concerne:—

(a) le réglage des appareils et la connaissance de leur fonctionnement;

(b) la transmission et la réception auditive à une vitesse qui ne doit pas être inférieure à 20 mots par minute;

(c) la connaissance des règlements applicables à l'échange des communications radiotélégraphiques;

Le certificat de seconde classe peut être délivré à un télégraphiste n'atteignant qu'une vitesse de transmission et de réception de 12 à 19 mots par minute, tout en satisfaisant aux autres conditions susmentionnées. Les télégraphistes possesseurs d'un certificat de seconde classe peuvent être admis:—

(a) sur les navires qui n'emploient la radiotélégraphie que pour leur service propre et pour la correspondance de l'équipage, en particulier, sur les bateaux de pêche;

(b) sur tous les navires, à titre de suppléants, pourvu que ces navires aient à bord, au moins, un télégraphiste possesseur d'un certificat de première classe. Toutefois, sur les

navires classés dans la première catégorie indiquée à l'article XIII, le service doit être assuré par au moins deux télégraphistes possesseurs de certificats de première classe.

Dans les stations de bord, les transmissions ne pourront être faites que par un télégraphiste muni d'un certificat de première ou de seconde classe, exception faite des cas d'urgence où il serait impossible de se conformer à cette disposition.

3. En outre, le certificat constate que le Gouvernement a soumis le télégraphiste à l'obligation du secret des correspondances.

4. Le service radiotélégraphique de la station de bord est placé sous l'autorité supérieure du commandant du navire.

ARTICLE XI.

Les navires dotés d'installations radiotélégraphiques et classés dans les deux premières catégories indiquées à l'article XIII sont tenus d'avoir des installations radiotélégraphiques de secours dont tous les éléments sont placés dans des conditions de sécurité aussi grandes que possible et à déterminer par le Gouvernement qui délivre la licence. Ces installations de secours doivent disposer d'une source d'énergie qui leur soit propre, pouvoir être mises rapidement en marche, fonctionner pendant six heures au moins et avoir une portée minima de 80 milles nautiques pour les navires de la première catégorie et de 50 milles pour ceux de la deuxième catégorie. Cette installation de secours n'est pas exigée pour les navires dont l'installation normale remplit les conditions du présent article.

ARTICLE XII.

1. Si une Administration a connaissance d'une infraction à la Convention ou au Règlement commise dans une des stations qu'elle a autorisées, elle constate les faits et fixe les responsabilités.

En ce qui concerne les stations de bord, si la responsabilité incombe au télégraphiste, l'Administration prend les mesures nécessaires, et, le cas échéant, retire le certificat. S'il est constaté que l'infraction résulte de l'état des appareils ou d'instructions données au télégraphiste, il est procédé de même à l'égard de la licence accordée au navire.

2. Dans le cas d'infractions répétées à la charge du même navire, si les représentations faites à l'Administration dont dépend le navire par une autre Administration restent sans effet, celle-ci a la faculté, après en avoir donné avis, d'autoriser ses stations côtières à ne pas accepter les communications provenant du navire en cause. En cas de différend entre les deux Administrations, la question est soumise à un jugement arbitral à la demande de l'un des Gouvernements intéressés. La procédure est indiquée à l'article 18 de la Convention.

2. Durée du Service des Stations.

ARTICLE XIII.

(a) Stations côtières.

1. Le service des stations côtières est, autant que possible, permanent, le jour et la nuit, sans interruptions.

Toutefois certaines stations côtières peuvent avoir un service de durée limitée. Chaque Administration fixe les heures de service.

2. Les stations côtières dont le service n'est point permanent ne peuvent prendre clôture avant d'avoir transmis tous leurs radiotélégrammes aux navires qui se trouvent dans leur rayon d'action et avant d'avoir reçu de ces navires tous les radiotélégrammes annoncés. Cette disposition est également applicable lorsque des navires signalent leur présence avant la cessation effective du travail.

(b) Stations de bord.

3. Les stations de bord sont classées en trois catégories:—

1^{re} Stations ayant un service permanent;

2^{de} Stations ayant un service de durée limitée;

3^{de} Stations n'ayant pas de vacations déterminées.

Pendant la navigation, doivent rester en permanence à l'écoute: 1^{re} les stations de la première catégorie; 2^{de} celles de la deuxième catégorie, durant les heures d'ouverture du service; en dehors de ces heures, ces dernières stations doivent rester sur écoute les dix premières minutes de chaque heure. Les stations de la troisième catégorie ne sont astreintes à aucun service régulier d'écoute.

Il appartient aux Gouvernements qui délivrent les licences spécifiées par l'article IX de fixer la catégorie dans laquelle est classé le navire au point de vue de ses obligations en ma-

tière d'écoute. Mention de cette classification est faite dans la licence.

3. Rédaction et dépôt des radiotélégrammes.

ARTICLE XIV.

1. Les radiotélégrammes portent, comme premier mot du préambule, la mention de service «radio».

2. Dans la transmission de radiotélégrammes originaux d'un navire en mer, la date et l'heure du dépôt à la station de bord sont indiquées dans le préambule.

3. A la réexpédition sur le réseau télégraphique, la station côtière inscrit comme indication du bureau d'origine, le nom du navire d'origine tel qu'il figure à la Nomenclature, et aussi, le cas échéant, celui du dernier navire qui a servi d'intermédiaire. Ces indications sont suivies du nom de la station côtière.

ARTICLE XV.

1. L'adresse des radiotélégrammes destinés aux navires doit être aussi complète que possible. Elle est obligatoirement libellée comme suit: —

(a) nom ou qualité du destinataire, avec indication complémentaire, s'il y a lieu;

(b) nom du navire, tel qu'il figure dans la première colonne de la Nomenclature;

(c) nom de la station côtière, tel qu'il figure à la Nomenclature.

Toutefois, le nom du navire peut être remplacé, aux risques et périls de l'expéditeur, par l'indication du parcours effectué par ce navire et déterminé par les noms des ports d'origine et de destination ou par toute autre mention équivalente.

2. Dans l'adresse, le nom du navire, tel qu'il figure dans la première colonne de la Nomenclature, est, dans tous les cas et indépendamment de sa longueur, compté pour un mot.

3. Les radiotélégrammes rédigés à l'aide du Code international de signaux sont transmis à destination sans être traduits.

4. Taxation.

ARTICLE XVI.

1. La taxe côtière et la taxe de bord sont fixées suivant le tarif par mot pur et simple, sur la base d'une rémunération équitable du travail radiotélégraphique, avec application facultative d'un minimum de taxe par radiotélégramme.

La taxe côtière ne peut dépasser 60 centimes par mot, et celle de bord 40 centimes par mot. Toutefois, chacune des Administrations a la faculté d'autoriser des taxes côtières et de bord supérieures à ces maxima dans le cas de station d'une portée dépassant 400 milles nautiques, ou de stations exceptionnellement onéreuses en raison des conditions matérielles de leur installation et de leur exploitation.

Le minimum facultatif de taxe par radiotélégramme ne peut être supérieur à la taxe côtière ou de bord d'un radiotélégramme de 10 mots.

2. En ce qui concerne les radiotélégrammes originaux ou à destination d'un pays et échangés directement avec les stations côtières de ce pays, la taxe applicable à la transmission sur les lignes télégraphiques ne doit pas dépasser, en moyenne, celle du régime intérieur de ce pays.

Cette taxe est calculée par mot pur et simple, avec un minimum facultatif de perception ne dépassant pas la taxe afférente à dix mots. Elle est notifiée en francs par l'Administration du pays dont relève la station côtière.

Pour les pays du régime européen, à l'exception de la Russie et de la Turquie, il n'y a qu'une taxe unique pour le territoire de chaque pays.

ARTICLE XVII.

1. Lorsqu'un radiotélégramme original d'un navire et à destination de la terre ferme transite par une ou deux stations de bord, la taxe comprend, outre celles du bord d'origine, de la station côtière et des lignes télégraphiques, la taxe de bord de chacun des navires ayant participé à la transmission.

2. L'expéditeur d'un radiotélégramme original de la terre ferme et destiné à un navire peut demander que son message soit transmis par l'intermédiaire d'une ou de deux stations de bord; il dépose à cet effet le montant des taxes radiotélégraphiques et télégraphiques, et en outre, à titre d'arrhes, une somme à fixer par le bureau d'origine en vue du paiement aux stations de bord intermédiaires des taxes de transit fixées au § 1; il doit encore verser, à son choix, la taxe d'un télégramme de 5 mots ou le prix d'affranchissement d'une lettre à expédier par la station côtière au bureau d'origine pour donner les renseignements nécessaires à la liquidation des arrhes déposées.

Le radiotélégramme est alors accepté aux risques et périls de l'expéditeur; il porte avant l'adresse l'indication éventuelle taxée: «x retransmissions télégraphiques» ou «x retransmissions lettre» (x représentant le nombre des retransmissions demandées par l'expéditeur), selon que l'expéditeur désire que les renseignements nécessaires à la liquidation des arrhes soient fournis par télégraphe ou par lettre.

3. La taxe des radiotélégrammes originaux d'un navire, à destination d'un autre navire, et acheminés par l'intermédiaire d'une ou de deux stations côtières, comprend:

Les taxes de bord des deux navires, la taxe de la station côtière ou des deux stations côtières, selon le cas, et éventuellement la taxe télégraphique applicable au parcours entre les deux stations côtières.

4. La taxe des radiotélégrammes échangés entre les navires en dehors de l'intervention d'une station côtière comprend les taxes de bord des navires d'origine et de destination augmentées des taxes de bord des stations intermédiaires.

5. Les taxes côtières et de bord dues aux stations de transit sont les mêmes que celles fixées pour ces stations lorsque ces dernières sont stations d'origine ou de destination. Dans tous les cas, elles ne sont perçues qu'une fois.

6. Pour toute station côtière intermédiaire, la taxe à percevoir pour le service de transit est la plus élevée des taxes côtières afférentes à l'échange direct avec les deux navires en cause.

ARTICLE XVIII.

Le pays sur le territoire duquel est établie une station côtière servant d'intermédiaire pour l'échange de radiotélégrammes entre une station de bord et un autre pays est considéré, en ce qui concerne l'application des taxes télégraphiques, comme pays de provenance ou de destination de ces radiotélégrammes et non comme pays de transit.

5. Perception des taxes.

ARTICLE XIX.

1. La taxe totale des radiotélégrammes est perçue sur l'expéditeur à l'exception 1° des frais d'express (article XVIII, paragraphe 1, du Règlement télégraphique); 2° des taxes applicables aux réunions ou alterations de mots non admises, constatées par le bureau ou la station de destination (article XIX, paragraphe 9, du Règlement télégraphique), ces taxes étant perçues sur le destinataire.

Les stations de bord doivent posséder à cet effet les tarifs utiles. Elles ont, toutefois, la faculté de se renseigner auprès des stations côtières au sujet de la taxation de radiotélégrammes pour lesquelles elles ne possèdent pas toutes les données nécessaires.

2. Le compte des mots du bureau d'origine est décisif au sujet des radiotélégrammes à destination de navires et celui de la station de bord d'origine est décisif au sujet des radiotélégrammes originaux de navires, tant pour la transmission que pour les comptes internationaux. Toutefois, quand le radiotélégramme est rédigé totalement ou partiellement, soit dans une des langues du pays de destination, en cas de radiotélégrammes originaux de navires, soit dans une des langues du pays dont dépend le navire, s'il s'agit de radiotélégrammes à destination de navires, et que le radiotélégramme contient des réunions ou des alterations de mots contraires à l'usage de cette langue, le bureau ou la station de bord de destination suivant le cas, a la faculté de recouvrer sur le destinataire le montant de la taxe non perçue. En cas de refus de paiement, le radiotélégramme peut être arrêté.

6. Transmission des radiotélégrammes.

a. Signaux de transmission.

ARTICLE XX.

Les signaux employés sont ceux du Code Morse international.

ARTICLE XXI.

Les navires en détresse font usage du signal suivant:

• • • — — — • • •

répété à de courts intervalles, suivi des indications nécessaires.

Dès qu'une station perçoit le signal de détresse, elle doit suspendre toute correspondance et ne la reprendre

qu'après avoir acquis la certitude que la communication motivée par l'appel de secours est terminée.

Les stations qui perçoivent un appel de détresse doivent se conformer aux indications données par le navire qui fait l'appel, en ce qui concerne l'ordre des communications ou leur cessation.

Dans le cas où à la fin de la série des appels de secours est ajouté l'indicatif d'appel d'une station déterminée la réponse à l'appel n'appartient qu'à cette dernière station, à moins que celle-ci ne réponde pas. A défaut de l'indication d'une station déterminée dans l'appel de secours, chaque station qui perçoit cet appel est tenue d'y répondre.

ARTICLE XXII.

Pour donner ou demander des renseignements concernant le service radiotélégraphique, les stations doivent faire usage des signaux contenus dans la liste annexée au présent Règlement.

b. Ordre de transmission.

ARTICLE XXIII.

Entre deux stations, les radiotélégrammes de même rang sont transmis isolément dans l'ordre alternatif ou par séries de plusieurs radiotélégrammes suivant l'indication de la station côtière à la condition que la durée de la transmission de chaque série ne dépasse pas quinze minutes.

c. Appel des stations et transmission des radiotélégrammes.

ARTICLE XXIV.

1. En règle générale, c'est la station de bord qui appelle la station côtière, qu'elle ait ou non à transmettre des radiotélégrammes.

2. Dans les eaux où le trafic radiotélégraphique est intense (la Manche, etc.), l'appel d'un navire à une station côtière ne peut, en règle générale, s'effectuer que si cette dernière se trouve dans la portée normale de la station de bord et lorsque celle-ci arrive à une distance inférieure à 75 pour cent de la portée normale de la station côtière.

3. Avant de procéder à un appel, la station côtière ou la station de bord doit régler le plus sensiblement possible son système récepteur et s'assurer qu'aucune autre communication ne s'effectue dans son rayon d'action; s'il en est autrement, elle attend la première suspension, à moins qu'elle ne reconnaisse que son appel n'est pas susceptible de troubler les communications en cours. Il en est de même dans le cas où elle veut répondre à un appel.

4. Pour l'appel, toute station fait emploi de l'onde normale de la station à appeler.

5. Si, malgré ces précautions, une transmission radiotélégraphique est entravée, l'appel doit cesser à la première demande d'une station côtière ouverte à la correspondance publique. Cette station doit alors indiquer la durée approximative de l'attente.

6. La station de bord doit faire connaître à chaque station côtière à laquelle elle a signalé sa présence le moment où elle se propose de cesser ses opérations ainsi que la durée probable de l'interruption.

ARTICLE XXV.

1. L'appel comporte le signal $\text{---} \cdot \cdot \cdot \cdot \text{---}$, l'indicatif de la station appelée émis trois fois, et le mot «de» suivi de l'indicatif de la station expéditrice, émis trois fois.

2. La station appelée répond en donnant le signal $\text{---} \cdot \cdot \cdot \cdot \text{---}$, suivi de l'indicatif, émis trois fois, de la station correspondante, du mot «de», de son propre indicatif et du signal $\text{---} \cdot \cdot \cdot \cdot \text{---}$.

3. Les stations qui désirent entrer en communication avec des navires, sans cependant connaître les noms de ceux qui se trouvent dans leur rayon d'action, peuvent employer le signal $\text{---} \cdot \cdot \cdot \cdot \text{---}$ (signal de recherche). Les dispositions des paragraphes 1 et 2 sont également applicables à la transmission du signal de recherche et à la réponse à ce signal.

ARTICLE XXVI.

Si une station appelée ne répond pas à la suite de l'appel (article XXV) émis trois fois à des intervalles de deux minutes, l'appel ne peut être repris qu'après un intervalle de quinze minutes, la station faisant l'appel s'étant d'abord assurée du fait qu'aucune communication radiotélégraphique n'est en cours.

ARTICLE XXVII.

Toute station qui doit effectuer une transmission nécessitant l'emploi d'une grande puissance émet d'abord trois fois le signal d'avertissement $\text{---} \cdot \cdot \cdot \cdot \text{---}$, avec la puissance minimum nécessaire pour atteindre les stations voisines. Elle ne commence ensuite à transmettre avec la grande puissance que 30 secondes après l'envoi du signal d'avertissement.

ARTICLE XXVIII.

1. Aussitôt que la station côtière a répondu la station de bord lui fournit les renseignements qui suivent si elle a des messages à lui transmettre; ces renseignements sont également donnés lorsque la station côtière en fait la demande:

(a) la distance approximative, en milles nautiques, du navire à la station côtière;

(b) la position du navire indiquée sous une forme concise et adaptée aux circonstances respectives;

(c) le prochain port auquel touchera le navire;

(d) le nombre de radiotélégrammes, s'ils sont de longueur normale, ou le nombre de mots, si les messages ont une longueur exceptionnelle.

La vitesse du navire en milles nautiques est indiquée spécialement à la demande expresse de la station côtière.

2. La station côtière répond en indiquant, comme il est dit au § 1, soit le nombre de télégrammes, soit le nombre de mots à transmettre au navire, ainsi que l'ordre de transmission.

3. Si la transmission ne peut avoir lieu immédiatement, la station côtière fait connaître à la station de bord la durée approximative de l'attente.

4. Si une station de bord appelée ne peut momentanément recevoir, elle informe la station appelante de la durée approximative de l'attente.

5. Dans les échanges entre deux stations de bord, il appartient à la station appelée de fixer l'ordre de transmission.

ARTICLE XXIX.

Lorsqu'une station côtière est saisi d'appels provenant de plusieurs stations de bord, elle décide de l'ordre dans lequel ces stations seront admises à échanger leurs correspondances.

Pour régler cet ordre, la station côtière s'inspire uniquement de la nécessité de permettre à toute station intéressée d'échanger le plus grand nombre possible de radiotélégrammes.

ARTICLE XXX.

Avant de commencer l'échange de la correspondance, la station côtière fait connaître à la station de bord si la transmission doit s'effectuer dans l'ordre alternatif ou par séries (article XXIII); elle commence ensuite la transmission ou fait suivre ces indications du signal $\text{---} \cdot \cdot \cdot \cdot \text{---}$.

ARTICLE XXXI.

La transmission d'un radiotélégramme est précédée du signal $\text{---} \cdot \cdot \cdot \cdot \text{---}$ et terminée par le signal $\text{---} \cdot \cdot \cdot \cdot \text{---}$ suivi de l'indicatif de la station expéditrice et du signal $\text{---} \cdot \cdot \cdot \cdot \text{---}$.

Dans le cas d'une série de radiotélégrammes, l'indicatif de la station expéditrice et le signal $\text{---} \cdot \cdot \cdot \cdot \text{---}$ ne sont donnés qu'à la fin de la série.

ARTICLE XXXII.

Lorsque le radiotélégramme à transmettre contient plus de 40 mots, la station expéditrice interrompt la transmission par le signal $\text{---} \cdot \cdot \cdot \cdot \text{---}$ après chaque série de 20 mots environ, et elle ne reprend la transmission qu'après avoir obtenu de la station correspondante la répétition du dernier mot bien reçu, suivi du dit signal, ou, si la réception est bonne, le signal $\text{---} \cdot \cdot \cdot \cdot \text{---}$.

Dans le cas de transmission par séries, l'accusé de réception est donné après chaque radiotélégramme.

Les stations côtières occupées à transmettre de longs radiotélégrammes doivent suspendre la transmission à la fin de chaque période de 15 minutes, et rester silencieuses pendant une durée de 3 minutes avant de continuer la transmission.

Les stations côtières et de bord qui travaillent dans les conditions prévues à l'article XXXV, paragraphe 2, doivent suspendre le travail à la fin de chaque période de 15 minutes et faire l'écoute sur la longueur d'onde de 600 mètres pendant une durée de 3 minutes avant de continuer la transmission.

ARTICLE XXXIII.

1. Lorsque les signaux deviennent douteux, il importe d'avoir recours à toutes les ressources possibles pour l'aboutissement de la transmission. A cet effet, le radiotélégramme

est transmis trois fois au plus, à la demande de la station réceptrice. Si malgré cette triple transmission, les signaux sont toujours illisibles, le radiotélégramme est annulé.

Si l'accusé de réception n'est pas reçu, la station transmettrice appelle de nouveau la station correspondante. Lorsqu'aucune réponse n'est faite après trois appels, la transmission n'est pas poursuivie. Dans ce cas, la station transmettrice a la faculté d'obtenir l'accusé de réception par l'intermédiaire d'une autre station radiotélégraphique, en utilisant, le cas échéant, les lignes du réseau télégraphique.

2. Si la station réceptrice juge que, malgré une réception défectueuse, le radiotélégramme peut être remis, elle inscrit à la fin du préambule la mention de service: «Réception douteuse» et donne cours au radiotélégramme. Dans ce cas, l'Administration dont relève la station côtière réclame les taxes, conformément à l'article XLII du présent Règlement. Toutefois, si la station de bord transmet ultérieurement le radiotélégramme à une autre station côtière de la même Administration, celle-ci ne peut réclamer que les taxes afférentes à une seule transmission.

d. Accusé de réception et fin du travail.

ARTICLE XXXIV.

1. L'accusé de réception se donne dans la forme prescrite par le Règlement télégraphique international; il est précédé de l'indicatif de la station transmettrice et suivi de l'indicatif de la station réceptrice.

2. La fin du travail entre deux stations est indiquée par chacune d'elles au moyen du signal • • • — — — suivi de son propre indicatif.

(e.) Direction à donner aux radiotélégrammes.

ARTICLE XXXV.

1. En principe, la station de bord transmet ses radiotélégrammes à la station côtière la plus rapprochée.

Cependant si la station de bord peut choisir entre plusieurs stations côtières se trouvant à distances égales ou à peu près égales, elle donne la préférence à celle qui est établie sur le territoire du pays de destination ou de transit normal de ses radiotélégrammes.

2. Toutefois, un expéditeur à bord d'un navire a le droit d'indiquer la station côtière par laquelle il désire que son radiotélégramme soit expédié. La station de bord attend alors jusqu'à ce que cette station côtière soit la plus rapprochée.

Exceptionnellement la transmission peut s'effectuer à une station côtière plus éloignée, pourvu que:

(a) le radiotélégramme soit destiné au pays où est située cette station côtière et émane d'un navire dépendant de ce pays;

(b) pour les appels et la transmission, les deux stations utilisent une longueur d'onde de 1,800 mètres;

(c) la transmission par cette longueur d'onde ne trouble pas une transmission effectuée, au moyen de la même longueur d'onde, par une station côtière plus rapprochée;

(d) la station de bord se trouve à une distance de plus de 50 milles nautiques de toute station côtière indiquée dans la Nomenclature. La distance de 50 milles peut être réduite à 25 milles sous la réserve que la puissance maxima aux bornes de la génératrice n'exécède pas 5 kilowatts et que les stations de bord soient établies en conformité des articles VII et VIII. Cette réduction de distance n'est pas applicable dans les mers, baies ou golfes dont les rives appartiennent à un seul pays et dont l'ouverture sur la haute mer a moins de 100 milles.

7. Remise des radiotélégrammes à destination.

ARTICLE XXXVI.

Lorsque pour une cause quelconque un radiotélégramme provenant d'un navire en mer et destiné à la terre ferme ne peut être remis au destinataire, il est émis un avis de non-remise. Cet avis est transmis à la station côtière qui a reçu le radiotélégramme primitif. Cette dernière, après vérification de l'adresse, réexpédie l'avis au navire, s'il est possible, au besoin par l'intermédiaire d'une autre station côtière du même pays ou d'un pays voisin.

Lorsqu'un radiotélégramme parvenu à une station de bord ne peut être remis, cette station en fait part au bureau ou à la station de bord d'origine par avis de service. Dans le cas des radiotélégrammes émanant de la terre ferme, cet avis est transmis, autant que possible, à la station côtière par laquelle a transité le radiotélégramme, ou, le cas échéant, à une autre station côtière du même pays ou d'un pays voisin.

ARTICLE XXXVII.

Si le navire auquel est destiné un radiotélégramme n'a pas signalé sa présence à la station côtière dans le délai indiqué par l'expéditeur ou, à défaut d'une telle indication, jusqu'au matin du 8^e jour suivant, cette station côtière en donne avis au bureau d'origine, qui en informe l'expéditeur.

Celui-ci a la faculté de demander, par avis de service taxé, télégraphique ou postal, adressé à la station côtière, que son radiotélégramme soit retenu pendant une nouvelle période de 9 jours pour être transmis au navire et ainsi de suite. A défaut d'une telle demande, le radiotélégramme est mis au rebut à la fin du 9^e jour (jour de dépôt non compris).

Cependant si la station côtière a la certitude que le navire est sorti de son rayon d'action avant qu'elle ait pu lui transmettre le radiotélégramme, elle en informe immédiatement le bureau d'origine, qui avise sans retard l'expéditeur de l'annulation du message. Toutefois, l'expéditeur peut, par avis de service taxé, demander à la station côtière de transmettre le radiotélégramme au plus prochain passage du navire.

8. Radiotélégrammes spéciaux.

ARTICLE XXXVIII.

Sont seuls admis :

1^o Les Radiotélégrammes avec réponse payée. Ces radiotélégrammes portent, avec l'adresse, l'indication «Réponse payée» ou «RP» complétée par la mention du montant payé d'avance pour la réponse, soit: «Réponse payée fr. x.», ou «RP fr. x.»;

Le bon de réponse émis à bord d'un navire donne la faculté d'expédier, dans la limite de sa valeur, un radiotélégramme à une destination quelconque à partir de la station de bord qui a émis ce bon.

2^o Les Radiotélégrammes avec collationnement;

3^o Les Radiotélégrammes à remettre par expès. Mais seulement dans les cas où le montant des frais d'expès est perçu sur la destination. Les pays qui ne peuvent adopter ces radiotélégrammes doivent en faire la déclaration au Bureau international. Les radiotélégrammes à remettre par expès avec frais perçus sur l'expéditeur peuvent être admis lorsqu'ils sont destinés au pays sur le territoire duquel se trouve la station côtière correspondante.

4^o Les Radiotélégrammes à remettre par poste;

5^o Les Radiotélégrammes multiples;

6^o Les Radiotélégrammes avec accusé de réception. Mais seulement en ce qui concerne la notification de la date et de l'heure auxquelles la station côtière a transmis à la station de bord le télégramme adressé à cette dernière;

7^o Les avis de service taxés.— Sauf ceux qui demandent une répétition ou un renseignement. Toutefois, tous les avis de service taxés sont admis sur le parcours des lignes télégraphiques;

8^o Les Radiotélégrammes urgents.— Mais seulement sur le parcours des lignes télégraphiques et sous réserve de l'application du Règlement télégraphique international.

ARTICLE XXXIX.

Les radiotélégrammes peuvent être transmis par une station côtière à un navire, ou par un navire à un autre navire, en vue d'une réexpédition par la voie postale à effectuer à partir d'un port d'atterrissage du navire réceptrice.

Ces radiotélégrammes ne comportent aucune retransmission radiotélégraphique.

L'adresse de ces radiotélégrammes doit être libellée ainsi qu'il suit:

1^o Indication taxée «poste» suivie du nom port où le radiotélégramme doit être remis à la poste;

2^o Nom et adresse complète du destinataire;

3^o Nom de la station de bord qui doit effectuer le dépôt à la poste;

4^o Le cas échéant, nom de la station côtière.

Exemple: Poste Buenosaires Martinez 11 Calle Prad Valparaiso Avon Lizard.

La taxe comprend outre les taxes radiotélégraphiques et télégraphiques une somme de 25 centimes pour l'affranchissement postal du radiotélégramme.

9. Archives.

ARTICLE XL.

Les originaux des radiotélégrammes, ainsi que les documents y relatifs retenus par les Administrations, sont conservés avec toutes les précautions nécessaires au point de vue

du secret au moins pendant 15 mois, à compter du mois, qui suit celui du dépôt des radiotélégrammes.

Ces originaux et documents sont, autant que possible, envoyés au moins une fois par mois, par les stations de bord, aux Administrations dont elles relèvent.

10. Détaxes et remboursements.

ARTICLE XLII.

1. En ce qui concerne les detaxes et remboursements il est fait application du Règlement télégraphique international en tenant compte des restrictions indiquées aux articles XXXVIII et XXXIX du présent Règlement, et sous les réserves suivantes :

Le temps employé à la transmission radiotélégraphique, ainsi que la durée du séjour du radiotélégramme dans la station côtière pour les radiotélégrammes à destination des navires, ou dans la station de bord pour les radiotélégrammes originaires des navires, ne comptent pas dans les délais concernant les detaxes et remboursements.

Si la station côtière fait connaître au bureau d'origine qu'un radiotélégramme ne peut être transmis au navire destinataire, l'Administration du pays d'origine provoque aussitôt le remboursement à l'expéditeur des taxes côtières et de bord relatives à ce radiotélégramme. Dans ce cas, les taxes remboursées n'entrent pas dans les comptes prévus par l'article XLII, mais le radiotélégramme y est mentionné pour mémoire.

Le remboursement est supporté par les différentes Administrations et exploitations privées qui ont participé à l'acheminement du radiotélégramme, chacune d'elles abandonnant sa part de taxe. Toutefois les radiotélégrammes auxquels sont applicables les articles 7 et 8 de la Convention de St-Petersbourg restent soumis aux dispositions du Règlement télégraphique international, sauf lorsque l'acceptation de ces radiotélégrammes est le résultat d'une erreur de service.

2. Lorsque l'accusé de réception d'un radiotélégramme n'est pas parvenu à la station qui a transmis le message, la taxe n'est remboursée que lorsqu'il a été établi que le radiotélégramme donne lieu à remboursement.

11. Comptabilité.

ARTICLE XLIII.

1. Les taxes côtières et de bord n'entrent pas dans les comptes prévus par le Règlement télégraphique international.

Les comptes concernant ces taxes sont liquidés par les Administrations des pays intéressés. Ils sont établis par les Administrations dont dépendent les stations côtières et communiqués par elles aux Administrations intéressées. Dans le cas où l'exploitation des stations côtières est indépendante de l'Administration du pays, l'exploitant de ces stations peut être substitué, en ce qui concerne les comptes, à l'Administration de ce pays.

2. Pour la transmission sur les lignes télégraphiques, le radiotélégramme est traité, au point de vue des comptes, conformément au Règlement télégraphique.

3. Pour les radiotélégrammes originaires des navires, l'Administration dont dépend la station côtière débite l'Administration dont dépend la station de bord d'origine des taxes côtières et télégraphiques ordinaires, des taxes totales perçues pour les réponses payées, des taxes côtières et télégraphiques perçues pour le collationnement, des taxes afférentes à la remise par exprès (dans le cas prévu par l'article XXXVIII) ou par poste et de celles perçues pour les copies supplémentaires (TM). L'Administration dont dépend la station côtière, créditée, le cas échéant, par la voie des comptes télégraphiques et par l'intermédiaire des Offices ayant participé à la transmission des radiotélégrammes, l'Administration dont dépend le bureau de destination, des taxes totales relatives aux réponses payées. En ce qui concerne les taxes télégraphiques et les taxes relatives à la remise par exprès ou par poste et aux copies supplémentaires, il est procédé conformément au Règlement télégraphique, la station côtière étant considérée comme bureau télégraphique d'origine.

Pour les radiotélégrammes à destination d'un pays situé au delà de celui auquel appartient la station côtière, les taxes télégraphiques à liquider conformément aux dispositions ci-dessus sont celles qui résultent, soit des tableaux «A» et «B» annexés au Règlement télégraphique international soit, d'arrangements spéciaux conclus entre les Administrations de pays limitrophes et publiés par ces Administrations, et

non les taxes qui pourraient être perçues, d'après les dispositions particulières des articles XXIII, § 1, et XXVII, § 1, du Règlement télégraphique.

Pour les radiotélégrammes et les avis de service taxés à destination des navires, l'Administration dont dépend le bureau d'origine est débitée directement par celle dont dépend la station côtière des taxes côtières et de bord. Toutefois les taxes totales afférentes aux réponses payées sont créditées, s'il y a lieu, de pays à pays, par la voie des comptes télégraphiques, jusqu'à l'Administration dont dépend la station côtière. En ce qui concerne les taxes télégraphiques et les taxes relatives à la remise par poste et aux copies supplémentaires, il est procédé conformément au Règlement télégraphique. L'Administration dont dépend la station côtière crédite celle dont dépend le navire destinataire de la taxe de bord, s'il y a lieu des taxes revenant aux stations de bord intermédiaire de la taxe totale perçue pour les réponses payées, de la taxe de bord relative au collationnement, ainsi que des taxes perçues pour l'établissement de copies supplémentaires et pour la remise par poste.

Les avis de service taxés et les réponses payées elles-mêmes sont traités dans les comptes radiotélégraphiques, sous tous les rapports, comme les autres radiotélégrammes.

Pour les radiotélégrammes acheminés au moyen d'une ou deux stations de bord intermédiaires, chacune de celles-ci débite la station de bord d'origine, s'il s'agit d'un radiotélégramme provenant d'un navire, ou celle de destination, s'il s'agit d'un radiotélégramme destiné à un navire, de la taxe de bord lui revenant pour le transit.

4. En principe, la liquidation des comptes afférents aux échanges entre stations de bord se fait directement entre les compagnies exploitant ces stations, la station d'origine étant débitée par la station de destination.

5. Les comptes mensuels servant de base à la comptabilité spéciale des radiotélégrammes sont établis radiotélégramme par radiotélégramme avec toutes les indications utiles et dans un délai de six mois à partir du mois auquel ils se rapportent.

6. Les Gouvernements se réservent la faculté de prendre entre eux et avec des compagnies privées (entrepreneurs exploitant des stations radiotélégraphiques, compagnies de navigation, &c.) des arrangements spéciaux en vue de l'adoption d'autres dispositions concernant la comptabilité.

12. Bureau international.

ARTICLE XLIII.

Les dépenses supplémentaires, résultant du fonctionnement du Bureau international, en ce qui concerne la radiotélégraphie, ne doivent pas dépasser 80,000 francs par an, non compris les frais spéciaux auxquels donne lieu la réunion d'une Conférence internationale. Les administrations des Etats contractants sont, pour la contribution aux frais, réparties en six classes ainsi qu'il suit :

1^{re} classe :

Union de l'Afrique du Sud; Allemagne; Etats-Unis d'Amérique; Alaska; Hawaï et les autres Possessions américaines de la Polynésie; Iles Philippines; Porto Rico et les Possessions américaines dans les Antilles; Zone du Canal de Panama; République Argentine; Australie; Autriche; Brésil; Canada; France; Grande-Bretagne; Hongrie; Indes Britanniques; Italie; Japon; Nouvelle-Zélande; Russie; Turquie.

2^e classe :

Espagne.

3^e classe :

Asie centrale russe (littoral de la Mer Caspienne); Belgique; Chili; Chosen; Formose; Sakhalin Japonais et le territoire loué de Kwantoung; Indes néerlandaises; Norvège; Pays-Bas; Portugal; Roumanie; Sibérie occidentale (littoral de l'Océan Glacial; Sibérie orientale (littoral de l'Océan Pacifique); Suède.

4^e classe :

Afrique orientale allemande; Afrique allemande du Sud-Ouest; Cameroun; Togo; Protectorats allemands du Pacifique; Danemark; Egypte; Indo-Chine; Mexique; Siam; Uruguay.

5^e classe :

Afrique occidentale française; Bosnie-Herzégovine; Bulgarie; Grèce; Madagascar; Tunisie.

6^e classe:

Afrique équatoriale française; Afrique occidentale portugaise; Afrique orientale portugaise et possessions asiatiques; Boukhara; Congo belge; Colonie de Curaçao; Colonie espagnole du Golfe de Guinée; Erythrée; Khiva; Maroc; Monaco; Perse; S. Marin; Somalie italienne.

ARTICLE XLIV.

Les différentes Administrations font parvenir au Bureau international un tableau conforme au modèle ci-joint et contenant les indications énumérées dans le dit tableau pour les stations visées à l'article V du Règlement. Les modifications survenues et les suppléments sont communiqués par les Administrations au Bureau international du 1^{er} au 10 de chaque mois. A l'aide de ces communications, le Bureau international dresse la Nomenclature prévue par l'article V. La Nomenclature est distribuée aux Administrations intéressées. Elle peut également, avec les suppléments y relatifs, être vendue au public au prix de revient.

Le Bureau international veille à ce que l'adoption d'indicatifs identiques pour les stations radiotélégraphiques soit évitée.

13. Transmissions météorologiques horaires et autres.

ARTICLE XLV.

1. Les Administrations prennent les dispositions nécessaires pour faire parvenir à leurs stations côtières les télégrammes météorologiques contenant les indications intéressant la région de ces stations. Ces télégrammes, dont le texte ne doit pas dépasser 20 mots, sont transmis aux navires qui en font la demande. La taxe de ces télégrammes météorologiques est portée au compte des navires destinataires.

2. Les observations météorologiques, faites par certains navires désignés à cet effet par le pays dont ils dépendent, peuvent être transmises une fois par jour, comme avis de services taxés, aux stations côtières autorisées à les recevoir par les Administrations intéressées qui désignent également les bureaux météorologiques auxquels ces observations sont adressées par les stations côtières.

3. Les signaux horaires et les télégrammes météorologiques sont transmis à la suite les uns des autres de manière que la durée totale de leur transmission n'exécède pas dix minutes. En principe, pendant cet envoi, toutes les stations radiotélégraphiques dont la transmission peut troubler la réception de ces signaux et télégrammes, font silence de façon à permettre à toutes les stations qui le désirent de recevoir ces télégrammes et signaux. Exception est faite pour les cas de détresse et les télégrammes d'Etat.

4. Les Administrations facilitent la communication aux agences d'informations maritimes qu'elles agrèent des renseignements concernant les avaries et sinistres maritimes ou présentant un intérêt général pour la navigation dont les stations côtières peuvent régulièrement donner communication.

14. Dispositions diverses.

ARTICLE XLVI.

Les transmissions échangées entre les stations de bord doivent s'effectuer de manière à ne pas troubler le service des stations côtières, celles-ci devant avoir, en règle générale, le droit de priorité pour la correspondance publique.

ARTICLE XLVII.

Les stations côtières et les stations de bord sont tenues de participer à la retransmission des radiotélégrammes dans les cas où la communication ne peut s'établir directement entre les stations d'origine et de destination.

Le nombre des retransmissions est toutefois limité à deux.

En ce qui concerne les radiotélégrammes destinés à la terre ferme il ne peut être fait usage des retransmissions que pour atteindre la station côtière la plus rapprochée.

La retransmission est dans tous les cas subordonnée à la condition que la station intermédiaire qui reçoit le radiotélégramme en transit soit en mesure de lui donner cours.

ARTICLE XLVIII.

Si le parcours d'un radiotélégramme s'effectue en partie sur des lignes télégraphiques ou par des stations radiotélégra-

phiques relevant d'un Gouvernement non contractant, il peut être donné cours à ce radiotélégramme, sous la réserve, tout au moins, que les Administrations dont dépendent ces lignes ou ces stations aient déclaré vouloir appliquer, le cas échéant, les dispositions de la Convention et du Règlement qui sont indispensables pour l'acheminement régulier des radiotélégrammes et que la comptabilité soit assurée.

Cette déclaration est faite au Bureau international et portée à la connaissance des Offices de l'Union télégraphique.

ARTICLE XLIX.

Les modifications du présent Règlement qui seraient rendues nécessaires par suite de décisions des Conférences télégraphiques ultérieures seront mises en vigueur à la date fixée pour l'application des dispositions arrêtées par chacune de ces dernières Conférences.

ARTICLE L.

Les dispositions du Règlement télégraphique international sont applicables, par analogie, à la correspondance radiotélégraphique en tant qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent Règlement.

Sont applicables, en particulier, à la correspondance radiotélégraphique, les prescriptions de l'Article XXVII, paragraphes 3 à 6, du Règlement télégraphique, relatives à la perception des taxes, celles des Articles XXXVI et XLI relatives à l'indication de la voie à suivre, celles des Articles LXXV, paragraphe 1, LXXVIII, paragraphes 2 à 4; et LXXIX, paragraphes 2 et 4, relatives à l'établissement des comptes. Toutefois: 1^o Le délai de 6 mois prévu par le paragraphe 2 de l'Article LXXIX du Règlement télégraphique pour la vérification des comptes est porté à 9 mois en ce qui concerne les radiotélégrammes; 2^o Les dispositions de l'Article XVI, paragraphe 2, ne sont pas considérées comme autorisant la transmission gratuite, par les stations radiotélégraphiques, des télégrammes de service concernant exclusivement le service télégraphique non plus que la transmission en franchise, sur les lignes télégraphiques, des télégrammes de service exclusivement relatifs au service radiotélégraphique; 3^o Les dispositions de l'Article LXXIX, paragraphes 3 et 5, ne sont pas applicables à la comptabilité radiotélégraphique. En vue de l'application des dispositions du Règlement télégraphique, les stations côtières sont considérées comme bureaux de transit, sauf quand le Règlement radiotélégraphique stipule expressément que ces stations doivent être considérées comme bureaux d'origine ou de destination.

Conformément à l'article 11 de la Convention de Londres le présent Règlement entrera en vigueur le 1^{er} juillet 1913.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé ce Règlement en un exemplaire qui restera déposé aux archives du Gouvernement britannique et dont une copie sera remise à chaque Partie.

Pour l'Allemagne et les Protectorats allemands:

B. KOEHLER.
O. WACHENFELD.
DR. KARL STRECKER.
SCHRADER.
GOETSCH.
DR. EMIL KRAUSS.
FIELTIZ.

Pour les Etats-Unis d'Amérique et les Possessions des Etats-Unis d'Amérique:

JOHN R. EDWARDS.
JNO. Q. WALTON.
WILLIS L. MOORE.
LOUIS W. AUSTIN.
GEORGE OWEN SQUIER.
EDGAR RUSSEL.
C. MCK. SALTZMAN.
DAVID WOOSTER TODD.
JOHN HAYS HAMMOND, Jr.
WEBSTER.
W. D. TERRELL.
JOHN I. WATERBURY.

Pour la République Argentine:

VICENT J. DOMINGUEZ.

Pour l'Autriche:

DR. FRITZ RITTER WAGNER VON JAUREGG.
DR. RUDOLF RITTER SPEIL v. OSTHEIM.

Pour la Hongrie:

CHARLES FOLLERT
DR. DE HENNYEY.

Pour la Bosnie-Herzégovine:

H. GOIGINGER, G. M.
ADOLF DANINGER.
A. CICOLI.
ROMEO VIO.

Pour la Belgique:

J. BANNFUX.
DELDIME.

Pour le Congo belge:

ROBERT B. GOLDSCHMIDT.

Pour le Brésil:

DR. FRANCISCO BHERING.

Pour la Bulgarie:

IV. STOYANOVITCH.

Pour le Chili:

C. E. RICKARD.

Pour le Danemark:

N. MEYER.
J. A. VÖHTZ.
R. N. A. FABER.
T. F. KRARUP.

Pour l'Egypte:

J. S. LIDDELL.

Pour l'Espagne et les Colonies espagnoles:

JACOBO GARCIA ROURE.
JUAN DE CARRANZA Y GARRIDO.
JACINTO LABRADOR.
ANTONIO NIETO.
TOMAS FERNANDEZ QUINTANA.
JAIME JANER ROBINSON.

Pour la France et l'Algérie:

A. FROUIN.

Pour l'Afrique occidentale française:

A. DUCHÈNE.

Pour l'Afrique équatoriale française:

A. DUCHÈNE.

Pour l'Indo-Chine:

A. DUCHÈNE.

Pour Madagascar:

A. DUCHÈNE.

Pour la Tunisie:

ET. DE FELCOURT.

Pour la Grande-Bretagne et diverses Colonies et Protectorats britanniques:

H. BABINGTON SMITH.
E. W. FARNALL.
E. CHARLTON.
G. M. W. MAC DONOUGH.

Pour l'Union de l'Afrique du Sud:

RICHARD SOLOMON.

Pour la Fédération australienne:

CHARLES BRIGHT.

Pour le Canada:

G. J. DESBARATS.

Pour les Indes britanniques:

H. A. KIRK.
F. E. DEMPSTER.

Pour la Nouvelle-Zélande:

C. WRAY PALLISER.

Pour la Grèce:

C. DOSIOS.

Pour l'Italie et les Colonies italiennes:

PROF. A. BATTELLI.

Pour le Japon et pour Chosen, Formose, Sakhalin et le territoire loué de Kwantoung:

TETSUJIRO SAKANO.
KENJI IDE.
RIUJI NAKAYAMA.
SEIICHI KUROSE.

Pour le Maroc:

MOHAMMED EL KABALI.
U. ASENSIO.

Pour Monaco:

FR. ROUSSEL.

Pour la Norvège:

HEFTYE.
K. A. KNUDSSON.

Pour les Pays-Bas:

G. J. C. A. POP.
J. P. GUEPIN.

Pour les Indes néerlandaises et la Colonie de Curaçao:

PERK.
F. VAN DER GOOT.

Pour la Perse:

MIRZA ABDUL GHAFAR KHAN.

Pour le Portugal et les Colonies portugaises:

ANTONIO MARIA DA SILVA.

Pour la Roumanie:

C. BOERESCU.

Pour la Russie et les Possessions et Protectorats russes:

N. DE ETTER.
P. OSSADTCHY.
A. EULER.
SERGUEIEVITCH.
N. DMITRIEFF.
D. SOKOLTSOW.
A. STCHASTNYI.
BARON A. WYNEKEN.

Pour la République de Saint-Marin:

ARTURO SERENA.

Pour le Siam:

LUANG SANPAKITCH PREECHA.
WM. J. ARCHER.

Pour la Suède:

RYDIN.
HAMILTON.

Pour la Turquie:

M. EMIN.
M. FAHRY.
OSMAN SADI.

Pour l'Uruguay:

FED. R. VIDIELLO.

(Annexe à l'article XLIV du Règlement.)

Administration de

Etat signalétique des stations radiotélégraphiques.

(a) STATIONS CÔTIÈRES

Nom.	Nationalité.	Position géographique E = longitude orientale. O = longitude occidentale. N = latitude septentrionale. S = latitude méridionale. Subdivisions territoriales.	Indicatif d'appel.	Portée normale en milles nautiques.	Système radiotélégraphique avec les caractéristiques du système émetteur.	Longueurs d'onde en mètres (la longueur d'onde normale est soulignée).

Nature des services effectués	Heures d'ouverture (heure du fuseau).	Taxe côtière.		Observations (éventuellement heure et mode d'envoi des signaux horaires et des télégrammes météorologiques).
		par mot en francs.	minimum par radiotélégramme en francs.	

(b) STATIONS DE BORD.

Nom.	Nationalité.	Indicatif d'appel.	Portée normale en milles nautiques.	Système radiotélégraphique avec les caractéristiques du système émetteur.	Longueurs d'onde en mètres.

Nature des services effectués.	Heures d'ouverture.	Taxe de bord.		Observations (éventuellement nom et adresse de l'exploitant).
		par mot en francs.	minimum par radiotélégramme en francs.	
		1° Navires de guerre.		
		2° Navires de commerce.		

(Annexe à l'article XXII du Règlement.)

Liste des abréviations à employer dans les transmissions radiotélégraphiques.

Abréviation.	Question.	Réponse ou avis.	Abréviation.	Question.	Réponse ou avis.
1	2	3	1	2	3
—	(C Q).	Signal de recherche employé par une station qui désire entrer en correspondance.	Q R Y	Quel est mon tour ?	Votre tour est numéro.
—	(T R)...	Signal annonçant l'envoi d'indications concernant une station de bord (article).	Q R Z	Mes signaux sont-ils faibles ?	Vos signaux sont faibles.
—	(I)	Signal indiquant qu'une station va émettre avec une grande puissance.	Q S A	Mes signaux sont-ils forts ?	Vos signaux sont forts.
P R B	Désirez-vous communiquer avec ma station à l'aide du Code international de signaux ?	Je désire communiquer avec votre station à l'aide du Code international de signaux.	Q S B	Mon ton est-il mauvais ?	Le ton est mauvais.
Q R A	Quel est le nom de votre station ?	Ici la station.	Q S C	Mon étincelle est-elle mauvaise ?	L'étincelle est mauvaise.
Q R B	A quelle distance vous trouvez-vous de ma station ?	La distance entre nos stations est de milles nautiques.	Q S D	Les intervalles de transmission sont-ils mauvais ?	Les intervalles de transmission sont mauvais.
Q R C	Quel est votre vrai relèvement ?	Mon vrai relèvement est de degrés.	Q S E	Comparons nos montres. J'ai heures; quelle heure avez-vous ?	L'heure est
Q R D	Où allez-vous ?	Je vais à	Q S F	Les radiotélégrammes deviendront-ils être transmis dans l'ordre alternatif ou par séries ?	La transmission sera faite dans l'ordre alternatif.
Q R E	D'où venez-vous ?	Je viens de	Q G		La transmission sera faite par séries de 5 radiotélégrammes.
Q R F	A quelle compagnie ou ligne de navigation appartenez-vous ?	J'appartiens à	Q S H		La transmission sera faite par séries de 10 radiotélégrammes.
Q R H	Quelle est votre longueur d'onde ?	Ma longueur d'onde est de mètres.	Q S J	Quelle est la taxe à percevoir pour. ?	La taxe à percevoir est de
Q R J	Combien de mots avez-vous à transmettre ?	J'ai mots à transmettre.	Q S K	Le dernier radiotélégramme est-il annulé ?	Le dernier radiotélégramme est annulé.
Q R K	Comment recevez-vous ?	Je reçois bien.	Q S L	Avez-vous reçu quittance ?	Prière donner quittance.
Q R L	Recevez-vous mal ? Dois-je transmettre 20 fois ; pour permettre le réglage de vos appareils ?	Je reçois mal. Transmettez 20 fois ; pour que je puisse régler mes appareils.	Q S M	Quelle est votre vraie route ?	Ma vraie route est de degrés.
Q R M	Etes-vous troublé ?	Je suis troublé.	Q S N	Communiquez-vous avec terre ferme ?	Je ne communique pas avec terre ferme.
Q R N	Les atmosphériques sont-elles très fortes ?	Les atmosphériques sont très fortes.	Q S O	Etes-vous en communication avec une autre station [ou: avec] ?	Je suis en communication avec [par l'intermédiaire de].
Q R O	Dois-je augmenter l'énergie ?	Augmentez l'énergie.	Q S P	Dois-je signaler à que vous l'appellez ?	Informez que je l'appelle.
Q R P	Dois-je diminuer l'énergie ?	Diminuez l'énergie.	Q S Q	Suis-je appelé par ?	Vous êtes appelé par
Q R Q	Dois-je transmettre plus vite ?	Transmettez plus vite.	Q S R	Expédiez-vous le radiotélégramme ?	J'expédierai le radiotélégramme.
Q R S	Dois-je transmettre plus lentement ?	Transmettez plus lentement.	Q S T	Avez-vous reçu un appel général ?	Appel général à toutes stations.
Q R T	Dois-je cesser la transmission ?	Cessez la transmission.	Q S U	Prière m'appeler dès que vous aurez fini [ou: à heures].	Je vous appellerai dès que j'aurai fini.
Q R U	Avez-vous quelque chose pour moi ?	Je n'ai rien pour vous.	Q S V	Correspondance publique est-elle engagée ?	Correspondance publique est engagée. Prière de ne pas la troubler.
Q R V	Etes-vous prêt ?	Je suis prêt. Tout est en ordre.	Q S W	Dois-je augmenter ma fréquence d'étincelle ?	Augmentez la fréquence d'étincelle.
Q R W	Etes-vous occupé ?	Je suis occupé avec une autre station [ou: avec]. Prière de ne pas troubler.	Q S Y	Dois-je transmettre avec la longueur d'onde de mètres ?	Passons à l'onde de mètres.
Q R X	Dois-je attendre ?	Attendez. Je vous appellerai à heures [ou: au besoin].	Q S X	Dois-je diminuer ma fréquence d'étincelle ?	Diminuez la fréquence d'étincelle.

Lorsqu'une abréviation est suivie d'un point d'interrogation, elle s'applique à la question indiquée en regard de cette abréviation.

Exemples :

Stations.

- A Q R A ? = Quel est le nom de votre station ?
 B Q R A Campania = Ici la station Campania.
 A Q R G ? = A quelle compagnie ou ligne de navigation appartenez-vous ?
 B Q R G Cunard. Q R Z = J'appartiens à la Cunard Line. Vos signaux sont faibles.

La station A augmente alors l'énergie de son transmetteur et lance :

- A Q R K ? = Comment recevez-vous ?
 B Q R K = Je reçois bien.
 Q R B 80 = La distance entre nos stations est de 80 milles nautiques.
 Q R C 62 = Mon vrai relèvement est de 62 degrés,
 etc. etc.

E tendo sido a mesma Convenção, o dito Protocollo final o mencionado Regulamento do Serviço approvados pelo Congresso Nacional, os confirmo e ratifico, e, pela presente os dou por firmes e valiosos, prometendo que elles serão cumpridos inviolavelmente.

Em firmeza do que, mandei passar esta Carta, que assigno e é selada com o selo das Armas da Republica e subscripta pelo Ministro de Estado das Relações Exteriores.

Dada no Palacio da Presidencia, no Rio de Janeiro, aos 21 dias do mez de Outubro de 1914, 93ª da Independencia e 26ª da Republica.

(L. S.) HERMES R. DA FONSECA.

LAURO MULLER.

TRADUÇÃO OFFICIAL

Convenção Radio-telegraphica Internacional

FEITA ENTRE

A Alemanha e os protectorados alemães, os Estados Unidos da America e as possessões dos Estados Unidos da America, a Republica Argentina, a Austria, a Hungria, a Bosnia-Herzegovina, a Belgica, o Congo Belga, o Brasil, a Bulgaria, o Chile, a Dinamarca, o Egypto, a Hespanha e as colonias hespanholas, a Franca e a Algeria, a Africa Occidental franceza, a Africa Equatorial franceza, a Indo-China, Madagascar, a Tunisia, a Grã-Bretanha e diversas colonias e protectorados britannicos, a União da Africa do Sul, a Federação Australiana, o Canadá, as Indias britannicas, a Nova Zelandia, a Grecia, a Itália e as colonias italianas, o Japão e Chosen, Formosa, Sakhaline Japoneza e o territorio arrendado de Kwantung, Marrocos, Monaco, a Noruega, os Paizes-Baixos, as Indias Neerlandezas e a colonia de Curaçao, a Persia, Portugal e as colonias portuguezas, a Roumania, a Russia e as possessões e protectorados russos, a Republica de S. Marino, Sião, a Suecia, a Turquia e o Uruguay.

Os abaixo assignados, plenipotenciarios dos Governos dos paizes acima citados, reunidos em Conferencia em Londres; firmaram, de commun accordo e sob reserva de ratificação, a Convenção seguinte:

ART. I

As Altas Partes contractantes compromettem-se a applicar as disposições da presente Convenção em todas as estações radiotelegraphicas (estações costeiras e estações de bordo) que sejam estabelecidas ou exploradas pelas Partes contractantes e abertas ao serviço da correspondencia publica entre a terra e os navios no mar. Obrigam-se tambem a impor a observancia dessas disposições ás empresas particulares autorizadas, tanto para o estabelecimento e exploração das estações costeiras radiotelegraphicas abertas ao serviço da correspondencia publica entre a terra e os navios no mar, como para o estabelecimento e exploração das estações radiotelegraphicas abertas ou não ao serviço da correspondencia publica a bordo dos navios que hasteam os respectivos pavilhões.

ART. II

Chama-se *costeira* a estação radiotelegraphica situada em terra firme ou a bordo de navio ancorado permanentemente e destinada a trocar correspondencia com os navios no mar.

Qualquer outra estação radiotelegraphica, estabelecida em navio que não esteja ancorado fixamente, chama-se *estação de bordo*.

ART. III

As estações costeiras e as estações de bordo são obrigadas a trocar, reciprocamente, os radiotelegrammas sem distincção do systema radiotelegraphico adoptado por essas estações.

Toda estação de bordo é tambem obrigada a trocar os radiotelegrammas com qualquer outra estação de bordo sem distincção do systema radiotelegraphico por ellas adoptado.

Todavia, para não pôr péas aos progressos scientificos, as disposições do presente artigo não impedem que se empregue, eventualmente, um systema radiotelegraphico incapaz de communicar-se com os outros systemas; uma vez que essa incapacidade seja devida á natureza especifica do systema e não o resultado de dispositivos adoptados unicamente com o fim de impedir a intercommunição.

ART. IV

Não obstante as disposições do art. 3º, poderá uma estação ser encarregada de serviço de correspondencia publica restricta, determinado pelo fim da correspondencia ou por outras circunstancias independentes do systema empregado.

ART. V

Cada uma das Altas Partes contractantes se compromette a fazer ligar as estações costeiras á rede telegraphica por meio de fios especiaes ou, pelo menos, a adoptar medidas que garantam a permuta rapida da correspondencia entre as estações costeiras e a rede telegraphica.

ART. VI

As Altas Partes contractantes darão umas ás outras conhecimento dos nomes das estações costeiras e das estações de bordo a que se refere o art. 1º, bem como de todas as indicações destinadas a facilitar e a accelerar as permutas radiotelegraphicas, que serão especificadas no Regulamento.

ART. VII

Cada uma das Altas Partes contractantes reserva-se a faculdade de preservar ou de admittir que nas estações a que allude o art. 1º, independentemente da installação, cujas indicações serão publicadas por determinação do art. VI anterior, outros dispositivos sejam estabelecidos e explorados, tendo em mira alguma transmissão radiotelegraphica especial, sem que sejam divulgados os pormenores desses dispositivos.

ART. VIII

A exploração das estações radiotelegraphicas será organizada, tanto quanto possível, de modo a não embaracar o serviço de outras estações da mesma especie.

ART. IX

As estações radiotelegraphicas são obrigadas a attender com absoluta prioridade aos chamados de socorro, qualquer que seja a sua procedencia, a responder nas mesmas condições a esses chamados e a lhes dar o andamento que fôr conveniente.

ART. X

A taxa de um radiotelegramma comprehende, segundo o caso :

- 1º, a) a taxa *costeira*, que pertence á estação costeira;
 b) a taxa *de bordo*, que pertence á estação de bordo;
- 2º, a taxa pela transmissão nas linhas telegraphicas, calculada segundo as regras communs;
- 3º, as taxas de transito das estações costeiras ou de bordo intermediarias e as taxas relativas aos serviços especiaes pedidos pelo expedidor.

A importancia da taxa costeira fica sujeita á approvação do Governo a que pertence a estação costeira e a da taxa de bordo sujeita á approvação do Governo do qual o navio depende.

ART. XI

As disposições da presente Convenção são completadas por um Regulamento que tem o mesmo valor e que entrará em vigor ao mesmo tempo que a Convenção.

As prescripções da presente Convenção e do respectivo Regulamento poderão ser modificadas em qualquer época, de commun accordo, pelas Altas Partes contractantes. Effectuar-se-hão periodicamente conferencias de plenipotenciarios com o poder de modificar a Convenção e o Regulamento; cada conferencia fixará o lugar e a época da reunião seguinte.

ART. XII

Essas conferencias serão constituídas de delegados dos Governos dos paizes contractantes.

Nas deliberações cada paiz disporá apenas de um voto.

Si qualquer Governo adherir a Convenção por suas colonias, possessões ou protectorados, as conferencias ulteriores poderão decidir que se considere o conjunto ou parte dessas colonias, possessões ou protectorados, como formando um paiz, para a applicação da alinea precedente. Todavia, o numero de votos de que dispõe um Governo, incluindo suas colonias, possessões ou protectorados, não poderá exceder de seis.

Consideram-se como formando um só paiz para a applicação do presente artigo:

A Africa Oriental Allemã;
A Africa Allemã do Sudoeste;
O Camerum;
O Togo;
Os protectorados allemães do Pacifico;
Alaska;
Hawaii e outras possessões americanas da Polynesia;
As ilhas Philippinas;
Porto Rico e as possessões americanas nas Antilhas;
A zona do Canal do Panamá;
O Congo Belga;
A Colonia hespanhola do Golfo de Guiné;
A Africa Occidental Franceza;
A Africa Equatorial Franceza;
A Indo-China;
Madagascar;
A Tunisia;
A União da Africa do Sul;
A Federação Australiana;
O Canada;
As Indias Britannicas;
A Nova Zelândia;
A Erythrea;
A Somalia Italiana;
Chosen, Formosa, o Sakhalim Japonês e o territorio arrendado de Kwantoung;
As Indias Neerlandezas;
A Colonia de Curaçao;
A Africa Occidental Portugueza;
A Africa Oriental Portugueza e as possessões portuguezas da Asia;
A Asia Central Russa (litoral do mar Caspio);
Boukhara;
Khiva;
A Siberia Occidental (litoral do Oceano Glacial);
A Siberia Oriental (litoral do Oceano Pacifico).

ART. XIII

A Secretaria Internacional da União Telegraphica cabe reunir, coordenar e publicar as informações de qualquer natureza relativas á radiotelegraphia, informar os pedidos de modificação na Convenção e no Regulamento, fazer promulgar as alterações adoptadas e, em geral, proceder a todos os trabalhos administrativos de que fôr encarregada no interesse da radiotelegraphia internacional.

As despesas dessa instituição serão custeadas por todos os paizes contractantes.

ART. XIV

Cada uma das Altas Partes Contractantes reserva-se a faculdade de fixar as condições em que admittit os radiotelegrammas procedentes de ou destinados a uma estação, seja de bordo, seja costeira, que não esteja subordinada ás disposições da presente Convenção.

Quando um radiotelegramma fôr aceito, ser-lhe-hão applicadas as taxas ordinarias.

Terá curso todo radiotelegramma procedente de estação de bordo e recebido por estação costeira de Paiz contractante ou aceito em transitio por Administração de Paiz contractante.

Igualmente terá curso todo radiotelegramma destinado a um navio, si a Administração de um Paiz contractante houver accedido o deposito respectivo, ou se a Administração de um

Paiz contractante o tiver accedido em transitio de um Paiz não contractante, sob reserva, para a estação costeira, do direito de recusar a transmissão para uma estação de bordo dependente de Paiz não contractante.

ART. XV

As disposições dos arts. VIII e IX da presente Convenção são igualmente applicaveis a outras installações radiotelegraphicas, que não sejam as de que trata o art. I.

ART. XVI

Os governos que não tomaram parte na presente Convenção serão admittidos a adherir a ella, a pedido.

Essa adhesão deve ser notificada, por via diplomatica, ao Governo contractante em cujo seio se realizou a ultima conferencia e por este a todos os outros.

A adhesão importa, de pleno direito, na accessão a todas as clausulas da presente Convenção e admissão em todas as vantagens nella estipuladas.

A adhesão á Convenção por parte do Governo de um paiz que tem colonias, possessões ou protectorados não implica a adhesão de suas colonias, possessões ou protectorados, a menos que esse Governo apresente declaração nesse sentido. O conjunto das colonias, possessões ou protectorados ou cada um separadamente pôde ser objecto de uma adhesão distincta ou de uma denuncia distincta, conforme as condições previstas no presente artigo e no art. XXII.

ART. XVII

As disposições dos arts. I, II, III, V, VI, VII, VIII, XI, XII e XVII da Convenção Telegraphica Internacional de St. Petersburgo de 10/22 de Julho de 1875 são applicaveis á radiotelegraphia internacional.

ART. XVIII

Em caso de discordancia entre dous ou mais Governos contractantes acerca da interpretação ou da execução, tanto da presente Convenção como do Regulamento previsto pelo art. XI, a questão em litigio poderá, de commun accordo, ser submettida a um juizo arbitral. Nesse caso, cada um dos Governos litigantes escolherá um outro não interessado na questão.

A decisão dos arbitros será tomada por maioria absoluta de votos.

Em caso de empate de votos, os arbitros escolherão outro Governo contractante, igualmente desinteressado no litigio, para decidir a questão. Na falta de accordo em relação a essa escolha, cada arbitro proporá um Governo contractante desinteressado, sendo sorteado um entre os Governos propostos. O sorteio será feito pelo Governo em cujo territorio funcionar a Secretaria Internacional indicada no art. XIII.

ART. XIX

As Altas Partes contractantes comprometem-se a tomar ou a propor ás respectivas legislaturas as medidas necessarias para assegurar a execução da presente Convenção.

ART. XX

As Altas Partes contractantes communicarão umas ás outras as leis que já estejam em vigor ou que venham a ser postas em execução nos seus paizes e que disserem respeito á materia desta Convenção.

ART. XXI

As Altas Partes contractantes conservarão completa liberdade relativamente ás installações radiotelegraphicas não previstas no art. I, e, principalmente, quanto ás installações navaes e militares; bem como quanto ás estações que garantem communicações entre pontos fixos. Todas essas installações e estações ficarão unicamente subordinadas ás obrigações previstas nos arts. VII e IX da presente Convenção.

Entretanto, quando essas installações e estações fizerem troca de correspondencia publica maritima, submeter-se-hão, para a execução desse serviço, ás prescripções do Regulamento, na parte relativa ao modo de transmissão e á confiabilidade.

Si, por outro lado, estações costeiras fizerem, simultaneamente, correspondencia publica com os navios no mar e communicações entre pontos fixos, ellas não serão regidas para execução deste ultimo serviço, pelas disposições da Convenção, reservado o disposto nos arts. VIII e IX desta Convenção.

Entretanto, as estações fixas que fazem a correspondencia de terra a terra não deverão recusar a permuta de radiotelegrammas com outra estação fixa, sob pretexto do sistema

radiotelegraphico adoptado por essa estação; todavia, a liberdade de cada país é absoluta no que diz respeito á organização do serviço da correspondencia entre pontos fixos e á determinação das correspondencias a serem feitas pelas estações encarregadas desse serviço.

ART. XXII

A presente Convenção entrará em execução a partir de 1 de julho de 1913 e vigorará por tempo indeterminado e até a expiração do prazo de um anno, a partir do dia em que for feita uma denuncia.

A denuncia só produzirá effeito para o Governo em nome do qual for feita; para as outras partes contractantes a Convenção continuará vigorando.

ART. XXIII

A presente Convenção será ratificada e as ratificações serão depositadas em Londres, no prazo mais breve possível.

Caso uma ou muitas das Altas Partes contractantes não ratifiquem a Convenção, esta não será menos valida para as Partes que a tiverem ratificado.

Em fé do que, os Plenipotenciarios respectivos assignaram a Convenção em um exemplar, que ficará depositado nos archivos do Governo Britannico e do qual será remetida uma cópia a cada Parte contractante.

Feita em Londres, em 5 de Julho de 1912.

Pela Allemanha e os Protectorados Allemaes:

B. KOEHLER.
O. WACHENFELD.
Dr. KARL STRECKER.
SCHRAEDER.
GOETSCH.
Dr. EMIL KRAUSS.
FIELTZ.

Pelos Estados Unidos da America e as Possessões dos Estados Unidos da America:

JOHN R. EDWARDS.
JNO. Q. WALTON.
WILLIS L. MOORE.
LOUIS W. AUSTIN.
GEORGE OWEN SQUIER.
EDGAR RUSSEL.
C. MCK. SALTZMAN.
DAVID WOOSTER TODD.
JOHN HAYS HAMMOND, Jr.
WEBSTER.
W. D. TERRELL.
JOHN I. WATERBURY.

Pela Republica Argentina:

VICENTE J. DOMINGUEZ.

Pela Austria:

Dr. FRITZ RITTER WAGNER VON JAUREGG.
Dr. RUDOLF RITTER SPEIL VON OSTHEIM.

Pela Hungria:

CHARLES FOILLERT.
Dr. DE HENNYEY.

Pela Bosnia Herzegovina:

IL. GOIGINGER, G. M.
ADOLF DANINGER.
A. CICOLI.
ROMEO VIO.

Pela Belgica:

J. BANNEUX.
DELDIME.

Pelo Congo Belga:

ROBERT B. GOLDSCHMIDT.

Pelo Brasil:

DR. FRANCISCO BHERING.

Pela Bulgaria:

IV. STOYANOVITCH.

Pelo Chile:

C. E. RICKARD.

Pela Dinamarca:

N. MEYER.
J. A. VÖHTZ.
R. N. A. FABER.
T. F. KRARUP.

Pelo Egypto:

J. S. LIDDELL.

Pela Hespanha e as Colonias Hespanholas:

JACOBO GARCIA ROURE.
JUAN DE CARRANZA Y GARRIDO.
JACINTO LABRADOR.
ANTONIO NIETO.
TOMAS FERNANDEZ QUINTANA.
JAIME JANER ROBINSON.

Pela França e a Argelia:

A. FROUIN.

Pela Africa Occidental Franceza:

A. DUCHÈNE.

Pela Indo-China:

A. DUCHÈNE.

Pela Africa Equatorial Franceza:

A. DUCHÈNE.

Por Madagascar:

A. DUCHÈNE.

Pela Tunisia:

ET. DE FELCOURT.

Pela Grã-Bretanha e varias Colonias e Protectorados Britannicos:

H. BABINGTON SMITH.
E. W. FARNALL.
E. CHARLTON.
G. M. W. MACDONOGH.

Pela União Sul-Africana:

RICHARD SOLOMON.

Pela Federação Australiana:

CHARLES BRIGHT.

Pelo Canadá:

G. J. DESBARATS.

Pelas Indias Britannicas:

H. A. KIRK.
F. E. DEMPSTER.

Pela Nova Zelandia:

C. WRAY PALLISTER.

Pela Grecia:

G. DOSIOS.

Pela Italia e as Colonias Italianas:

PROF. A. BATTELLI.

Pelo Japão e por Chosen, Formosa, Sakhalim Japonez e o territorio arrendado de Kwantoung:

TETSUJIRO SAKANO.
KENJI IDE.
RIUJI NAKAYAMA.
SEIICHI KUROSE.

Por Marrocos:

MOHAMMED EL KABADJ.
U. ASENSIO.

Por Monaco:

FR. ROUSSEL.

Pela Noruega:

HEFTYE.
K. A. KNUDSSÖN.

Pelos Paizes-Baixos:

G. J. C. A. POP.
J. P. GUÉPIN.

Pelas Indias Neerlandezas e a Colonia de Curaçao:

PERK.
F. VAN DER GOOT.

Pela Persia:

MIRZA ABDUL GHAFER KHAN.

Por Portugal e as Colonias Portuguezas:

ANTONIO MARIA DA SILVA.

Pela Roumania:

C. BOERESCU.

Pela Russia e as Possessões e Protectorados Russos:

N. DE ETTER.
P. OSSADTCHY.
A. EULER.
SERGUEIEVITCH.
V. DMITRIEFF.
D. SOKOLTSOW.
A. STCHASTNYI.
BARÃO A. WYNEKEN.

Pela Republica de São Marino:

A. TURO SERENA.

Pelo Sião:

LUANG SANPAKITCH PREECHA.
WM. J. ARCHER.

Pela Suecia:

RYDIN.
HAMILTON.

Pela Turquia:

M. EMIN.
M. FAHRY.
OSMAN SADI.

Pelo Uruguay:

FED. R. VIDIELLA.

Protocollo final

No momento de proceder á assignatura da Convenção celebrada pela Conferencia Radiotelegraphica Internacional de Londres, os Plenipotenciarios infra assignados convencionaram o seguinte:

Não estando ainda determinada a natureza exacta da adhesão notificada por parte da Bosnia-Herzegovina, foi reconhecido que um voto é attribuido á Bosnia-Herzegovina; devendo ulteriormente tomar-se uma decisão, em relação ao ponto de se saber se esse voto lhe compete, em virtude do § 2º do art. 12 da Convenção, ou se lhe foi concedido esse voto de accordo com as disposições do § 3º desse artigo.

II

Tomou-se nota da declaração seguinte:

A Delegação dos Estados Unidos declara que seu Governo se acha na contingencia de se abster de qualquer acção com

referencia a tarifas, porque a transmissão dos radiotelegrammas e as dos telegrammas nos Estados Unidos é explorada, total ou parcialmente, por Companhias commerciaes ou particulares.

III

Tomou-se igualmente nota da declaração seguinte:

O Governo do Canadá reserva-se a faculdade de fixar separadamente, para cada uma das suas estações costeiras, uma taxa maritima total para os radiotelegrammas procedentes da America do Norte e destinados a qualquer navio, elevando-se a taxa costeira a tres quintos e a taxa de bordo a dous quintos dessa taxa total.

Em fé do que, os Plenipotenciarios respectivos redigiram o presente Protocollo final, que terá a mesma força e o mesmo valor que se as suas disposições estivessem insertas no proprio texto da Convenção á qual se refere, e o assignaram em um exemplar, que ficará depositado nos archivos do Governo Britannico e do qual se remetterá uma cópia a cada Parte contractante.

Feito em Londres em 5 de Julho de 1912.

Pela Allemanha e os Protectorados Allemaes:

B. KOEHLER.
O. WACHENFELD.
DR. KARL STRECKER.
SCHRADER.
GOTTSCH.
DR. EMIL KRAUSS.
FIELTZ.

Pelos Estados Unidos da America e as Possessões dos Estados Unidos da America:

JOHN R. EDWARDS.
JNO. Q. WALTON.
WILLIS L. MOORE.
LOUIS W. AUSTIN.
GEORGE OWEN SQUIER.
EDGAR RUSSEL.
C. MCK. SALTZMAN.
DAVID WOOSTER TODD.
JOHN HAYS HAMMOND, JR.
WEBSTER.
W. D. TERRELL.
JOHN I. WATERBURY.

Pela Republica Argentina:

VICENTE J. DOMINGUEZ.

Pela Austria:

DR. FRITZ RITTER WAGNER VON JAUREGG.
DR. RUDOLF RITTER SPEIL V. OSTHEIM.

Pela Hungria:

CHARLES FOIJERT.
DR. DE HENNYEY.

Pela Bosnia Herzegovina:

H. GOIGINGER, G. M.
ADOLF DANINGER.
A. CICOLI.
ROMEO VIO.

Pela Belgica:

J. BANNEUX.
DELDIME.

Pelo Congo Belga:

ROBERT B. GOLDSCHMIDT.

Pelo Brasil:

DR. FRANCISCO BHERING.

Pela Bulgaria:

IV. STOYANOVITCH.

Pelo Chile:

C. E. REZARD.

Pela Dinamarca:

N. MEYER.
J. A. VÖRTZ.

R. N. A. FABER.
T. F. KRARUP.

Pelo Egypto:

J. S. LIDDELL.

Pela Hespanha e as Colonias Hespanholas:

JACOBO GARCIA ROURE.
JUAN DE CARRANZA Y GARRIDO.
JACINTO LABRADOR.
ANTONIO NIETO.
TOMAS FERNANDEZ QUINTANA.
JAIME JANER ROBINSON.

Pela França e a Argelia:

A. FROUIN.

Pela Africa Occidental Franceza:

A. DUCHÈNE.

Pela Africa Equatorial Franceza:

A. DUCHÈNE.

Pela Indo-China:

A. DUCHÈNE.

Por Madagascar:

A. DUCHÈNE.

Pela Tunisia:

ET. DE FELCOURT.

Pela Grã-Bretanha e varias Colónias e Protectorados Britannicos:

H. BABINGTON SMITH.
E. W. FARNALL.
E. CHARLTON.
G. M. W. MACDONOGH.

Pela União Sul-Africana:

RICHARD SOLOMON.

Pela Federação Australiana:

CHARLES BRICHT.

Pelo Canadá:

G. J. DESBARATS.

Pelas Indias Britannicas:

H. A. KIRK.
F. E. DEMPSTER.

Pela Nova Zelandia:

C. WRAY PALLISER.

Pela Grecia:

C. DOSIOS.

Pela Italia e as Colonias Italianas:

PROF. A. BATTELLI.

Pelo Japão e por Chosen, Formosa, Sakhalim Japonês e o Territorio arrendado de Kwantung:

TETSUJIRO SAKANO.
KENJI IDE.
HIUJI NAKAYAMA.
SEIICHI KUROSE.

Por Marrocos:

MOHAMMED EL KABADJ.
U. ASENSIO.

Por Monaco:

FR. ROUSSEL.

Pela Noruega:

HEFTYE.
K. A. KNUDSSÖN.

Pelos Paizes-Baixos:

G. J. C. A. POP.
J. P. GUEPIN.

Pelas Indias Neerlandezas e a Colônia de Curaçao:

PERK.
F. VAN DER GOOT.

Pela Persia:

MIRZA ABDUL GHAFAR KHAN.

Por Portugal e as Colonias Portuguezas:

ANTONIO MARIA DA SILVA.

Pela Roumania:

C. BOERESCU.

Pela Russia e as Possessões e Protectorados Russos:

N. DE ETTER.
P. OSSADTCHY.
A. EULER.
SERGUEIEVITCH.
V. DMITRIEFF.
D. SOKOLTSOW.
A. STCHASTNYI.
BARÃO A. WYNEKEN.

Pela Republica de São Marino:

ARTURO SERENA.

Pelo Sião:

IUANG SANPAKITCH PREECHA.
WM. J. ARCHER.

Pela Suecia:

RYDIN.
HAMILTON.

Pela Turquia:

M. FEMIN.
M. FAHRY.
OSMAN SADI.

Pelo Uruguay:

FED. R. VIDIELLA.

Regulamento do serviço anexo á Convenção Radiotelegraphica Internacional

1 — ORGANIZAÇÃO DAS ESTAÇÕES RADIOGRAPHICAS

ART. I

É livre a escolha dosapparelhos e dispositivos radiotelegraphicos a empregar nas estações costeiras e nas estações de bordo. A instalação dessas estações deve corresponder, tanto quanto possível, aos progressos scientificos e technicos.

ART. II

São admittidos dois comprimentos de onda, um de 600 metros e outro de 300 metros, para o serviço da correspondencia publica geral. Toda estação costeira aberta a esse serviço deve ser montada de modo a poder utilizar estes dois comprimentos de onda, sendo um designado como o da onda normal da estação. Durante o tempo em que estiver aberta, toda estação costeira deve se achar em condições de receber os chamados feitos por meio da onda normal. Entretanto, para as correspondencias previstas no § 2º do art. XXV, pôde ser usada uma onda de 1.800 metros. Cada Governo pôde autorizar uma estação costeira a empregar outros comprimentos de ondas destinados a um serviço de grande alcance ou a um outro serviço que não seja de correspondencia publica geral, estabelecido segundo as disposições de Convenção, sob a condição de que os comprimentos das ondas não excedam de 600 metros ou de que sejam superiores a 1.600 metros.

As estações utilizadas exclusivamente para enviar signaes destinados a determinar a posição dos navios não devem empregar ondas maiores de 150 metros.

ART. III

1) Toda estação de bordo deve ser montada de modo a poder servir-se de ondas de 600 e de 300 metros. A primeira é o comprimento da onda normal e não pôde ser excedido na transmissão, salvo o caso do art. XXXV, § 2º.

Podem ser usadas ondas de comprimento inferior a 600 metros em casos especiais, mediante a approvação das administrações de que dependem as estações costeiras e as estações de bordo interessadas.

2) Durante o tempo em que estiver aberta toda estação de bordo deve estar em condições de receber os chamados feitos com a onda normal.

3) Os navios de fraca tonelagem que estiverem materialmente impossibilitados de utilizar a onda de 600 metros para a transmissão ficam autorizados a empregar exclusivamente a onda de 300 metros; devem, entretanto, estar em condições de receber por meio da onda de 600 metros.

ART. IV

As comunicações entre uma estação costeira e uma estação de bordo, ou entre duas estações de bordo, far-se-hão de uma a outra com o mesmo comprimento de onda. Si a comunicação for difficil, as duas estações poderão, de commun accordo, mudar o comprimento da onda por meio da qual se correspondem para outra onda de comprimento regulamentar. As duas estações retomarão a onda normal, logo que tenha terminado esse serviço radiotelegraphico.

ART. V

1) A Secretaria Internacional redige, publica e revê periodicamente uma carta official, mencionando as estações costeiras, seus alcances normaes, as linhas principais de navegação e o tempo normalmente gasto pelos navios para a travessia entre os diversos portos de atracação.

2) A Secretaria organiza e publica uma Nomenclatura das estações radiotelegraphicas previstas no art. I da Convenção, bem assim supplementos periodicos para as addições e modificações. Essa nomenclatura conterá para cada estação as indicações seguintes:

1. Para as estações costeiras: o nome, a nacionalidade e a posição geographica indicada pela sub-divisão territorial e pela longitude e latitude do logar; para as estações de bordo: o nome e a nacionalidade do navio; si for possível, o nome e o endereço do explorador;

2. O indicativo de chamada (os indicativos devem differir uns dos outros e cada um deve ser constituído de um grupo de tres letras);

3. O alcance normal;

4. O systema radiotelegraphico com os caracteristicos do systema de emissão (sementelhas musicaes, tonalidade expressa pelo numero de vibrações duplas, etc.);

5. Os comprimentos diversos de ondas utilizadas (a onda normal é sublinhada);

6. A natureza dos serviços a effectuar;

7. As horas de abertura;

8. Si for possível, a hora e o modo de enviar signaes horarios e telegrammas meteorologicos;

9. A taxa costeira ou de bordo.

3) Figurarão igualmente na nomenclatura as informações relativas ás estações radiotelegraphicas não previstas no art. I da Convenção e que forem comunicadas á Secretaria Internacional pela Administração de que essas estações dependem, uma vez que se trate, ou de Administrações adherentes á Convenção, ou de Administrações não adherentes, mas que tenham feito a declaração prevista no art. XLVIII.

4) As notações seguintes serão adoptadas nos documentos destinados ao uso do serviço internacional para designar as estações radiotelegraphicas:

PG — estação aberta á correspondencia publica geral;

PR — estação aberta á correspondencia publica restricta;

P — estação de interesse particular;

O — estação aberta sómente á correspondencia official;

N — estação com serviço permanente;

X — estação sem obrigação determinada.

5) O nome de uma estação de bordo indicado na primeira columna da nomenclatura deve, em caso de homonymia, ser seguido do indicativo de chamada dessa estação.

ART. VI

A troca de signaes e de palavras superfluas é vedada entre as estações previstas no art. I da Convenção. Os ensaios e os exercicios dessas estações só serão tolerados quando não prejudicarem o serviço de outras estações.

Os exercicios devem ser effectuados com ondas de comprimentos differentes dos admittidos para a correspondencia publica e com o minimo de energia possível.

ART. VII

1) Todas as estações deverão effectuar o trafego com o minimo de energia necessario para manter uma boa communicação.

2) Toda estação costeira ou de bordo deve satisfazer ás seguintes condições:

a) As ondas emitidas devem ser tão puras e tão pouco amortecidas quanto possível;

Não é permittido o uso de dispositivos transmissores nos quaes a produção das ondas emitidas é obtida descarregando directamente a antenna por sementelhas, «plain aerial», salvo o caso de desarranjo.

O dispositivo acima pôde, entretanto, ser admittido em estações especiais (por exemplo as dos pequenos navios), quando a energia primaria não exceder de cinquenta watts;

b) Osapparelhoss devem transmitir e receber pelo menos com a velocidade de 20 palavras por minuto, á razão de cinco letras por palavra.

As novas installações preparadas para energia maior de 50 watts devem ser montadas de modo que seja possível obter facilmente alcances inferiores ao normal, sendo o minimo alcance de 15 milhas nauticas mais ou menos. As installações antigas com energia maior de 50 watts devem ser transformadas, tanto quanto possível, de maneira a attender ás prescrições precedentes.

c) Osapparelhoss receptores devem receber, segundo os comprimentos de ondas previstos no presente Regulamento, até 600 metros. Esses apparelhoss devem ter o maximo de protecção contra as perturbacões.

3) As estações destinadas exclusivamente a determinar a posição dos navios (radiopharoes) não devem operar num raio superior a 30 milhas nauticas.

ART. VIII

Independentemente das condições geraes especificadas no art. VII, as estações de bordo devem igualmente satisfazer ás seguintes condições:

a) A energia levada ao apparelho radiotelegraphico, medida nos terminaes do gerador da estação, não deve, nas condições normaes, exceder a um kilowatt.

b) Resalvadas as prescrições do art. XXXV, § 2º, poderá ser empregada energia superior a um kilowatt, si o navio tiver necessidade de se corresponder com a estação costeira mais proxima a distancia maior de 200 milhas nauticas ou si, por circumstancias excepcionaes, a comunicação não puder ser feita sinão augmentando a energia.

ART. IX

1) Nenhuma estação de bordo pôde ser montada ou explorada por administração particular sem licença concedida pelo Governo de que depender o navio.

As estações a bordo de navios com porto de atracação em uma colonia, possessão ou protectorado podem ser designadas, como dependendo da autoridade dessa Colonia, Possessão ou Protectorado.

2) Toda estação de bordo possuidora de licença concedida por um dos Governos contractantes deve ser considerada, pelos demais Governos como munida de uma installação que preencha as condições estabelecidas pelo presente Regulamento.

As autoridades competentes dos paizes por onde o navio faz escala poderão exigir a exhibição de licença. A falta da exhibição da licença, essas mesmas autoridades poderão certificar-se si a installação radiotelegraphica de bordo satisfaz as condições impostas pelo presente Regulamento.

Sempre que qualquer Administração reconhecer practicamente que certa estação de bordo não satisfaz a essas condições, deverá dirigir uma reclamação á Administração do paiz de que depende o navio. Proceder-se-á, dado esse caso, conforme o prescripto no art. XII, § 2º.

ART. X

1) O serviço da estação de bordo deve ser desempenhado por um telegraphista que tenha certificado concedido pelo

Governo de que depender o navio, ou, em caso de urgencia e somente para uma viagem, por outro Governo adherente.

2) Ha duas classes de certificados :

O de 1ª classe attesta o valor profissional do telegraphista no que diz respeito :

a) A regulagem dosapparelhos e ao conhecimento do respectivo funcionamento;

b) A transmissao e a recepção auditiva com rendimento que não deve ser inferior a 20 palavras por minuto;

c) Ao conhecimento dos regulamentos applicaveis á troca de communicacões radiotelegraphicas.

O certificado de 2ª classe póde ser concedido ao telegraphista que tenha o rendimento de transmissao e de recepção entre 12 e 19 palavras por minuto o que satisfaça ás demais condições acima mencionadas. Os telegraphistas que possuirem certificados de 2ª classe poderão ser acceitos:

a) Nos navios que empregam a radiotelegraphia somente para o serviço proprio e para a correspondencia da equipagem e, em particular, nos navios de pesca;

b) Em todos os navios, a título de supplentes, desde que haja a bordo pelo menos um telegraphista com certificado de 1ª classe. Entretanto, nos navios classificados na primeira categoria indicada no art. XIII, o serviço deve ser garantido, ao menos, por dous telegraphistas possuidores de certificados de 1ª classe.

Nas estações de bordo as transmissões só poderão ser feitas por um telegraphista munido de certificado de 1ª ou de 2ª classe, com excepção dos casos de urgencia em que seria impossivel cingir-se á presente disposiçao.

3) O certificado declarará que o Governo submetteu o telegraphista á obrigação de guardar o sigillo da correspondencia.

4) O serviço radiotelegraphico da estação de bordo fica sob a autoridade superior do commandante do navio.

ART. XI

Os navios dotados de installações radiotelegraphicas e classificados nas duas primeiras categorias do art. XIII deverão ser providos de installações radiotelegraphicas de socorro, cujos elementos todos deverão offerecer condições de segurança, tanto quanto possivel, e que serão determinadas pelo Governo que conceder a licença. As installações de socorro devem dispor de uma fonte de energia propria, capaz de ser posta immediatamente em actividade e de funcionar durante seis horas, pelo menos, e com alcance minimo de 80 milhas nauticas nos navios de primeira categoria e de 50 milhas nos de segunda categoria. A installação de socorro não será exigida para os navios cuja installação normal satisfizer as condições do presente artigo.

ART. XII

1) Logo que qualquer Administracão tenha conhecimento de infracção á Convenção ou ao Regulamento commettida em uma das estações por ella autorizadas, constatará o facto e definirá as responsabilidades.

Cabendo a responsabilidade ao telegraphista, tratando-se de estação de bordo, a Administracão tomará as providencias necessarias, e, si possivel fór, cassará o certificado; mas, si fór verificado que a infracção resulta do estado dos apparelhos ou de instrucções dadas ao telegraphista, procederá do mesmo modo quanto á licença concedida ao navio.

2) No caso de infracções reiteradas por parte do mesmo navio, quando as representações levadas ao conhecimento da Administracão de que o mesmo dependa fiquem sem providencias, a Administracão queixosa, depois de haver dado aviso a esse respeito, terá a faculdade de autorizar as suas estações costeiras a recusar as communicacões procedentes do navio infractor. Em caso de divergencia entre duas Administracões, a questao será submettida a julgamento arbitral a pedido de um dos Governos interessados. O processo é o indicado no art. 18 da Convenção.

2—DURAÇÃO DO SERVIÇO NAS ESTAÇÕES

ART. XIII

a) Estações costeiras.

1. O serviço das estações costeiras será, tanto quanto possivel, permanente, de dia e de noite, sem interrupção.

Entretanto, certas estações costeiras poderão ter o serviço limitado. Cada Administracão fixará as horas do serviço.

2. As estações costeiras cujo serviço não fór permanente não poderão fechar-se antes de ter transmittido todos os seus radiotelegrammas aos navios que estiverem a seu alcance, nem antes de ter recebido desses navios, todos os radiotelegrammas annunciados. Esta disposiçao será igualmente applicavel sempre que os navios assignalarem sua presença antes da cessação effectiva do trabalho.

b) Estações de bordo.

3. As estações de bordo serão classificadas em tres categorias:

1) Estações com serviço permanente;

2) Estações com serviço limitado;

3) Estações sem obrigação de escuta;

Durante a navegacao, devem estar permanentemente em posição de escutar: 1ª, as estações de primeira categoria; 2ª, as estações de segunda categoria, nas horas em que estiver aberto o seu serviço; fóra dessas horas, as estações de segunda categoria devem vir escutar nos dez primeiros minutos de cada hora. As estações de terceira categoria não estarão sujeitas a nenhum serviço regular de escuta.

E attribuição dos Governos que concedem as licenças especificadas no art. IX fixar a categoria na qual é classificado o navio, sob o ponto de vista de suas obrigações em materia do escuta. A menção desta classificacão é expressa na licença.

3—REDACÇÃO E APRESENTAÇÃO DOS RADIOTELEGRAMMAS

ART. XIV

1) Os radiotelegrammas deverão ter, como primeira palavra do preambulo, a indicacão de serviço «radio».

2) Na transmissao de radiotelegrammas procedentes de navios no mar, são indicadas no preambulo a data e a hora da apresentacão á estação de bordo.

3) Na reexpediçao pela rede telegraphica, a estação costeira inscreverá, como indicacão da estação de procedencia, o nome do navio de origem tal como figura na Nomenclatura, e ainda, se fór possivel, o nome do ultimo navio que serviu de intermediario. Estas indicações são seguidas do nome da estação costeira.

ART. XV

1) O endereço dos radiotelegrammas destinados aos navios deve ser tão completo quanto possivel. Deverá ser obrigatoriamente redigido do seguinte modo:

a) Nome ou qualidade do destinatario, com indicacão complementar, si houver;

b) Nome do navio, tal como figura na primeira columna da Nomenclatura;

c) Nome da estação costeira, tal qual figura na Nomenclatura.

Entretanto, o nome do navio poderá ser substituido por uma indicacão de percurso effectuado pelo navio e determinado pelos nomes dos portos de procedencia e destino, ou por qualquer outra referencia equivalente, a risco e prejuizo do expedidor.

2) O nome do navio, tal qual figura na primeira columna da Nomenclatura, é, em qualquer caso e independentemente de sua extensao, contado como uma só palavra, quando estiver no endereço.

3) Os radiotelegrammas redigidos por meio do Codigo internacional de signaes serão transmittidos a destino sem ser traduzidos.

4.—TAXAÇÃO

ART. XVI

1) A taxa costeira é a taxa de bordo, segundo a tarifa, serão fixadas por palavra pura e simples, tendo por base uma remuneracão equitativa ao trabalho radiotelegraphico, com applicacão facultativa de um minimo de taxa para cada radiotelegramma.

A taxa costeira não póde exceder de 60 centimos por palavra e a de bordo de 40 centimos tambem por palavra. Entretanto, a cada uma das administracões cabe a faculdade de autorizar taxas costeiras e de bordo superiores aos maximos indicados, quando a estação tiver um alcance superior a 400 milhas nauticas, ou quando a estação fór excepcionalmente onerosa em virtude das condições materiaes de sua installação e de sua exploracão.

O minimo facultativo da taxa para os radiotelegrammas não póde ser superior á taxa costeira ou á taxa de bordo de um radiotelegramma de 10 palavras.

2) No percurso pelos fios telegraphicos, aos radiotelegrammas procedentes de ou destinados a um paiz e trocados directamente com as estações costeiras desse paiz, a taxa applicavel pela transmissao não deve exceder, em média, á do regimen interno desse paiz.

Essa taxa é calculada por palavra pura e simples, com um minimo facultativo de percepção não excedente á taxa de dez palavras. Essa taxa é notificada em francos pela Administracão do paiz de que depende a estação costeira.

Nos paizes do regimen europeu, á excepção da Rússia e da Turquia, ha sómente uma taxa unica para o territorio de cada paiz.

ART. XVII

1) Sempre que qualquer radiotelegramma procedente de um navio e destinado a uma estação de terra transitar por uma ou duas estações de bordo, a taxa comprehenderá não só a de procedencia de bordo e a da estação costeira, como também a dos fios telegraphicos e a de bordo de cada um dos navios que tomaram parte na transmissão.

2) O expedidor de qualquer radiotelegramma procedente de estação terrestre e destinado a um navio póde pedir que o seu despacho seja transmittido por intermedio de uma ou duas estações de bordo. Para esse effeito pagará as taxas radiotelegraphicas e telegraphicas e, além disso depositará, a título de arrhas, uma quantia a fixar pela estação de procedencia para pagamento das taxas de transito, fixadas no paragrapho 1º e pertencentes ás estações de bordo intermediarias; o expedidor deve também satisfazer, á sua escolha, a taxa de um telegramma de cinco palavras ou o preço de franquia de uma carta a expedir pela estação costeira á de procedencia dando os esclarecimentos necessarios para a liquidação das arrhas depositadas.

O radiotelegramma será então accedido, a risco e prejuizo do expedidor, e levará antes do endereço a indicação eventual taxada «x retransmissões telegraphicas» ou «x retransmissões cartas» (x representando o numero de retransmissões pedidas pelo expedidor), conforme o expedidor deseja que os esclarecimentos necessarios á liquidação das arrhas sejam dados pelo telegrapho ou pelo correio.

3) A taxa dos radiotelegrammas procedentes de um navio e destinados a outro navio, e encaminhados por intermedio de uma ou duas estações costeiras comprehende:

As taxas de bordo dos dois navios, a taxa da estação costeira ou das duas estações costeiras, segundo o caso, e eventualmente a taxa telegraphica applicavel ao percurso entre as duas estações costeiras.

4) A taxa dos radiotelegrammas trocados entre os navios sem a intervenção de uma estação costeira comprehende as taxas de bordo dos navios de procedencia e de destino augmentadas das taxas de bordo das estações intermediarias.

5) As taxas costeiras e de bordo devidas ás estações de transito são as mesmas que as fixadas para aquellas estações, sempre que estas ultimas estações sejam de procedencia ou de destino. Em qualquer caso ellas só serão percebidas uma vez.

6) Para toda estação costeira intermediaria a taxa a perceber para o serviço de transito é a mais elevada das taxas costeiras relativas á troca directa com os dois navios em questão.

ART. XVIII

O paiz em que estiver montada uma estação costeira servindo de intermediaria para a troca de radiotelegrammas entre uma estação de bordo e um outro paiz é considerado, na parte relativa á applicação das taxas telegraphicas, como paiz de procedencia ou de destino desses radiotelegrammas e não como paiz de transito.

5. PERCEPÇÃO DAS TAXAS

ART. XIX

1) A taxa total dos radiotelegrammas é cobrada do expedidor, á excepção: 1) das despesas de expresso (art. XVIII, paragrapho 1º do Regulamento Telegraphico); 2) das taxas applicaveis ás reuniões ou alterações de palavras não admittidas, constatadas pela repartição ou estação de destino (artigo XIX paragrapho 9º do Regulamento Telegraphico) as quaes serão cobradas do destinatario.

As estações de bordo devem possuir as tarifas necessarias á applicação desta disposição. Fica-lhes, entretanto, facultado consultar as estações costeiras a respeito da taxação dos radiotelegrammas quando não tenham todos os dados necessarios.

2) A contagem das palavras da estação de procedencia é decisiva a respeito dos radiotelegrammas destinados a bordo; do mesmo modo é decisiva a contagem de bordo para os radiotelegrammas de sua procedencia, tanto para os effeitos de transmissão como para as contas internacionaes. Quando o radiotelegramma fór redigido total ou parcialmente em uma das linguas do paiz de destino, em caso de radiotelegrammas procedentes de navios, ou em uma das linguas do paiz de que depender o navio, si se tratar de radiotelegrammas destinados a navios, o contriver reuniões ou alterações de palavras contrarias ao uso da mesma lingua, a repartição ou a estação de bordo de destino, conforme o caso, terá a facultade de cobrar do destinatario a importância da taxa não paga pelo expedidor. Em caso de recusa do pagamento o radiotelegramma poderá ser retido.

6. TRANSMISSÃO DOS RADIOTELEGRAMMAS

a) Signaes de transmissão

ART. XX

Os signaes empregados são os doCodigo Morse Internacional.

ART. XXI

Os navios em caso de perigo farão uso do seguinte signal:

• • • — — — • • •

repetido com curtos intervallos, seguido das indicações necessárias.

Desde que qualquer estação perceba o signal de perigo, suspenderá a correspondencia que estiver fazendo e não a retomará sinão depois que estiver certa de que a comunicação motivada pelo chamado do soccorro está concluída.

As estações que perceberem um chamado de soccorro deverão conformar-se com as indicações dadas pelo navio que fizer a chamada, tanto na ordem das comunicações como na terminação das mesmas.

Quando uma série de chamados de soccorro fór acompanhada do indicativo de chamada de determinada estação, só a esta estação cabe attender ao chamado, a menos que ella não responda. Faltando a indicação de uma estação determinada, qualquer que perceber o pedido de soccorro está na obrigação de responder.

ART. XXII

Para dar ou pedir esclarecimentos relativos ao serviço radiotelegraphico, as estações devem fazer uso dos signaes contidos na lista annexa ao presente Regulamento.

b) Ordem de transmissão

ART. XXIII

Entre duas estações os radiotelegrammas da mesma categoria são transmittidos isoladamente na ordem alternativa ou por séries de varios radiotelegrammas, segundo a indicação da estação costeira, com a condição de que o tempo para transmissão de cada série não exceda de 15 minutos.

c) Chamada das estações e transmissão dos radiotelegrammas

ART. XXIV

1) Em geral é a estação de bordo que chama a estação costeira, haja ou não radiotelegrammas para transmittir.

2) Nas aguas em que o trafego radiotelegraphico é intenso (A Mancha, etc.) a chamada do navio para uma estação costeira não póde, em regra, fazer-se sinão quando a estação costeira estiver no alcance normal da estação de bordo e sempre que o navio esteja a distancia inferior a 75 °º do alcance normal da estação costeira.

3) Antes de fazer a chamada a estação costeira ou a estação de bordo deverá regular o mais sensivelmente possivel o respectivo systema receptor e certificar-se de que nenhuma outra comunicação está sendo feita no seu raio de alcance; no caso contrario, ella aguarda a primeira suspensão, salvo reconhecendo que a sua chamada não é susceptivel de perturbar as comunicações em andamento. O mesmo dar-se-ha, quando ella quizer responder a uma chamada.

4) Para fazer a chamada as estações empregarão a onda normal da estação que tenham de chamar.

5) Si, não obstante as precauções acima, qualquer transmissão radiotelegraphica ficar embaraçada, a chamada deverá cessar ao primeiro pedido de qualquer estação costeira aberta á correspondencia publica. Esta estação deverá indicar logo a duração approximada da espera.

6) A estação de bordo deve comunicar a cada estação costeira a que tenha assignalado a sua presença o momento em que pretenda cessar as suas operações e qual o tempo provavel da interrupção.

ART. XXV

1) A chamada compõe-se do signal —•—•—•—, do indicativo da estação chamada, emittido tres vezes, e da preposição «de» seguida do indicativo da estação expedidora, emittido tres vezes.

2) A estação chamada responde dando o signal —•—•—•—, seguido do indicativo da estação correspondente, emittido tres vezes, da preposição «de», do seu proprio indicativo e do signal —•—•—•—.

3) As estações que desejarem communicar-se com os navios, sem que conheçam os nomes daquelles que se acham

em seu raio de alcance, empregarão o signal **.....** (signal de procura). As disposições dos paragraphos 1º e 2º são igualmente applicaveis á transmissão do signal de procura e á resposta a este signal.

ART. XXVI

Quando qualquer estação não responder ao signal de chamada (artigo XXV) emittido tres vezes com intervallos de dous minutos, este não pôde ser renovado sinão depois de um intervallo de quinze minutos e isso mesmo depois da estação que estiver fazendo a chamada se tiver assegurado de que nenhuma outra communicação radiotelegraphica está em andamento.

ART. XXVII

Qualquer estação que tenha de effectuar a transmissão empregando grande potencia emittirá previamente tres vezes o signal de prevenção **.....**, com a potencia minima necessaria para attingir as estações vizinhas. Sómente começará a transmitir com grande potencia 30 segundos depois de ter feito o signal de prevenção.

ART. XXVIII

1) Logo que a estação costeira tenha respondido, a estação de bordo dar-lhe-á os esclarecimentos abaixo especificados, si tiver radiotelegrammas a transmitir; esses esclarecimentos serão igualmente fornecidos sempre que a estação costeira os pedir:

- a) a distancia approximada em milhas nauticas do navio à estação costeira;
- b) a posição do navio indicada de forma concisa e adaptada ás circumstancias respectivas;
- c) o proximo porto em que tocará o navio;
- d) o numero de radiotelegrammas, si forem de extensão normal, ou o numero de palavras, si os despachos forem de extensão excepcional.

A velocidade do navio em milhas nauticas será especialmente indicada a pedido expresso da estação costeira.

2) A estação costeira responderá, indicando, como determina o parágrafo 1º, ou o numero de radiotelegrammas ou o numero de palavras a transmitir para bordo, assim como a ordem de transmissão.

3) Si a transmissão não puder ser feita immediatamente, a estação costeira communicará á estação de bordo a duração approximada da espera.

4) Si uma estação de bordo for chamada e não puder momentaneamente receber, deverá informar á que chama qual a duração approximada da espera.

5) Na troca de correspondencia entre duas estações de bordo, cabe á estação chamada o direito de fixar a ordem de transmissão.

ART. XXIX

Sempre que uma estação costeira for chamada, ao mesmo tempo, por muitas estações de bordo, cabe-lhe decidir da ordem em que estas estações devem ser admittidas para fazer a correspondencia.

Para regular a ordem da correspondencia, a estação costeira inspirar-se-á unicamente na necessidade de permittir que qualquer estação interessada troque o maior numero possível de radiotelegrammas.

ART. XXX

Antes de começar a troca da correspondencia, a estação costeira communicará á estação de bordo si a transmissão se fará na ordem alternativa, ou por séries (Art. XXIII); depois começará a transmissão ou acompanhará essas indicações do signal **.....**

ART. XXXI

A transmissão do radiotelegramma é precedida do signal **.....** e terminará pelo signal **.....** seguido do indicativo da estação expedidora e do signal **.....**

No caso de uma serie de radiotelegrammas, o indicativo da estação expedidora e o signal **.....** sómente serão dados no fim da serie.

ART. XXXII

Sempre que o radiotelegramma contiver mais de 40 palavras, a estação expedidora interromperá a transmissão com o signal **.....** depois de cada serie de 20 palavras, mais ou menos, e só continuará a transmissão depois de ter obtido da estação correspondente a repetição da ultima palavra bem entendida, seguida do dito signal, ou, si a recepção for boa, do signal **.....**

No caso de transmissão por séries, o aviso de recepção é dado depois de cada radiotelegramma.

As estações costeiras occupadas com a transmissão de radiotelegrammas extensos devem suspender a transmissão no fim de cada periodo de 15 minutos e ficar silenciosas durante tres minutos antes de continuar a transmissão.

As estações costeiras e de bordo que trabalharem nas condições previstas no art. XXV, § 2º, devem suspender o trabalho no fim de cada periodo de 15 minutos e ficar á escuta com a onda de 600 metros durante tres minutos antes de continuar a transmissão.

ART. XXXIII

1) Quando os signaes se tornam duvidosos, convém evitar todos os esforços possiveis para a conclusão da transmissão. Para esse effeito, o radiotelegramma é transmittido tres vezes no maximo, a pedido da estação receptora. Si, apozar dessa tripla transmissão, os signaes ainda forem illegiveis, o radiotelegramma é annullado.

Si o aviso de recepção não for recebido, a estação transmissora chamará de novo a estação correspondente. Si nenhuma resposta for dada depois de tres chamadas, a transmissão não proseguirá. Neste caso, a estação transmissora tem a faculdade de obter o aviso de recepção por intermedio de uma outra estação radiotelegraphica, utilizando, si for possível, as linhas da rede telegraphica.

2) Si a estação receptora julgar que, apozar de uma recepção defeituosa, o radiotelegramma pôde ser remittido, ella inscreverá no fim do preambulo a indicação de serviço «recepção duvidosa» e dará curso ao radiotelegramma. Nestas condições, a Administração de que depender a estação costeira reclamará as taxas, conforme o art. XLII do presente Regulamento. Todavia, si a estação de bordo transmitir ulteriormente o radiotelegramma a uma outra estação costeira da mesma Administração, esta não poderá reclamar sinão as taxas relativas a uma só transmissão.

d) Aviso de recepção e fim do trabalho

ART. XXXIV

1) O aviso de recepção dar-se-á pela forma prescrita no Regulamento Telegraphico Internacional, devendo ser precedido do indicativo da estação transmissora e seguido do indicativo da estação receptora.

2) O fim do trabalho entre duas estações será indicado por ambas por meio do signal **.....** seguido da sua propria indicação.

e) Direcção a dar aos radiotelegrammas

ART. XXXV

1) Em regra a estação de bordo deverá transmittir os seus radiotelegrammas á estação costeira mais proxima.

Entretanto, si a estação de bordo puder escolher entre diversas estações costeiras que se achem a distancia eguaes, ou mais ou menos eguaes, deverá dar preferencia áquella que estiver estabelecida em territorio do paiz de destino ou de transitio normal de seus radiotelegrammas.

2) Todavia, um expedidor a bordo de um navio tem o direito de indicar a estação costeira pela qual deseja que o seu radiotelegramma seja expedido. A estação de bordo esperará então até que essa estação costeira seja a mais proxima.

Excepcionalmente a transmissão poderá ser effectuada para uma estação costeira mais afastada, desde que:

a) o radiotelegramma seja destinado ao paiz em que está situada essa estação costeira e provenha de navio dependente do mesmo paiz;

b) para os chamados e transmissão ambas as estações utilizem uma onda de 1.800 metros;

c) a transmissão por uma onda deste comprimento não perturbe uma transmissão effectuada por meio de uma onda do mesmo comprimento por uma estação costeira mais proxima;

d) a estação de bordo se ache a uma distancia de mais de 50 milhas nauticas de qualquer estação costeira indicada na Nomenclatura. A distancia de 500 milhas poderá ser reduzida a 25 milhas sob a condição de que a potencia maxima nos bornos do gerador não exceda a 5 kilowatts e que as estações de bordo sejam estabelecidas de accordo com os arts. VII e VIII. Esta redução de distancia não é applicavel nos mares, bahias ou golfos cujas margens pertençam a um só paiz e cuja abertura não allo par tenha menos de 100 milhas.

7. — ENTREGA DOS RADIOTELEGRAMMAS A SEU DESTINO

ART. XXXVI

Quando, por qualquer motivo, um radiotelegramma procedente de um navio no mar e destinado a uma estação em terra firme não puder ser entregue ao destinatário, será expedido um aviso de não entrega. Este aviso deverá ser dirigido à estação costeira que recebeu o radiotelegramma primitivo. Esta última, após a verificação do endereço, reexpedirá o aviso ao navio, si possível for; em caso de necessidade o fará por intermédio de outra estação costeira do mesmo paiz ou de paiz vizinho.

Quando um radiotelegramma chegar a uma estação de bordo e não puder ser entregue, esta estação deverá dar conhecimento disso à repetição ou à estação de bordo expedidora, por meio de um aviso de serviço. No caso dos radiotelegrammas procedentes de terra firme, este aviso será transmitido, tanto quanto possível, à estação costeira pela qual transitou o radiotelegramma, ou, dado o caso, a outra estação costeira do mesmo paiz ou de paiz vizinho.

ART. XXXVII

Si o navio a que for destinado o radiotelegramma não tiver assignado a sua presença à estação costeira no prazo indicado pelo expedidor ou, na falta dessa indicação, até a manhã do oitavo dia subsequente, essa estação costeira dará disso aviso à estação de procedencia que disso informará o expedidor.

Este tem a faculdade de pedir por aviso de serviço taxado, telegraphico ou postal, dirigido à estação costeira, que seu radiotelegramma fique retido durante um novo periodo de 9 dias para ser transmittido ao navio e assim por diante. Na falta de tal pedido, o radiotelegramma será posto no refugio expirado o nono dia (não comprehendido o dia do deposito).

Entretanto, si a estação costeira tiver certeza de que o navio sabiu de seu raio de acção, antes que ella lhe pudesse transmittir o radiotelegramma, deverá informar disso immediatamente à estação de procedencia, que sem demora avisará o expedidor de que foi annullado o despacho. Todavia o expedidor poderá, por aviso de serviço taxado, pedir à estação costeira que transmita o radiotelegramma por occasião da mais proxima passagem do navio.

8. — RADIOTELEGRAMMAS ESPECIAES

ART. XXXVIII

Só são admittidos:

1) Os radiotelegrammas com resposta paga. Estes radiotelegrammas deverão trazer antes do endereço a indicação «resposta paga» ou «R P», completada com a menção da quantia previamente paga para a resposta. «Resposta paga fr. x» ou «R P fr. x».

O vale de resposta expedido a bordo de um navio dá a faculdade de expedir, no limite de seu valor, um radiotelegramma para qualquer destino, a partir da estação de bordo que emittiu o vale.

2) Os radiotelegrammas com cotejo.

3) Os radiotelegrammas a remetter por expressos. Unicamente quando a importancia das despesas do expresso for cobrada do destinatário. Os paizes que não puderem adoptar esses radiotelegrammas deverão communicar-o à Secretaria Internacional. Os radiotelegrammas a remetter por expressos com despesas pagas pelo expedidor poderão ser admittidos quando se destinarem ao paiz sobre cujo territorio se acha a estação costeira correspondente.

4) Os radiotelegrammas a remetter pelo correio.

5) Os radiotelegrammas multiples.

6) Os radiotelegrammas com aviso de recepção. Sómente no que diz respeito à notificação da data e da hora em que a estação costeira transmittiu para bordo o radiotelegramma dirigido a esta ultima.

7) Os avisos de serviço taxados. Com excepção daquelles que pedem uma repetição ou um esclarecimento. Todavia, todos os avisos de serviço taxados, são admittidos no percurso das linhas telegraphicas.

Todavia, quanto aos avisos de serviço taxados, é permitido o percurso nas linhas telegraphicas.

8) Os radiotelegrammas urgentes. Sómente quanto ao percurso nas linhas telegraphicas, observada a applicação do Regulamento telegraphico internacional.

ART. XXXIX

Os radiotelegrammas podem ser transmittidos por uma estação costeira a um navio ou por um navio a outro, em virtude de uma reexpedição por via postal a ser effectuada a partir de um porto de atracação do navio receptor.

Estes radiotelegrammas não admittem nenhuma retransmissão radiotelegraphica.

O seu endereço deve ser redigido da maneira seguinte:

1) A indicação taxada «Correio» seguida do nome do porto em que o radiotelegramma deve ser entregue ao correio.

2) Nome e endereço completo do destinatário.

3) Nome da estação de bordo que deve effectuar o deposito no correio.

4) No caso de possibilidade, o nome da estação costeira.

Exemplo: *Poste Buenosaires Martinez 14 Calle Prat Valparaiso Avon Lizard.*

A taxa comprehende, além das taxas radiotelegraphicas e telegraphicas, uma somma de 25 centimos para a franquia postal do radiotelegramma.

9. ARCHIVO

ART. XL

Os originaes dos radiotelegrammas, bem como os documentos relativos aos mesmos retidos pelas Administrações, serão guardados com todas as precauções necessarias, quanto ao sigillo, pelo menos durante 15 mezes, a contar do mez immediato ao do deposito do radiotelegramma.

Esses originaes e documentos serão, tanto quanto possível, enviados, pelo menos uma vez por meez, pelas estações de bordo às Administrações de que dependem.

10. ANNULLAÇÕES E RESTITUIÇÕES

ART. XLI

Relativamente às annullações e restituções far-se-ha applicação do Regulamento telegraphico internacional, levando em conta as restricções indicadas nos arts. XXXVIII e XXXIX do presente Regulamento e sob as condições seguintes:

O tempo empregado na transmissão radiotelegraphica e o da permanencia do radiotelegramma na estação costeira, para os radiogrammas destinados aos navios, ou na de bordo, para os procedentes dos navios, não entrará nos prazos relativos às annullações e restituções.

Si a estação costeira der conhecimento a de origem de que um radiotelegramma não pôde ser transmittido ao navio destinatário, a Administração do paiz de origem promoverá immediatamente a restituição ao expedidor das taxas costeira e de bordo relativas a esse radiotelegramma. Neste caso, as taxas restituídas não entrarão nas contas previstas no art. XLII, mas o radiotelegramma nellas é mencionado para estatística.

A restituição é devida pelas diferentes Administrações e empresas particulares que participarem do encaminhamento do radiotelegramma, entrando cada uma com a sua quota-parte. Todavia, os radiotelegrammas a que são applicaveis os arts. VII e VIII da Convenção de S. Petersburgo ficarão submettidos às disposições do Regulamento Telegraphico Internacional, salvo quando a accitação desses radiotelegrammas for o resultado de um erro de serviço.

2) Quando o aviso de recepção de um radiotelegramma não chegar à Estação que o transmittiu, a taxa só será restituída quando ficar provado que o radiotelegramma dá lugar a restituição.

11. CONTABILIDADE

ART. XLII

1. As taxas costeiras e de bordo não entram nas contas previstas no Regulamento Telegraphico Internacional.

As contas relativas a essas taxas serão liquidadas pelas Administrações dos países interessados. Serão organizadas pelas Administrações de que dependem as estações costeiras e por ellas comunicadas ás Administrações interessadas. No caso de ser a exploração das estações costeiras independente da Administração do país, o explorador dessas estações póde substituir a Administração do país quanto ás alludidas contas.

2. Para a transmissão nas linhas telegraphicas, o radiotelegramma é considerado, sob o ponto de vista das contas, conforme o disposto no Regulamento telegraphico.

3. Tratando-se de radiotelegrammas procedentes de navios, a Administração de que depender a estação costeira debitará a Administração de que dependa a estação de bordo expedidora pelas taxas costeiras e telegraphicas ordinarias, pelas taxas totaes cobradas pelas respostas pagas, pelas taxas costeiras e telegraphicas do cotejo, pelas taxas relativas á entrega por expresso (no caso previsto no art. XXXVIII) ou por correio e pelas taxas referentes a cópias supplementares (TM). A Administração de que depende a estação costeira creditará, quando se der o caso, por meio das contas telegraphicas e por intermedio das Repartições que participam da transmissão dos radiotelegrammas, a Administração de que depender a estação de destino pelas taxas totaes relativas ás respostas pagas. Relativamente ás taxas telegraphicas e ás taxas relativas á entrega por expresso ou pelo Correio e ás cópias supplementares, proceder-se-ha conforme o Regulamento telegraphico, sendo considerada a estação costeira como estação telegraphica de procedencia.

Para os radiotelegrammas destinados a país situado além daquella a que pertence a estação costeira, as taxas telegraphicas a liquidar, conforme as disposições supra, são as que resultam ou dos quadros A e B annexos ao Regulamento telegraphico internacional ou de accórdos especiaes firmados entre as Administrações dos países limitrophes e por ellas publicados, e não as taxas que poderiam ser cobradas, segundo as disposições particulares dos arts. XXIII, paragrapho 1º, XXVII, paragrapho 1º do Regulamento telegraphico.

Tratando-se de radiotelegrammas e avisos de serviço taxados destinados a navios, a Administração a que é subordinada a estação de procedencia é debitada directamente pela de que depende a estação costeira pelas taxas costeiras e de bordo. Entretanto, as taxas totaes relativas ás respostas pagas, si as houver, serão creditadas, de país a país, por meio das contas telegraphicas, até a Administração de que dependa a estação costeira. Relativamente ás taxas telegraphicas, ás taxas provenientes da entrega por via postal e ás cópias supplementares, proceder-se-ha conforme o disposto no Regulamento telegraphico. A Administração de que depende a estação costeira creditará a de que depende o navio destinatario pela taxa de bordo, pelas taxas que cabem ás estações intermediarias de bordo, si houver, pela taxa total cobrada para as respostas pagas, pela taxa de bordo referente ao cotejo, bem como pelas taxas cobradas para o serviço de cópias supplementares e para a entrega por via postal.

Os avisos de serviço taxados e as respostas pagas são considerados nas contas radiotelegraphicas, sob todos os pontos de vista, como os outros radiotelegrammas.

Relativamente aos radiotelegrammas encaminhados por uma ou duas estações de bordo intermediarias, cada qual debitará a estação de bordo de procedencia, si se tratar de um radiotelegramma procedente de um navio ou a de destino, si se tratar de um radiotelegramma destinado a um navio, pela taxa de bordo a ella pertencente pelo transito.

4. A liquidação das contas relativas ás correspondencias trocadas entre as estações de bordo far-se-ha directamente entre as companhias que exploram essas estações, sendo debitada a estação de procedencia pela de destino.

5. As contas mensaes que servem de base á contabilidade especial dos radiotelegrammas serão estabelecidas discriminando todas as indicações uteis de cada radiotelegramma e dentro do prazo de seis mezes a partir do mez a que se referem.

6. Os Governos reservam-se a faculdade de firmar entre si e com companhias particulares (empresas que exploram estações radiotelegraphicas, companhias de navegação, etc.) accórdos especiaes, tendo em vista a adopção de outras disposições relativas á contabilidade.

12—SECRETARIA INTERNACIONAL

ART. XLIII

As despesas supplementares, provenientes do funcionamento da Secretaria Internacional, no tocante á radiotelegraphia, não deverão exceder de 80.000 francos por anno, não comprehendidas as despesas especiaes que possam provir da realização de uma Conferencia internacional. As Administrações dos Estados contractantes, quanto á contribuição para as despesas, estão distribuidas em seis classes, a saber:

1ª classe:

União da Africa do Sul; Alemanha; Estados Unidos da America; Alaska; Hawai e outras possessões americanas da Polynesia; Ilhas Philippinas; Porto Rico e as possessões americanas nas Antilhas; Zona do Canal do Panamá; Republica Argentina; Australia; Austria; Brasil; Canada; França; Grã-Bretanha; Hungria; Indias Britannicas; Italia; Japão; Nova-Zelandia; Russia; Turquia.

2ª classe:

Espanha.

3ª classe:

Asia Central Russa (litoral do mar Caspio); Belgica; Chile; Chosen, Formosa, Sakhalin Japonês e o territorio arrendado de Kwantoung; Indias Neerlandezas; Noruega; Países-Baixos; Portugal; Roumania; Siberia Occidental (litoral do Oceano Glacial); Siberia Oriental (litoral do Oceano Pacifico); Suecia.

4ª classe:

Africa Oriental Allemã; Africa Allemã do Sudoeste; Cameroun; Togo; Protectorados Allemães do Pacifico; Dinamarca; Egypto; Indo-China; Mexico; Siao; Uruguay.

5ª classe:

Africa Occidental franceza; Bosnia-Herzegovina; Bulgaria; Grecia; Madagascar; Tunisia.

6ª classe:

Africa equatorial franceza; Africa occidental portugueza; Africa oriental portugueza e possessões asiaticas; Boukhara; Congo Belga; Colonia de Curaçao; Colonia hespanhola do Golfo de Guiné; Erythra; Khiva; Marrocos; Monaco; Persia; São Marino; Somalia italiana.

ART. XLIV

As diferentes Administrações remetterão á Secretaria Internacional um quadro, conforme o modelo annexo, contendo as indicações enumeradas no alludido quadro para as estações a que se refere o art. V do Regulamento. As modificações posteriores e os supplementos serão communicados pelas Administrações á Secretaria Internacional, e dia 10 de cada mez. Com o auxilio dessas communicações, a Secretaria organizará a Nomenclatura prevista no art. V. A Nomenclatura será distribuida ás Administrações interessadas; podendo tambem, com os respectivos supplementos, ser vendida ao publico pelo preço do custo.

A Secretaria Internacional velará para que se evite a adopção de indicativos identicos para as estações radiotelegraphicas.

13. TRANSMISSÕES METEOROLOGICAS, HORARIAS E OUTRAS

ART. XLV

1) As administrações darão as necessarias providencias para fazer chegar ás suas estações costeiras os telegrammas meteorologicos contendo as indicações que interessam á região dessas estações. Estes telegrammas, cujo texto não deve exceder de 20 palavras, serão transmitidos aos navios, que os solicitarem. A taxa respectiva será levada a conta dos navios destinatarios.

2) As observações meteorologicas, feitas por navios para esse fim designados pelos países de que dependem, poderão ser transmitidas uma vez por dia, como avisos de serviço taxados, ás estações costeiras autorizadas a recebê-las pelas Administrações interessadas, que designarão tambem as estações meteorologicas a que estas observações deverão ser dirigidas pelas estações costeiras.

3) Os signaes horarios e os telegrammas meteorologicos serão transmittidos uns após outros de maneira que a duração total da sua transmissão não exceda de 10 minutos. Em regra, durante essa transmissão, todas as estações radiotelegraphicas cujo funcionamento possa perturbar a recepção desses signaes e telegrammas farão silencio, de maneira a permittir que os alludidos telegrammas e signaes sejam recebidos por todas as estações que o quizerem. Fazer-se-á excepção para os casos de perigo e telegrammas de Estado.

4. As Administrações facilitarão a comunicação ás agências de informações maritimas que ellas permittirem das informações relativas a avarias e sinistros maritimos ou que sejam de interesse geral para a navegação e de que as estações costeiras possam regularmente dar conhecimento.

14. DISPOSIÇÕES GERAES

ART. XLVI

As transmissões trocadas entre as estações de bordo devem effectuar-se de maneira a não perturbar o serviço das estações costeiras, devendo estas, em regra geral, ter o direito de prioridade para a correspondencia publica.

ART. XLVII

As estações costeiras e as de bordo são obrigadas a participar da transmissão dos radiotelegrammas, quando a comunicação não puder ser estabelecida directamente entre as estações de procedencia e de destino.

O numero das retransmissões é, contudo, limitado a duas.

Tratando-se de radiotelegrammas destinados á terra firme, só se poderá fazer uso das retransmissões para attingir a estação costeira mais proxima.

A retransmissão deve estar subordinada á condição de que a estação intermediária que recebe o radiotelegramma em transitto possa dar-lhe curso.

ART. XLVIII

Si o percurso de um radiotelegramma effectuar-se parte pelas linhas telegraphicas e outra parte por estações radiotelegraphicas dependentes de um Governo não contractante, pode-lhe ser de curso, pelo menos, com a condição de que as Administrações de que dependam essas linhas ou estações tenham declarado querer applicar, si se der o caso, as disposições da Convenção e do Regulamento, que são indispensaveis ao encaminhamento regular dos radiotelegrammas e que seja a contabilidade assegurada.

Essa declaração será feita á Secretaria Internacional e levada ao conhecimento das Repartições da União Telegraphica.

ART. XLIX

As modificações do presente Regulamento, que se tornarem necessarias em consequencia de decisões das Conferencias telegraphicas ultteriores, serão postas em vigor na data fixada para a applicação das disposições estabelecidas em cada uma dessas Conferencias.

ART. L

As disposições do Regulamento telegraphico internacional são applicaveis, por analogia, á correspondencia radiotelegraphica, contanto que não sejam contrarias ás disposições do presente regulamento.

São applicaveis, em particular, á correspondencia radiotelegraphica as prescrições do art. XXVII, paragraphos 3 e 6, do Regulamento telegraphico, relativas á percepção das taxas, as dos arts. XXVI e XLII, relativas á indicação da via a seguir, as dos arts. LXXV, paragrapho 1, LXXVII, paragraphos 2 e 4, e LXXIX, paragraphos 2 e 4, referentes ao estabelecimento das contas. Entretanto: 1º o prazo de 6 meses marcado pelo paragrapho 2 do art. LXXIX do Regulamento telegraphico para a verificação das contas é elevado a 9 mezes, tratando-se dos radiotelegrammas; 2º as disposições do art. XVI, paragrapho 2, não são consideradas como autorizando a transmissão gratuita, pelas estações radiotelegraphicas, dos telegrammas de serviço concernentes exclusivamente ao serviço telegraphico, nem tão pouco a transmissões

são franca, sobre as linhas telegraphicas, dos telegrammas de serviço exclusivamente relativos ao serviço radiotelegraphico; 3º as disposições do art. LXXIX, paragraphos 3 e 5, não são applicaveis á contabilidade radiotelegraphica. Em virtude da applicação das disposições do Regulamento telegraphico, as estações costeiras são consideradas como estações de transitto, salvo quando o Regulamento radiotelegraphico estabelecer expressamente que essas estações deverão ser consideradas como estações de procedencia ou de destino.

De accordo com o art. XI da Convenção de Londres, o presente Regulamento entrará em vigor no dia 1 de Julho de 1913.

Em fé do que, os Plenipotenciarios respectivos assignaram este Regulamento em um exemplar que ficará depositado nos archivos do Governo Britannico e de será remetida uma cópia a cada Parte contractante.

Pela Allemanha e os Protectorados Allemães:

B. KOEHLER.
O. WACHENFELD.
Dr. KARL STUECKER.
SCHRAEDER.
GOETSCH.
Dr. EMIL KRAUSS.
FIELTZ.

Pelos Estados Unidos da America e as Possessões dos Estados Unidos da America:

JOHN R. EDWARDS.
JNO. Q. WALTON.
WILLIS L. MOORE.
LOUIS W. AUSTIN.
GEORGE OWEN SQUIER.
EDGAR RUSSEL.
C. MCK. SALTZMAN.
DAVID WOOSTER TODD.
JOHN HAYS HAMMOND.
WEBSTER.
W. D. TERRELL.
JOHN I. WATERBURY.

Pela Republica Argentina:

VICENTE J. DOMINGUEZ.

Pela Austria:

Dr. FRITZ RITTER WAGNER VON JAUREGG.
Dr. RUDOLF RITTER SPIEL V. OSTHEIM.

Pela Hungria:

CHARLES FOLLERT.
Dr. DE HENNYEY.

Pela Bosnia Herzegovina:

H. GOIGINGER, G. M.
ADOLF DANINGEL.
A. CICOLI.
ROMEO VIO.

Pela Belgica:

J. BANNEUX.
DELDIME.

Pelo Congo Belga:

ROBERT B. GOLDSCHMIDT.

Pelo Brasil:

DR. FRANCISCO BHERING.

Pela Bulgaria:

IV. STOYANOVITCH.

Pelo Chile:

C. M. RICKARD.

Pela Dinamarca:

N. MEYER
J. A. VÖHTZ.
R. N. A. FABER.
T. F. KRARUP.

Pelo Egypto:

J. S. LIDDELL.

Pela Hespanha e as Colonias Hespanholas:

JACOBO GARCIA ROURE.
JUAN DE CARRANZA Y GARRIDO.
JACINTO LABRADOR.
ANTONIO NIETO.
TOMA'S FERNANDEZ QUINTANA.
JAIME JANER ROBINSON.

Pela França e a Argelia:

A. FROUIN.

Pela Africa Occidental Franceza:

A. DUCHÈNE.

Pela Africa Equatorial Franceza:

A. DUCHÈNE.

Pela Indo-China:

A. DUCHÈNE.

Por Madagascar:

A. DUCHÈNE.

Pela Tunisia:

ET. DE FELCOURT.

Pela Grã-Bretanha e varias Colonias e Protectorados Britannicos:

H. BABINGTON SMITH.
E. W. FARNALL.
E. CHARLTON.
G. M. W. MACDONOGH.

Pela União Sul-Africana:

RICHARD SOLOMON.

Pela Federação Australiana:

CHARLES BRIGHT.

Pelo Canadá:

G. J. DESBARATS.

Pelas Indias Britannicas:

H. A. KIRK.
T. E. DEMPSTER.

Pela Nova Zelandia:

C. WRAY PALLISER.

Pela Grecia:

E. DOSIOS.

Pela Italia e as Colonias Italianas:

PROF. A. BATTELLI.

Pelo Japão e por Chosen, Formosa, Sakhalim Japonês e o territorio arrendado de Kwantung:

TETSUJIRO SAKANO.
KENJI IDE.
RIUJI NAKAYAMA.
SEIICHI KUROSE.

Por Marrocos:

MOHAMMED EL KABADJ.
U. ASENSIO.

Por Monaco:

FR. ROUSSEL.

Pela Noruega:

HEFTYE.
K. A. KNUDSSØY.

Pelos Paizes-Baixos:

C. J. C. A. POP.
J. P. GUÉPIN.

Pelas Indias Neerlandezas e a Colonia de Curaçao:

PERK.
F. VAN DER GOOT.

Pela Persia:

MIRZA ABDUL GHAFFAR KILAN.

Por Portugal e as Colonias Portuguezas:

ANTONIO MARIA DA SILVA.

Pela Roumania:

C. BOERESCU.

Pela Russia e as Possessões e Protectorados Russos:

N. DE ETTER.
P. OSSADTCHY.
A. EULER.
SERGUEIEVITCH.
N. DMITRIEFF.
D. SOKOLTSOW.
A. STCHASTNYI.
Barão A. WYNEKEN.

Pela Republica de São Marino:

ARTURO SERENA.

Pelo Sião:

LUANG SANPAKITCH PREECHA.
WM. J. ARCHER.

Pela Suécia:

RYDIN.
HAMILTON.

Pela Turquia:

M. EMIN.
M. FAHRY.
OSMAN SADI.

Pelo Uruguay:

FED. R. VIDIELLA.

Listas das abreviaturas a empregar nas transmissões radiotelegraphicas

Abreviaturas	Pergunta	Resposta ou aviso	Abreviaturas	Pergunta	Resposta ou aviso
1	2	3	1	2	3
—	(C Q).....	Signal de procura, empregado por uma estação que deseja entrar em correspondencia.	Q S G		A transmissão será feita por series de 5 radiotelegrammas.
—	(T R).....	Signal annunciando a transmissão de indicações relativas a uma estação de bordo (artigo...)	Q S H		A transmissão será feita por series de 10 radiotelegrammas.
—	(I).....	Signal indicando que uma estação vai emitir com grande potencia.	Q S J	Qual é a taxa a cobrar por.....?	A taxa a cobrar é de.....
P R B	Desejaes communicar-vos com minha estação por meio do Código internacional de signaes?	Desejo communicar-me com vossa estação por meio do Código internacional de signaes.	Q S K	O ultimo radiotelegamma foi annullado?	O ultimo radiotelegamma foi annullado.
Q R A	Qual é o nome de vossa estação?	Aqui a estação...	Q S L	Recebestes quitação?	Pouco deis quitação.
Q R B	A que distancia vos achaes da minha estação?	A distancia entre nossas estações é de..... milhas nauticas.	Q S M	Qual é o vosso verdadeiro retiro?	Meu verdadeiro retiro é a..... grãos.
Q R C	Qual é o vosso verdadeiro afastamento?	Meu afastamento verdadeiro é de..... grãos.	Q S N	Estaes em communicação com terra firme?	Não communico com terra firme.
Q R D	Para onde ides?	Vou a.....	Q S O	Estaes em communicação com outra estação (ou com.....)?	Estou em communicação com..... (por intermedio de.....)
Q R E	De onde viades?	Veio de.....	Q S P	Devo avisar..... de que a chamo?	Avisae..... de que a chamo.
Q R F	A que companhia ou linha de navegação pertenceis?	Pertencço a.....	Q S Q	Sou chamada por.....?	Estaes sendo chamada por.....
Q R H	Qual é o vosso comprimento de onda?	Meu comprimento de onda é de..... metros.	Q S R	Expedireis o radiotelegamma.....?	Expedirei o radiotelegamma.....
Q R J	Quantas palavras tendes a transmittir?	Tenho..... palavras para transmittir.	Q S T	Recebestes uma chamada geral?	Chamada geral para todas as estações.
Q R K	Como recebeis?	Recebo bem.	Q S U	Peco-vos que me chameis logo que acabardes (ou ás..... horas).	Chamar-vos-hei, logo que acabar.
Q R L	Recebeis mal? Devo transmittir 20 vezes..... para permittir a regulagem de vossosapparelhos?	Recebo mal. Transmitti 20 vezes..... para que eu possa regular meus apparelhos.	Q S V	Está sendo effectuada correspondencia publica?	Está sendo effectuada a correspondencia publica, peço que não a interrompaeis.
Q R M	Estaes perturbado?	Estou perturbado.	Q S W	Devo augmentar minha frequencia de scintilha?	Augmentae a frequencia de scintilha.
Q R N	As perturbações atmosphoricas são muito fortes?	As perturbações atmosphoricas são muito fortes.	Q S Y	Devo transmittir com o comprimento da onda de..... metros?	Passemos á onda de..... metros.
Q R O	Devo augmentar a energia?	Augmentae a energia.	Q S X	Devo diminuir minha frequencia de scintilha?	Diminui a frequencia de scintilha.
Q R P	Devo diminuir a energia?	Diminui a energia.			
Q R Q	Devo transmittir mais depressa?	Transmitti mais depressa.			
Q R S	Devo transmittir mais devagar?	Transmitti mais lentamente.			
Q R T	Devo cessar a transmissão?	Cessaes a transmissão.			
Q R U	Tendes alguma coisa para mim?	Nada tenho para vós.			
Q R V	Estaes prompto?	Estou prompto. Tudo está em ordem.			
Q R W	Estaes occupado?	Estou occupado com outra estação (ou com.....) peço que não interrompaeis.			
Q R X	Devo esperar?	Esperae. Eu vos chamarei ás..... horas (ou: quando houver necessidade).			
Q R Y	Qual é a minha vez?	Vossa vez é numero.....			
Q R Z	Meus signaes são fracos?	Vossos signaes são fracos.			
Q S A	Meus signaes são fortes?	Vossos signaes são fortes.			
Q S B	A intensidade é fraca? A scintilha é má?	A intensidade é fraca. A scintilha é má.			
Q S C	Os intervallos de transmissão são máos?	Os intervallos de transmissão são máos.			
Q S D	Comparemos nossos relógios. São..... horas; que horas são?	São..... horas.			
Q S E	Os radiotelegrammas devem ser transmittidos em ordem alternativa ou por series?	A transmissão será feita em ordem alternativa.			

Quando uma abreviatura for seguida de um ponto de interrogação ella se refere á pergunta indicada em frente a essa abreviatura

EXEMPLOS

Estações:

- A Q R A? = Qual é o nome de vossa estação?
- B Q R A Campania = Aqui é a estação Campania....
- A Q R G? = A que companhia ou linha de navegação pertenceis?
- B Q R G Cunard Q R Z = Pertencço á linha Cunard. Vossos signaes são fracos.
- A estação A augmenta então a energia da sua transmissão o lança:
- A Q R K? = Como recebeis?
- B Q R K = Recebo bem.
- Q R B 80 = A distancia entre nossas estações é de 80 milhas nauticas.
- Q R C 62 = Meu verdadeiro afastamento é de 62 grãos.
- etc.

Ministerio da Justiça e Negocios Interiores

RECTIFICAÇÃO

Os cidadãos nomeados por decreto de 21 de julho ultimo para os postos da Guarda Nacional da comarca de Araucaria, no Estado do Paraná, abaixo mencionados, chamam-se como ora se publica e não como saiu no *Diário Oficial* de 2º do referido m.º.

136º batalhão da infantaria

1ª companhia—Tenente, João Amaro Meira.
2ª companhia—Tenente, Leopoldo Bruno e alferes, Maurício Mendes dos Santos.
4ª companhia—Alferes, José Kierski.

52º batalhão da reserva

1ª companhia—Tenente, Pedro Albas Cerdeiro e alferes, Joaquim Alves de Oliveira.

SECRETARIAS DE ESTADO

Ministerio da Justiça e Negocios Interiores

Expediente de 19 de outubro de 1915

DIRECTORIA DA JUSTIÇA

Autorizou-se o commandante superior interino da Guarda Nacional no Estado de Minas Geraes, a conceder quit da munição, para a comarca de Pirapora, ao tenente-coronel commandante do 14º batalhão de artilharia de posição da Guarda Nacional da comarca de S. Francisco, no dito Estado, Arthur Nascimento.

— Transmittiram-se, para os fins convenientes, aos juizes federaes nas seções

De Pol. Ambulo, o decreto de 13 do mez, nomeando o 1º supplente do juiz substituto no município de Seridão;

De Minas Geraes, dois decretos de 6 do mez nomeando suplentes do juiz substituto nos municípios de Ca. Elinha e Minas Novas.

Expediente de 14 de outubro de 1915

DIRECTORIA DO INTERIOR

Foi naturalizado brasileiro José Luiz Christovão, natural do Portugal e residente no Estado de S. Paulo.—Remetteu-se a portaria ao presidente do dito Estado.

— Declarou-se ao director geral da Saude Publica, para os fins convenientes, que o Estado resolveu, de accordo com o art. 11 da lei n.º 2.924, de 5 de janeiro do corrente anno, ficar a disposição do poder central da Republica, conforme requisito affim do servir como seu secretario, sem prejuizo dos respectivos vencimentos, o bacharel Oscar Napoleão Garcia de Souza, 3º official daquella directoria. Deu-se conhecimento ao procurador geral da Republica.

— Transmittiu-se ao director geral da Saude Publica, para que sejam tomadas as providencias que no caso couberem, copia do officio do 1º secretario do Conselho Municipal do Districto Federal n.º 376, de 8 do corrente mez, relativo á necessidade de se proceder a limpeza e desobstrução de uma valla existente proximo á estação da Cascadura, da Estrada de Ferro Central do Brazil.—Deu-se conhecimento ao 1º secretario do Conselho Municipal do Districto Federal.

Dia 15

Accusou-se recebido o officio-circular do Presidente do Estado do Ceará, de 8 de setembro proximo findo, e agradeceu-se a remessa, que fez, de um exemplar impresso da mensagem que apresentou á Assembléa Legislativa desse Estado por occasião da instalação da 3ª sessão ordinaria da 6ª legislatura.

— Solicitaram-se providencias ao Ministerio da Fazenda no sentido de serem despachadas livres de direitos duas caixas contendo instrumentos destinados á Escola Polytechnica do Rio de Janeiro, vindas da Europa no vapor *Demerara*.

Requerimentos despachados

Arthur de Lima Franco, amannense da Bibliotheca Nacional, pedindo justificação de faltas.—Indefido.

Manoel de Barros Barreto, 1º official aposentado da Secretaria de Estado, pedindo seja expedido novo decreto concedendo-lhe aposentadoria com todos os vencimentos, de accordo com o art. 121, § 3º, da lei n.º 2.924, de 5 de janeiro ultimo.—O interessado deve reclamar perante o Ministerio da Fazenda, ao qual o da Justiça já explicou, sufficientemente, os termos da aposentadoria.

Angela Agostini, pensionista da Escola Nacional de Bellas Artes na Europa, pedindo pagamento da maior ajuda de custo de volta.—Este ministério já providenciou sobre o pagamento da competente ajuda de custo, por aviso ao da Fazenda e officio á Delegacia Fiscal do Thesouro Nacional em Londres, datados de 11 do corrente mez.

Joaquim Coelho da Motta, pedindo naturalização.—Apresentou folhas corridas das justicas local e federal ou certificado do Gabinete de Identificação e Estatística do Districto Federal.

Albino dos Santos Silva, idem.—Apresentou folhas corridas da Justiça Federal.

Primeiro tenente do Exército Oscar Leonidas Corrêa de Moraes, pedindo reconsideração de despachos.—Mantidos os anteriores despachos.

Expediente de 18 de outubro de 1915

DIRECTORIA DE CONTABILIDADE

Solicitaram-se ao Ministerio da Fazenda os seguintes pagamentos no Thesouro Nacional: De 4 08, pela cons. v.º de unica do material do Instituto de Neuropathologia do Hospício Nacional de Alienados, durante o mez de setembro findo (aviso n.º 3.722);

De 2295389, das diarias vencidas no mez de setembro findo pelo encarregado da conservação do Instituto de Psychologia Experimental do Hospital Nacional de Alienados (aviso n.º 3.721);

De 783765397, de fornecimentos feitos ao Hospital Nacional de Alienados, no mez de agosto findo (aviso n.º 3.723);

De 128015834, de fornecimentos feitos á a Brigada Policial des a Capital, nos mezes de maio, junho e julho ultimos (aviso numero 3.724).

— Solicitaram-se ao mesmo ministerio que seja entregue no Thesouro Nacional ao thesoureiro do Instituto da Ordem dos Advogados Brasileiros, Dr. Frederico de Almeida Russell, a quantia de 3:000\$, para pagamento do aluguel da casa e mais despesas da Assistencia Judiciaria, relativos aos mezes julho a dezembro deste anno (aviso n.º 3.722).

— Foi transmittido ao alludido ministerio o processo de ovida do exercicio findo, na importância de 15300, de que é credora The Leopoldina Railway Company, Limited, p.º passagens concedidas, em maio de 1913, á requisição do Juiz da 7ª Pretoria Criminal desta Capital (aviso n.º 3.725).

— Consultou-se o Tribunal de Contas sobre a abertura do credito especial de 30:000\$, para occorrer ao pagamento da subvenção neste anno ao Instituto Electro Technico e Mecanico de Itajubá, no Estado de Minas Geraes (aviso n.º 3.726).

— Autorizou-se o engenheiro das obras deste ministério a despendor mais a quantia de 33:911\$314, com as obras de que ainda necessita o edificio da Escola Nacional de Bellas Artes (aviso n.º 3.719).

Expediente de 19 de outubro de 1915

DIRECTORIA GERAL DE SAUDE PUBLICA

Accusou-se ao superintendente geral da Ene Rio de Janeiro tramway, Light and Power Co., Limitada, e a Companhia Ferro Carril do Jardim Botânico o recebimento dos officios datados de 16 do corrente mez.

— Officiou-se ao Sr. ministro, solicitando autorização para ser effectuado o pagamento da despesa com os concursos da lancha *Fernandes Pinheiro*, pela verba «Material geral, etc.», desta directoria geral.

— Restituiu-se ao director geral interino do Interior, devidamente informado, o requerimento de Rosa de Souza Jacques, que acompanhava o officio n.º 1.213, de 21 de setembro proximo findo.

— Solicitaram-se providencias ao juiz da 2ª Pretoria Civil no sentido de serem entregues semanalmente, nas segundas-feiras, ao empregado da Secção Demographica desta directoria geral que vai extrahir os dados sobre nascimentos e casamentos effectuados nas mesmas semanas, as primeiras vias dos atestados de obitos, levados áquella pretoria para o respectivo registro.

— Remetteram-se:

Ao Sr. ministro, o requerimento do Dr. João José Monteiro, medico dos hospitais desta directoria geral, pedindo mandar apostillar no titulo de sua nomeação a vitaliciedade a que se julga com direito, no respectivo cargo, de accordo com o art. 34º do decreto numero 10.821, de 18 de março do anno proximo passado;

Ao director geral da Contabilidade deste ministerio, a conta que acompanhava o officio n.º 3.667, de 13 do corrente mez;

Ao director da Estrada de Ferro Central do Brazil, os laudos de inspecção do saude do Carlos da Costa Martins, Antonio Fonseca da Cruz, Angelo Dias Fontes, Manoel de Oliveira Junior e Antonio Marinho Pinto;

Ao chefe do Departamento da Guerra, o do Fernando Corrêa Lapa;

Ao director geral da Imprensa Nacional, o de Theophilo de Almeida Fortuna;

Ao director geral dos Telegraphos, os do Leonidas Lopes da Silva e José Anthero de Siqueira;

Ao director do Expoliente do Arsenal da Marinha, os de Manoel Antonio Marques e Ignacio Clemente de Carvalho;

Ao presidente da Corte de Appellação, o do desembargador Elviro Carrilho da Fonseca o Silva.

Requerimentos despachados

2º districto:
Henrique José do Carmo Netto.—Certificado-se.

3º districto:
Joaquim Pires Brandão.—Deferido.

7º districto:
Antonio Augusto de Almeida.—Certificado-se.

Luiz do Almeida Moraes.— Concedo 90 dias de prazo. Restitua-se o documento mediante recibo.

Leopoldina da Rocha e Silva.— Deferido.
Domingos Ferreira da Silva.— Deferido.

Sociação de Expetiente:

Eugenio de Magalhães Monozes.— Sim, na forma da lei.

Navegação:

Morton McGaw & Co. Ltd.— Deferido.

Ministerio da Fazenda

Ministerio da Fazenda — Circular n. 60 — Rio de Janeiro, 20 de outubro de 1915.

Recomendo aos Srs. delegados fiscaes do Thesouro Nacional nos Estados que nos pagamentos das despesas que tem de effectuar de accordo com o decreto n. 11.671, de 23 de agosto do corrente anno, que manla pagar a metade dos compromissos do Thesouro, anteriores a 1913, em apolices, observem as seguintes instrucções:

I—Sempre que for possível, deverão ser reunidas em uma só as diversas contas pertencentes a um mesmo credor para o fim de serem pagas, da totalidade, 50 % em dinheiro e 50 % em apolice.

II—Não deverão ser reunidas as contas de ministerios diferentes.

III—As apolices que serão dos valores de 200\$, 500\$ e 1.000\$, serão dadas em pagamento ao typo de 85 %, isto é, as de 200\$ por 170\$, as de 500\$ por 425\$ e as de 1.000\$ por 850\$.

IV—Na classificação da despesa, no verso do documento, deverá ficar consignado o pagamento total discriminadamente, em dinheiro em apolices e a fracção em dinheiro, da seguinte maneira:

1915—Caixa Geral—N....

Em dinheiro.....	1:500\$000
Em apolices.....	1:175\$000
Fracção em dinheiro do pagamento em apolices.....	55\$000
	3:000\$000

(No pagamento figurarão foram dadas: uma apolice de 1.000\$ (850\$), uma de 500\$ (425\$) e uma de 200\$ (170\$000).

V—Os pagamentos serão effectuados de preferencia em apolices de 1.000\$, afim de serem reservadas as de 500\$ e 200\$ para os pagamentos inferiores aquella primeira importancia e suas fracções.

VI—Conhecida a importancia total a pagar em apolices, dividir-se-ha por 850\$ e ter-se-ha o numero de apolices de um cento de réis. Si houver resto, dividir-se-ha por 425\$, obtendo-se assim o numero de apolices de 500\$. E, si ainda houver resto, divide-se este por 170\$ e ter-se-ha o numero de apolices de 200\$. O resto desta ultima divisão, ou se a quantia menor de 170\$, constituirá a fracção em dinheiro do pagamento em apolices.

VII—Emquanto não receberem as apolices as repartições entregarão aos credores, que houverem dado quitação nos processos, uma declaração nominal, convenientemente numerada e explicativa do direito que tem o possuidor de sua declaração de receber da repartição tantas apolices nominativas de tales valores, para completar o pagamento que lhes foi feito em dinheiro em tal data.

Essas declarações, do que ficará talão, ou minuta na repartição, poderão ser impressas ou manuscritas e constarão de duas vias; a primeira via será entregue ao credor e as segundas serão enviadas ao Thesouro, com officio, afim de por ellas ser feita a remessa

das apolices, serão assignadas pelo thesoureiro o escripto da Caixa e visadas pelo chefe da repartição.

VIII—As apolices deverão ser inscriptas nos nomes dos proprios credores, o, no caso de pagamentos em virtude de procurações em causa propria, a inscripção será feita em nome do cessionario e não do cedente.

IX—Logo que receberem as apolices, enviadas com o officio da Directoria Geral de Contabilidade do Thesouro Nacional, acompanhadas de uma relação nominal, com os nomes dos credores, os numeros, quantidade e valores das apolices, farão as repartições a inscripção em livro proprio, de accordo com as relações, sem a menor alteração, salvo na parte referente ás clausulas e á nacionalidade do credor, que deverão ficar consignadas quando entregarem as apolices, si antes já não tiverem sido mencionadas na — Declaração — entregue.

X—As apolices só poderão ser entregues depois de inscriptas no livro da repartição e contra a apresentação da — Declaração — que deverá ser utilizada por carimbo e renhida a relação que o Thesouro enviar, depois de feita a necessaria conferencia.

XI—As repartições informarão aos interessados que as apolices dadas em pagamento tem cotização na bolsa, com os demais titulos da divida publico e que vencem juros pelo seu valor nominal e não pela cotização ao typo de 85, com que foram emitidas.

XII—Havendo qualquer divergencia que possa implicar em alteração na relação recebida do Thesouro, deverá ser a mesma communicada á Directoria Geral de Contabilidade, afim de ser rectificada.

XIII—No caso de divida de pagamento dever ser feito somente em dinheiro ou nessa especie e em apolices, deverá ser ouvido o Thesouro Nacional.

Por titulos de 19 do corrente:

Foram nomeadas:

Joaquim D. tra para o logar de collecter das rendas federaes em Formosa, Estado do Goyaz;

Luiz San Johnson para identico logar em S. Jeronymo, Estado do Rio Grande do Sul; Antonio Gonzales Gonç. para o logar de escriptão da Collectoria de S. Jeronymo, no mesmo Estado, sendo exonerado do mesmo cargo Luiz San Johnson, por ter sido nomeado collecter na mesma localidade.

— Por portaria de 19, também do corrente, foram concedidos tres meses de licença, com os vencimentos a que tiver direito, na forma da lei ao 2º official aduaneiro da Alfandega de Manaus Francisco Gomes Tavares da Silva Filho, para tratar de sua saúde onde lhe convier, ficando-lhe marcado o prazo de 60 dias para entrar no gozo da licença.

Directoria do Gabinete do Thesouro Nacional

EXPEDIENTE DO SR. MINISTRO

Dia 20 de outubro de 1915

—Sr. ministro da Guerra:

N. 184 — Tenho a honra de remetter-vos a inclusa demonstração do credito necessario á Delegacia Fiscal do Amazonas para occorrer a despezas por conta do diversas verbas do vigente orçamento do ministerio a vosso cargo o que foi enviada ao Thesouro com o officio da mesma delegacia n. 217, de 24 de agosto ultimo.

Reitero vos os meus protestos de elevada estima e consideração.

— Sr. ministro da Justiça e Negocios Interiores:

N. 131 — Em resposta ao vosso aviso numero 2.791, de 29 de julho ultimo, solicitando

providencias para que aos funcionarios deste ministerio que residem em proprios nacionaes seja applicada a taxa de 2 %, minimo estabelecido no § 11 do art. 3º da lei n. 2.919, de 31 de dezembro de 1911; tal como acontece com os funcionarios dos ministerios da Guerra e da Marinha por determinação dos respectivos ministros, cabe-me declarar-vos que, achando-se o assumpto em estudo no Congresso, para o orçamento vindouro, convem se aguarde o pronunciamento do Poder Legislativo, desde que as percentagens actuaes forem fixadas pelos diversos ministerios, de accordo com a competencia que a lei do orçamento lhes deferiu no caso.

Reitero vos os meus protestos de elevada estima e consideração.

N. 132 — De posse do vosso aviso n. 3.566, de 2 do corrente, solicitando providencias para que á conta da verba 24 do art. 2º da lei do orçamento vigo te seja paga, a contar de 5 de julho ultimo, ao professor cathedratice da Escola Polytechnica Dr. Carlos Eugenio Girault Tisserantot, a quantia de réis 3.810\$ anuaes, correspondente ao accoimado de 10 % sobre seus vencimentos, por haver completado 30 annos de serviço effectivo no magisterio, cabe-me communicar-vos que o silio existente na verba alludida é insufficiente para occorrer ao pagamento solicitado.

Reitero-vos os meus protestos de elevada estima e consideração.

— Sr. ministro da Marinha:

N. 203 — Em resposta ao vosso aviso n. 3.612, de 1 de outubro corrente, cabe-me communicar-vos que os e ministerio nada tem a oppor á acquisição na Europa de uma leito, destinada ao periscopio do submarino F. 5.

Reitero-vos os meus protestos de elevada estima e consideração.

— Sr. ministro da Viação e Obras Publicas:

N. 483 — De posse do vosso aviso n. 984, de 26 de abril ultimo cabe-me communicar-vos que, pelo Thesouro Nacional, foi paga ao Dr. Joaquim Alves da Silva a importancia de 20.000\$, proveniente da venda que fez á União do proprio terreno de sua propriedade á praia da Cruz, municipio de Mangaratiba, Estado do Rio de Janeiro, tendo sido a respectiva escriptura lavrada em notas do tabellião Helmiro de Moraes, a fl. 7 v. do livro n. 361, em 10 de junho deste anno.

Reitero-vos os meus protestos de elevada estima e consideração.

N. 486 — Cabe-me communicar-vos que, em atenção á solicitação constante de vosso aviso n. 630, de 13 de março deste anno, f. i pelo Thesouro Nacional paga ao Dr. Aristoteles Ambrosino Gomes Calaca o D. Theresza Barbosa de Oliveira Santos, englobadamente, a importancia de 86:512\$280, como indenização dos prejuizos soffidos com a captação das aguas que corriam em terras de sua propriedade no logar denominado Rio Grande, em Jacarépaguá, neste districto, cuja despesa corrou á conta do credito aberto pelo decreto n. 11.431, de 6 do janeiro deste anno, tendo sido lavrado na Procuradoria Geral da Fazenda Publica, em 11 de setembro ultimo, um termo com a clausula do que os interessados por si e seus herdeiros e successores renunciam a qualquer futura indemnização ou reclamação.

Reitero-vos os meus protestos de elevada estima e consideração.

— Sr. presidente do Tribunal de Contas:
N. 94 — De posse do vosso officio n. 607, de 16 de agosto ultimo, communicando ter sido negado registro á distribuição á Directoria Geral de Contabilidade da Marinha do credito de 20:410\$, para attender a despesas miudas e azeio de casa, relativas ás diversas verbas do orçamento vigente, peço ao digno esse instituto do reconsiderar o seu

seu acto, tendo em vista o parecer da Directoria da Despesa Publica, constante do incluso processo, ao qual se acha annexo o aviso do Ministerio da Marinha n. 3.306, de 18 do setembro proximo findo.

Reitero-vos os meus protestos de elevada estima e consideração.

EXPEDIENTE DO SR. DIRECTOR

Additamento ao do dia 19 de outubro de 1915

Sr. inspector da Alfandega do Rio de Janeiro:

N. 933 — Communico-vos que, conforme solicito a Directoria Geral de Saude Publica, em officio n. 1.739, de 16 do corrente, deveis comparecer, no dia 2º do corrente, ás 11 horas, na mesma directoria, o concorente dessa alfandega Crescentino Baptista de Carvalho, o 2º machinista Francellino do Almeida Franco e o 2º official alanciro Euclides de Sá Rego, para serem submettidos á primeira inspecção de saude.

N. 939 — Communico-vos, para os devidos fins, que o Sr. ministro, attendendo ao que solicitou o Lloyd Brasileiro em officio n. 918, de 15 do corrente, resolveu, por acto da mesma data, autorizar o despacho, livre de quaesquer direitos e taxas aduaneiras, de tres caixas, marca M. B. C., contendo borchacha em lençol e pr. cedentes de Hamburgo; sendo a do n. 5.393 vinda pelo vapor alemão *Navarro*, entrado em maio de 1913, e as ns. 8.325 e 8.328 vinda pelo vapor *Hohenstaufen* e á consignação do referido Lloyd.

N. 970 — Communico-vos, para os devidos fins, que o Sr. ministro, attendendo ao que solicitou o Ministerio da Viação e Obras Publicas em aviso n. 102, de 11 do corrente, resolveu, por acto do dia 15 autorizar o despacho, livre de direitos aduaneiros, de 334 barris contendo óleo de ras finos de petroleo para lubrificação, com a marca S. O. C. O. B., ns. 328.081, pesando bruto 73.563 1/2 kilos e liquido 69.638 kilos, vindos da Nova York pelo vapor *Pensylvania* e destinados á Estrada do Ferro Central do Brazil.

— Sr. inspector da Caixa de Amortização:

N. 130 — Communico-vos, para os fins convenientes, que o Sr. ministro, attendendo ao que requereu Alfredo da Viçosa Quinto, em petição de 15 de julho ultimo, resolveu, por acto de 13 do corrente, autorizar a entrega da apolice da divida publica, uniformizada, n. 178.607, de propriedade do requerente, que se achava caucionada na thesouraria geral do Thesouro Nacional em garantia de sua responsabilidade no cargo de agente postal da estação do Chador, Estado de Minas Geraes.

— Sr. director da Despesa Publica:

N. 86 — Communico-vos que, conforme solicitou a Directoria Geral de Saude Publica, em officio n. 1.731, de 16 do corrente, deveis comparecer no dia 2º do vigente, ás 11 horas, na mesma directoria, o 1º escripturario do Thesouro Nacional Edmundo da Rocha Lima, com exercicio na directoria a vosso cargo, afim de ser submettido á primeira inspecção de saude.

— Sr. director do Laboratorio Nacional de Analyses:

N. ... — Communico-vos, para os fins convenientes, que o Sr. ministro, por despacho de 27 de setembro proximo findo, deferiu o requerimento encaminhado com o vosso officio n. 268, de 22 de junho ultimo, no qual o 3º chimico desse laboratorio pharmaceutico Luiz Afonso de Faria pediu que se completasse o seu assentamento de accordo com os documentos que apresentou e que junto vos devolve.

— Sr. director do Serviço Commercial do Lloyd Brasileiro:

N. 275 — Remettendo o incluso processo de que trata o ari o n. 3.322 do Ministerio da Marinha, de 20 de setembro ultimo, relativo ao inquerito policial militar procedido a respeito do incidente occorrido a bordo do vapor *Brazil Phival*, dessa Lloyd, em Tacambú, entre o pratico do 2º cla se João Pereira da Silva, o commandante do mesmo vapor e o commissario Henrique Ribeiro, do paquete *La Lario*, peço-vos, de accordo com o despacho exarado pelo Sr. ministro em 5 do fluente, providenciéis no sentido de serem ouvidos sobre os factos arguidos no allud do inquerito os empregados desse estabelecimento no mesmo envolvíveis.

— Sr. director da Recebedoria do Districto Federal:

N. 118 — Remettendo vos o incluso processo, que me devolveis opportunamente, referente ao requerimento, de 10 de fevereiro do corrente anno, em que Norival Botelho Chaves reclama contra o acto da directoria da Casa da Moeda que o dispensou do logar de auxiliar de escripta, peço providenciéis no sentido do ser cobrado, com revandação, o sello do alludido requerimento.

— Sr. director do Archivo Publico Nacional:

N. 423 — En resposta ao vosso officio n. 190, de 11 de agosto do anno passado, em que solicitastes providencias afim de que sejam remettidos a esse archivo os documentos entregues pela Delegacia Fiscal na Parahyba ao bacharel Sebastião Vasconcellos Galvão, sub-archivista dessa rep.ção, communico-vos, de accordo com o despacho do Sr. ministro de 14 do corrente, que a remessa não pôde ser feita agora por falta de verba para custear a despesa.

— Sr. presidente do Tribunal de Contas:

N. 482 — Remetto-vos, para os devidos fins, o incluso processo de fiança do agente do Correio de Laranjal, Estado de S. Paulo, João Correia da Silveira.

N. 483 — Remetto-vos, para os devidos fins, o incluso processo de fiança do azeito do Correio de Tambiú, Estado de São Paulo, Derval Ramos dos Santos.

N. 484 — Remetto-vos, para os devidos fins, o incluso processo de fiança do agente embarcado da Administração dos Correios do Estado do Amazonas Francisco de Mattos Grangeiro.

N. 485 — Remetto-vos, para os devidos fins, o incluso processo de fiança do collector federal em Annapolis, Estado de Goyaz, Godofredo Xavier Nunes.

N. 486 — Remetto-vos, para os devidos fins, o incluso processo de fiança do agente do correio de Santo Amaro, Estado de S. Paulo, Christina Rodriguez Machado da Luz.

N. 487 — Remetto-vos, para os devidos fins, o incluso processo de reforço do fiança do administrador da Mesa de Rendas da Barra de S. Mathews, Estado do Es.rito Santo, Celso Vieira da Faria.

— Sr. delegado fiscal no Paraná:

N. 209 — Declaro-vos, para os fins convenientes, que o Sr. ministro, por despacho de 30 de setembro proximo findo, resolveu approvar o acto de que destes conta em officio n. 115, de 6 do mesmo mez, pelo qual nomeastes Francisco Camargo Junior para exercer, interinamente, o logar do agente fiscal dos impostos do consumo na 11ª circumscripção desse Estado.

— Sr. delegado fiscal em Pernambuco:

N. 231 — Declaro-vos, para os fins convenientes, que o Sr. ministro, por despacho de 7 do mez corrente, resolveu approvar a proposta encaminhada com o vosso officio n. 169, de 21 de setembro proximo findo, que faz José Antonio Cesar de Vasconcellos, escriptão da Collectoria das Rendas Federaes em Pão

d'Alho, nesse Estado, de Dejaes de Accoly Cesar de Vasconcellos para seu ajudante.

N. 232 — Em solução á consulta constante de vosso telegramma de 17 do setembro proximo findo, sobre se as restituições de direitos in levidamente pagas, nas Alfandegas, em 1914, são liquidadas somente em dinheiro ou pela forma estabelecida no decreto n. 11.892, de 28 de agosto ultimo, declaro-vos, para os fins convenientes, de accordo com o despacho do Sr. ministro, de 6 do vigente, que taes restituições devem ser feitas em dinheiro, uma vez que nesta especie são os direitos cobrados.

— Sr. delegado fiscal no Rio Grande do Sul:

N. 412 — Declaro-vos, para os fins convenientes, que o Sr. ministro, tendo presente o processo transmitido com o vosso officio numero 283, de 23 de setembro ultimo, relativo ao recurso interposto pela Companhia Nacional de Navegação Costeira para a decisão da Alfandega de Porto Alegre que condemnou o commanlante do vapor *Ituca*, entrado em 12 de junho do corrente anno, ao pagamento em dobro dos direitos da mercatoria extra-va la volume marca detreiros, s/n. resolveu por acto de 14 do corrente, deixar de tomar conhecimento do recurso, visto a decisão estar dentro da alçada recorrida e de accordo com a legislação em vigor.

— Sr. collector federal da Barra do Pirahy, Estado do Rio de Janeiro:

N. 92 — Declaro-vos que o Sr. ministro, tendo presente o processo encaminhado com vosso officio n. 89, de 12 de julho ultimo, relativo ao requerimento em que o agente fiscal Alfredo Pinto da Silva pede adjudicação da quarta parte da multa de 300\$ imposta e recolhida a essa Collectoria por Faria & Splindola, em virtude do auto contra os mesmos lavrado pelo alludido agente fiscal, por infração do regulamento dos impostos de consumo, resolveu, por despacho de 25 do mez findo, autorizar a entrega da quantia reclamada, chamando, entretanto, a vossa attenção para a irregularidade do ter essa Collectoria recolhido ao Thesouro apenas uma parte daquella multa, quando lhe cumpria recolhê-la integralmente, somente podendo conservá-la em depósito, e na sua totalidade, até final da lide.

— Sr. delegado fiscal em S. Paulo:

N. 781 — Declaro-vos, para os fins convenientes, que o Sr. ministro, por des.cho de 1 do corrente, resolveu approvar o acto de que destes conta em officio n. 202, de 6 de setembro ultimo, pelo qual autorizastes o collector das Rendas Federaes em Po.iras, nesse Estado, a usar na correspondencia escripta da mesma collectoria o nome de Itapolis.

N. 732 — Declaro-vos, para os fins convenientes, que o Sr. ministro, tendo presente o requerimento em que Benedicto Franco Abreu pede a sua reintegração no logar de escriptão da Collectoria das Rendas Federaes em Ser.ãozinho, nesse Estado, e de que trataes em o officio n. 165, de 23 de setembro ultimo, resolveu, por des.cho de 8 do corrente, nada haver que deferir.

— Sr. delegado fiscal em Sergipó:

N. 97 — Declaro-vos, para os fins convenientes, que o Sr. ministro, por despacho de 7 do mez corrente, resolveu approvar o acto de que destes conta em officio n. 71, de 15 de setembro proximo findo, pelo qual disponibilastes o 2º escripturario dessa delegacia Sento Guaraná do Barro do logar que exercia na Caixa Economica annexa a esta delegacia e designastes para substituí-lo o escripturario da mesma categoria Dionysio de Menezes Barreto.

— Sr. inspector da Alfandega do Rio de Janeiro:

N. 971 — Communico-vos, para os devidos fins, que o Sr. ministro, attendendo ao que requereu The Western Telegraph Company, Limited, em petição de 13 do corrente, re-

— Sr. delegado fiscal no Rio Grande do Norte:
N. 9 — Comunico-vos, para os devidos fins, que o Sr. ministro da Fazenda, por despacho de hontem datado, approvou a proposta que fiz, em officio n. 41, da mesma data, do 3º escriptuario do Thesouro Nacional, Manoel Madruga, para em commissão inspecção a fiscalização do imposto de consumo nesse Estado e no do Ceará, em substituição ao 2º escriptuario do mesmo Thesouro, Lucas Monteiro de Almeida, que a seu pedido foi dispensado dessa commissão.

— Sr. delegado fiscal no Ceará:
N. 10 — Comunico-vos, para os devidos fins, que o Sr. ministro da Fazenda, por despacho de hontem datado, approvou a proposta que fiz, em officio n. 41 da mesma data, do 3º escriptuario do Thesouro Nacional, Manoel Madruga para em commissão inspecção a fiscalização do imposto de consumo nesse Estado e no do Rio Grande do Norte, em substituição ao 2º escriptuario do mesmo Thesouro Lucas Monteiro de Almeida, que a seu pedido foi dispensado dessa commissão.

— Sr. delegado fiscal no Maranhão:
N. 131 — Declaro-vos, para os fins convenientes, que o Sr. ministro, por despacho de 5 do mez corrente, resolveu approvar o acto de que destes conta em officio n. 219, de 3 de setembro proximo findo, pelo qual arbitraastes em 200% e 100% respectivamente, as fianças para os logares de collector e escriptão da Collectoria das Rendas Federaes em S. Vicente Ferrer.

— Sr. delegado fiscal em Pernambuco:
N. 234 — Tendo a alfandega desse Estado em telegramma de 18 de setembro proximo findo, a Directoria da Receita Publica, consultado se o exame de invalidez para reforma de pessoal das embarcações da mesma alfandega obedece a formalidade da circular n. 12, de 27 de abril de 1907, ou ás que prescreve o art. 6º, letras a, b e c, do decreto n. 11.447, de 20 de janeiro deste anno, declaro-vos, para os fins convenientes, de accordo com o despacho do Sr. ministro, de 7 do vigente, que toda a invalidez para aposentadoria jubilação ou reforma, menos quanto aos militares, Policia e Corpo de Bombeiros desta Capital, deve ser verificada segundo o disposto no referido decreto n. 11.447, cujo art. 6, letra b substitue as formalidades indicadas naquella circular.

— Sr. delegado fiscal no Rio Grande do Sul:
N. 413 — Remetto-vos o incluso requerimento em que Euripedes Mostardeiro e L. C. Schneider presidente e 1º secretario da praça do Commercio de Porto Alegre, pedem revogação da circular sobre mercadorias abandonadas, recommendo providencias afim de que pela respectiva alfandega sejam prestadas informações a respeito.

— Sr. delegado fiscal no Rio Grande do Sul:
N. 414 — Declaro-vos, para os fins convenientes, que o Sr. ministro, tendo presente o processo transmittido com o vosso officio n. 273, de 13 de setembro ultimo, relativo ao recurso interposto pela Companhia Nacional de Navegação Costeira da decisão da Alfandega de Porto Alegre que condemnou o commandante do vapor *Itaqueira*, entrado em 17 de junho ultimo ao pagamento em dobro dos direitos da mercadoria extraviada do volume marca Aydos, n. 2.677, resolveu, por despacho de 7 do corrente, negar provimento ao recurso, para confirmar, por seus fundamentos, a decisão recorrida.

— Sr. delegado fiscal no Rio Grande do Sul:
N. 415 — Declaro-vos, para os fins convenientes, que o Sr. ministro, tendo presente o processo transmittido com o vosso officio n. 237, de 26 de agosto ultimo, relativo ao recurso interposto pela Companhia Nacional de Navegação Costeira da decisão da Alfandega de Porto Alegre, que condemnou o commandante do vapor *Itapema*, entrado em 28 de maio do corrente anno, a pagamento em dobro dos direitos da mercadoria extraviada da caixa

S. L. n. 162, resolveu, por acto de 7 do corrente, deixar de tomar conhecimento do recurso, visto estar a decisão dentro da alçada da alfandega recorrida e de accordo com a legislação aduaneira vigente.

— Sr. collector federal em Barra do Pirahy, Estado do Rio de Janeiro:

N. 93 — Declaro-vos, para os devidos fins, que o Sr. ministro, attendendo ao que requer o agente fiscal dos impostos de consumo Alfredo Pinto da Silva, em petição que acompanhou o vosso officio n. 90, de 12 de julho ultimo, resolveu, por despacho de 5 do corrente, autorizar a entrega ao requerente, da importância de 80% parte da multa imposta a Frederico J. Lundgren, por infracção do regulamento de consumo, devendo a despesa ser escripturada em deposito.

Outrosim, nos termos daquelle despacho, chamo a attenção dessa collectoria para o facto irregular de haver recolhido ao Thesouro apenas a metade da multa de que se trata.

— Sr. delegado fiscal em S. Paulo:

N. 763 — Declaro-vos, para os devidos fins, que o Sr. ministro, a quem foi presente o requerimento que acompanhou o vosso officio n. 448, de 23 de agosto ultimo, e em que The S. Paulo Railway Company pede redução de direitos, de accordo com o art. 3º, § 4º da vigente lei da receita, para o material que pretende importar, resolveu, por acto de 14 do corrente, nada haver que deferir visto se tratar de assumpto da competencia da alfandega por onde foi despachado o material.

— Sr. inspector da Alfandega de Santos, Estado de S. Paulo:

N. 764 — Reiterando a ordem desta directoria, n. 205, de 7 de maio findo, recommendo-vos prestes informações acerca de despacho livre de direitos, para 1.522.500 kilos de carvão de pedra, pretendido pela Companhia Paulista do Estradas de Ferro, e de que trata o processo enviado com o supracitado officio.

— Sr. delegado fiscal em Sergipe:

N. 78 — Em referencia ao vosso officio n. 65, de 30 de agosto ultimo, declaro-vos, para os devidos effectos, que o Sr. ministro, por despacho de 13 do corrente, resolveu autorizar-vos a vender em hasta publica, tendo por base o preço da compra, indicado no officio n. 17, de 23 de março deste anno, dessa delegacia, o sitio denominado «Nação», na capital desse Estado, de propriedade da União.

Directoria da Receita Publica

EXPEDIENTE DO SR. DIRECTOR

Dia 20 de outubro de 1915

Exmo. Sr. ministro da Fazenda:

N. 43 — Rogo a V. Ex. as necessarias providencias junto ao Ministerio da Viação e Obras Publicas no sentido de ser concedida franquia telegraphica e postal ao 3º escriptuario do Thesouro Nacional, Manoel Madruga, designado para inspecção a fiscalização do imposto de consumo nos Estados do Ceará e Rio Grande do Norte.

— Sr. director chefe do Gabinete do Ministerio da Fazenda:

N. 42 — Em resposta ao vosso officio n. 85, de hontem datado, comunico-vos que esta directoria, attendendo a solicitação constante do officio sem numero, de 20 de setembro proximo findo, do Ex.º Sr. juiz de direito do Tribunal do Jury, enviou ao mesmo juiz, com o officio n. 146, de 22 do mesmo mez de setembro, a relação dos funcionarios da directoria aptos para o serviço do jury, conforme foi publicado no *Diário Official* de 23 do referido mez de setembro.

Requerimentos despachados

Manoel Pedro Guimarães. — Selle os documentos.

Compagnie Française du Port de Rio Grande do Sul. — Selle o certificado.

Directoria da Despesa Publica

Requerimentos despachados

Dia 16 de outubro de 1915

* Donaria Candida dos Santos Silva, pedindo pagamento de vencimentos de seu finado marido. — Faça reconhecer as firmas dos signatarios das duas certidões que instruem o processo.

Dia 18

Herculano Marcos Inglez de Souza, pedindo pagamento de vencimentos do desembargador Diogo José de Andrade Machado. — Faça reconhecer as firmas dos signatarios dos documentos de fls. 2 e 4.

Directoria do Patrimonio Nacional

EXPEDIENTE DO SR. DIRECTOR

Dia 19 de outubro de 1915

Sr. delegado fiscal do Thesouro Nacional no Estado do Espirito Santo:

N. 20 — Para o fim de ser ouvido o governo desse Estado sobre o pedido de aforamento do um terreno de marinha, nessa capital, feito por Alberto Ferreira Marques, restituo-vos o respectivo processo encaminhado ao Thesouro com o officio dessa delegacia n. 90, de 14 de agosto do anno passado.

N. 21 — Passo as vossas mãos a inclusa cópia dos moveis desnecessarios ao serviço dessa delegacia, cujo original acompanhou vosso officio n. 2, de 19 de maio do anno passado.

Satisfazo assim o pedido constante do officio n. 98, de 4 de agosto ultimo, dirigido ao Sr. director do gabinete deste Ministerio.

— Sr. prefeito municipal de Nictheroy:

N. 271 — Satisfazendo o pedido constante de vosso officio n. 468, de 8 do corrente, remetto-vos a inclusa cópia da planta do terreno de accrescido ao de marinha arrendado, a titulo precario, ao Sr. coronel Cornelio Jardim, extrahida da planta (original) existente no respectivo processo.

Reitero-vos os meus protestos de elevada estima e consideração.

Dia 20

Sr. director do gabinete do Ministerio da Fazenda:

N. 272 — Arcuando o recebimento do vosso officio n. 83, de 19 do corrente, cabe-me, em resposta, declarar vos que o meu antecessor, por officio n. 239, do mesmo mez remetteu ao Dr. presidente do Tribunal do Jury a relação dos empregados desta directoria aptos para o serviço do jury, organizada de conformidade com o art. 92. da lei n. 9.263, de 28 de dezembro de 1911.

Recebedoria do Districto Federal

Requerimentos despachados

Dia 20 de outubro de 1915

Pombal & Castilla. — Transfira-se.
Domingos Netto. — Idem.
Estanislau Cesar Mello. — Idem.
José Casimiro Costa. — Idem.
Augusto Cardoso da Rocha. — Idem.
Gastão Braga. — Idem.
Amélia Ribeiro e outros. — Proven o aluguél.
Antonio Oliveira Reis. — Satisfaga a exigência do parecer.
Dr. Mario Montinho Reis. — Inscreva-se. Imponha a multa de 50\$, nos termos do art. 44 do decreto n. 5.142, de 27 de fevereiro de 1904.
Abraham Zelim e outros. — Legalizem a assignatura da petição.
Antonio Medici & Irmão. — Dê-se a baixa.
Benito Segadas Vianna. — Elimine-se do lançamento.
Antonio Lago. — Entregue-se, sob recibo.
Bento, Pereira & Monteiro. — Legalizem a assignatura da petição e apresentem o distrato social.
José Ignacio Rodrigues. — Apresente o conhecimento do imposto predial deste anno.
Antonio Joaquim Leão Ferraz. — Transfira-se. Imponha a multa de 20\$, nos termos do art. 21 do decreto n. 5.141, de 27 de fevereiro de 1904.
João Martins. — Transfira-se. Imponha aos outorgantes o ao requerente, respectivamente, a multa de 20\$, nos termos do art. 21 do decreto n. 5.141, de 27 de fevereiro de 1904.
Hermann Schaye. — Averbe-se a mudança.
Antonio Almeida. — Já estando attendido, archive-se.
Salomão Alli. — Pague o imposto em debito.
Joaquim Theotonio Falcão. — Faça a prova exigida no parecer.
Manoel Claudio da Silva. — Satisfaga a exigência do parecer.
Luiz Ignacio Fernandes. — Junte o conhecimento do imposto predial.
Joaquim Ribeiro Nunes. — Deferido.
Manoel Paiva. — Pague o imposto em debito.
Antonio Joaquim Fernandes. — Proceda-se na forma proposta pelo parecer.
Padre Eustaquio de Campos Nelson. — Reduza-se o valor locatício dos predios, respectivamente, a 810\$ e 720\$, neste exercicio.
Aleixo Gonçalves Ruas. — Mantenho o despacho proferido em 2 de agosto proximo findo.
Henry Roger's Sons & Comp. — Averbe-se a mudança, nos termos do parecer.
Manoel Julio Ferreira. — Apresente os conhecimentos do imposto predial.
Lito Alves Fonseca Anilho. — Prove, com certidão da Realização das Aguas e Obras Publicas, si o predio tem abastecimento de agua.
Officio n. 322 da Prefeitura Municipal. — Officie-se nos termos propostos.
Diogo de Moraes. — Faça o registro de consumo de corrente exercicio.

Antonio José Moraes. — A' 2ª Sub-Directoria.
Marianna Hildebrand Costa Miranda. — Apresente o conhecimento do imposto predial.
Margarida Costa Veloso Martins Kallert. — Faça a comunicação reclamada pelo parecer.
Gomes Costa Pinto. — Faça a prova legal do aluguel.
J. Marques & Irmão. — Satisfagam a exigência do parecer.
Elizabeth Gibson. — Idem.
Manoel Francisco Couto. — Façam-se as anulações propostas e officie-se nos termos do parecer.
Theozza de Jesus Gonçalves. — Idem idem.
José Machado Faria. — Anulle-se a divida referida no parecer e officie-se a Procuradoria Geral da Fazenda Publica, e em seguida faça-se a anotação proposta no parecer.
Condo Alvarenga. — Anulle-se a contra-fé junta e officie-se nos termos do parecer.
João Manoel Carvalho. — Idem idem.
João Maria Piquia. — Inscreva-se. Imponha a multa de 200\$, nos termos do art. 44 do decreto n. 5.142 de 27 de fevereiro de 1904, modificada pelo § 37 do art. 2º da lei n. 2.919, de 31 de dezembro de 1911.
Jonathas Carvalho. — Idem idem.
Miguel Mendes Francisco. — Transfira-se.
João Duarte de Azevedo. — Idem.
Manoel Souza Massa. — Idem.
João Francisco Bernardes. — Idem.
José Martins Soares. — Idem.
Duval Vaz. — Idem.
José Baratti. — Idem.
J. P. Servós & Comp. — Idem.
Manoel Vieira Furtado Filho. — Pague o debito accusado.
Manoel Pereira. — Apresente certidão reclamada pelo parecer.
Francisco Raymundo Pestana. — Prove o direito do dispor.
Francisco Gomes Correia. — Idem.
Francisco Paulo Velasco Coutinho. — Restitua-se pela verba — Recorra a anullar — a quantia de 18\$000.
Sancho & Santos. — Idem 54\$, Idem.
João Pinto Junior. — Idem 18\$ idem.
Luiz Felipe Tortoroli. — Apresente o conhecimento do imposto de industrias e profissões do 2º semestre do exercicio de 1914.
J. Felipe. — Pague o debito accusado.
Adolpho & Irmão. — Idem.
Deb Abraham. — Pague o imposto do 2º semestre deste exercicio.
Manoel Patricio Cunha. — Satisfaga a exigência do parecer.
Augusto Alves Teixeira. — Transfira-se, depois do que averbe-se a mudança.
Eduardo Guedes & Comp. — Paguem o debito accusado.
Julia Augusta Santos. — Reduza-se neste exercicio o valor locatício do predio a 3:000\$, nos termos do parecer.
José Pacheco de Aguiar. — Apresente o documento reclamado pelo parecer.
José Zorviso Mendez. — Mediante recibo, entregue-se.
Avilez & Comp. — Paguem o debito accusado.
Antonio Joaquim Mattos. — Faça-se o cancelamento proposto.
Eduardo & Co. op. — Transfira-se.
Eduardo Augusto Amaral e outros. — Transfira-se.
Maria Cherubina. — Idem.
João Alves Bastos. — Idem.
Manoel Almeida Mattos. — Idem.
Campos & Miranda. — Idem.
Francisco Vieira Lourenço. — Idem.
Damazio Gomes. — Idem.
Silveira & Fuentos. — Idem.
Manoel Augusto Vieira Castro. — Idem.
Joaquim Almeida. — Idem.

Leonor Francisca Costa. — Idem.
Orlando Tavares Bastos. — Idem.
José Augusto de Souza. — Idem.
Perestrelo & Filhos. — Deferido, em vista da informação.
Borghoff, Santes & Comp. — Transfira-se. Imponha a multa de 50\$, nos termos do art. 44 do decreto n. 5.142, de 27 de fevereiro de 1904.
Francisco Jorge. — Selle o documento junto.
Lourenço Gomes Oliveira. — Complete o selo do documento junto.
Josephina Portugal Fontes. — Junte prova.
Manoel Joaquim Carvalho. — Façam-se as anulações propostas e officie-se nos termos do parecer.
José Martins de Andrade Pereira e outros. — Anulem-se as contra-fés juntas e officie-se nos termos do parecer.

Imprensa Nacional e «Diario Official»

EXPEDIENTE DO SR. DR. DIRECTOR GERAL

Dia 20 de outubro de 1915

Foram expedidos os seguintes officios:
N. 1.775 — Ao Sr. director do Observatorio Nacional, respondendo o officio n. 121, de 14 deste mez.
N. 1.776 — Ao Sr. director geral dos Correios, respondendo a carta de 18 do corrente.
N. 1.777 — Ao Sr. inspector da Alfandega do Rio de Janeiro, respondendo o officio n. 1.583 do mez passado.
N. 1.778 — Ao Sr. Dr. director geral de Saude Publica, pedindo inspecção para o operario Stillo da Silva Reis.

Requerimentos despachados

Alberto Stembach. — Sim, em termos.
Sebastião Domingues da Silva. — Idem.

Inspectoria de Seguras

EXPEDIENTE DO SR. INSPECTOR

Dia 11 de outubro de 1915

Ao director geral chefe do gabinete do Ministerio da Fazenda:

N. 708 — Remettendo, devidamente informado, o processo que acompanhou o officio n. 226.

N. 709 — Remettendo o processo que acompanhou o officio n. 259 e propondo a cassação da autorização á sociedade A Familia, para funcionar.

— A' Companhia Amphitrite:

N. 210 — Recommendando que, de accôrdo com o art. 2º, n. II, do decreto n. 5.072, de 1903, transfira 20 % dos lucros liquidos para a conta do fundo de reserva.

— A' sociedade A Conservadora:

N. 711 — Notificando a enviar no prazo de oito dias o balanço de 30 de junho proximo passado.

— A' sociedade Dotal Juiz de Fóra:

N. 712 — Recommendando que preste informações sobre a liquidação do peculio de Benedicto Souza e determinando que envie o balancete das operações realizadas no corrente anno e a discriminação completa da receita e despesa, marcando para isso o prazo de cinco dias.

— A' sociedade Mutua Ribeirão Preto:

N. 713 — Recommendando que, dentro de cinco dias, dê cumprimento ao disposto no art. 7º do decreto n. 5.072, de 1903.

— A' sociedade Sanatorium:

N. 714 — Recommendando que envie, de accôrdo com o art. 7º do decreto n. 5.072, de 1903, os documentos relativos á oncam-pação proposta á Mutua Ribeirão Preto.

A' sociedade União de Porto Alegre:
N. 715 — Requisitando cópia da acta da assembleia que houver approvado o balanço de 1914.

Dia 18

A' sociedade Mutualidade Geral:
N. 716 — Requisitando novas informações sobre suas operações e declarando não ser regular que se tenha escripturado englobadamente as verbas sobre pensões e peculios.
— Ao director geral chefe do gabinete do Ministerio da Fazenda:

N. 717 — Remetendo, devidamente informado, o requerimento em que a sociedade Reserva do Futuro solicita do Sr. ministro da Fazenda reconsideração do despacho sobre o pedido de levantamento do deposito.

— Ao procurador geral da Fazenda Publica:

N. 718 — Remetendo com as informações solicitadas o processo do officio n. 469.

Ministerio da Marinha

Directoria do Expediente

EXPEDIENTE DO SR. MINISTRO

Requerimentos despachados

Dia 20 de outubro de 1915

Capitão de fragata commissario reformado Wanderlino Zozimo Ferreira da Silva. — Não pôde ser attendido. (Req. de 14 de outubro de 1915).

The Amazon River Steam Navigation Company Limited. — Como requer (1914).

Ministerio da Guerra

O ministro de Estado dos Negocios da Guerra, em nome do Sr. Presidente da Republica, resolve approvar as instruções relativas ás inspecções de saude que a esta acompanham.

Rio de Janeiro, 16 de outubro de 1915. — José Caetano de Faria.

Instruções relativas ás inspecções de saude

CAPITULO I

Das inspecções de saude

Art. 1.º As inspecções de saude constituem pericias medico-legaes militares mandadas executar pela autoridade militar competente com o fim de verificação:

a) das condições de aptidão physica para admissão ao serviço do Exército, dos voluntarios, sorteados, engajados e reengajados;

b) dos estados de incapacidade transitoria dos militares, motivando uma licença temporaria do serviço activo, para tratamento de saude;

c) das incapacidades definitivas, motivadas por enfermidades incompativeis com o serviço activo do Exército, dando lugar á licença, baixa ou reforma;

d) do fundamento da allegação de molestia feita por militares com o fim de se eximirem ao serviço ou ao cumprimento do ordeno ou dever, isto é, pericias praticadas sob o ponto de vista de diagnosticar em relação a molestias simuladas ou provocadas;

e) das condições do estado mental e do grau de responsabilidade dos delinquentes militares, solicitadas pelas tribunaes militares, constituindo as pericias medicas praticadas sob o ponto de vista penal.

CAPITULO II

Das juntas militares de saude

Art. 2.º O serviço das inspecções de saude ficará a cargo do juntas militares de saude, que deverão existir normalmente junto a todos os commandos de regimentos militares, do divisões do Exército e de guarnição.

§ 1.º Haverá também uma junta de inspecção da 6.ª divisão do Departamento da Guerra e a Junta Superior de Saude.

§ 2.º Além destas, que terão existência permanente, haverá mais as do inspecções de saude das juntas do alistamento e das do revisão e sorteo militar, que só serão constituídas nas épocas marcadas nos respectivos regulamentos, e outras extraordinarias, nomeadas pela autoridade competente, para determinadas inspecções, as quaes serão dissolvidas uma vez concluida a pericia de que foram incumbidas.

Art. 3.º As juntas militares de saude serão constituídas por tres medicos do Exército, sendo presididas pelo mais graduado ou o mais antigo, servindo de secretario o mais moderno ou o menos graduado.

§ 1.º Quando em uma guarnição não houver numero sufficiente de medicos effectivos do Exército, poderão ser convidados para completar a junta medicos reformados do Exército, medicos effectivos ou reformados de outras corporações militares ou militarizadas, onde houver, ou então medicos civis. Não sendo possível completar a junta, poderá funcionar então com dois membros, mencionando-se este facto em acta.

§ 2.º Quando em uma guarnição só houver um medico militar e no caso de impossibilidade de locomoção do inspecionando, serão designados pela autoridade competente dois medicos de guarnições mais proximas para com aquelles constituirem a junta, desde que não foi possível completá-la como dispõe o paragrafo anterior.

§ 3.º Nos outros casos, não havendo inconveniente para o estado de saude do official ou praça doentes, a inspecção será feita na guarnição mais proxima que tiver junta constituída ou for mais facil constituí-la.

§ 4.º Em caso algum uma inspecção de saude poderá ser feita por um unico medico.

§ 5.º Quando uma junta for completa la por medicos reformados do Exército, effectivos ou reformados de outras corporações militares ou militarizadas, presidirá-a sempre o mais graduado dos effectivos, ou o mais antigo no mesmo posto, conforme os preceitos da hierarchia militar.

§ 6.º Os medicos estranhos chamados para completarem as juntas militares de saude, terão direito aos vencimentos correspondentes aos medicos adjuntos nos dias de effectivo trabalho nestas juntas.

Art. 4.º As juntas militares de saude deverão de preferencia funcionar em dependencias das enfermarias militares das guarnições ou nos hospitais militares, onde as inspecções poderão ser praticadas com maior vantagem, pelos recursos de propedeutica medica de que dispõem esses estabelecimentos.

Art. 5.º Nenhuma inspecção de saude poderá ser praticada senão em virtude de ordem da autoridade militar competente, que lhe marcará previamente os dias das sessões.

§ 1.º As sessões das juntas militares de saude serão sempre secretas, pelo que compete ao membro mais moderno registrar em livro proprio as respectivas actas, assignadas por todos os membros.

§ 2.º Dos resultados das inspecções de saude, consignados em original no livro de actas das sessões das juntas, serão extrahidas cópias que levarão o "confere" do membro que serviu de secretario, para serem remetidas á autoridade convocante.

§ 3.º Cada cópia de acta de inspecção de officiaes, praças ou voluntarios, deve referir-se a um somente, embora na mesma sessão da junta tenham sido examinados diversos para o mesmo fim.

§ 4.º As cópias das actas serão remetidas com a maxima brevidade, directamente, á autoridade militar competente em correspondencia fechada e reservada, afim de ser resguardado o direito do segredo medico que cabe aos inspecionadores.

CAPITULO III

Da junta militar da sexta divisão do Departamento da Guerra e da Junta Superior de Saude

Art. 6.º A junta militar da sexta divisão do Departamento da Guerra funcionará naquella divisão, sendo as suas sessões diarias.

§ 1.º Esta junta é a unica que constitue commissão exclusiva para seus membros que serão nomeados dentre os medicos officiaes superiores e de reconocida competencia, a juizo do Governo, ficando ella subordinada directamente ao chefe da sexta divisão de saude.

§ 2.º Por esta junta serão inspecionados:

a) os officiaes dos quadros ordinario e supplementar que, servindo na Capital Federal, não pertencem á 6.ª divisão do Exército e os em transito;

b) os officiaes e praças que estiverem em tratamento no Hospital Central do Exército;

c) os officiaes ou praças provenientes de outras guarnições e que tiverem de ser submettidos a nova inspecção de saude.

Art. 7.º A Junta Superior de Saude será constituída pelo chefe da 6.ª divisão do Departamento da Guerra, como presidente, e por mais quatro medicos officiaes superiores em serviço na Capital Federal e de reconocido valor profissional, a juizo do Governo, servindo de secretario o membro mais moderno ou menos graduado.

Art. 8.º A esta junta, que funcionará na 6.ª divisão de saude duas vezes por semana, compete:

a) inspecionar em gráo de recurso os militares já inspecionados pelas juntas ordinarias;

b) decidir as duvidas ou divergencias suscitadas entre as juntas militares de saude nos seus respectivos pareceres;

c) inspecionar em ultima instancia os aggregados.

Art. 9.º Quando houver impedimento legal temporario de qualquer membro da Junta Superior o chefe do Departamento da Guerra designará o substituto.

Paragrafo unico. Quanto o impedimento for do presidente, será esse substituído pelo membro mais graduado ou mais antigo no mesmo posto, completando-se a junta como acima foi prescripto.

Art. 10. As decisões da Junta Superior de Saude serão definitivas.

Art. 11. Não poderão servir como membros da junta de inspecção, mencionados neste capitulo e nos preceitos, parentes consanguineos ou affins.

CAPITULO IV

Das pareceres e responsabilidades dos membros das juntas

Art. 12. Os medicos, funcionando como membros de uma junta militar de saude, gozam de inteira independencia sob o ponto de vista estritamente scientifico, quanto ao julgamento que tenham de formular, baseado nas conclusões resultantes dos dados de um exame e inspirados em sua consciencia.

§ 1.º Os pareceres das juntas de inspecção de saude, tendo por fim elucidar e orientar a autoridade militar deliberante, que deverá

tirar tolas as conclusões práticas, que elles encerram, devem ser expressos em termos claros e concisos, com itiuindo formulas feitas de toda ambiguidade.

§ 2.º Em toda e qualquer inspecção da saúde deve haver o maior escrupulo, seriedade e isenção de animo por parte dos membros da junta, sendo elle responsabilizado por «abuso de confiança» todas as vezes que se servirem arbitrariamente ou de uma maneira illegitima das suas prerogativas e speciaes, para se tornarem condescendentes ou parciaes em seus pareceres.

Art. 13. Do parecer omitido por uma junta da inspecção da saúde poderá a autoridade deliberante ou a parte appellar para nova inspecção em grão de recurso e na seguinte ordem: de de uma junta de guarnição para o da mesma região militar ou divisão do Exercito, destas sómente para a Junta Superior de Saúde que decidirá em ultima instancia, salvo o estabelecido em lei.

Paragrapho unico. Só ao ministro da Guerra compete determinar nova inspecção pela Junta Superior de Saúde nos casos de recurso.

Art. 14. Nenhum inspecionando poderá dar por suspeito a qualquer membro de uma junta militar de saúde, por isso que dos pareceres destas juntas ha recurso para a Superior de Saúde.

CAPITULO V

Das inspecções da saúde para a admissão ao serviço do Exercito

Art. 15. As inspecções da saúde com o fim de reconhecer as condições da aptidão physica para o serviço militar são feitas pelas juntas ordinarias nos casos de admissão de voluntarios, engajados ou reagajados; e pelas de alistamento e de revisão e sorteio militar, nos casos de alstado ou sorteados.

Art. 16. Todas estas inspecções deverão ser praticadas de accordo com as «instruções destinadas ao reconhecimento da aptidão physica para o serviço do Exercito», approvadas pelo aviso ministerial de 2 de agosto de 1900, e publicadas na ordem do dia do Estado Maior do Exercito n. 91, de 13 do referido mez e anno, as quaes determinam especificadamente sobre cada molestia ou defeito physico, o grão e as condições em que a isenção deve ser pronunciada.

Paragrapho unico. Além das recomendações feitas nestas instruções, convem não esquecer que a noção da aptidão physica para o serviço militar é essencialmente contingente, não podendo haver um criterio absoluto nem regras mathematicas inflexiveis e imutaveis, determinando onde começa e ta aptidão e onde ella termina.

Art. 17. Admittindo o regulamento para as juntas de alistamento e sorteio militar, grãos na inaptidão militar, inaptidão definitiva (isenção), temporaria (adiamento) e mesmo relativa (serviços auxiliares) as juntas de inspecção da saúde deverão pesquisar no exame dos voluntarios ou sorteados:

1º, signaes positivos da aptidão para o serviço militar (grão de robustez physica);

2º, signaes negativos da aptidão militar (molestias, enfermidades, ou defeitos physicos que impossibilitam do serviço);

3º, signaes do inaptidão temporaria (adiamento por fraqueza ou outro qualquer motivo, podendo ser removido);

4º, signaes do aptidão militar relativa (affecções ou estados compatíveis com os serviços auxiliares);

5º, signaes especiaes de aptidão para o serviço das differentes armas.

Art. 18. Reconhecida a aptidão do inspecionado para o serviço militar, depois dos exames de conjunto e de detalhes, observado-se a pesquisa dos differentes signaes

reteridos no artigo anterior, a junta declarará em seu parecer a formula: «Apto para todo o serviço do Exercito».

Art. 19. Quando for verificada a incapacidade definitiva, impossibilitando o inspecionado de todo o serviço do Exercito, a junta empregará a formula: «Incapaz para todo o serviço do Exercito», além da declaração do diagnóstico e da incurabilidade da molestia.

§ 1.º Tratando-se neste caso de sorteados, ser-lhe ha fornecido pela junta revisora um attestado do isenção de todo o serviço militar em tempo de paz e de guerra.

§ 2.º A incapacidade definitiva para o serviço só será proferida depois de ter o alistado attingido a idade de 25 annos.

Art. 20. Tratando-se de incapacidade temporaria, motivando a liame to, a junta declarará a causa e o prazo dentro do qual o inspecionado deverá ser novamente examinado.

§ 1.º Quando se tratar de alistado ou sorteados, a junta lhe expedirá um attestado de isenção temporaria, no qual será designada a época em que o interessado deverá comparecer a nova inspecção da saúde.

§ 2.º Tratando-se dos jovens portadores de fraqueza de constituição, ou não attingidos de nenhuma enfermidade, mas de desenvolvimento physico geral, insufficiente para o serviço militar, os adiantamentos poderão ser successivos até que elles attingam a idade de 25 annos, em que o organismo completa o seu desenvolvimento.

§ 3.º Tratando-se de molestias curaveis no espaço de um a dois annos, o adiantamento poderá ser concedido dentro deste prazo.

Art. 21. A classificação nos serviços auxiliares por inaptidão militar relativa é mais frequente nas operações de recrutamento pelo sorteio militar.

§ 1.º Ella tem por fim utilizar no momento de uma guerra todas as forças nacionaes disponiveis, retendo-lhe os incapazes de supportar todas as obrigações do serviço activo, mas cuja incapacidade não é absoluta.

§ 2.º Os melicos terão como guia a noção de que esses homens serão utilizados no serviço de retaguarda para assegurar a guarda das linhas ferreas, a requisição de armazens, trnecer passal aos arsenaes, fabricas, officinas, armazens, combates, etc., o que o grão de aptidão para um serviço atenuado não exclue certas condições de resistencia para as intemperies e fadigas a que estarão tambem expostos.

§ 3.º A 6ª divisão da saúde deverá organizar um quadro especial das molestias ou deformidades que são compatíveis com esses serviços auxiliares, como complemento das instruções de 2 de agosto de 1900, ora em vigor.

CAPITULO VI

Da aptidão especial para o serviço das differentes armas

Art. 22. Sendo natural que individuos aptos para o serviço militar o sejam mais especialmente para o de uma arma do que para o de outras, devido a condições de conformação physica do seu organismo, as juntas deverão indicar esta circumstancia nos seus pareceres: «Apto para o serviço do Exercito e mais especialmente para a arma tal».

Paragrapho unico. No recrutamento pelo sorteio militar ha necessidade de aproveitar estas aptidões especiaes para evitar se grande numero de eliminacões.

Art. 23. A aptidão para o serviço da infantaria deve ser caracterizada pelo vigor muscular, peito largo e arqueado; apparencia vivaz e intelligente; aglidade dos membros que deverão ter musculatura desenvolvida, principalmente os inferiores; pés perfeitamente sãos e não chatos; a estatura não tendo necessidade de ser superior a 1m,80 não deve ser inferior a 1m,58 (embora a es-

tatura não seja motivo absoluto de exclusão). Para esta arma, que exige aglidade e resistencia a marchas consideraveis, só se devem indicar homens muito fortes, vigorosos e de andar rapido.

Art. 24. Para a arma de cavallaria os caracteristicos geraes do aptidão especial são os seguintes: a estatura elevada tendo vantagem para equitação, é preciso não esquecer que o peso do cavalleiro deve ser tão pouco elevado quanto possivel assim de não fatigar muito o animal; devem ser vigorosos, desembaraçados e de preferencia magros, ter excellentes visões, para os serviços de exploração e de reconhecimento; enfim, para a cavallaria não ha necessidade de homens muito altos e nem de muito forte constituição, com a restricção de que a altura deva ser sufficiente para elles poderem montar os cavallos do alto porto.

Paragrapho unico. Devem-se evitar nesta arma os predispostos ás hernias, hemorroidas, molestias do abdome ou dos orgãos genito-urinaes, obesidade, etc., estas os estões que tendem a se aggravar sob a influencia dos exercicios prolongados de equitação.

Art. 25. Na artilharia, havendo unidades a cavallo e unidades a pé, a latitude para a escolha é mais ampla: um mão cavalleiro podendo ser classificado na artilharia de posição ou montada e inversamente. Os homens para esta arma devem ter estatura elevada entre 1m,60 e 1m,80, vigorosos, não precisando talvez todo o grão de aptidão exigido para a infantaria, por isso que o artilheiro fatigado encontra sempre mais facilmente recurso para se transportar, elle proprio ou a sua carga.

Art. 26. Na engenharia, embora os trabalhos desta arma sejam penosos, não ha necessidade de se exigir para os seus soldados aptidão superior á exigida para a infantaria.

Inspecções da saúde dos candidatos a matricula na Escola Militar

Art. 27. As juntas da saúde incumbidas das inspecções dos candidatos a matricula na Escola Militar, além das observações referentes a este assumpto, nas instruções de 2 de agosto de 1900, deverão attender mais ás seguintes circumstancias especiaes:

a) que os primeiros annos de estudo e de educação militar exigem uma superatividade physica e cerebral incompativel com organismos deficituosos;

b) que o futuro official necessitará em toda sua carreira de uma grande força moral que será seriamente abalada por soffrimentos physicos decorrentes de estados doentes;

c) que um recrutamento defeituoso para as escolas militares terá como consequencia uma morbilidade e mortalidade elevadas do corpo dos officiaes do Exercito, com grandes prejuizos para o Estado.

Art. 28. As juntas deverão ser severas nestas inspecções, verificando com o maior cuidado a integridade dos orgãos mais importantes, do peito em particular, embora tenham que attender tambem a idade e a probabilidade do desenvolvimento ulterior dos jovens candidatos.

Art. 29. Na apreciação das condições de aptidão geral para o serviço militar e especial para o das armas, o conhecimento das profissões anteriores e do meio onde viviam os inspecionados, constitue um elemento de grande valor e que não deve ser esquecido.

CAPITULO VII

Das inspecções da saúde motivando isenções temporarias do serviço activo do Exercito

Art. 30. Estas inspecções prendem-se a concessão de licenças para tratamento da saúde, mudanças de clima por motivo de ma-

lesta, tratamento em hospitais, sanatórios ou asylos de alienados, em estações bancheiras ou de aguas mineraes, etc.

§ 1.º Nestas inspecções as juntas deverão declarar não só a curabilidade da molestia ou defeito physico, como tambem o tempo provavel da duração do tratamento, e todas as condições que por ventura possam influir sobre a brevidade do mesmo e o lugar onde possa ser feito com maior vantagem.

§ 2.º Si um official inspecionado, julga to doente, estiver em transitio, a junta deve declarar si elle pôde ou não viajar e tratar-se no lugar onde estaciona o torpo a que pertence.

§ 3.º Nes casos duvidosos ou obscuros em que se verificar a necessidade de uma observação medica em um hospital ou hospicio, do militar inspecionado, ou de exames especiaes para a elucidação do diagnostico, a junta deve declarar no livro das actas ser a molestia duvidosa, especificando a necessidade e condições da observação e natureza dos exames julgados indispensaveis.

§ 4.º A autoridade militar competente providenciara para que sejam satisfeitas todas as solicitações da junta, afim de que ella possa emitir o seu parecer definitivo.

§ 5.º De posse do resultado da observação medica feita no hospital ou dos exames perfidos, a junta fará uma acta emitindo então parecer definitivo sobre o inspecionado.

§ 6.º Quando em uma inspecção de saude se verificar que um militar, que esteve no gozo de uma licença para tratamento de saude, se acha apto para continuar a pertencer ao Exercito, a junta deverá declarar explicitamente: «Apto para continuar no serviço activo do Exercito».

CAPITULO VIII

Das inspecções de saude por enfermidades incompativeis com o serviço activo do Exercito

Art. 31. As incapacidades definitivas resultantes de enfermidades ou defeitos physicos incompativeis com a continuação do militar em serviço activo do Exercito dão lugar á baixa ou á reforma.

§ 1.º O reconhecimento das causas destas incapacidades está regulado pelas instrucções já citadas de 2 de agosto de 1900.

§ 2.º Nesses casos de enfermidades incuraveis ou incomataveis com o serviço militar, a junta deve declarar no parecer a formula: «Incuravel; incapaz ou inutilizado para todo o serviço do Exercito».

Art. 32. Quando a incapacidade definitiva do inspecionado for proveniente de feridas de guerra e de molestias ou defeitos physicos adquiridos em consequencia do serviço militar, a junta deverá declarar essa circumstancia, si puder ser bem conhecida ou apurada.

§ 1.º Sendo estas inspecções praticadas principalmente quando o militar é pretendente a pensão, melhoramento de reforma, inclusão no Asylo de Invalidos da Patria, etc., a junta, si encontrar enfermidade, declarar si ella impossibilita, difficulta ou não impede o inspecionado de prover os meios de sua subsistencia.

§ 2.º E' preciso que a junta proceda com o maximo criterio na apreciação de ta filiação de causas de serviço, invocadas para justificar aquellas pretensões, porquanto, si a sua realidade ou impossibilidade são relativamente facéis de estabelecer quando se prendem a affecções puramente cirurgicas ou a accidentes recentes, o mesmo não acontece nos casos de affecções internas sobre as quaes em tempo mais consideravel e decorrido entre a produção dos factos invocados e o apparecimento dos estados pathologicos, terá que proferir o seu parecer.

§ 3.º Em qualquer destes casos semelhante parecer só deverá ser proferido deante do documento e provas authenticas, e constantes do atestado, inquirições officiaes prestadas no corpo ou estabelecimento, enfermarias, hospitaes, etc., por onde o interessado tenha passado, desde a origem da causa allegada, do modo a poder ser julgada a relação da molestia apresentada com o serviço.

§ 4.º Estes documentos e informações comprobatorias deverão especificar as épocas exactas e todas as circumstancias elucidativas que cercaram a evolução dos accidentes e capazes de terem influido sobre a produção da incapacidade, porquanto o serviço não pôde ser imputado como causador de uma enfermidade, motivando uma exclusão do Exercito, o que seja proveniente de accidentes devidos á imprudencia ou negligencia de militares ou de causas todas naturaes, como a predisposição constitucional dos individuos, os progressos da idade e as molestias que affligem a humanidade em todas as condições da vida.

CAPITULO IX

Das inspecções de saude sob o ponto de vista disciplinar e penal

Art. 33. As inspecções de saude praticadas sob o ponto de vista disciplinar tem por fim informar a autoridade competente sobre o fundamento das allegações de molestia, feitas por militares com o intuito de se esquivarem do serviço, ou quando se recusam ao cumprimento de uma ordem ou dever.

Paraphrasis unico. Estas inspecções, que se referem aos casos de tentativas de simulação de molestias ou de molestias provocadas, podem ser praticadas pelas juntas, ordinarias ou especialmente nomeadas para este fim.

Art. 34. As inspecções de saude sob o ponto de vista penal são praticadas em virtude de requisições de um tribunal militar com o fim de:

a) verificar si o estado de molestia de um indiciado ou réo permittido ou não o seu comparecimento á sessão do respectivo conselho, ou si elle está em condições de ver-se processar;

b) verificar o estado mental de um delinquente militar e o seu gráo de responsabilidade criminal.

Art. 35. As inspecções relativas á letra a, do artigo precedente, podem ser praticadas pelas juntas ordinarias ou por outras nomeadas para este fim; as da letra b sómente por juntas nomeadas especialmente e que só darão o seu parecer sob a forma de relatório medico-legal, depois de submettido o indiciado ou réo a todos os exames e observações necessarias.

Rio de Janeiro, 16 de outubro de 1915. — José Cactano de Faria.

Expediente de 15 de outubro de 1915

Ao Sr. ministro da Fazenda, communicando, em resposta ao seu aviso de 23 de setembro findo, que o 2º tenente intendente Alcibiades Platão Teixeira Lopes, já fallecido, conta pelo dobro, sómente para reforma, o periodo de 18 de março a 5 de outubro de 1897, em que tomou parte na campanha de Canudos (aviso n. 1.082).

— Ao chefe do Departamento da Guerra: Declarando que passa a servir addido ao quartel general do commandante da 2ª região onte aguardar a classificação, o 1º tenente intendente Luiz Salgado Accioly.

Nomeando instructor da sociedade n. 97 da confederação do Tiro Brasileiro, o 2º tenente de infantaria Henrique Quintiliano de Castro e Silva, sem prejuizo das funções que exerce no Collegio Militar do Rio de Janeiro.

Ministerio da Guerra — N. 1.480 — Rio de Janeiro, 15 de outubro de 1915:

Sr. chefe do Departamento da Guerra — O commandante do 3º regimento de infantaria em officio que dirigiu ao da 6ª brigada da mesma arma em 22 de setembro findo, sob n. 1.531, tendo em vista que as unidades não tem actualmente apparelho para a conveniente desinfecção das peças do fardamento que constituem o 3º uniforme, e mesmo por serem taes peças mandadas recortar á expensas das praças, na officina de alfaiate do dito regimento, pede providencias no sentido de acompanharem as mencionadas peças os seus possuidores quando transferidas para fóra do corpo.

Em solução a esse pedido, declaro-vos, para os fins convenientes, que a praça transferida deve levar consigo todas as peças de fardamento de que se possa utilizar no seu novo corpo mesmo com modificação; as referidas peças serão descarregadas do corpo de onde sahir a praça e incluídas na carga do outro. Saude e fraternidade. — José Cactano de Faria.

Dia 16

Ao Sr. ministro da Fazenda:

Envian to, para os fins convenientes, cópias dos decretos ns. 3.003 e 1.741 de 13 do corrente, concernentes ao credito especial de 142.853\$169, destinado ao pagamento do vencimentos a officiaes e praças da 3ª companhia regional de infantaria (aviso n. 1.086).

Solicitando providencia para que:

Seja paga ao Thesouro Nacional a quantia de 80:232\$800 ao Lydy Brasileiro (aviso n. 1.084).

Sejam distribuidos as delegacias fiscaes do Thesouro Nacional em Mato Grosso e Rio Grande do Sul, respectivamente, os creditos de 9.000\$, por conta da verba 3ª—Supremo Tribunal Militar e Auditores—Auditores do orçamento vigente (avisos ns. 1.083 e 1.085).

Ao delegado fiscal no Thesouro Nacional no Rio Grande do Sul, enviando o processo de divida do exercicio findo na importancia de 10:983\$86, de que se julga credor o voluntario da patria Damasio Avelar de Moura, afim de ser pela respectiva delegacia discriminada por exercicios a dita importancia.

Ao chefe do Departamento da Guerra, declarando que nesta data se manda addir a um dos corpos da 5ª região o 1º tenente do 3º regimento de cavallaria José Cesar Antunes até que termine o tratamento de que precisa segundo a declaração da acta passada pelo Hospital Central do Exercito.

Requerimentos despachados

General de divisão graduado reformado José Maria Ferreira, requerendo trancamento da matricula em que frequenta as aulas do Collegio Militar do Baracena o seu filho Saul Ferreira.—Como pede.

Primeiro tenente Luiz Silvestre Gomes Coelho, solicitando rectificação de data de nascimento. — Deferido, de accordo com a informação do Departamento da Guerra.

Segundo tenente Benjamin da Costa Ribeiro, pedindo uma certidão. — Certifique-se na forma da lei.

Segundo tenente reformado João Francisco Filho, declarando o fim para que requerer uma certidão. — Certifique-se na forma da lei.

Primeiro sargento Benedito Lopes Gonçalves, pedindo que se lhe forneça uma passagem da 3ª classe mediante descontos em seus vencimentos. — Concedo para desconto nos termos do aviso n. 842, de 28 de maio findo.

Gil Manoel Nogueira, ex-praça, solicitando que se mande declarar sem efeito a sua baixa. — Indeferido á vista das informações. —

Primeiro sargento Raymundo Ferreira Chaves, pedindo que se lhe mande fornecer uma passagem de 1ª classe mediante descontos em seus vencimentos. — Concedido de 2ª classe para desconto nos termos do aviso n. 812, de 23 de maio findo.

Terceiro sargento João Baptista dos Santos, fazendo identico pedido. — Concedido de 2ª classe para desconto nos termos do aviso n. 812, de 28 de maio findo.

Benigno Soares de Farias, ex cabo de esquadra, requerendo uma certidão. — Declare o fim para que ouer a certidão.

Victoriano José de Oliveira, por seu procurador, pedindo que se lhe mande passar o título de soldo vitalicio a que tem direito e que o seu nome seja incluído em folha de pagamento. — Expona-se o título.

Antonio Vieira da Souza, ex voluntario da Patria, solicitando que o soldo vitalicio que percebeu seja pago pela Directoria de Rezende. — Compareça na Secretaria da Guerra.

Segundo sargento Humberto Pereira da Andrade, requerendo inclusão no Ato de Invalidos da Patria. — Deferido, visto satisfazer as exigencias do § 1º do art. 2º das instruções de 21 de abril de 1867.

Maria Luiza Trilha, pedindo permissão para construir uma casa de moradia em terreno do Ministerio da Guerra pertencentes ao Forte de Sant'Anna, em Florianopolis. — Não pode ser atendida.

Christiano Kleinkauf, Lucio Alves Fagundes, Verissimo Fernandes e Benedicto José da Silva, por seus procuradores, pedindo o pagamento do soldo vitalicio a que tem direito. — Exponam-se os respectivos titulos.

Ministerio da Viação e Obras Publicas

Directoria Geral de Viação

PRIMEIRA SECÇÃO

Por portaria desta data, de accordo com a proposta do director da Estrada de Ferro Central do Brazil, foi demittido Henrique Duara da Fonseca Penna, do logar de bagageiro de 2ª classe da mesma estrada, em cujo serviço se ahieta a partir do 3 de janeiro de 1904, como incursão no art. 77 do regulamento approved pelo decreto n. 8.610, de 15 de março de 1911.

Expediente de 19 de outubro de 1915

Por aviso n. 25, de 17 do corrente, do larrou-se a Itapura a Corumbá, em resposta ao seu offiço que remetteu um requerimento da Companhia vorozeste do Brazil, solicitando que o pagamento dos dormentes empregados na construção do trecho de Itapura a Corumbá fosse pago á razão de 68 cada um, que fica mantida a norma estabelecida pela Inspectoria Federal das Estradas.

Por aviso n. 9, de hoje, remetteu-se ao Senado Federal cópia da exposição postada pela comissão das centas e reclamações da Noroeste do Brazil, sobre a ponte do Rio Paraná.

Por aviso n. 77, de hoje, declarou-se ao Ministerio da Guerra ter sido providenciado, para que a Central do Brazil admita para praticar o 2º tenente Francisco Borges Fortes de Oliveira.

Por aviso n. 101, de hoje, autorizou-se a Central do Brazil a admitir, para praticar,

o 2º tenente Francisco Borges Fortes de Oliveira.

Por aviso n. 103, de hoje, remetteu-se ao Ministerio da Marinha cópia da informação da Central do Brazil sobre a cossão da lancha Aquidabam á Escola Naval.

Requerimentos despachados

Luiz Silverio da Costa, pedindo passagem com abatimento, na Póste de Minas. — Indeferido.

Leonel de Souza Machado, conforante do 2ª classe da Estrada de Ferro Central do Brazil, pedindo pagamento de gratificação de serviço telegraphico. — Indeferido.

SEGUNDA SECÇÃO

Expediente de 20 de outubro de 1915

Sr. inspector federal das Estradas:

Tendo presente o requerimento de Manoel A. Pereira, em que solicita prorrogação por mais 30 dias do prazo que lhe foi marcado pelo aviso n. 120, de 2 de setembro ultimo, para o pagamento e retirada dos trilhos já servidos da Estrada de Ferro do Paraná, declaro-vos, para os devidos effectos, que fica concedida a referida prorrogação, sem prejuizo da venda do mesmo material autorizada pelo aviso n. 115, de 11 do corrente mez, em virtude do pedido do governador do Estado do Paraná (aviso n. 153).

Estrada de Ferro Oeste de Minas

EXPEDIENTE DE 19 DE OUTUBRO DE 1915

Requerimentos despachados

José Camillo & Comp. — Para productos ceramicos e lenha, já os requerentes tem abatimento pela circular n. 333, de 20 de maio de 1914. Não ha, pois, que deferir.

João Silva. — O restaurant está arrendado.

Heitor de Mello. — Seile o volte, querendo.

Wantair Augusto de Oliveira. — Deferido, sem vencimentos.

Francisco Rodrigues. — Indeferido, em vista das informações.

Mendes & Filhos. — Mantenho o meu despacho anterior.

José Moreira. — Deferido, com dous terços.

Antonio Alves de Magalhães. — Concedo a prorrogação pedida, com dous terços.

Lindolpho A. Oliveira Delgado. — Deferido, com dous terços.

Francisco Neves. — Não ha mais verba para a compra de dormentes este anno.

Francisco Rezende Terra. — Indeferido, de accordo com a informação.

O Sr. director officiou:

Ao Sr. ministro da Viação e Obras Publicas:

Informando o requerimento em que os Srs. Humberto Saboia & Comp. pedem prorrogação para a conclusão da construção da linha de Divinópolis á Estrada de Ferro de Goyaz;

Prestando esclarecimentos relativos ás encerradas de quotas de fiscalização pela firma Humberto Saboia & Comp.;

Remittendo a relação dos empregados que obtiveram licença no periodo de 16 a 30 de setembro findo;

Transmittindo o requerimento em que o guarda-freios de 1ª classe José upertino pede 90 dias de licença em prorrogação;

Confirmando o telegramma relativo ao pedido de carros para a condução de gado em pé, feito pela Riode Sul-Mineira;

Informando sobre o pedido do passageiro com 75 % de abatimento, feito por Luiz Silverio de Castro;

Devolvendo o requerimento de Candido José Gonçalves, remittido com a papeleta numero, 323 C, 151.

Ao Sr. director do gabinete do Ministerio da Fazenda, remittendo a autorização do passe n. 74.

Pelo Sr. director foram concedidas as seguintes licenças:

De 20 dias, com dous terços dos vencimentos, ao aplainador José Egydio Machado;

De 30 dias, com dous terços dos vencimentos, ao foguista Custodio Procopio da Silva;

De 30 dias, com dous terços dos vencimentos, ao conservador de carros Antonio Alves de Magalhães;

De 10 dias, com dous terços dos vencimentos, ao foguista de 1ª classe Aniceto Gonçalves dos Santos;

De 20 dias, com dous terços dos vencimentos, ao servente de pedreiro Nicolau Stanzioli;

De 30 dias, com dous terços dos vencimentos, ao pedreiro Serafim Coimbra.

O Sr. secretario officiou:

Ao chefe do Policia do Estado de Minas, pedindo providencias sobre um incientes occorrido na estação de Itapeçerica;

Ao Sr. delegado fiscal do Thesouro Nacional, remittendo a autorização de passe n. 73.

Pelo Sr. chefe da Contabilidade foram expedidas as seguintes circulares:

N. 617—Transcreve o telegramma n. 74, do sub-director da Contabilidade da Estrada de Ferro Central do Brazil, de 28 de setembro de 1915, sobre fretos de canos de ferro fundido.

Para vossa sciencia, abaixo transcrevo o telegramma n. 74, expedido pelo Sr. sub-director da Contabilidade da Estrada de Ferro Central do Brazil, sobre redução de fretos naquella Estrada:

Para os devidos effectos, communico, de ordem da directoria, que o Sr. ministro da Viação e Obras Publicas, em aviso n. 72 de 21 do corrente, autorizou classificar na tabella 5 das tarifas, em vigor nesta Estrada, «cans de ferro fundido», e na mesma tabella com 50 % de abatimento, quando nacionaes e de picados em lotação completa de vagão.»

(a) J. Dunham. S. João d'El-Rey, 8 de outubro de 1915. — (a) F. Lobato de Campos, pelo chefe da Contabilidade.

Aos Srs. agentes:

N. 618—De ordem da directoria desta estrada e para os fins convenientes, declaro-vos, que, nos preambulos dos telegrammas em trafego mutuo com a Repartição Geral dos Telegraphos, o nome das estações de procedencia ou destino que tenham homonymas, deverá obrigatoriamente ser seguido do nome do Estado cu da administração em trafego mutuo, de accordo com a circular telegraphica n. 310, de 7 do corrente, da Repartição Geral dos Telegraphos.

São João d'El-Rey, 11 de outubro de 1915. — F. Lobato de Campos, pelo chefe da Contabilidade.

Aos Srs. agentes:

Pela chefia da 2ª divisão foi expedida a seguinte circular:

N. 701—Confirma o CSU 793, de 11 do corrente, dando mais instrucções sobre correções no novo horario geral dos trons, em vigor desde o dia 12 de outubro de 1915;

Confirmando o CSU 793, de 11 do corrente, declaro-vos que devem ser feitas no novo horario geral dos trons de passageiros e mixtos, desta estrada, em vigor desde 12 do citado mez, as seguintes correções:

N. 4, chegada em Tiradentes, ás 7,27 e não 2,27;

N. 5, partida de Martinho Campos, ás 17,49;

N. 7, partindo de Divinópolis ás terças, quintas e sabados e Addicionae sabados;

E-2—Chegada em Santa Rita, às 19 e 43 e não às 18,43;

A chegada do M-8 às 9,39 no desvio do kilometro 574,700 correspondendo à chegada em Pompéu; a chegada às 10,33 é de S. Francisco e a chegada às 11,17 é de Abbadia, as partidas respectivas estão certas;

No ramal de R. Vermelho em vez de M-B 6 e M-R 6;

M-R-2, partida de Pedra Negra às 7,43;

S-U-6, partida de Aguas Santas às 5,50 e chegada em Chagas Doria 6,20;

S-U-7, aos domingos, dias feriados e santificados, chegada em Aguas Santas às 17,30 e não às 17,20;

B-M 1, chegada em P. Freita, às 7,35 e não à 1,35

B-M 2, chegada ao desvio do kilometro 233,600 as 13,43 e partida às 13,46; chegada em A. Pestana às 14,18 e partida 14,23.

A partida de Soledade do M-S-1 às terças, quintas, sextas, sabbados e domingos é às 12,35 e não às 12,25;

M-S 2 parte às terças e quintas de Pará e não às terças e quartas-feiras.

Cruzamento—M-1 com E-2 em A. Justiniano e não em Tartaria e do M-R-1 com M-F-1 em A. Botelho.—(a) Pedro Magalhães, chefe do tráfego.

Aos Srs. agentes e chefes do trem.

A Delegacia Fiscal do Thesouro Nacional em Bello Horizonte, foram remetidas as seguintes contas para pagamento:

Manoel Nicoláu Junior.....	4:57\$000
Luiz Guadalupe.....	3:76\$500
Manoel Nicoláu Junior.....	38\$000
Do mesmo.....	1:69\$000
Do mesmo.....	3:00\$000
Do mesmo.....	4:27\$000
A. Souza & Comp.....	210\$000
Archânjo Sobrinho & Comp.....	85\$000
Martinho de Araújo & Comp.....	53\$000
José M. Carneiro Felipe.....	2:34\$500
Antonio Pereira Pinto.....	4:10\$500
Francisco Salgado Guimarães...	11\$000
Henrique Ribeiro S. Castro.....	75\$000
Antonio Gonçalves Coelho.....	3.011\$220

Directoria Geral de Obras Publicas

PRIMEIRA SECÇÃO

Requerimento despachado

Dia 10 de outubro de 1915

Fortunato Alves de Souza fazendo varias consultas sobre concessões feitas á Companhia Port of Pará. — Complete o selo do requerimento.

Directoria Geral de Contabilidade

PRIMEIRA SECÇÃO

Expediente de 9 de outubro de 1915

Sr. ministro da Fazenda:

Dignae-vos ordenar que no Thesouro Nacional seja paga a inclusa conta de Ilme & Comp., na importancia de 10:33\$8750, de fornecimentos feitos á Estrada de Ferro Central do Brazil, em 1913, visto ter soffrido o exame de que trata o paragrapho unico do decreto n. 2.911, de 30 de dezembro de 1914.

A despesa deverá ser escripturada no credito aberto pelo decreto n. 11.402 da mesma data, cabendo-me remetter-vos a inclusa cópia do officio da citada via-ferrea n. 416, de 30 de setembro ultimo, dando esclarecimentos a respeito (aviso n. 2.608).

Dignae-vos ordenar que no Thesouro Nacional sejam pagas as incluidas contas de Ilme & Comp., no total de 1:933\$524, de fornecimentos feitos á Estrada de Ferro Central do Brazil, em 1913, visto terem soffrido o exame de que trata o paragrapho unico

do decreto n. 2.911, de 30 de dezembro de 1914.

A despesa deverá ser escripturada no credito aberto pelo decreto n. 11.402 da mesma data, cabendo-me remetter-vos a inclusa cópia do officio da citada via-ferrea n. 15 de 30 do mez proximo passado, dando esclarecimentos a respeito (aviso n. 2.609).

Dignae-vos ordenar que no Thesouro Nacional seja paga a inclusa conta de Ilme & Comp., na importancia de 28:030\$, de fornecimentos feitos á Estrada de Ferro Central do Brazil, em 1913, visto ter soffrido o exame de que trata o paragrapho unico do decreto n. 2.911, de 30 de dezembro de 1914.

A despesa deverá ser escripturada no credito aberto pelo decreto n. 11.402, a este ministerio, da mesma data, cabendo-me remetter-vos a inclusa cópia do officio da citada via-ferrea n. 411, de 30 de setembro ultimo, dando esclarecimentos a respeito (aviso numero 2.610).

Dignae-vos ordenar que no Thesouro Nacional seja paga a inclusa conta de Guinle & Comp., na importancia de 2:103\$, de 1913, visto ter soffrido o exame de que trata o paragrapho unico do decreto n. 2.911, de 30 de dezembro de 1914.

A despesa deverá ser escripturada no credito aberto pelo decreto n. 11.402, da mesma data, cabendo-me enviar, por cópia, o inclusa officio da citada via-ferrea n. 403, de 30 de setembro do corrente anno, dando esclarecimentos a respeito (aviso n. 2.611).

Dignae-vos ordenar que no Thesouro Nacional seja paga a inclusa conta de Americo Barbosa de Queiroz, na importancia de 700\$, de fornecimento feito á Estrada de Ferro Central do Brazil, em 1913, visto ter soffrido o exame de que trata o paragrapho unico do decreto n. 2.911, de 30 de dezembro de 1914.

A despesa deverá ser escripturada no credito aberto pelo decreto n. 11.402 da mesma data, cabendo-me remetter-vos a inclusa cópia do officio da citada via-ferrea n. 407, de 30 de setembro ultimo, dando esclarecimentos a respeito (aviso n. 2.612).

Dignae-vos ordenar que no Thesouro Nacional seja paga a inclusa conta de Theodoro Heiniche, na importancia de 750\$810, de fornecimentos feitos á Estrada de Ferro Central do Brazil, em 1913, visto ter soffrido o exame de que trata o paragrapho unico do decreto n. 2.911, de 30 de dezembro de 1914.

A despesa deverá ser escripturada no credito aberto pelo decreto n. 11.402 da mesma data, cabendo-me remetter-vos a inclusa cópia do officio da citada via-ferrea n. 408, de 30 do mez proximo passado, dando esclarecimentos a respeito (aviso n. 2.613).

Dignae-vos ordenar que no Thesouro Nacional seja paga a inclusa conta de José da Silva & Comp., na importancia de 5:016\$, de fornecimentos feitos á Estrada de Ferro Central do Brazil, em 1913, visto ter soffrido o exame de que trata o paragrapho unico do decreto n. 2.911, de 30 de dezembro de 1914.

A despesa deverá ser escripturada no credito aberto pelo decreto n. 11.402, da mesma data, cabendo-me remetter-vos a inclusa cópia do officio da citada via-ferrea n. 381, de 15 de setembro proximo passado, dando esclarecimentos a respeito (aviso n. 2.614).

Dignae-vos ordenar que no Thesouro Nacional seja paga a inclusa conta de Ilme & Comp., na importancia de 70\$100, de fornecimentos feitos á Estrada de Ferro Central do Brazil, em 1913, visto ter soffrido o exame de que trata o paragrapho unico do decreto n. 2.911, de 30 de dezembro de 1914.

A despesa deverá ser escripturada no credito aberto pelo decreto n. 11.402, da mesma data, cabendo-me remetter-vos a inclusa

cópia do officio da citada via-ferrea n. 410, de 30 do setenbro do corrente anno, dando esclarecimentos a respeito (aviso n. 2.615).

Dignae-vos ordenar que no Thesouro Nacional sejam pagas as incluidas contas no total de 1:533\$393, de fornecimentos feitos á Estrada de Ferro Central do Brazil, no corrente anno.

A despesa deverá ser escripturada na consignação—Material—O necessario a todos os serviços—Locomoção, 4ª divisão, verba 6ª, art. 29 da vigente lei orçamentaria (aviso n. 2.616).

Dignae-vos ordenar que no Thesouro Nacional seja paga a inclusa conta de Ilme & Comp., na importancia de 773\$300, de fornecimentos feitos á Estrada de Ferro Central do Brazil, em 1913, visto ter soffrido o exame de que trata o paragrapho unico do decreto n. 2.911, de 30 de dezembro de 1914.

A despesa deverá ser escripturada no credito aberto pelo decreto n. 11.402 da mesma data, cabendo-me remetter-vos a inclusa cópia do officio da citada via-ferrea n. 403, de 30 de setembro do corrente anno, dando esclarecimentos a respeito (aviso n. 2.617).

Dignae-vos ordenar que no Thesouro Nacional sejam pagas as incluidas contas no total de 5:363\$030, de fornecimentos feitos á Estrada de Ferro Central do Brazil, no corrente anno.

A despesa deverá ser escripturada na consignação—Material—O necessario a todos os serviços—Administração central—Construção, 1ª divisão, verba 6ª, art. 29 da vigente lei orçamentaria (aviso n. 2.618).

Dignae-vos ordenar que no Thesouro Nacional seja paga a quantia de 1:288\$, em que importa a inclusa conta de fornecimentos feitos, por exigencia do serviço publico, pelos guardas e estafetas da Repartição de Aguas e Obras Publicas, em setembro ultimo.

A despesa deverá ser escripturada na consignação—Pessoal e material, título: Conservação e custeio da rede de distribuição, sub-título: Trabalhos fora das horas regimentaes, etc., etc., da verba 8ª, art. 29 da vigente lei orçamentaria (aviso n. 2.619).

Dignae-vos ordenar que no Thesouro Nacional seja paga a A. Placido Marques & Comp. a quantia de 207\$, em que importam as incluidas contas, provenientes do fornecimentos effectuados nos mezes de maio a julho ultimos, á Administração dos Correios do Estado do Rio de Janeiro.

A despesa deverá correr por conta da sub-assignação—Artigos do expediente, escriptorio, etc.—Material—título, Administração dos Correios do Estado do Rio de Janeiro, da verba 2ª, art. 29 da vigente lei orçamentaria (aviso n. 2.620).

Dignae-vos ordenar as necessarias providencias no sentido de ser dada ordem a delegacia fiscal em Belém para entregar ao escripturario pagador do Districto Radiotelegraphico do Amazonas, ou á ordem desse funcionario, a quantia de 37:000\$, importancia da distribuição feita á quella delegacia por conta do credito especial de 97:090\$, aberto para attender á deficiencia da assignação respectiva (aviso n. 2.621).

Dignae-vos ordenar que no Thesouro Nacional seja paga a inclusa conta no valor de 1:10-\$, de Antonio Albino, proveniente de fornecimentos feitos em 1914, para a Estrada de Ferro de Itapura a Corumbá, correndo a despesa por conta dos depositos effectuados pela Estrada de Ferro Noroeste do Brazil, em nome e á plena disposição do governo, nos termos da clausula 4ª dos qua baixaram com o decreto n. 6.914, de 7 de maio de 1903 (aviso n. 2.622).

Dignae-vos ordenar que no Thesouro Nacional sejam pagas as incluidas contas na importancia de 10:903\$300, provenientes da

aquisição de material para a Repartição Geral dos Telegraphos nos mezes de junho e julho do corrente anno.

A despesa deverá correr por conta da consignação que, sob o título—Renovação e consolidação das linhas, etc., verba 3ª, art. 2º da vigente lei orçamentaria, se destina a pessoal e material (aviso n. 2.623).

Dignae-vos ordenar que no Thesouro Nacional sejam pagas as inclusas contas na importância de 1:522\$00, provenientes do material adquirido para a Repartição Geral dos Telegraphos nos mezes de junho e julho do corrente anno.

A despesa correrá por conta da sub-consignação que, sob o título—Districtos telegraphicos—verba 3ª, art. 2º da vigente lei n. 2.921, de 5 de janeiro ultimo, se destina a ferramentas, aparelhos e o necessario ao consumo (aviso n. 2.621).

Dignae-vos ordenar que no Thesouro Nacional seja paga a inclusa conta, no valor de 15\$950, da Directoria Geral dos Correios, proveniente do fornecimento feito, em 1914, para a Inspectoria Federal de Portos, Rios e Canaes, correndo a despesa pela Caixa Especial de Portos, de accordo com o art. 10, do regulamento approved pelo decreto n. 10.237, de 12 de julho de 1913 (aviso n. 2.625).

Dignae-vos ordenar que no Thesouro Nacional sejam pagas as inclusas contas relacionadas no valor de 9:738\$972, provenientes do fornecimento feitos, no corrente anno, para Fiscalização do Porto do Rio de Janeiro, escripturando-se a despesa por conta dos fundos destinados ás obras do mesmo porto, a que se refere o decreto n. 8.621, de 23 de março de 1911, na parte convertida em papel (aviso n. 2.626).

Dignae-vos ordenar que no Thesouro Nacional sejam pagas as inclusas contas, no valor de 530\$, do A. F. Costa, provenientes do fornecimentos feitos, no corrente anno, para a Inspectoria Federal de Portos, Rios e Canaes, correndo a despesa pela Caixa Especial de Portos, de accordo com o art. 10, do regulamento approved pelo decreto n. 10.237, de 12 de janeiro de 1913 (aviso n. 2.627).

Dignae-vos ordenar as necessarias providencias para que no Thesouro Nacional, por conta da consignação—Material—Estudos e fiscalização, verba 13ª, art. 2º da vigente lei orçamentaria, seja feito o adiantamento da quantia de 3:000\$ ao engenheiro Fabio Aostilio de Moraes Rego, chefe da Commissão Federal de Saneamento da Baixada Fluminense, assim de occorrer as despesas de prompto pagamento a serem feitas no corrente anno. O referido engenheiro chefe já presouf contas do penultimo adiantamento, cujos documentos foram remetidos ao Tribunal de Contas com o aviso deste ministerio n. 169, do 12 de julho proximo passado (aviso n. 2.628).

Dignae-vos ordenar que no Thesouro Nacional seja paga a quantia de 628\$250 em que importa a inclusa conta da The Rio de Janeiro Tramway Light and Power Company, Limited, proveniente do fornecimento de energia electrica para o edificio deste ministerio durante o mez de julho proximo passado.

A despesa deverá ser escripturada na consignação—Para o correr a quaisquer despesas extraordinarias imprevistas—verba 15ª, art. 2º da vigente lei orçamentaria (aviso n. 2.629).

Dignae-vos ordenar que no Thesouro Nacional seja paga a quantia de 597\$50 em que importa a inclusa conta da The Rio de Janeiro Tramway Light and Power Company, Limited, proveniente do fornecimento de energia electrica para o edificio deste ministerio, durante o mez de agosto proximo passado.

A despesa deverá ser escripturada na consignação—Para occorrer a quaisquer despesas extraordinarias imprevistas—verba 15ª,

art. 2º da vigente lei orçamentaria (aviso n. 2.630).

Requerimentos despachados

Dia 18 de outubro de 1915

Emygdio Rispoli, pedindo abono de vencimentos a seu filho Emygdio Rispoli Filho, a contar de 21 de outubro de 1913.—Compareça na 1ª secção desta directoria geral.

Dia 20

Brazil Great Southern Railway Company, Limited, pedindo reconsideração do despacho que indeferiu seu requerimento de 2 de dezembro de 1914.—Mantenho o despacho anterior.

Eugenio Ribas, pedindo o pagamento de seis dias de vencimentos a que se joga com direito.—Não ha que deferir, á vista da informação e do parecer.

Directoria Geral de Correios e Telegraphos

SEGUNDA SECÇÃO

Expediente de 20 de outubro de 1915

Communicar-se:

A Inspectoria Federal das Estradas ter o Sr. ministro proferido o seguinte despacho nos seus officios ns. 377/S e 383/Z, de 9 de agosto e 18 de setembro ultimos: «A Inspectoria de Estradas requisita, caso seja necessaria, a franquía, declarando que as contas lhe devem ser apresentadas para que se torne effectivo o respectivo pagamento, por conta da consignação por onde possam correr as despesas».

A Inspectoria Federal das Estradas que o Sr. ministro, tomando conhecimento do requerimento em que o engenheiro fiscal de 2ª classe dessa inspectoría Miguel da Cunha Cavalheiro pede pagamento de seus vencimentos de 4 de fevereiro a 30 de junho ultimos, sobre o qual informou essa inspectoría em officio n. 441/S, de 4 de setembro findo, resolveu que o requerente deve ser considerado como tendo estado na situação prevista na parte final do art. 46 do regulamento em vigor, periodo em que esteve afastado do serviço e que determinou a licença concedida por portaria de 17 de março ultimo, cabendo providenciar para que sejam pagos os vencimentos a que tiver direito o referido funcionario.

A Repartição Geral dos Telegraphos que o Sr. ministro, tomando conhecimento do requerimento em que a telegraphista de 4ª classe Emilia Maria Alves Ferreira solicita aposentadoria, proferiu o seguinte despacho: «Indeforido, á vista do laudo de inspecção.»

Requerimento despachado

D. Emilia Maria Alves Ferreira, telegraphista de 4ª classe da Repartição Geral dos Telegraphos, solicitando aposentadoria.—Indeforido, á vista do laudo de inspecção

Directoria Geral dos Correios

Por portaria de 19 de outubro foi nomeado o cidadão José Nunes de Avila e Silva, agente postal do Serro no Estado de Minas Geraes.

Requerimentos despachados

Dia 16 de outubro de 1915

Alfredo Elizeo Kohn, requerendo rectificação de nome.—Indefiro o pedido a fls. 32. Quem serviu no Correio foi Alfredo Emilio Kohn; si esse é o mesmo Alfredo Elizeo Kohn, actualmente funcionario da Policia, o precisa que ali se lhe conte o tempo em que serviu nesta repartição, com outro nome, somente perante a policia, para dar as provas que lhe forem exigidas para estabelecer a identidade e obter a contagem desejada.

viu nesta repartição, com outro nome, somente perante a policia, para dar as provas que lhe forem exigidas para estabelecer a identidade e obter a contagem desejada.

Dia 18

Alfred Chaves Viamonte, carteiro da agencia postal de Santa Maria da Booca do Monte no Estado do Rio Grande do Sul, solicitando 30 dias de licença para tratamento de saúde.—Sim, como se informa.

Dia 20

Arthur Nascimento, pedindo para aquirir, por compra os sellos do Correio que se acham fora da circulação.—Compareça na 2ª secção da Sub-Directoria do Explicativo.

Renan Martins Vianna, praticante do 2ª classe da directoria geral, pedindo reconsideração do acto pelo qual foi responsabilizado.—Nego provimento.

Gilberto de Paula e Silva, praticante do 2ª classe da directoria geral, pedindo 60 dias de licença, para tratamento de saúde.—Sim, como se informa.

Joaquim Basilio dos Santos, servente de 1ª classe da directoria geral, pedindo 30 dias de licença para tratamento de saúde.—Sim, como se informa.

Isauro de Lima Marconi, continuo da directoria geral, pedindo 30 dias de licença para tratamento de saúde.—Sim, como se informa.

Isauro de Lima Marconi, continuo da directoria geral, pedindo dois dias de licença para o effecto de justificação da faltas dadas ao serviço por motivo de molestia.—Sim, nos termos do informado.

Antonio Furquim de Campos, praticante do 2ª classe dos Correios de S. Paulo, pedindo dois mezes de licença para tratamento de saúde.—Concedo 30 dias.

Ministerio da Agricultura, Industria e Commercio

Directoria Geral de Agricultura

PRIMEIRA SECÇÃO

Por portaria de 20 do corrente foram concedidos, na forma da lei, para tratamento de saúde, dois mezes de licença, em prorrogação, a Agostinho Tavares Vianna, auxiliar de 1ª classe da Inspectoria Veterinaria do 1º districto, do Serviço de Industria Pastoral.

Por igual acto da mesma data, foram concedidos trinta dias de licença, para tratamento de saúde, na forma da lei, ao inspector veterinario, addito, do Serviço do Veterinaria, Dr. Arthur Annibal do Rego Lins, sendo que a referida licença deverá ser contada a partir da data em que lhe foi concedida.

Expediente de 19 de outubro de 1915

Sr. director da Companhia Nacional de Navegação Costeira:

Solicito-vos, de ordem do Sr. ministro, providencias no sentido de serem transportados deste porto ao Porto Alegre 3.300 kilogramas de sementes de mandioca, consignadas a Niclau Broeff, correndo as despesas por conta deste ministerio (officio n. 2.030).

Solicito-vos, de ordem do Sr. ministro, providencias no sentido de serem transportadas deste porto ao Porto Alegre cinco toneladas das sementes de mandioca, consignadas a Vieira & Gomes, correndo as despesas por conta deste ministerio (officio n. 2.031).

Dia 20

Sr. agente da estação central da Estrada de Ferro Central do Brazil:

De ordem do Sr. ministro, autorizo-vos a conceder a cada um dos funcionarios, Oldemar Murtinho, director da secção; agronomos Gustavo D'Utra e Alberto de Moraes Aguiar, ajudantes do Posto Zootecnico Federal de Pinheiro, passagens de 1ª classe dessa estação de Sítio, de ida e volta, com direito a leitões de volta, para onde seguem em comissão de inquerito, correndo a despesa por conta deste ministerio (officio n. 2.082).

— Sr. director da Companhia Estrada de Ferro de Maricá:

Solicito vos, de ordem do Sr. ministro, providencias no sentido de ser autorizado o Sr. Dr. Henrique Morize, director da Directoria de Meteorologia e Astronomia (Observatorio Nacional) a requisitar passagem para o pessoal da referida repartição, bem como o transporte do material em tolas as linhas dessa estrada, durante o corrente exercicio, correndo as despesas por conta deste ministerio (officio n. 2.083).

— Sr. agente da estação do porto das Neves da Estrada de Ferro de Maricá:

Solicito vos, de ordem do Sr. ministro, providencias no sentido de ser concedida ao Sr. Oswaldo Weber, assistente de 1ª classe da Directoria de Meteorologia e Astronomia, designado para montar uma estação meteorologica em Cabo Frio, uma passagem de 1ª classe, ida e volta, com direito ao transporte do material que o acompanha, dessa estação á de Cabo Frio, correndo as despesas por conta deste ministerio (officio n. 2.084).

Directoria Geral de Industria e Comercio

PRIMEIRA SECÇÃO

EXPEDIENTE DO SR. MINISTRO

Dia 18 de outubro de 1915

Agradecceu-se:

Ao Ministerio da Viação e Obras Publicas, accusando a recepção do aviso n. 96, de 24 de setembro ultimo, a remessa, por cópia, do telegramma em que o engenheiro Pires do Rio dá conta da visita que fez aos trabalhos de mineração a cargo da Estrada de Ferro S. Jeronymo, que exolara as jazidas de carvão do arroio dos Ratos, no Rio Grande do Sul;

Ao presidente do Estado do Espirito Santo, a remessa de um exemplar da mensagem apresentada ao Congresso Legislativo do referido Estado, na abertura da terceira sessão ordinaria da oitava legislatura.

— Remetteu-se ao 1º secretario da Camara dos Deputados, em additamento ao aviso n. 134, de 27 de setembro ultimo, cópia de um telegramma em que o engenheiro Pires do Rio, em comissão do Ministerio da Viação e Obras Publicas, no Estado do Rio Grande do Sul, deu conta, ao referido ministerio, da visita que fez aos trabalhos de mineração a cargo da Companhia Estrada de Ferro S. Jeronymo, que explora as jazidas de carvão do arroio dos Ratos.

EXPEDIENTE DO SR. DIRECTOR GERAL

Dia 16 de outubro de 1915

Communicou-se ao director do Museu Nacional que, por officio n. 637, de 9 do corrente, se declaron ao chefe da estação de Biologia Marinha haver o Sr. ministro autorizado a ceder, por emprestimo, a essa repartição alguns frascos rectangulares, conforme solicitou o referido director em officio n. 419, de 30 de setembro ultimo.

Directoria Geral de Contabilidade

PRIMEIRA SECÇÃO

Expediente de 18 de outubro de 1915

Exmo. Sr. ministro da Fazenda:

Solicitando providencias afim de que se a distribuido o credito de 3:070\$966 á Delegacia Fiscal do Thesouro Nacional no Estado do Pernambuco, afim de occorrer ao pagamento conforme a demonstração que foi remetida pela referida delegacia (aviso n. 2.903).

A' Delegacia Fiscal do Thesouro Nacional no Estado de Minas Geraes a importancia de 4:800\$, para pagamento, no corrente anno, dos vencimentos do ajudante tecnico, alido, da Estação Soricola de Barbacena, João Cardoso Pinto (aviso n. 2.910).

A' Delegacia Fiscal do Thesouro Nacional no Estado do Rio Grande do Norte, a importancia de 4:750\$ de accordo com a demonstração, afim de fazer face ás despesas do Campo de Demonstração de Macahyba (aviso n. 2.917).

A' Delegacia Fiscal no Estado da Bahia o credito de 70\$967 para pagamento ao ex-guarda da Inspectoria Veterinaria do 4º districto Theodolino José Pacheco, dos salarios correspondentes a 22 dias que trabalhou em janeiro do corrente anno (aviso n. 2.918).

A' Delegacia Fiscal do Thesouro Nacional no Estado do Maranhão, a importancia de 2:400\$ para pagamento do aluguel do predio da rua do Sol n. 23, occupado, no periodo de 1 de janeiro a 31 de agosto, pelo material das ex-Inspectorias dos Serviços de Veterinaria e de Protecção aos Indios e Localização de Trabalhadores vacinaes no mesmo Estado (aviso n. 2.902).

Solicitando providencias, afim de que sejam pagas pelo Thesouro Nacional:

Na sede da Escola de Agricultura anexa ao Posto Zootecnico Federal em Pinheiro, Estrada de Ferro Central do Brazil, a folha de diarias que competem aos aprendizes da referida escola, em agosto ultimo, na importancia total de 374\$ (aviso n. 2.901).

No Thesouro Nacional, ao 2º official, alido, da Directoria do Serviço de Agricultura Practica, Dionysio José dos Santos, a quantia de 360\$ a que fez jus, no periodo de julho a 14 de agosto ultimos, como encarregado da guarda e conservação do predio e terreno da extincta Escola de Agricultura Practica «Mariano Propicio», em Juiz de Fora, conforme a folha (aviso n. 2.600).

Pelo Thesouro Nacional, o adiantamento de 300\$ ao inspector veterinario do posto desta Capital, Dr. Joaquim Bolio de Amorim, para attender a despesas urgentes e do prompto pagamento no corrente anno (aviso n. 2.901).

Pelo Thesouro Nacional, na sede da Escola de Agricultura anexa ao Posto Zootecnico Federal em Pinheiro, Estrada de Ferro Central do Brazil, a folha de salarios que competem aos trabalhadores da citada escola, em agosto ultimo, na importancia total de 6s2\$100 (aviso n. 2.905).

No Thesouro Nacional, a folha de ajuda de custo que resolvi abonar a Belmiro Bustamante, afim de que possa seguir para Camapto, Estado do Rio de Janeiro, onde vac assumir o cargo de porteiro-contiuo da Escola de Aprendiziz Artifices lá estabelecida, na importancia de 100\$ (aviso n. 2.906).

No Thesouro Nacional, ao Sr. Felipe Gomes Coutinho, a quantia de 79\$781, a que fez jus como chefe de culturas da extincta Estação Experimental para a cultura da Maniçoba no Estado do Piahy, no periodo de 1 a 5 de janeiro de 1914, conforme a folha (aviso numero 2.907).

No Thesouro Nacional, as folhas de diarias na importancia de 1:233\$, a que fizeram jus nos mezes de junho a julho ultimos os funcionarios da Directoria de Meteorologia e

Astronomia Dr. Mario Rodrigues de Souza, Hermínio Malheiros Fernandes da Silva, Oscar Jorge Pereira Cabral, Oswaldo Weber e Alix Corrêa de Lemos (aviso n. 2.908).

No Thesouro Nacional, a Casa Prata conta na importancia de 40\$, proveniente de trabalho feito em proveito desta Secretaria do Estado, no corrente anno (aviso numero 2.909).

No Thesouro Nacional, a Villas Boas & Comp. a conta na importancia de 210\$, proveniente de fornecimentos feitos a esta Secretaria de Estado, no corrente anno (aviso n. 2.911).

No Thesouro Nacional, a Arnaldo Braga & Comp. as contas na importancia total de 427\$10, provenientes de fornecimentos feitos no corrente anno a esta Secretaria do Estado (aviso n. 2.912).

No Thesouro Nacional, a Pestana & Comp. a conta na importancia de 732\$700 proveniente de transportes e despesas feitos no corrente anno em proveito da Directoria de Meteorologia e Astronomia (aviso n. 2.913).

No Thesouro Nacional, a Pestana & Comp. a conta na importancia de 41\$230 proveniente de despachos feitos em proveito desta Secretaria de Estado, no corrente anno (aviso n. 2.914).

No Thesouro Nacional, a conta da Sociedade Anonyma da Gaz do Rio de Janeiro, na importancia de 6s\$320 proveniente do consumo da gaz feito pelo Museu Nacional, no corrente anno (aviso n. 2.915).

No Thesouro Nacional, as contas da Sociedade Nacional de Agricultura, na importancia total de 16.749\$300, provenientes de fornecimentos de plantas, no corrente anno, á Directoria do Serviço de Agricultura Practica (aviso n. 2.916).

No Thesouro Nacional a conta de Bolido Maia & Comp., na importancia de 304\$ 50, proveniente de fornecimentos feitos ao Campo de Demonstração de Deodoro, antiga Fazenda Experimental, no corrente anno (officio numero 2.919).

No Thesouro Nacional a Leuzinger & Comp. a conta na importancia de 63\$ proveniente de fornecimentos feitos a esta Secretaria do Estado, no corrente anno (officio n. 2.920).

No Thesouro Nacional a J. L. Costa & Comp. as duas contas na importancia total de 187\$100, provenientes de fornecimentos feitos no corrente anno a esta Secretaria do Estado (officio n. 2.922).

No Thesouro Nacional as duas contas do Paiva & Comp. nas importancias de 340\$ e 136\$, provenientes de transportes effectuados em proveito deste ministerio no corrente anno (officio n. 2.925).

Transmittindo, para os fins convenientes, os processos das dividas de exercicios findos:

Ns. 1.276, 1.279 e 1.280 na importancia de 740\$330 de que são credoras a S. Paulo Railway Company, Leopoldina Railway Company, Limited, e Rio de Janeiro Tramway Light and Power Company, Limited (aviso n. 2.923).

Ns. 1.282 e 1.283, na importancia de 158\$700 de que é credora a Companhia de Estradas de Ferro Federaes Brasileiras (aviso n. 2.924).

Ns. 1.264, 1.266 e 1.267, na importancia de 1:447\$200 de que são credoras a São Paulo Railway Company e Companhia Paulista de Estradas de Ferro (aviso n. 2.926).

N. 1.281, na importancia de 14:170\$100, de que é credora a Sorocabana Railway Company (aviso n. 2.927).

Ns. 1.268 a 1.272, na importancia de 1:247\$300 de que são credoras a Leopoldina Railway Company, Limited, Companhia de Estradas de Ferro Federaes Brasileiras, Companhia Paulista de Estradas de Ferro, Companhia de Estrada de Ferro Noroeste do Brazil e S. Paulo Railway Company (aviso n. 2.928).

N. 3.301, de 14 de setembro findo, credito
do 244\$ ao Thesouro, para despesas, á conta

da verba 16ª, com o pagamento do soldo, que compete ao soldado reformado da Brigada Policial José Alves da Cruz. — Fez-se o registro.

N. 3.518, de 2 deste mez, pagamento de contas no total de 396\$, provenientes de assinaturas, no corrente anno, de aparelhos telephonicos ao serviço do Hospital Nacional de Alienados. — Negou-se registro a despeza, por contrariar parte da mesma o art. 90, § 1º, da lei n. 2.842, de 3 de janeiro do 1914.

N. 3.670, de 13, com as cópias dos decretos ns. 3.065 e 1.745, da mesma data, relativos à abertura do credito especial de 3.000\$ para a indemnização levada ao bacharel Antonio Geraldo Teixeira. — Deu-se registro ao credito. Foi voto vencido o do Sr. Dr. relator, nos termos do que emittiu nos supraditos avisos ns. 213 e 217 do Ministerio da Viação.

— Ministerio da Fazenda :

Processos :

De distribuição do credito de 1:320\$ ao Thesouro Nacional, para despesas da verba 5ª, letra b. — registrou-se, feita a annullação indicada no processo.

De concessão do montepio civil a D. Leonor Marques da Silva, filha casada do fallecido porteiro aposentado da Delegacia Fiscal no Estado do Paraná, José Marques da Silva. Julgou-se legal a concessão do montepio.

— Ministerio da Guerra :

Aviso n. 1.051, de 7 do corrente, para a distribuição do credito de 383\$400 à Delegacia Fiscal no Estado do Paraná, para despesas da verba 10ª. — Registrou-se, feita a necessaria annullação.

Processos de prestação de fiança dos colportadores das rentas federaes:

Tancredio Gonçalves Ferreira, de Varzea, no Estado da Pernambuco, de 200\$, em multa corrente;

Arthur Monteiro de Carvalho, do Minas, no Estado de S. Paulo, de 2.000\$, em uma caderneta da Caixa Economica.

Foram consideradas idoneas e suficientes as fianças de que se trata.

Finalmente foi julgada comprovada a applicação das seguintes quantias feitas pelos responsáveis abaixo indicados, por conta de adiantamentos que receberam:

De 8 1º 18752, pelo secretario interino da Directoria Geral de Saude Publica Dr. Garfield de Almeida, em despesas relativas à commissão sanitaria incumbida de debellar o impallidismo em Jacarepaguá e nas varzeas da Tijuca e Gavea, no corrente anno;

De 703, pelo 1º escripturario do Instituto Nacional de Sordos-mudos Manoel Amorim, com despesas miudas a seu cargo, no 2º trimestre deste anno.

Ordens de pagamento

Ordens de pagamento, sobre as quaes proferiu despacho de registro, em 19 do corrente, o Sr. Dr. presidente deste tribunal:

— Ministerio da Viação e Obras Publicas — Avisos:

Ns. 2.588, 2.589 e 2.590, de 8 do corrente, pagamento de 1:079\$20, 863\$660 e 300\$, a diversos, de fornecimentos à Estrada de Ferro do Rio do Ouro e à Inspectoria Geral de Illuminação, no corrente anno;

N. 2.581, da mesma data, idem de 1:563\$505, a diversos, de fornecimentos à Repartição de Aguas e Obras Publicas;

N. 2.402, de 17 de setembro, idem de 2:263\$300, a diversos, de fornecimentos, no corrente anno, à Fiscalização do Porto do Rio de Janeiro;

N. 2.406, de 17, idem de 40\$400 à Companhia Viação, Luz e Força do Minas Geraes,

de fornecimentos à Inspectoria Federal do Porto, Rios e Canaas, em 1914.

— Ministerio da Agricultura, Industria e Commercio — Avisos:

N. 2.831, de 9 idem de 1:000\$, a Alalto Gomes de Oliveira, porteiro da Directoria Geral de Estatistica, adiantamento para despesas miudas e de prompto pagamento;

Ns. 2.845 e 2.846, de 13, idem de 3:463\$16 e 1:861\$, a Emilio Charrapim, director da extincta Estação Experimental, para a cultura da mandioca no Piahy, folha de seus vencimentos relativos ao periodo de janeiro a 14 de abril de 1914, e indemnização de despeza; feitas pelo mesmo no referido anno.

— Ministerio da Justiça e Negocios Interiores — Avisos:

Ns. 3.635, 3.674 e 3.702, de 11, 14 e 15, idem de 800\$, 4:094\$363 e 19 312\$270, folhas de auxilio para aluguel de casa que compete ao director, phisico-maceutico e administrador da Colonia de Alienados no Engenho de Dentro, relativas a agosto e setembro, idem relativo a setembro, do pessoal de nomeação do director das Colonias de Alienados do Engenho de Dentro; idem, idem, do pessoal de nomeação do director e do administrador do Hospital Nacional de Alienados;

N. 3.701, de 15, idem, de 7.922\$300 folha relativa a setembro, do pessoal sem nomeação da Escola Præ-nuntoria Quinze de Novembro.

— Ministerio da Fazenda :

Officios, ns. 429, 467 e 527, de 16 de agosto 2 de setembro e do corrente, da Villa Proletaria Marechal Hermes, idem de 63\$400, 1:350\$ e 1:350\$, a Sebastião Gonçalves, de trabalhos executados e folhas, relativas a agosto e setembro ultimos, do pessoal da mesma villa;

Exercicios findos :

Requerimentos da Companhia da Viação e Construcções, Torquato Vieira e João Elias Paim, idem de 298:285\$203, 11\$520 e 4\$, de dividas dessa natureza.

— Ministerio da Guerra — Avisos :

Ns. 1.052, de 7 do corrente, idem de 18:735\$439 à Rede da Viação Paraná, Santa Catharina, Linha São Francisco, de transportes realizados no corrente anno;

N. 1.053, de 8, idem de 21:235\$284 a diversos de fornecimentos no corrente anno.

DIARIO DOS TRIBUNAES

Supremo Tribunal Federal

65ª sessão, em 20 de outubro de 1915

PRESIDENCIA DO SR. MINISTRO HERMINIO DO ESPIRITO SANTO; PROCURADOR GERAL DA REPUBLICA, O SR. MINISTRO MUNIZ BARRETO

A's 11 horas e meia abriu-se a sessão achando-se presentes os Srs. ministros Manoel Murinho, André Cavalcanti, Oliveira Ribeiro, Pedro Lessa, Canuto Saraiva, Godofredo Cunha, Leonil Ramos, Enéas Galvão, Pedro Mibielli, Sebastião de Lacerda, Coelho e Campos e Viveiros de Castro.

Deixou de comparecer o Sr. ministro Guimarães Natal, que está em gozo de licença.

Foi lida e approvada a acta da sessão anterior e despachado todo o expediente sobre a mesa.

JULGAMENTOS

Habeas-corpus

N. 3.819 — Bahia — Relator, o Sr. ministro Pedro Mibielli; recorrente, o paciente José Alves de Castro; recorrido, o Superior Tribu-

nal da Justiça do Estado. — Não pas-a da preliminar da sessão conhecer do recurso para annullar a decisão que conheceu do petido de *habeas-corpus*, contra os votos dos Srs. ministros Pedro Mibielli, Coelho e Campos e Godofredo Cunha, negou-se provimento ao recurso para confirmar a decisão recorrida, contra os votos dos Srs. ministros Pedro Mibielli, Pedro Lessa e Oliveira Ribeiro, que lhe davam provimento para conceder a ordem pedida.

Usou da palavra, pelo Estado da Bahia, o advogado Dr. Arlindo Leoni.

Recurso criminal

N. 53 — Rio de Janeiro — Recorrente, o procurador da Republica; recorrido, Manoel da Costa Leite. — Foi julgado em sessão secreta, a requerimento do Sr. ministro procurador geral da Republica.

Conflicto de jurisdicção

N. 335 — Capital Federal (agravo do art. 44 do Regimento) — Relator, o Sr. ministro Coelho e Campos; agravante, Pedro Santa Rosa. — Foi confirmado o despacho agravado, unanimemente.

Recurso extraordinario

N. 877 — S. Paulo — Relator, o Sr. ministro Sebastião de Lacerda; revisores, os Srs. ministros Coelho e Campos e Viveiros de Castro; recorrentes, José Patício Fernandes e sua mulher; recorridos, Mariano Paim Pamplona Sobrinho e sua mulher. — Não se conheceu do recurso por não ser caso dello, unanimemente.

Appellação civil

N. 2.564 — Capital Federal — (Habilitação do herdeiros) — Relator, o Sr. ministro Coelho e Campos, habilitantes, os herdeiros de D. Theodora Alvares de Azevedo Macedo Soares. — Julgou-se por sentença a habilitação de herdeiros, unanimemente.

Revisão criminal

N. 1.635 — S. Paulo — Relator, o Sr. ministro Oliveira Ribeiro; revisores, os Srs. ministros Manoel Murinho e Viveiros de Castro; petionario, Ricardino Luiz de Souza. — Deu-se provimento ao recurso para annullar o julgamento, unanimemente.

Recurso eleitoral

N. 541 — Minas Geraes (Menas) — Relator, o Sr. ministro Oliveira Ribeiro; recorrente, Dr. José Maria de Moura Leite Junior; recorrida, a Junta de Recursos Eleitoraes. — Deu-se provimento ao recurso para restaurar a revisão do alistamento annullada, contra os votos dos Srs. ministros Oliveira Ribeiro, Enéas Galvão, Leonil Ramos e Pedro Lessa. — Não assistiu ao julgamento o Sr. ministro André Cavalcanti.

Sentenças estrangeiras

N. 766 — Portugal — Relator, o Sr. ministro Manoel Murinho; revisores, os Srs. ministros Oliveira Ribeiro e André Cavalcanti; requerente, Theresza de Souza Campos. — Foi homologada a sentença, unanimemente.

N. 722 — Portugal — Relator, o Sr. ministro Manoel Murinho; revisores, os Srs. ministros André Cavalcanti e Oliveira Ribeiro; requerentes, D. Maria Carolina Lambert de Oliveira e outros. — Foi homologada a sentença, unanimemente.

N. 719 — Portugal — Relator, o Sr. ministro Sebastião de Lacerda; revisores, os Srs. ministros Coelho e Campos e Viveiros de Castro; requerente, Elda Luiza da Serra Pinto Brandão. — Foi homologada a sentença, unanimemente.

Encerrou-se a sessão, ás 18 horas. — O sub-secretario, Edmundo da Veiga.

Audiência em 20 de outubro de 1915

JUL SEMANARIO, O EXMO. SR. MINISTRO GODOFREDO XAVIER DA CUNHA

Foram publicados os seguintes feitos:

Aggravo de petição

N. 1.828 — E. pinto Santo — Aggravante, a União Federal; agravados, João Gordon e sua mulher. — Recobreram-se os embargos.

N. 1.938 — Capital Federal — Aggravante, José Maria de Freitas, tutor e curador do menor Antonio P. Mourão; agravada, a Fazenda Nacional. — Deu-se provimento ao aggravo.

Appellação criminal

N. 613 — Pernambuco — Appellante, o procurador da Republica; appellado, Candido da Silva Carvalho. — Negou-se provimento á appellação.

Appellação civil

N. 2.717 — Minas Geraes — Appellantes, Junqueira, Filhos & Comp.; appellado, Alfredo de Rezena. — Deu-se provimento á appellação.

Recurso extraordinario

N. 813 — Capital Federal — Recorrente, Francisco Lopes Ferraz; recorrida, a Irmandade da Santa Cruz dos Militares. — Rejeitaram-se os embargos.

Requerimentos

Compareceu o solicitador da Fazenda, Dr. Ildefonso de Azevedo, e requereu a assignação do prazo legal, sob preção, a Eugenio Gomes Torres, a Antonio Pereira e a Abilio de Almeida, para verem passar em julgado os accordões proferidos nas appellações crimes n. 612 e 623, sob pena de revelia e lançamento;

Requerer também o lançamento dos prazos assignados a Manoel Gomes, ao Dr. Ascendino Carneiro da Cunha, João José Vianna e a Augusto Valle & Comp., para verem passar em julgado os accordões proferidos na appellação crime n. 622, do recurso eleitoral n. 335 e nas appellações n. 1.930, 1.230 e 1.231. — Deferido; e apregoadas, as partes não compareceram.

O Dr. Ildefonso de Azevedo, por parte de seus constituintes Brato Lyra & Comp., requereu o lançamento do prazo assignado a Antonio José da Costa para ver, alear em julgado o accordão proferido na appellação civil n. 2.581. — Deferido; e apregoadas, não compareceu.

Compareceu também o advogado Dr. Leonel Filho o disse que, por parte de Junqueira, Filhos & Comp., requeria a citação, sob preção, do Alfredo de Rezena para ver passar em julgado o accordão proferido na appellação civil n. 2.717, sob pena de revelia e lançamento. — Deferido; e apregoadas, não compareceu.

O sub secretario, Edmundo da Veiga.

Côrte de Appellação

Sessão da Terceira Camara, em 20 de outubro de 1915

PRESIDENCIA DO SR. DESEMBARGADOR ATAULPHO DE PAIVA — SECRETARIO, SERVIU INTERINAMENTE, NO IMPEDIMENTO OCCASIONAL DO EFFECTIVO, O OFFICIAL ELPIDIO WATSON CORDEIRO

Compareceram os Srs. desembargadores Francelino Guimarães, Elviro Carrilho e Edmundo Rego.

Estiver presente o Dr. Moraes Sarmento, procurador geral do Districto Federal.

JULGAMENTOS

Habeas-corpus

N. 1.039 — Relator, o Sr. desembargador Francelino Guimarães; impetrante, a Assisten-

cia Judiciaria Academica; representada por Augusto Saboia Lima, em favor do paciente Alcino de Souza. — Negaram finalmente a ordem, unanimemente.

N. 1.040 — Relator, o Sr. desembargador Edmundo Rego; pacientes, Aurelio Adolpho Catalá, João da Costa Leite, Armenio Fernandes de Azevedo, Francisco Ingolote, Pedro Arguelles e Manoel Fernandes. — Julgaram prejudicado o pedido com relação a todos os pacientes, com excepção de Armenio Fernandes de Azevedo e Manoel Fernandes, que não conheceram do pedido pela incompetencia da Camara, unanimemente.

N. 1.041 — Relator, o Sr. desembargador Francelino Guimarães; paciente, José Gentil da Costa. — Concederam a ordem presente o paciente, informando o Sr. Dr. juiz da 2ª Vara Criminal, unanimemente.

N. 1.042 — Relator, o Sr. desembargador Edmundo Rego; paciente, Bernardo de Oliveira. — Não tomaram conhecimento, por não estar a petição inicial devidamente instruida, unanimemente.

N. 1.043 — Relator, o Sr. desembargador Elviro Carrilho; pacientes, Ignacio Augusto Ferreira, Manoel Vidal, Francisco Garcia e Antonio Gamelloni. — Concederam a ordem presentes os pacientes, informando o Sr. Dr. chefe de Policia, unanimemente.

N. 1.044 — Relator, o Sr. desembargador Elviro Carrilho; pacientes, João Carlos, Luiz Longo, Carlos Sasso, Daniel Gonçalves, Domingos Carreira, Antonio Cabreira, Arthur Greppo, Domingos Tanguine, Domingos Rodrigues, Antonio Cunha, Bartello Giovanni, Alfredo Morales, Angelo Tobias, Roco Daprille, Ignacio Augusto Ferreira e Augusto Dias. — Concederam a ordem presentes os pacientes, informando o Sr. Dr. chefe de Policia, unanimemente.

Recurso de habeas corpus

N. 230 — Relator, o Sr. desembargador Francelino Guimarães; recorrente *ex-officio*, o Dr. juiz de direito da 2ª Vara Criminal; recorridos, Dr. Alfredo Lopes Certá, Fausto Gonçalves de Araujo, Domingos José Lopes, Octavio Kerff e Rodrigo Gonçalves Bastos. — Converteram o julgamento em diligencia afim de prestar novos esclarecimentos o Sr. Dr. juiz da 2ª Pretoria Criminal, unanimemente.

Recurso crime

N. 213 — Relator, o Sr. desembargador Elviro Carrilho; 1º recorrente, José Pinheiro de Carvalho; 2º recorrente, José Francisco Dantas; recorridos, Wynand Fockink. — Julgaram improcedentes as preliminares propostas, negaram provimento aos recursos dos primeiro e segundo recorrentes José Pinheiro de Carvalho e deram provimento ao recurso do terceiro recorrente José Francisco Dantas, para julgarem improcedente a acção, contra o voto do Sr. desembargador Francelino Guimarães que negava provimento aos recursos confirmando *in totum* a decisão recorrida.

PASSAGENS

Appellações crimes

N. 1.272 — Ao Sr. desembargador Francelino Guimarães.

Ns. 1.361, 1.408, 1.360 e 1.409 — Ao Sr. desembargador Elviro Carrilho.

Ns. 1.304 e 1.373 — Ao Sr. desembargador Edmundo Rego.

EM MESA

Appellações - crimes

Ns. 1.366, 1.391, 1.401, 1.426 e 1.427.

Infrações

Ns. 1.408, 1.353 e 1.499.

CCM DIA

Appellações crimes

Ns. 1.118, 1.368 e 1.422.

ACCORDÕES PUBLICADOS

Appellações crimes

Ns. 1.209, 1.334, 1.483, 1.347, 1.230, 1.294, 1.375 e 1.332.

EDITAES

Côrte de Appellação

Faço publico que os julgamentos das appellações crimes n. 1.115 (de istencia) 1º appellante (desistente) Julio Antonio Fernandes, 2º appellante, a Justiça; appellados os mesmos; n. 1.422, appellante, Izabel do Castro; appellada, a Fazenda Municipal; n. 1.368, appellante, Joaquim Valente da Silva; appellada, a Fazenda Municipal, serão effectuados na proxima sessão da 3ª Camara, no dia 23 corrente mez, ás 11 horas, em nas seguintes:

Secretaria da Côrte de Appellação, 20 de outubro de 1915. — O secretario, Evaristo da Veiga Gonzaga.

Juizo de Direito da Primeira Vara Civil

De citação, com o prazo de dez dias, aos interessados na fallencia de Sá Guimarães & Comp., na forma abaixo

O Dr. Alfredo de Almeida Russell, juiz de direito da 1ª Vara Civil do Districto Federal; etc.:

Faz saber que por este juizo e cartorio do escrivão que este subscrive se processam os autos de prestação do contas, em que são supplicantes Carlos Taveira & Comp., ex-syndicos da fallencia de Sá Guimarães & Comp., nos quaes lhe foi dirigida uma posição acompanhada de documentos, pedindo para restar contas de sua gestão. Em virtude do que se passou o presente edital pelo teor do qual se citam os interessados na fallencia de Sá Guimarães & Comp. para sciencia do que as contas prestadas pelos ex-syndicos Carlos Taveira & Comp. se acham em cartorio á sua disposição, durante dez dias afim de serem examinadas e apresentarem as impugnações que entenderem, sob pena de, á revelia, serem as mesmas contas julgadas boas. E para constar se passaram este e outros de igual teor, que serão publicados e afixados na forma da lei. Dada e passada nesta cidade do Rio de Janeiro, aos doze de outubro de mil novecentos e quinze. E eu, Bartlett James, escrivão, o subscrevi. — Alfredo de Almeida Russell. Está conforme. — Pelo escrivão, José da Silva Lisboa.

Juizo de Direito da Primeira Vara Civil

Fallencia de Paixão & Almeida

AVISO AOS CREDITORES

O escrivão Bartlett James communica aos credores da fallencia de Paixão & Almeida que se acham em cartorio, durante cinco dias, as relações e documentos apresentados pelos syndicos para serem examinados pelos interessados, apresentando suas impugnações de accordo com os §§ 5º e 6º do art. 83 da lei n. 2.024, de 17 de dezembro de 1903, os quaes são do teor seguinte: § 5º, durante esse prazo de cinco dias os creditores incluídos naquellas relações poderão ser impugnados quanto á sua legitimidade, importância ou classificação; § 6º, a impugnação será dirigida ao juiz por meio de requerimento.

ento instruido com documentos, justificas ou outras provas.

Rio de Janeiro, 19 de outubro de 1915. —
Pelo escrivão, José da Silva Lisboa.

Juizo de Direito da Primeira Vara Civil

Fallencia de Teixeira Araujo & Comp.

AVISO AOS CREDITORES

Communico aos credores da fallencia de Teixeira Araujo & Comp. que a assembléa foi adiada para o dia 26 do corrente, ás 13 horas.

Rio de Janeiro, 16 de outubro de 1915. —
Pelo escrivão, José da Silva Lisboa.

Juizo de Direito da Segunda Vara Civil

Fallencia de Florencio Otero

AVISO AOS CREDITORES

O escrivão Barres communica aos credores da fallencia de Florencio Otero que se acham em cartorio, durante cinco dias, as relações e documentos apresentados pelos syndicos para serem examinados pelos interessados, apresentando suas impugnações de accordo com os §§ 5º e 6º do art. 83 da lei n.º 2.024, de 17 de dezembro de 1908, os quaes são do teor seguinte: § 5º, durante esse prazo de cinco dias, os creditos incluídos naquellas relações poderão ser impugnados quanto á sua legitimidade, importância ou classificação; § 6º, a impugnação será dirigida ao juiz por meio de requerimento instruido com documentos, justificas ou outras provas.

Rio de Janeiro, 20 de outubro de 1915. — O
escrivão, José Candido de Barres.

Juizo de Direito da Terceira Vara Civil

De praça, com o prazo de 20 dias

O Dr. José Ovidio Marcondes Romeiro, juiz de direito da 3ª Vara Civil neste Districto Federal, etc.

Faz saber aos que este edital de praça com o prazo de 20 dias virem, que findo o dito prazo no dia 21 de outubro proximo futuro, logo após a audiencia deste juizo, que será ás 13 horas, o porteiro dos auditorios João Nunes dos Reis, á porta do Forum, á rua Menezes Vieira, antiga dos Invalidos, n.º 152, trará a publico pregão de venda e arrematação para ser arrematado por aquele que maior lance offerecer sobre sua avaliação, o immovel abaixo mencionado, penhorado no executivo hypothecario que Alfredo Pereira Mendes move a Nilo José de Mello e sua mulher D. Anna de Araujo Mello, e vae á praça para solução do dito executivo hypothecario, a saber: predio assobradado sito á travessa Araujo, antos sem numero e hoje sob n.º XIV, Estação de Ramos, freguesia de Inhaúma, edificado em centro de terreno, dividido da linha da rua por baldrame e pilastras de tijolo revestidos de cimento, com gradil e portão de ferro, tondo na fachada tres mezzaninos, tres janellas do peitoril com portadas em frisos, platibanda e coberto com telhas francezas. As divisões consistem em duas salas o tres quartos forrados e assoalhados e cozinha cimentada. No quintal pequena meia agua com telhas francezas abrigando tanque para lavagens, banheiro e W. C. O predio mede de frente 7m,5 por 10m,50 de fundos, formando um só corpo. O terreno pertencente ao predio está pela direita, esquerda e fundis dividido com zinco coudulado, medindo de frente

10m,97 por 10m do fundos. A constracção é moderna, de vez de tijolo com as divisões de estuque, estando em bom esta lo de conservacção, avaliado o dito predio e terreno em 8:200\$. Assim convido a todos os pretendentes a comparecerem no referido dia, hora e logar afim de realizar se a praça. E para que chegue a noticia a todos, mandei passar este e mais dous de igual teor que serão publicadas pela imprensa e um dellos afixado no logar publico do costume. Da lo e passado nesta cidade do Rio de Janeiro, em 28 de setembro de 1915. Eu, Manoel Estanislau Cruz Galvão, escrivão, o subscreevi. — José Ovidio Marcondes Romeiro.

Juizo de Direito da Terceira Vara Civil

Fallencia de John Edward Jonsson

AVISO AOS CREDITORES

De publicação da sentença que declarou aberta a fallencia do negociante John Edward Jonsson, successor de Jonsson & Thaumaturgo, commerciante estabelecido á rua da Quitanta n.º 62, sobrado nesta cidade, na forma abaixo.

O Dr. José Ovidio Marcondes Romeiro, juiz de Direito da 3ª Vara Civil desta Capital Federal, etc.:

Faz saber aos que o presente edital virem que a requerimento de Benedito Pinna & Comp., devidamente instruido e depois de prechidas as formalidades legais, foi declarada aberta a fallencia do negociante John Edward Jonsson, successor de Jonsson & Thaumaturgo commerciante estabelecido á rua da Quitanta n.º 62, sobrado, nesta cidade, por sentença deste juizo de 15 de outubro de 1915. Ás 13 h ras fixo o seu termo para os effeitos legais de 24 de outubro de 1915. Foi nomeado syndico o cretor José Bruno Nunes, ficando os credores da dita firma fallida notificados pelo presente para, dentro do prazo de 15 dias, apresentarem ao syndico a declaração de seus creditos, acompanhada dos respectivos titulos; e, outresim ficam os referidos credores convocados para a primeira assembléa da presente fallencia que será realizada no dia 11 de novembro de 1915, ás 13 horas, na sala das audiencias, no Forum desta cidade, á rua dos Invalidos n.º 152, tudo nos termos dos arts. 17, 18, 80 e 82 e seus paragrafos da lei n.º 2.024, de 17 de dezembro de 1908. Dado e passado nesta cidade do Rio de Janeiro, aos 16 de outubro de 1915. Eu, Manoel Estanislau Cruz Galvão, escrivão, o escrevi. — José Ovidio Marcondes Romeiro.

Juizo de Direito da Quinta Vara Civil

AVISO

A terceira praça do predio e terreno da rua Felix da Cunha n.º 24, penhorado na execução em que é exequente The British Bank of South America, Limited e executado João Pinto Teixeira Leite, que se processa no Juizo da 5ª Vara Civil, realiza se no dia 29 do corrente e não a 30, como por engano sahio publicado hontem.

Rio, 19 de outubro de 1915. — O escrivão interino, Jacintho Teixeira Pinto.

Juizo da Segunda Pretoria Civil

De citação, com o prazo de dez dias, aos credores incertos de Mario Pires

O Dr. Pedro Deluque de Macedo, juiz 1º supplente em exercicio da 2ª Pretoria Civil do Districto Federal, etc.:

Faço saber a todos que o presente edital, com o prazo de dez dias, virem que por este

juizo e cartorio de escrivão que este subscreeva se processam e correm seus devidos e legaes termos uns autos de execução que José Joaquim do Nascimento e Felizardo Hedeonso Alves de Abreu, movem a Mario Pires e por parte daquelles me foi dirigida a petição seguinte: Exmo. Sr. Dr. juiz da 2ª Pretoria Civil. Dizem José Joaquim do Nascimento e Felizardo Hedeonso Alves de Abreu, nos autos de execução que movem contra Mario Pires, que tendo a penhora sido feita em dinheiro pertencente ao executado, nos termos do art. 547 do regulamento numero 737, de 1850, requerem a V. Ex. mandar afixar editaes, com o prazo de dez dias, aos credores incertos do executado para requererem a sua preferencia, sob pena de ser expedido mandado de levantamento a favor dos supplicantes. Nestes termos pedem deferimento. Rio de Janeiro, 4 de outubro de 1915. — Angelo Benvenuto, advogado. (Sobre uma e tampilha de trescentos réis inutilizada.) Desacho. — Sim, em termos. Rio de Janeiro, 4 de outubro de 1915. — Delduque. Em virtude da petição e despacho supra, e como tinha a penhora recebido em 1:0786:5 em dinheiro depositado na Prefeitura, mandei passar o presente edital e mais dous de igual teor para serem afixados nos legares do costume, pelos quaes convoco os credores incertos do executado Mario Pires a vir d sentir preferencia, no prazo de dez dias, que correrá depois que for publicado o afixado pelo porteiro dos auditorios e accusada a respectiva certidão. Dado e passado nesta Capital Federal, aos 9 de outubro de 1915. Eu, Candido Salomé Caldeira de Souza, escrevente juramentado, o escrevi. E eu, João Augusto Ribeiro de Almeida, escrivão, o subscreevi. — Pedro Deluque de Macedo. Está conforme. — O escrivão, João Augusto Ribeiro de Almeida.

Juizo da Segunda Pretoria Civil

De citação, com o prazo de dez dias, aos credores incertos de Mario Pires.

O Dr. Pedro Deluque de Macedo, juiz primeiro supplente em exercicio da 2ª Pretoria Civil do Districto Federal, etc.:

Faço saber a todos que o presente edital, com o prazo de dez dias, virem que por este juizo e cartorio de escrivão que este subscreeva se processam e correm seus devidos e legaes termos uns autos de execução que Manoel Ignacio de Mattos move a Mario Pires e por parte daquelles me foi dirigida a petição seguinte: Excellentissimo senhor doutor juiz da 2ª Pretoria Civil. Diz Manoel Ignacio de Mattos, nos autos de execução que move contra Mario Pires que tendo a penhora sido feita em dinheiro pertencente ao executado, nos termos do art. 547 do regulamento n.º 737, de 1850, requer a V. Ex. mandar afixar editaes, com o prazo de dez dias, aos credores incertos do executado para requererem a sua preferencia, sob pena de ser expedido mandado de levantamento a favor do supplicante. Nestes termos pede deferimento. Rio de Janeiro, 4 de outubro de 1915. — Angelo Benvenuto, advogado. (Sobre uma estampilha de trescentos réis inutilizada.) Desacho. — Sim, em termos. Rio, 4 de outubro de 1915. Delduque. Em virtude da petição e despacho supra, e como tinha a penhora recebido em 1:434\$570 em dinheiro depositado na Prefeitura, mandei passar o presente edital e mais dous de igual teor para serem afixados nos legares do costume, pelos quaes convoco os credores incertos do executado Mario Pires a vir discutir preferencia no prazo de dez dias, que correrá depois que for publicado o afixado pelo porteiro dos auditorios e accusada a respectiva certidão. Dado e pa sado nesta Capital Federal, aos 9 de outubro de 1915. Eu, Candido Salomé Caldeira de Souza, escrevente juramentado, o escrevi. E eu, João Augusto

Ribeiro de Almeida, escrivão, o subscrevi. — *Pedro Delduque de Macedo*. Está conforme. — O escrivão, *João Augusto Ribeiro de Almeida*.

Juizo da Segunda Pretoria Civil

De citação, com o prazo de dez dias, aos credores incertos de Mario Pires

O Dr. Pedro Delduque de Macedo, juiz 1º suplente em exercício da 2ª Pretoria Civil do Districto Federal, etc.:

Faço saber a todos que o presente edital, com o prazo de dez dias, virem que por este juizo e cartorio do escrivão que este subscrevi se processam e correm seus devidos e legaes termos uns autos de execução que Manoel Gomes, Celso de Carvalho e José Sarmento movem a Mario Pires e por parte daquelles me foi dirigida a petição seguinte: Exmo. Sr. Dr. juiz da 2ª Pretoria Civil. Dizem Manoel Gomes, Celso de Carvalho e José Sarmento, nos autos de execução que movem contra Mario Pires, que tendo a penhora sido feita em dinheiro pertencente ao executado, nos termos do art. 547 do regulamento n. 737, de 1850, requerem a V. Ex. mandar affixar editaes, com o prazo de dez dias, aos credores incertos do executado, para requererem a sua preferencia sob pena de ser expedido o mandado do levantamento a favor dos supplicantes. Nestes termos pedem deferimento. Rio de Janeiro, 4 de outubro de 1915. — Angelo Benvenuto, advogado. (Sobre uma estampilha de trescentos réis inutilizada.) Despacho. Sim, em termos. Rio, 4 de outubro de 1915. — Delduque. Em virtude da petição e despacho supra, e como tenha a penhora recolhido em 1:253\$167 em dinheiro depositado na Prefeitura, mandei passar o presente edital e mais dous de igual teor para serem affixados nos logares do costume, pelos quaes convoco os credores incertos do executado Mario Pires a virem discutir preferencia, no prazo de dez dias, que correrá depois que for publicado e affixado pelo porteiro dos auditorios e accusada a respectiva certidão. Dado o passado nesta Capital Federal, aos 9 de outubro de 1915. Eu, Candido Salomé Caldeira de Souza, escrevente juramentado, o escrevi. E eu, João Augusto Ribeiro de Almeida, escrivão, o subscrevi. — *Pedro Delduque de Macedo*. Está conforme. — O escrivão, *João Augusto Ribeiro de Almeida*.

Juizo da Segunda Pretoria Civil

De citação, com o prazo de dez dias, aos credores incertos de Mario Pires

O doutor Pedro Delduque de Macedo, juiz primeiro suplente em exercício da Segunda Pretoria Civil do Districto Federal, etc.:

Faço saber a todos que o presente edital, com o prazo de dez dias virem que, por este juizo e cartorio do escrivão que este subscrevi se processam e correm seus devidos e legaes termos uns autos de execução que Manoel de Oliveira, Manoel Barreto, Raul Pinheiro e Francisco Sallos movem a Mario Pires e por parte daquelles me foi dirigida a petição seguinte: Excellêntissimo senhor doutor juiz da Segunda Pretoria Civil. Dizem Manoel de Oliveira, Manoel Barreto, Raul Pinheiro e Francisco Sallos, nos autos de execução que movem contra Mario Pires, que tendo a penhora sido feita em dinheiro pertencente ao executado nos termos do art. 547 do regulamento n. 737, de 1850, requerem a V. Ex. mandar affixar edital, com o prazo de dez dias, aos credores incertos do executado, para requererem a sua preferencia, sob pena de ser expedido mandado de levantamento a favor dos supplicantes. Nestes termos pedem deferimento. Rio de Janeiro, 4 de outubro de 1915. — Angelo Benvenuto, advogado. (Sobre uma estampilha

de trescentos réis inutilizada.) Despacho. — Sim, em termos. Rio de Janeiro, 4 de outubro de 1915. — Delduque. Em virtude da petição e despacho supra, e como tenha a penhora recolhido em 1:423\$308 em dinheiro depositado na Prefeitura, mandei passar o presente edital e mais dous de igual teor para serem affixados nos logares do costume, pelos quaes convoco os credores incertos do executado Mario Pires a virem discutir preferencia no prazo de dez dias, que correrá depois que for publicado e affixado pelo porteiro dos auditorios, accusada a respectiva certidão. Dado o passado nesta Capital Federal, aos 9 de outubro de 1915. Eu, Candido Salomé Caldeira de Souza, escrevente juramentado, o escrevi. E eu, João Augusto Ribeiro de Almeida, escrivão, o subscrevi. — *Pedro Delduque de Macedo*. Está conforme. — O escrivão, *João Augusto Ribeiro de Almeida*.

Juizo da Segunda Pretoria Civil

De citação, com o prazo de dez dias, aos credores incertos de Mario Pires

O Dr. Pedro Delduque de Macedo, juiz 1º suplente em exercício da Segunda Pretoria Civil do Districto Federal, etc.:

Faço saber a todos que o presente edital com o prazo de dez dias virem que por este juizo e cartorio do escrivão que este subscrevi se processam e correm seus devidos e legaes termos uns autos de execução que Manoel de Oliveira, Manoel Barreto, Raul Pinheiro e Francisco Sallos movem a Mario Pires, e por parte daquelles me foi dirigida a petição seguinte: Exmo. Sr. Dr. juiz da Segunda Pretoria Civil. Dizem Manoel de Oliveira, Manoel Barreto, Raul Pinheiro e Francisco Sallos, nos autos de execução que movem contra Mario Pires, que tendo a penhora sido feita em dinheiro pertencente ao executado, nos termos do art. 547 do regulamento n. 730, de 1850, requerem a V. Ex. mandar affixar editaes, com o prazo de dez dias, aos credores incertos do executado, para requererem a sua preferencia, sob pena de ser expedido mandado de levantamento a favor dos supplicantes. Nestes termos pedem deferimento. Rio de Janeiro, 4 de outubro de 1915. — Angelo Benvenuto, advogado. (Sobre uma estampilha de trescentos réis inutilizada.) Despacho. — Sim, em termos. Rio de Janeiro, 4 de outubro de 1915. — Delduque. Em virtude da petição e despacho supra, e como tenha a penhora recolhido em réis 512\$301 em dinheiro depositado na Prefeitura, mandei passar o presente edital e mais dous de igual teor, para serem affixados nos logares do costume, pelos quaes convoco os credores incertos do executado Mario Pires a virem discutir preferencia, no prazo de dez dias, que correrá depois que for publicado e affixado pelo porteiro dos auditorios e accusada a respectiva certidão. Dado o passado nesta Capital Federal, aos 9 de outubro de 1915. Eu, Candido Salomé Caldeira de Souza, escrevente juramentado, o escrevi. E eu, João Augusto Ribeiro de Almeida, escrivão, o subscrevi. — *Pedro Delduque de Macedo*. Está conforme. — O escrivão, *João Augusto Ribeiro de Almeida*.

Juizo da Quarta Pretoria Civil

Edital de citação aos credores incertos do Dr. J. C. Rodrigues Horta, com o prazo de dez dias, na execução de sentença que lhe move Ferreira & Gomes, na forma abaixo.

O Dr. Eurico Torres Cruz, juiz da 4ª Pretoria Civil do Districto Federal, etc.:

Faço saber a todos que o presente edital de citação de credores incertos virem ou dello conhecimento tiverem, com o prazo de dez

dias, na forma do art. 547 do regulamento n. 737, de 1850, que de parte do Ferreira & Gomes, na execução da sentença que movem ao Dr. J. C. Rodrigues Horta, me foi requerida a citação dos credores incertos do executado, visto ter recolhido a penhora em dinheiro pertencente ao mesmo executado. E como sejam os termos da sentença levantada a importância penhorada, pelo presente são citados os credores incertos do executado para, no prazo de dez dias, contados da affixação do presente e da accusada a respectiva citação, opporem preferencia que por ventura tenham sobre a quantia penhorada, sob as penas legais e de se passar proccatoria de levantamento a favor dos exequentes. E para que chegue ao conhecimento de todos a quem interessar possam mandou passar o presente e mais dous de igual teor que serão publicais e affixados na forma da lei, scientes de que o juizo funciona no prelio n. 271 da rua do Cattleto e que as audiencias tem lugar ás segundas e quintas feiras uteis, ás 12 horas. Dado o passado aos 18 de outubro de 1915. Eu, Benjamin de Andrade Figueira, escrevente juramentado o escrevi no impedimento occasional do escrivão. — *Eurico Torres Cruz*. Rio de Janeiro, 18 de outubro de 1915. Pelo escrivão, Benjamin de Andrade Figueira, escrevente juramentado. (Está devidamente estampilhado). Está conforme o original. — Pelo escrivão, *Benjamin de Andrade Figueira*, escrevente juramentado.

Juizo da Quarta Pretoria Civil

De segunda praça, com o prazo de 10 dias e abatimento de 10 %, para venda e arrematação de sexta parte do imóvel penhorado a D. Elvira Werneck Tourinho: no executivo hypothecario que lhe move Manoel José de Souza Moraes, na forma abaixo

O Dr. Eurico Torres Cruz, juiz da 4ª Pretoria Civil do Districto Federal, etc.:

Faço saber a todos que o presente edital de segunda praça, com o prazo de 10 dias e abatimento de 10 %, virem ou dello conhecimento tiverem que em praça deste juizo, que terá lugar no dia 21 do corrente mez, após a audiência do juizo, que se offerece ás 12 horas, no prelio n. 271 da rua do Cattleto, o official de justiça que estiver servindo de porteiro dos auditorios, trará a publico pregão de venda e arrematação, a quem mais dár o maior lance offerecer acima do preço da avaliação que com o abatimento local fica reduzida a um conto e oitocentos mil réis, a sexta parte do imóvel penhorado por Manoel José de Souza Moraes a D. Elvira Werneck Tourinho, no executivo hypothecario em que contendem, a qual foi avaliada pelo laudo de avaliação do teor seguinte: Laudo de avaliação. Nós, avaliadores das pretorias do Districto Federal, declaramos que, em cumprimento do mandado do Excellêntissimo Senhor Doutor Eurico Torres Cruz, juiz da Quarta Pretoria Civil, e a requerimento de Manoel José de Souza Moraes, procedemos á avaliação da sexta parte de um predio e respectivo terreno penhorado a D. Elvira Werneck Tourinho no executivo hypothecario que lhe move o requerente. O referido predio é situado á rua Menna Barreto numero seis (antigo) e numero noventa (moderno), é terreo, com tres portas e duas janellas na frente e duas portas danlo para a rua Sorocaba, com portadas de cantaria, seio do beirada e com o pé direito legal; a loja mede quatro metros e quarenta e cinco centímetros de largura pela rua Sorocaba e quinze metros o quarenta e cinco centímetros de extensão pela rua Menna Barreto, seguindo-se um puxado com oito metros de extensão, com um quarto, uma sala e cozinha, e tendo ainda nos fundos do quintal um

queno quarto; o respectivo terreno, de acordo com a divisão existente, mede quatro metros e quarenta e cinco centímetros de largura pela rua Sorocaba o vinte e nove metros de extensão pela rua Menna Barreto. O predio descrito é de esquina e de regular construção, pelo que o avaliámos na quantia de doze contos de réis com o respectivo terreno, sendo portanto de dois contos de réis o valor da sexta parte. Rio de Janeiro, vinte e oito de agosto de mil novecentos e quinze. — João Ferreira Cavalcante. — Delio Guarani de Barros: (Está legalmente estampilhado.) E quem os ditos ben-quizer arrematar, deverá comparecer no local, dia e hora supra designados, afim de fazer a licitação legal acima do preço da avaliação de dois contos de réis, que com o abatimento legal de dez por cento fica reduzida a um conto e oitocentos mil réis. E para os offeitos legaes passaram-se o presente e mais dous de igual teor que serão publicados e affixados na fôrma da lei. Dado o passado nesta cidade do Rio de Janeiro, aos seis de outubro de mil novecentos e quinze. Eu Benjamin de Andrade Figueira, escrevente juramentado, o escrevi e subcrevi no impedimento ocasional do escrivão. Eurico Torres Cruz. (Está devidamente estampilhado.) (Está conforme o original.) — Pelo escrivão, Benjamin de Andrade Figueira.

Juízo da Quarta Pretoria Civil

De terceira praça, com o prazo de oito dias e abatimento legal de 20%, para venda e arrematação do imóvel penhorado a José de Souza Azevedo e sua mulher, na fôrma abaixo

O Dr. Eurico Torres Cruz, juiz da 4ª Pretoria Civil do Districto Federal, etc.:

Faz saber a todos que o presente edital de terceira praça, com o prazo de oito dias e abatimento legal de 20%, virem ou delle conhecimento tiverem que no dia 4 de novembro proximo, após a audiência do juízo, que se effectua ás 12 horas no predio n. 271 da rua do Catete, o official do justiça que estiver servindo do porteiro dos auditorios trará a publico praça de venda e arrematação em terceira praça, com o abatimento legal de 20%, o imóvel penhorado por João de Lucca a José de Souza Azevedo e sua mulher, avaliado em dous contos de réis e que com os abatimentos legaes fica reduzido a um conto e seiscentos mil réis, preço por que vai á praça. A avaliação tem o teor seguinte: Nós avaliadores rivativos das Pretorias do Districto Federal, declaramos que em cumprimento do mandado do Exmo. Sr. Dr. Eurico Torres Cruz, juiz da 4ª Pretoria Civil, procedemos á avaliação de um predio e respectivo terreno penhorados a José de Souza Azevedo e sua mulher, no executivo por titulo que lhes move João de Lucca. O citado predio é situado á ladeira do Barroco n. 367, em Copacabana, e não travessa do Barroco como reza o mandado; é um predio lito de beirada, afastado da rua e construção de frontal terra e colerto de telhas de cannaes, tem duas janelas na frente e um alpendre ao lado esquerdo; me le seis metros de largura por cinco metros e vinte centímetros de extensão e é dividido em uma sala e dous quartos, tend em continuação ao alpendre, um puxado com um quartinho e cozinha. O terreno tem dez metros de largura por quarenta e oito de extensão; é fechado com muralhas de ambos os lados, com portão na frente; o predio é de construção antigo e sem o pé direito legal e está situado em um morro pelo que o avaliámos com o respo tivo terreno na quantia de dous contos de réis. E depositario do referido predio o doutor Desiderio Henrique Hanley, com escriptorio á rua da Alfam-

doga número dozo. Rio de Janeiro, sete de agosto de mil novecentos e quinze. — João Ferreira Cavalcante. — Delio Guarani de Barros. (Está legalmente estampilhado.) E quem os ditos ben-quizer arrematar, deverá comparecer no dia, hora e local supra designados, afim de fazer a licitação legal acima do preço da avaliação, com o abatimento legal de 20%, ou seja um conto e seiscentos mil réis ou pelo maior preço que derem em leilão, que será effectuado, caso não haja leitante para aquelle preço. E para os devidos effectos, legaes passaram-se o presente e mais dous de igual teor para serem publicados e affixados na fôrma da lei. Dado o passado nesta cidade do Rio de Janeiro, aos 19 de outubro de 1915. Eu, Benjamin de Andrade Figueira, escrevente juramentado, o escrevi e subcrevi no impedimento ocasional do escrivão. — Eurico Torres Cruz. (Está devidamente estampilhado.) (Está conforme o original.) — Pelo escrivão, Benjamin de Andrade Figueira.

Juízo da Sexta Pretoria Civil

FREGUEZA DO ENGENHO NOVO

Pro lamas

O escrivão e official do Registro Civil da Sexta Pretoria Civil, freguezia do Engenho Novo, faz saber que se estão habilitando para casar na fôrma da lei:

Domingos Seriano Pimenta com Rosalina Duarte de Mello, José Anacleto dos Santos com Luanda de Jesus Machado, Antonio Basilio Reis com Maria da Aveção.

Quem souber do algum impedimento accuse-o na fôrma da lei.

Sexta Pretoria Civil, 14 de outubro de 1915.

— O escrivão, Francisco Pinto de Mendonça.

Esta lo de Minas Geraes

Fallencia de Lettieri & Scanapieco

O Dr. Braz Bernardino Loureiro Tavaros juiz de direito da comarca do Juiz do Fóra na fôrma da lei, etc.

Faço saber aos que o presente edital virem ou delle noticia tiverem, que a requerimento do Dr. Oscar Vidal Barbosa Lage e por sentença desta juizo, data lo de hontem e hoje publicada, decretei a fallencia de Lettieri & Scanapieco, negociantes, estabelecidos nesta cidade, á rua Baptista de Oliveira, com fabrica de calçados, a contar de 29 de julho de 1914; que foram nomeados syndicos os credores. Dr. Oscar Vidal Barbosa Lage o Christovão de Andrade, residentes nesta cidade, á avenida Rio Branco; que foi marcado o prazo de quinze dias para os credores da fallencia apresentarem as declarações e documentos justificativos de seus creditos; e finalmente que foi marcado o dia 23 do corrente mez, ás 11 horas, no Forum desta cidade, para a primeira assembléa de credores. E para que chegue ao conhecimento de todos, mandei passar o presente edital, que será publicado pela imprensa e affixado no lugar do costume. Dado o passado nesta cidade do Juiz do Fóra aos 5 de outubro de 1915. Eu, Juvenal Augusto da Silva, escrivão substituto, o escrevi. — Braz Bernardino Loureiro Tavaros.

NOTICIARIO

O Sr. Presidente da Republica, devido a ligeiro incommodo do saudo, conservou-se hontem no Palacio Guanabara.

Por esse motivo não se realizou o despacho semanal collectivo do ministerio.

— O Sr. Presidente da Republica fez visitar o Sr. almirante Alexandrino de Alencar, ministro da Marinha, que se acha ligeiramente enfermo, pelo seu ajudante de ordens capitão-tenente Alvim Poissa.

— No Palacio do Catete esteve hontem, afim de se apresentar ao Sr. Presidente da Republica, o Sr. Dr. Gustavo de Souza Bandoira, por ter de seguir para Lisboa, afim de assumir o seu lugar de secretario da embaixada.

Na 1ª Pagadoria do Thesouro Nacional pagam-se hoje, 17º dia util, as seguintes folhas: monterio da Viação de L a Z e novos contribuintes da Viação.

O serviço para hoje na Brigada Policial é o seguinte:

Superior de dia, capitão Barbosa.

Official do dia á brigada, tenente Ernesto Guimarães.

Medico de dia ao hospital, capitão graduado Dr. Frote.

Dia á pharmacia, tenente pharmaceutico Leite e pratico Camerino.

Ronda no 4º districto, o alforos Brazil.

Rondam as patrulhas, o tenente Servulo e alferes Lopes.

Ronda nos 19º e 20º districto, o tenente Sylvio.

Ronda á Saude, o tenente Paranhos.

Auxiliares do official do dia á brigada sargentos Azeredo Machado e Carlos Gomes, Promptidão no regimento de cavalaria, alferes Bartholomeu e no 1º regimento de infantaria alferes Querino.

Guardas: na Caixa de Amortização, alferes Bomfim; na Caixa de Conversão, alferes Canabarro; no Thesouro, alferes Carvalho, e na Casa da Moeda, tenente Tellos.

Estado-maior aos corpos do 1º batalhão, tenente Jayme; no 2º, capitão Ildro; no 3º, capitão Danitas; no 4º, capitão Barbosa Lima; na cavallaria, tenente Cruz; no quartel do Meyer, alferes Prado e no quartel da Saude, alferes Coimbra.

Musica de promptidão, meia banda do 1º regimento.

Uniforme, 4º.

O movimento do Hospital da Santa Casa da Misericórdia, dos Hospícios do Nossa Senhora da Saud, de S. João Baptista, de Nossa Senhora do Socorro, de Nossa Senhora das Dóres em Cascadura e S. Zacharias foi, no dia 19 do corrente, o seguinte:

Existiam 1.032 nacionaes e 480 estrangeiros, total 1.521; entraram 30 nacionaes e 18 estrangeiros, total 48; sahiram 23 nacionaes e 10 estrangeiros, total 33; falleceram 5 nacionaes e 3 estrangeiros, total 8; existem 1.032 nacionaes e 494 estrangeiros, total 1.526.

O movimento da sala do banco e dos consultorios publicos foi, no dia 20, de 1.676 consultantes, para os quacs se aviaram 1.880 receitas.

Fizeram-se nove extracções de dentes e 390 curativos e pequenas operações.

Sepultaram-se no dia 19 do corrente 38 pessoas, sendo: nacionaes 30; estrangeiros 8; do sexo masculino 24; do sexo feminino 14; maiores de 12 annos 19; menores de 12 annos 19; gratuitos 11.

Estações	Observações realizadas de manhã										Observações das 24 horas precedentes					
	Altitude (Ms.)	Hora da observação (hora local)	Pressão atmosférica		Temperatura do ar	Vento		Estado do céu	Estado do mar	Estado do tempo e phenomenos diversos	Temperatura do ar		Chuva (m/m)	Insolação (horas)	Estado de tempo e phenomenos diversos	
			700 m/m +	Diferença com 24 horas		Direcção	Força				Máxima	Mínima			Até 1/2 noite	Após 1/2 noite
Maranhão:																
Turyassu.....	45	9	58.4	-0.2	27.8	-0.6	E	3	9	Chão	29.9	24.2	10.0			
S. Luiz.....	20	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
S. Bento.....	41	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Caxias (Estação fechada).....	80	"	58.6	0.3	25.8	-2.8	NE	3	10	"	34.0	24.9		R.		
Barra do Corda.....	84	"	57.8	-0.3	27.2	4.2	"	0	0	"	33.4	21.3				
Imperatriz.....	96	"	57.3	-0.7	25.6	0.2	SE	2	0	"	36.4	20.4	6.8			
Grajahu.....	220	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Terezina (Piahy) (Estação fechada).....	400	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Ceará:																
Fortaleza.....	27	"	58.4	-0.8	28.9	4.7	SE	3	5	"	32.4	23.8	9.5	V. am. pm.	O.	
Guaramiranga.....	780	"	"	"	19.6	0.0	S	6	8	"	29.0	19.0	7.0			
Quixeramobim.....	207	"	59.7	-0.4	28.8	4.4	SE	3	4	"	34.8	25.2	40.1			
Iguatú.....	212	"	59.4	-0.6	30.8	4.8	E	4	5	"	36.0	22.0	9.7			
Natal (R. G. do Norte).....	3	"	59.8	0.8	24.7	-0.5	SE	6	5	Vagas l. o.	28.3	24.8	9.0	V. am. pm.		
Parahyba:																
Parahyba.....	45	"	60.4	0.3	28.8	-0.8	SE	3	8	"	31.0	18.6	11.0	O.		
Campina Grande.....	535	"	63.0	-0.4	20.4	0.4	S	2	10	"	31.2	16.3				
Pernambuco:																
Fernando de Noronha.....	95	"	58.8	-0.2	26.9	-0.9	S	6	4	P. vgs. B. v.	23.2	23.9	10.5	Chuvistou pm.	Chuvistou n.	
Goyanna.....	44	"	61.1	0.2	29.6	-1.2	SE	6	6	"	33.0	19.4				
Nazareth.....	82	"	60.4	0.6	29.0	-0.2	SE	6	6	"	31.8	24.6	8.9			
Recife.....	30	"	61.2	0.5	28.6	-1.2	SE	4	2	Chão	30.2	25.0				
Jaboatão.....	60	"	62.3	0.1	26.7	0.4	SE	4	2	"	28.6	20.9				
Escada.....	410	"	62.5	0.0	27.6	1.8	SE	3	4	"	30.6	19.8	4.0	Chuvistou pm.	Chuvistou.	
Pesqueira.....	723	"	62.0	-1.0	20.8	-2.2	SE	3	10	Ns.	30.0	18.2	40.3			
Pão de Açúcar (Alagôas).....	49	"	61.9	0.2	27.2	-0.1	SE	3	4	"	37.5	21.2				
Aracaju (Sergipe).....	4	"	62.8	0.2	26.7	-1.7	SE	3	6	"	30.0	24.9	8.3	l. pm.		
Bahia:																
Ondina.....	47	"	62.7	0.5	24.7	1.5	SE	5	10	Vagas. V.	24.6	20.9	0.0	C. v. pm.	V.	
Caeté.....	900	"	64.3	0.9	17.0	-1.4	SE	5	9	"	26.2	14.4	0.0		V.	
Ilhéos.....	3	"	63.9	0.7	22.4	-0.4	S	4	10	P. vgs.	29.1	16.3	1.1	V. am. pm.		
Minas Geraes:																
Januaria.....	436	"	60.5	0.2	25.8	2.4	"		2	"	31.0	15.4		l. pm.		
S. Francisco.....	450	"	60.9	0.5	25.4	2.2	E	4	4	"	34.4	18.0				
Montes Claros.....	615	"	59.7	-0.6	23.8	2.7	NE	1	4	"	28.6	15.9				
Pirapora.....	472	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"				
Theophilo Otonil.....	305	"	63.5	0.0	21.0	0.6	NNE	4	7	Ns.	23.4	17.4		Ns. am. pm.	O.	
S. João Evangelista.....	680	"	64.7	-1.0	17.4	0.6	C	0	10	"	22.2	11.6				
Araguary.....	856	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"				
Curvelo.....	616	"	61.0	1.4	21.0	0.6	SW	3	0	"	30.6	13.2				

Estações	Observações realizadas de manhã										Observações das 24 horas precedentes						
	Altitude (Ms.)	Hora de observação (Hora legal)	Pressão atmosférica		Temperatura do ar		Vento		Estado do céu	Estado do mar	Estado do tempo e phenomenos diversos	Temperatura do ar		Chuva (m/m)	Insolação (horas)	Estado de tempo e phenomenos diversos	
			700 m/m +	Diferença em 24 horas	Observação	Diferença em 24 horas	Direção	Força				Máxima	Mínima			Até 1/2 noite	Após 1/2 noite
Minas Geraes:																	
Monte Alegre.....	621	»	60.9	0.4	23.6	2.4	—	—	0	—	B.	30.3	17.1	—	41.7		
Uberaba.....	740	»	63.8	1.1	21.4	0.4	SE	6	0	—	B. v.	29.6	17.0	—			
Piançuy.....	618	»	64.5	1.2	19.0	1.0	SE	6	0	—	I. v.	28.2	10.4	—			
Bello Horizonte.....	857	»	65.9	0.4	14.8	1.2	NE	4	5	7	—	21.1	14.5	—	2.0		
Ouré Fricado.....	4.426	»	61.4	0.4	18.2	1.1	SE	2	0	5	B.	26.0	9.2	—			
Oliveira.....	962	»	61.7	0.9	18.9	3.6	SE	1	1	4	B.	24.4	10.3	—	8.6		0.
S. João d'El-Rey.....	871	»	65.8	0.1	15.1	1.1	E	4	6	1	B.	21.1	9.8	—	6.2		0.
Barbacena.....	1.090	»	64.2	0.3	17.6	1.6	E	2	1	1	—	26.2	10.2	—	10.6		
Lavras.....	868	»	67.0	1.2	14.2	0.0	NNE	2	10	—	M.	21.6	11.2	—	7.4		
Muzambinho.....	1.046	»	—	—	21.4	2.4	E	2	7	—	I.	24.6	15.7	—	3.0		
Palmira.....	240	»	66.3	1.0	17.0	2.8	E	2	40	—	—	26.4	11.4	—	5.7		
Leopoldina.....	682	»	66.6	1.6	18.3	0.7	NNE	2	40	—	I.	23.5	13.8	—	8.0		
Juiz de Fora.....	450	»	65.5	0.5	17.2	0.0	NE	3	1	—	B.	26.6	6.4	—	9.4		
Mar de Espanha.....	831	»	63.6	0.4	19.2	2.2	SE	5	1	—	B. v. ns.	31.9	9.5	—	12.2		
Caxambu.....	940	»	63.6	0.4	18.9	1.8	NNE	2	2	—	B.	26.4	9.9	—	9.5		0.
Ouro Fino.....	937	»	61.7	0.5	25.0	2.6	E	4	2	—	B.	27.0	19.0	—	6.5		
Passa Quatro.....		»	58.3	0.0	27.1	2.5	C	0	0	—	B.	22.0	13.1	—	8.7		0.
Goyaz:		»	60.0	0.2	22.6	0.6	E	4	0	—	B.	27.7	17.3	—	41.1		
Pirenópolis.....	792	»	68.3	0.1	27.5	1.3	N	5	7	—	I. v.	21.7	26.1	22.1	2.3	Ct. pm. r.	0.
Goyaz.....	520	»	62.1	0.5	25.2	1.2	NNE	2	40	—	I.	32.2	22.8	0.2	—	Ch. pm. r.	0.
Catalão.....	830	»	58.6	1.3	26.0	2.0	C	0	9	—	B.	38.0	24.0	—	—	—	0.
Mato Grosso:		»	—	—	21.0	4.6	C	0	8	—	M.	—	14.7	—	—	—	0.
Cuyabá.....	235	»	65.0	1.2	20.5	0.7	NE	1	0	Chão.	B.	20.8	17.0	—	9.4		
S. Luiz de Cáceres.....	480	»	66.5	0.2	22.4	0.8	SE	3	8	—	I.	24.3	13.2	—	5.5	l. am. pm.	0.
Corumbá.....	455	»	64.1	0.3	20.0	0.3	N	2	8	—	B.	26.6	13.7	—	9.4		0.
Bella Vista.....	460	»	65.1	0.9	22.0	0.4	S	0	10	P. vag.	M.	22.3	7.5	0.6	—	C. h. pm.	0.
Capital Federal.....	61	»	61.5	0.7	16.4	1.5	N	2	6	—	B.	17.3	8.7	—	7.8		0.
Rio de Janeiro:		»	63.4	0.5	18.9	0.5	NE	3	9	—	I.	23.8	1.6	—	10.6		0.
Campos.....	10	»	63.8	0.7	21.6	1.6	SE	3	0	—	B.	27.0	13.5	—	10.3		0.
Carmo.....	314	»	64.3	0.9	21.0	1.6	C	0	3	—	B.	26.6	13.5	—	8.4		0.
Nova Friburgo.....	842	»	62.8	1.8	17.9	0.1	E	4	3	—	B.	20.4	8.7	—	9.6		0.
Macaé.....	4	»	64.0	0.6	19.4	0.8	N	2	3	—	—	24.4	12.0	—	11.0		
Itaperopolis.....	910	»	64.5	1.5	21.5	1.4	SW	0	0	Chão.	B.	22.6	15.0	—			
Vassouras.....	436	»	64.5	1.5	21.5	1.4	SW	0	0	Chão.	B.	22.6	15.0	—			
Rezende.....	393	»	64.5	1.5	21.5	1.4	SW	0	0	Chão.	B.	22.6	15.0	—			
Pinheiro.....	402	»	64.5	1.5	21.5	1.4	SW	0	0	Chão.	B.	22.6	15.0	—			
Petropolis.....	530	»	64.5	1.5	21.5	1.4	SW	0	0	Chão.	B.	22.6	15.0	—			
Mendes.....	434	»	64.5	1.5	21.5	1.4	SW	0	0	Chão.	B.	22.6	15.0	—			
Tingua.....	425	»	64.5	1.5	21.5	1.4	SW	0	0	Chão.	B.	22.6	15.0	—			
S. Pedro.....	479	»	64.5	1.5	21.5	1.4	SW	0	0	Chão.	B.	22.6	15.0	—			
Rio d'Ouro.....	423	»	64.5	1.5	21.5	1.4	SW	0	0	Chão.	B.	22.6	15.0	—			
Angra dos Reis.....	30	»	64.5	1.5	21.5	1.4	SW	0	0	Chão.	B.	22.6	15.0	—			

Estações	Observações realizadas de manhã										Observações das 24 horas						
	Altitude (Ms.)	Hora de observação (hora legal)	Pressão atmosférica		Temperatura do ar		Vento		Estado de céu	Estado do mar	Estado do tempo e phenomenos diversos	Temperatura do ar		Chuva m/m	Insolação (horas)	Estado do tempo e phenomenos diversos	
			700mm +	Diferença em 24 horas	Observação	Diferença em 24 horas	Direção	Força				Máxima	Mínima			Até 1/2 noite	Após 1/2 noite
S. Paulo:																	
Franca.....	1.002	"	62.8	-0.2	62.8	2.0	NE	1	1	1	B.	32.3	14.3	—	—	B.	B.
Ribirão Preto.....	555	"	61.2	-0.1	61.2	1.8	NE	3	4	4	B.	28.3	9.4	—	—	B.	B.
S. Carlos do Pinhal.....	847	"	63.4	-2.4	61.0	2.8	W	3	6	6	B.	24.0	12.5	—	—	B.	B.
S. Paulo dos Agudos.....	602	"	62.5	0.1	62.6	3.3	SW	1	1	1	B.	14.3	11.0	—	—	B.	B.
Rio Claro.....	614	"	63.1	—	63.1	—	SE	0	0	0	B.	33.2	10.8	—	—	B.	B.
Piquete (Fábrica do Polvora).....	662	"	64.4	-0.4	64.0	1.0	SE	1	0	0	B.	29.3	9.3	—	—	B.	B.
Pracibaba.....	550	"	64.4	-0.4	64.0	—	NE	1	1	1	B.	29.3	12.0	—	—	B.	B.
Campinas.....	570	"	64.5	-0.4	64.1	0.2	NE	1	1	1	B.	29.3	10.6	—	—	B.	B.
Taubaté.....	575	"	62.8	-1.3	61.5	1.0	NE	1	1	1	B.	23.8	9.7	—	—	B.	B.
Tatubá.....	618	"	64.0	-0.5	63.5	0.6	NE	3	0	0	B.	24.6	14.8	—	—	B.	B.
S. Paulo.....	820	"	65.4	0.2	65.6	-0.8	E	3	2	2	B.	23.2	11.0	—	—	B.	B.
Santos.....	3	"	66.0	-0.5	65.5	1.6	S	1	1	1	B.	22.6	16.0	1.0	—	C.	C.
Faxina.....	683	"	64.1	1.4	65.5	2.0	NW	1	10	10	—	—	—	—	—	—	—
Iguape.....	5	"	64.1	1.4	65.5	2.0	NW	1	10	10	—	—	—	—	—	—	—
Paraná:																	
Guarapuava (Estação fechada).....	1.116	"	63.8	-1.1	62.7	-0.7	E	3	10	10	—	17.6	10.4	—	2.9	Chuvicou pm.	Chuvicou.
Curitiba.....	908	"	67.8	-1.0	66.8	0.8	E	1	10	10	—	21.2	10.0	—	—	Chuvicou pm.	Chuvicou.
Paranaguá.....	4	"	67.8	-1.0	66.8	0.8	E	1	10	10	—	—	—	—	—	—	—
Santa Catharina:																	
Blumenau.....	24	"	66.4	-2.7	63.7	-0.7	SE	1	10	10	—	21.3	14.0	4.7	—	M. pm.	Chuvicou.
Brusque.....	25	"	67.4	1.0	68.4	0.6	NE	1	10	10	—	24.2	16.0	1.1	—	I. pm.	Chuvicou.
Camboriú.....	5	"	65.7	-1.6	64.1	-1.8	C	0	10	10	—	23.4	16.9	—	—	—	—
Florianópolis.....	3	"	65.1	-1.3	63.8	2.0	N	4	9	9	—	23.0	17.2	—	9.2	I. pm.	C.
Lages.....	940	"	64.9	-0.3	64.6	0.8	NNE	2	10	10	—	19.4	4.8	—	—	—	—
Rio Grande do Sul:																	
S. Luiz Gonzaga.....	265	"	—	—	—	—	NE	1	5	5	—	28.5	14.2	—	—	—	—
Cruz Alta.....	473	"	60.3	-1.7	58.6	6.5	NNE	2	0	0	—	26.9	10.4	—	40.5	—	—
Palmeiras.....	591	"	60.0	-1.7	58.3	3.2	E	3	10	10	—	29.1	13.3	—	—	—	—
Itaqui.....	72	"	61.6	—	61.6	—	NW	3	0	0	—	25.2	7.3	—	—	—	—
Passo Fundo.....	664	"	63.5	-1.4	62.1	0.4	NE	3	3	3	—	24.5	12.5	—	—	—	—
S. Francisco de Paula.....	902	"	59.0	-2.7	56.3	2.1	C	0	3	3	—	27.5	11.8	—	9.2	0. pm.	—
Torres.....	66	"	60.4	-1.7	58.7	3.4	NE	3	3	3	—	24.0	9.0	—	10.2	—	—
Santa Maria.....	442	"	55.8	—	55.8	—	S	1	10	10	—	30.0	14.8	—	—	—	—
Soledade.....	723	"	60.8	-0.4	60.4	2.0	C	0	3	3	—	25.8	11.3	—	—	—	—
Uruguaiana.....	37	"	60.5	-2.2	58.3	6.2	C	0	3	3	—	23.2	12.9	—	—	—	—
Taquary.....	46	"	60.5	-2.2	58.3	6.2	C	0	3	3	—	27.3	11.0	—	—	—	—
Porto Alegre.....	26	"	60.5	-2.2	58.3	6.2	NE	1	5	5	—	27.3	11.0	—	—	—	—
Cachoeira.....	65	"	58.7	-2.0	56.7	2.4	E	1	5	5	—	27.3	12.0	—	—	—	—
S. Gabriel.....	120	"	58.7	-2.0	56.7	2.4	E	1	5	5	—	27.3	12.0	—	—	—	—

Estações	Observações realizadas de manhã										Observações das 24 horas precedentes					
	Altitude (Ms.)	Hora de observação (Hora legal)	Pressão atmosférica		Temperatura do ar		Vento		Estado do céu	Estado do mar	Estado do tempo e phenomenos diversos	Temperatura do ar		Insolação (horas)	Estado do tempo e phenomenos diversos	
			700 m/m +	Diferença em 24 horas	Observação	Diferença em 24 horas	Direcção	Força				Máxima	Mínima			
Rio Grande do Sul:																
S. A. Livramento.....	211	9	59.8	-1.4	18.1	1.6	C	0	10	—	—	29.5	11.9	—	R.	N.
S. Thago.....	426	9	60.2	-1.0	19.4	4.4	NNE	10	10	—	—	26.9	13.4	—	0. am. pm.	N.
Bagé.....	224	9	59.5	-2.6	19.1	2.5	NE	10	10	—	—	28.0	11.2	—	—	N.
Pelotas.....	8	9	59.8	—	20.0	—	NE	10	6	—	—	21.9	16.6	—	8.5	N.
Encruzilhada.....	13	9	65.2	-2.0	17.9	2.5	NNE	10	3	—	—	24.3	11.0	—	0. am. pm.	N.
Rio Grande.....	3	9	62.6	-1.6	19.1	2.2	NE	10	40	vag.	—	22.0	15.9	—	0. am. pm.	N.
Jaguarão.....	17	9	61.0	-1.6	17.8	-0.4	NE	10	10	—	—	22.0	14.2	—	0. am. pm.	N.
S. V. Palmar.....	5	9	61.4	-2.5	18.3	0.5	NE	10	10	—	—	20.4	10.2	—	0. am. pm.	N.
Buenos Aires.....	25	8	59.8	-3.6	16.0	-1.0	W	10	9	—	—	20.0	12.0	—	0. am. pm.	N.
Montevideo.....	—	9	60.5	-1.9	18.3	4.3	NNE	10	3	—	—	21.0	14.9	—	—	N.
Estações creadas recentemente:																
Vaccaria.....	250	9	60.8	-1.6	15.3	4.0	N	6	0	—	—	24.5	7.5	—	0. am. pm.	
Aquidauana.....	169	9	63.3	-4.5	27.1	3.8	W	2	0	—	—	34.4	19.4	—	—	
Santa Luzia.....	358	9	63.2	-4.6	20.6	0.6	E	5	0	—	—	25	6	18.4	—	

Convenções — Estado do céu: em decimos de céu encoberto — O, totalmente limpo; IO, totalmente encoberto. Estado do tempo: b, bom; i, incerto; m, máo. Phenomenos diversos: c, chuva; gr, garça; as, aguaceiro; ne, neve; ns, nevoeiro denso; nt, nevoeiro tenue; gr, granizo; sa, saralha; o, orvalho; ge, geada; e, escarcha; tr, trovada com relampagos; t, trovões; r, relampagos; v, ventania; ls, halo solar; hl, halo lunar; es, coroa solar; cl, coroa lunar; ai, arco-iris.

Os numeros indicativos da força do vento referem-se à Escala Beaufort de O calma a 123 tuão. A pressão barométrica achase reduzida a 0° C., ao nível do mar o á gravidade normal.

As temperaturas máximas verificaram-se em Corumbá com 36° 0 e em Pão de Assucar com 37° 6.

As temperaturas mínimas verificaram-se em Lages com 4° 8 e em Caxambú com 6° 4.

Nota — Telegrammas recebidos até ás 15 horas, 103; faltaram, 12 (3 devido a atraso do telegrapho).

Companhia de Loterias Nacionais do Brazil	
— Loterias da Capital Federal — Lista geral dos premios da 23ª loteria do plano 331, 212ª extração do anno de 1915, realizada em 20 de outubro de 1915, em benefício das instituições mencionadas no art. 31, § 12, letra f, e art. 35 da lei n. 2.321, de 30 de dezembro de 1910, e em virtude do contracto celebrado em 16 de fevereiro de 1911, na Procuradoria Geral da Fazenda Publica:	
67.538.....	200\$000
5.665.....	200\$000
61.230.....	100\$000
12.271.....	200\$000
3.269.....	100\$000
12.637.....	100\$000
38.863.....	100\$000
49.775.....	100\$000
59.446.....	200\$000
55.932.....	500\$000
3.445.....	200\$000
414.....	200\$000
52.65.....	1.000\$000
27.708.....	100\$000
18.307.....	100\$000
65.599.....	100\$000
39.178.....	100\$000
52.171.....	2.000\$000
43.493.....	100\$000
59.644.....	100\$000
26.443.....	200\$000
23.091.....	100\$000
12.490.....	100\$000
65.526.....	500\$000
32.761.....	5.000\$000
65.603.....	200\$000
7.651.....	100\$000
64.331.....	100\$000
54.404.....	200\$000
36.637.....	200\$000
16.762.....	100\$000
50.582.....	100\$000
15.951.....	200\$000
40.610.....	200\$000
57.725.....	200\$000
22.131.....	100\$000
37.428.....	200\$000
1.077.....	100\$000
4.455.....	100\$000
54.787.....	500\$000
20.316.....	100\$000
32.560.....	500\$000
69.096.....	100\$000
11.134.....	100\$000
62.599.....	100\$000
12.655.....	1.000\$000
42.865.....	100\$000
23.768.....	200\$000
21.609.....	100\$000
34.482.....	200\$000
31.686.....	100\$000
37.747.....	100\$000
50.961.....	20.000\$000
17.043.....	100\$000
19.593.....	100\$000
Aproximações	
50.960 e 50.962.....	20\$000
32.763 e 32.765.....	20\$000
52.170 e 52.172.....	100\$000
Dezenas	
50.961 a 50.970.....	60\$000
32.761 a 32.770.....	40\$000
52.171 a 52.180.....	20\$000
Centenas	
50.901 a 51.000.....	20\$000
32.701 a 32.800.....	10\$000
52.101 a 52.200.....	8\$000
Todos os numeros terminados em 61 teem 45 e os terminados em 1 teem 21, exceptuando-se os terminados em 61	
O fiscal do Governo da União, Manoel Cosme Pinto. — O director assistente, João Carlos de Oliveira Rosario, secretario. — O escrivão, Firmino de Cantuaria	

Estações	Observações realizadas de manhã										Observações das 24 horas precedentes						
	Altitude (Mts.)	Hora da observação (hora local)	Pressão atmosférica		Temperatura do ar		Vento		Estado do céu	Estado do mar	Estado do tempo e phenomenos diversos	Temperatura do ar		Chuva (mm.)	Insolação (horas)	Estado do tempo e phenomenos diversos	
			700mm +	Diferença em 24 horas	Observação	Diferença em 24 horas	Direcção	Força				Máxima	Mínima			Até 1/2 noite	Após 1/2 noite
Alaranhão :																	
Turyassú.....	15	9	57.8	-0.2	29.1	-0.1	E	5	9	tranq.	I.	32.9	23.7	10.3			
S. Luiz.....	20	»	57.6	-0.5	29.4	-1.0	NE	3	7	Esp.	I.	30.3	25.4	8.5			
S. Bento.....	41	»	57.6	-1.1	29.5	1.2	NE	2	9	—	—	33.4	28.7				
Caxias (estação fechada).....	80	»	57.9	-0.7	29.2	2.4	C	0	0	—	B.	34.8	23.8		hl.		
Barra do Corda.....	95	»	57.8	0.0	29.0	1.8	E	1	0	—	B.	36.6	20.0		C. a. pm; hl.		
Imperatriz.....	61	»	58.6	1.3	23.2	-2.4	NW	2	0	—	B.	35.8	20.0	8.9			
Grajaú.....	220	»															
Therézina (Piahy) (estação fechada).....	400	»															
Ceará :																	
Fortaleza.....	27	»	58.7	0.3	28.6	-0.3	SE	6	5	—	B. o.	32.5	24.5	10.9	V. todo o dia.		
Guaramiranga.....	780	»	—	—	20.0	0.4	SE	4	6	—	B.	28.8	19.0	8.7			
Quixeramobim.....	207	»	57.9	-1.8	28.6	-0.2	SE	4	1	—	B.	31.1	25.0	11.3			
Iguatú.....	212	»															
Natal (Rio Grande do Norte).....	3	»	59.2	-0.6	27.7	3.0	SE	6	—	Vagas	—	29.1	24.5	9.9	V. todo o dia.		
Parahyba:																	
Parahyba.....	15	»	59.9	-0.5	29.2	0.4	SE	3	5	—	B.	31.2	18.6	11.0		O.	
Campina Grande.....	530	»	65.0	2.0	30.2	-0.2	S					30.9	15.9				
Pernambuco :																	
Fernando de Noronha.....	95	»	58.6	-0.2	25.6	-1.3	SE	5	6	P.vgs.	P.	28.1	23.9	11.8		C. nt	
Goyanna.....	14	»	61.6	0.5	29.4	-0.2	SE	3	4	—	B.	29.0	20.0	—		Nt. o	
Nazareth.....	82	»	59.9	-0.2	27.8	-1.2	SE	4	8	—	B.	30.0	19.8	9.8		C.	
Recife.....	30	»	60.7	-0.5	28.3	-0.3	SE	5	1	Chão	P.	29.7	25.0	—			
Jaboatão.....	50	»	60.3	0.7	26.0	-0.7	SE	5	3	—	B.	27.3	29.1	—			
Escada.....	116	»	61.4	-0.0	26.2	-1.0	SE	3	5	—	—	28.9	18.9	0.1		I. ns.	
Pesqueira.....	725	»	63.7	0.9	20.8	0.0	SE	2	9	—	I.	30.0	16.3	7.4	I. pm.	V.	
Pão de Assucar (Alagoas).....	40	»	67.7	-0.2	26.7	-0.5	SE	4	5	—	I.	37.0	21.4	—		Ns.	
Aracajú (Sergipe).....	4	»	62.3	-0.5	25.3	1.4	SE	2	6	—	I.	28.8	24.0	4.6	C. pm.	G.	
Bahia :																	
Ondina.....	47	»	62.7	-0.6	25.3	-2.4	SE	4	10	Vagas	M. c.	26.5	21.6	2.9	C. v. pm.	C.	
Caetité.....	900	»	63.7	-0.6	18.7	1.7	SE	3	10	—	—	26.0	14.3	5.2			
Ilhéos.....	3	»	62.8	-1.8	24.2	1.8	S	4	9	G.vgs.	I.	23.8	16.0				
Minas Geraes :																	
Januária.....	439	»	59.9	-0.6	26.4	0.6	E	4	0	—	B.	32.7	16.2				
S. Francisco.....	450	»	60.2	-0.7	25.0	-0.4	N	2	0	—	B.	32.2	17.4				
Montes Claros.....	615	»	60.2	-0.5	22.8	-1.0	NE	2	0	—	B.	30.5	14.0	8.2			
Pirapora.....	472	»															
Theophilo Ottoni.....	305	»	61.7	-1.8	22.2	1.2	NNE	2	8	—	I.	26.8	16.8	2.5	Ns. 4.55-6.00	N. o.	
S. João Evangelista.....	680	»	62.4	-1.3	18.8	1.4	E	3	10	—	—	26.8	10.6				
Aracaty.....	856	»															
Caravello.....	615	»	60.5	-0.5	18.0	-3.0	SE	2	0	—	B.	30.0	14.6				

Estações	Observações realizadas de manhã										Observações das 24 horas precedentes				
	Altitude (Ms.)	Hora de observação (Hora legal)	Pressão atmosférica		Temperatura do ar	Vento		Estado do céu	Estado do mar	Estado do tempo e phenomenos diversos	Temperatura do ar		Chuva (mm.)	Insolação (horas)	Estado do tempo e phenomenos diversos
			700 ^m +	Diferença em 24 horas		Direcção	Força				Maxima	Minima			
Minas Geraes:															
Monte Alegre.....	621	760 59.4	-1.5	24.8	4.2	NE	3	3	---	B.	30.4	18.4	---	11.7	
Uberaba.....	740 61.7	-2.1	23.4	2.0	N	SE	3	1	---	B.	29.0	14.2	---		
Pitangui.....	857 62.4	-2.8	19.6	-0.6			4	2	---	B.	26.6	14.8	---		
Bello Horizonte.....															
Ouro Preto.....	1.126 65.8	-0.1	16.0	4.2	NNE	NNE	2	6	---	B. ns.	23.1	9.5	---	3.4	Ns.
Oliveira.....	962 58.4	-3.0	20.3	2.1	NE	NE	4	1	---	B.	27.3	---	---	---	---
S. João d'El-Rey.....	871 59.4	-2.3	19.9	4.0	SE	SE	1	1	---	B.	26.4	11.4	---	10.7	O.
Barbacena.....	1.090 63.6	-2.2	17.2	2.4	N	N	1	0	---	B.	23.6	9.4	---	9.3	O.
Lavras.....	868 61.3	-2.9	20.4	2.8	E	E	1	1	---	B.	27.6	11.4	---	10.1	O.
Muzambinho.....	1.046 61.6	-2.8	21.8	3.6	N	N	1	5	---	B.	27.5	12.0	---	10.4	O.
Palmyra.....	878 63.9	3.1	15.2	4.0	NNE	NNE	2	8	---	L. ns.	23.6	10.0	---	9.0	O. t.
Leopoldina.....	240	---	21.0	-0.4	N	N	2	7	---	L.	26.0	14.8	---	10.4	O.
Juiz de Fora.....	682 64.3	-2.0	17.0	0.0	NE	NE	3	10	---	L.	26.9	9.1	---	7.5	O.
Mar de Hespanha.....	450 64.4	-2.2	18.8	0.5	N	N	2	10	---	B.	26.0	10.2	---	8.1	O.
Caxambu.....	891 61.8	-3.5	21.0	3.8	SE	SE	0	6	---	B. ns.	28.0	10.2	---	9.3	Ns. hl.
Ourofino.....	940 60.7	-2.9	21.8	2.6	SE	SE	4	3	---	B.	27.4	9.5	---	12.0	O.
Passa Quatro.....	937 61.0	-2.6	21.7	2.8	N	N	2	3	---	B.	27.6	8.3	---	9.7	O.
Goyaz:															
Pyrenopolis.....	792 60.9	-0.8	26.0	4.0	E	E	4	3	---	B.	30.1	18.0	---	3.9	O.
Goyaz.....	520 57.9	-0.4	8.0	0.9	E	E	6	1	---	B. O.	34.0	14.0	---	9.5	O.
Catalão.....	830 58.8	-1.2	23.2	0.6	E	E	4	1	---	B.	25.2	18.4	---	11.6	O.
Mato Grosso:															
Cuiabá.....	235 64.9	1.6	25.2	-2.3	E	E	1	10	---	M. C.	29.6	26.8	15.1	1.7	C. t. pm.
S. Luiz de Cáceres.....	180 54.1	2.0	23.4	-1.8	C	C	0	10	---	M.	32.4	23.0	18.0	---	C. t. pm.
Corumbá.....	155 59.0	0.4	23.0	-3.0	C	C	0	10	---	M.	39.0	24.0	15.0	---	C. t. pm.
Bella Vista.....	212 61.3	---	20.4	-0.6	C	C	0	10	---	M.	---	20.3	35.4	---	C. t. pm.
Capital Federal.....	61 61.4	-3.6	20.4	-0.1	N	N	1	1	chão	B. n. t.	22.4	17.7	---	12.1	O.
Rio de Janeiro:															
Campos.....	14 63.8	-2.7	23.4	1.0	NE	NE	4	5	---	Ns.	25.8	13.8	---	9.0	Ns.
Carmo.....	314 63.9	-1.3	20.2	-2.6	C	C	0	8	---	B.	26.7	13.5	---	---	O.
Nova Friburgo.....	842 64.3	-2.3	15.8	1.0	C	C	0	10	---	M.	23.8	10.8	---	5.2	O.
Macahé.....	4 62.2	-3.9	24.4	2.4	NE	NE	2	4	tranq.	B.	23.2	10.0	---	---	O.
Therapopolis.....	940 62.4	-3.1	17.1	0.7	N	N	5	1	---	B.	25.7	9.2	---	10.1	O.
Vassouras.....	436 61.2	-2.1	19.2	1.3	NNE	NNE	2	10	---	L.	26.5	11.7	---	10.6	O.
Rezende.....	399 4.8	-2.0	19.9	-1.7	C	C	0	0	---	B.	39.0	15.0	---	9.9	O.
Pinheiro.....	402 61.6	-2.7	22.4	1.4	C	C	0	0	---	B.	29.0	13.0	---	9.4	O.
Petropolis.....	830 62.2	-0.0	18.6	0.7	E	E	8	1	---	B. v.	23.6	9.7	---	10.7	O.
Mendes.....	434 60.8	-2.2	9.0	0.4	NE	NE	5	0	---	B.	27.9	11.8	---	10.9	O.
Lingua.....	125 62.2	-3.0	21.6	0.6	C	C	5	0	---	B.	27.4	13.4	---	---	O.
S. Pedro.....	479 61.6	-3.3	23.8	4.4	SE	SE	5	0	---	B.	29.3	14.2	---	---	O.
Rio do Ouro.....	128 61.6	-3.4	22.6	1.1	C	C	0	0	---	B.	27.3	12.5	---	---	O.
Angra dos Reis.....	30 60.8	-3.7	22.0	0.5	S	S	2	5	chão	B.	24.1	10.4	---	---	O.

Observações realizadas de manhã										Observações das 24 horas precedentes						
Altitude (Ms.)	Hora de observação (hora local)	Pressão atmosférica		Temperatura do ar		Vento		Estado do céu	Estado do mar	Estado do tempo e phenomenos diversos	Insolação (horas)		Estado do tempo e phenomenos diversos			
		700 +	Diferença em 24 horas	Observação	Diferença em 24 horas	Direcção	Força				Chuva (m/m)	Até 1/2 noite	Após 1/2 noite			
Estações																
Rio Grande do Sul :																
244	9	60.9	1.4	16.9	-1.2	NE	4	5	—	—	9.3	O. pm.	—	O. pm.	M. c. v.	
426	»	60.8	0.6	16.4	-3.0	S	3	10	—	—	3.3	26.3	15.2	C. am. pm.	—	
221	»	59.5	0.0	18.4	-1.0	SE	3	3	—	—	2.4	23.5	24.4	C. pm.	—	
8	»	58.0	-1.8	19.2	-0.8	SW	8	1	—	—	0.8	34.4	17.2	—	O. nt.	
457	»	63.6	-1.6	15.5	-2.4	SW	12	10	—	—	2.8	27.5	10.5	—	C. n.	
3	»	59.0	-3.6	18.5	-0.6	SW	12	40	p.v.	M. nt.	2.4	23.2	7.0	C. t. pm. am.	C.	
47	»	59.6	-1.4	18.4	-0.6	SW	3	2	0	B.	2.6	20.7	15.5	C. pm.	—	
5	»	59.3	-2.4	18.0	-0.2	SW	3	0	0	B.	2.4	49.8	14.7	C. pm.	—	
25	8	60.3	0.5	16.0	0.0	W	4	9	—	—	2.0	24.0	9.0	C. pm.	—	
		59.5	-1.0	16.0	-2.3	SW	7	8	—	I. v.	2.0	23.0	14.2	C. pm.	—	
Estações creadas recentemente:																
938	9	62.7	-0.5	20.0	-0.6	E	4	5	—	B.	—	29.2	15.4	C. am.	—	
169	9	67.3	4.3	21.7	-5.4	C	0	10	—	I.	—	33.7	12.4	C. am.	V.	

Conversões — Estado do céu : em decimos de céu encoberto — O, totalmente limpo; 10, totalmente encoberto. Estado do tempo : b, bom; i, incerto; m, máo. Phenomenos diversos : c, chuva; g, garba; ag, aguaceiro; ne, neve; ns, nevoa seca; n, nevoeiro denso; nt, nevoeiro tenue; sr, granizo; sa, saraiva; o, orvalho; se, geada; e, escarcha; tx, trovada com relampagos; t, trovões; r, relampagos; v, ventania; ls, halo solar; hl, halo lunar; os, coroa solar; cl, coroa solar; ai, arco-íris. Os numeros indicativos da força do vento referem-se à Escala Beaufort de 0 calma a 12 tufão. A pressão barométrica achase reduzida a 0°C, ao nível do mar e a gravidade normal. As temperaturas máximas verificaram-se em Curitiba com 37° 6. As temperaturas mínimas verificaram-se em Lages com 6° 2 e em Rio Grande com 7° 0. Nota — Telegrammas recebidos até às 15 horas, 11; faltaram 13 (sendo 10 devido ao atraso do telegrapho).

A Repartição Geral dos Correios expedirá malas pelos seguintes paquetes:

Ilhoja

Pelo *Signe*, para Córcebia, Christiania, Gottemburgo, Malmo e Stockholm, recebendo impressos até às 8 horas e cartas para o exterior até às 9.

Pelo *Oronsa*, para S. Vicente, Las Palmas e Europa (via Lisboa), recebendo impressos até às 8 horas e cartas para o exterior até às 9.

Pelo *Capiwary*, para Ilhéos e portos do norte, recebendo impressos até às 12 horas, cartas para o interior até às 12 1/2, ditas com porte duplo até às 13 e objectos para registrar até às 11.

Pelo *Orita*, para Santos, Rio da Prata e portos do Pacifico, recebendo impressos até às 12 horas, cartas para o interior até às 12 1/2, ditas com porte duplo e para o exterior até às 13 e objectos para registrar até às 11.

Pelo *Divona*, para o Rio da Prata, recebendo impressos até às 10 horas, cartas para o exterior até às 11 e objectos para registrar até às 9.

Pelo *Maroim*, para Santos e Rio Grande do Sul, recebendo impressos até às 8 horas, cartas para o interior até às 8 1/2 e ditas com porte duplo até às 9.

Pelo *Principe Umberto*, para Dakar, Barcelona e Génova, recebendo impressos até às 10 horas, cartas para o exterior até às 11 e objectos para registrar até às 9.

Pelo *Tomaso di Savoia*, para Santos e Buenos Aires, recebendo impressos até às 8 horas, cartas para o interior até às 8 1/2 e ditas com porte duplo e para o exterior até às 9.

Pelo *Herschel*, para Teneriff, Las Palmas e Europa (via Lisboa), recebendo impressos até às 10 horas, cartas para o exterior até às 11 e objectos para registrar até às 9.

Durante o mez de fevereiro de 1913, o Laboratorio Nacional de Analyzes effectuou 847 analyses, sendo : 803 sob o ponto de vista bromatologico e 42 para classificação fiscal e aduaneira e para outros fins.

Dos productos analysados sob o ponto de vista bromatologico foram condemnados cinco por conterem substancias nocivas.

Foram julgados nocivos os seguintes productos remetidos pela Alfândega do Rio de Janeiro:

(Continuado do n. 244)

Manteigas 17 amostras — Procedentes da França (14 amostras):

Tres do «Bretel Frères»; quatro do «F. Demagny Isigny» e sete do «J. Lepelletier, Carentan».

Procedente da Alemanha (tres amostras): Um de «I. Petersen-Butter» e duas do «I. E. Brunn Copenhagen».

Massa de tomates — Procedente da Italia: Um amostra de «Salsa di Pomidoro Napolitana».

Massas para sopas, tres amostras — Procedentes da França duas amostras de «Rivoire & Carret».

Procedente da Alemanha, uma amostra de «Knoor».

Molhos, duas amostras — Procedente da Inglaterra, uma amostra de «Worcestershire Sauce».

Procedente da França. Uma amostra de «Aroma Meaggi».

Queijos nove amostras — Procedentes da Hollanda (cinco amostras): uma de «H. P. Wysman B»; uma de «K. H. de Jong» e tres sem designação de fabricante.

Procedentes da Inglaterra. Duas amostras de J. Laming & Sons.

Procedente da Belgica. Uma amostra sem designação de fabricante.

Procedente da Italia. Uma amostra sem designação do fabricante.

Rhum — Procedentes da França. Quatro amostras de «Old Nick, Rum Negrita».

Succo de fructos, tres amostras—Procedentes dos Estados Unidos da America do Norte (duas amostras): uma de «Weich's Grape Juice» e outra de «Duffy Grape Juice».

Procedente da Inglaterra. Uma amostra em designação do fabricante.

Sal commum: Procedentes da Inglaterra, duas amostras de «Tablo Salt Eureka».

Solução de corante vegetal em óleo graxo. Procedentes da França: Duas amostras sem designação do fabricante.

Vermouths—Oito amostras. Procedentes da França (quatro amostras): duas da «Noilly Prat & Comp.»; uma de «Cazalis & Prats» e uma de «Fratelli Pastore».

Procedentes de Portugal (quatro amostras): tres de «J. Vascuncellos» e uma de «Noilly Prat & Comp.»

Vinhos espumantes—14 amostras: Procedentes da França (10 amostras): tres de «Pommery & Greno»; seis da «Veuve Clicquot Ponsardin & Reims» e uma sem designação do fabricante.

Procedentes da Inglaterra (duas amostras): Uma de Royal Champagne E. Hansin-Reims e outra de Pommery & Greno.

Procedente da Belgica: Uma amostra de Heidsieck & Comp. Reims.

Procedente de Portugal: Uma amostra de Alto Douro, Assis Brazil.

Vinho commum em caixas—(102 amostras) Procedentes de Portugal (84 amostras):

Uma de A. Izidro Gonçalves; uma de A. Nicolau de Almeida & Comp.; uma de A. Monteiro de Castro; uma de A. G. da Silva Barroso & Comp.; duas de A. Rebello Valente Allen; uma de Anthero & Filho; quatro de Antonio Ferreira Menezes; duas de Antonio da Rocha Leão; duas de Adriano Ramos Pinto, seis de A. A. Calvo & Filho; uma de B. rges & Irmão; uma de Constantino de Almeida; uma de Cotelho & Comp.; uma da Companhia Agricola Commercial; dos vinhos do Porto; 2 da Companhia Vinicola Portugueza; 1 da Companhia Vinicola do Norte de Portugal; 2 de Couto & Pimenta; 4 de Cunha & Macedo; 3 de Collares F. C. (Francisco Costa); 1 de David Ribeiro dos Santos; 1 de F. Pontes & Comp.; 1 de G. Felgueiras, Porto; 2 de J. M. da Fonseca, Succesores; 1 de João Ribeiro de Mesquita; 1 de J. P. Troviral; 1 de Joaquim Vieira Soares; 1 de Manoel Pedro Guedes & Filhos; 2 de Osorio Pereira & Pacheco; 3 de Quadres & Comp.; 9 da Real Companhia Vinicola do Norte de Portugal; 2 da Real Companhia Vi-

nicola Portugueza; 1 de Rodrigues & Cunha; 1 de S. T. do Carvalho Lemos; 1 de Serra, dagres Lisboa; 5 de Valente Costa & Comp.; 4 da Viuva José Gomes da Silva & Filhos e 10 sem designação do fabricante.

Procedentes da França (seis amostras): 1 de Haut Sauternes; 1 de J. J. Jonoque; 1 de P. J. de Tenet & Ed. de Georges; 1 de Pommard Guichard Pothoret & Fils e 2 sem designação do fabricante.

Procedentes da Italia (cinco amostras): uma de Chianti-Dello Fatori de Grèvo e quatro de Emilio Prosperi Firenze.

Procedentes da Allemanha (duas amostras): uma de Gebr. Eust & Schul-Zalunzer Gormany e outra de Drinard & Comp., Coblenz.

Procedente da Hollanda: uma amostra de Zellinger Schlerbergen.

Procedente da Austria Hungria: uma amostra de J. Palugyay & Solóho.

Procedente da Hespanha: uma amostra de Manoel Fernandez.

Procedente da Belgica: uma amostra de Hederberg Wachetum Warz Steffert.

Procedente da Inglaterra: uma amostra de Pinto Leit & Comp.

(Continúa)

Directoria de Meteorologia e Astronomia — Observatorio Nacional — Resumo meteorologico — Rio de Janeiro, 18 de outubro de 1915.

HORAS	BAROMETRO REDUZIDO A 0.º	TEMPERATURA CENTIGRADA	TENSÃO DO VAPOR	HUMIDADE RELATIVA	DIRECÇÃO E VELOCIDADE DO VENTO EM METROS POR SEGUNDO		NEBULOSIDADE
	m/m	°	m/m	%			
7 hs.....	761.3	19.8	12.1	74	Calma	0.0	0, Limpo.
14 hs.....	758.8	22.0	13.3	63	SSE	9.0	1, St.
21 hs.....	759.3	20.6	12.0	67	ESE	1.0	0, Limpo.

Temperatura: maxima, 22.4 às 13 hs. 50 m.; minima, 17.7 às 5 hs. 40 m.; evaporação, 7^m/m0; chuva, 0m/m0; insolação, 12 hs. 6 m.

Directoria de Meteorologia e Astronomia — Observatorio Nacional — Resumo Meteorologico — Rio de Janeiro, 19 de outubro de 1915

HORAS	BAROMETRO REDUZIDO A 0.º	TEMPERATURA CENTIGRADA	TENSÃO DO VAPOR	HUMIDADE RELATIVA	DIRECÇÃO E VELOCIDADE DO VENTO EM METROS POR SEGUNDO		NEBULOSIDADE
	m/m	°	m/m	%			
7 hs.....	757.7	19.0	12.8	78	NNE	1.0	1, Ci.
14 hs.....	54.1	24.3	13.6	60	S	8.0	2, Ci-St, St-Cu
21 hs.....	54.4	24.4	15.8	69	WSW	1.0	3, St-Cu.

Temperatura: maxima 26.4, às 9 hs. 10 ms.; minima 18.0 às 6 hs. 20 ms. Evaporação, 7m/m. Chuva, 0m/m0. Insolação 14 hs. 24 m.

ESTATISTICA COMMERCIAL

DIRECTORIA DE ESTATISTICA COMMERCIAL
(MINISTERIO DA FAZENDA)

14226 Quinta-feira 21

DIARIO OFFICIAL

Outubro de 1915

Montante dos bancos nacionaes e estrangeiros, que funcionam na praça do Rio de Janeiro, em 30 de setembro do corrente anno, comparado com igual data do anno passado

Activo	Valor em contos de réis											
	Capital a realizar		Letras descontadas		Empréstimos em conta corrente		Letras a receber		Valores caucionados		Valores depositados	
	1915	1914	1915	1914	1915	1914	1915	1914	1915	1914	1915	1914
Bancos												
London Bank.....	44.411	41.414	1.297	1.833	7.450	7.781	42.020	46.476	45.933	47.092	410.707	88.583
River Plate Bank.....	—	—	1.244	4.525	4.516	6.441	13.387	43.012	7.714	7.949	77.199	74.509
British Bank.....	8.889	8.889	4.399	6.729	20.214	25.163	42.000	45.603	60.689	62.920	—	—
Brasilianische Bank.....	—	—	5.592	6.263	43.928	44.931	43.302	46.290	44.815	47.306	32.503	32.482
Banco Allemão Transatlantico..	—	—	1.772	2.339	3.931	8.071	21.410	43.267	—	—	40.260	44.535
Banco Germanico.....	—	—	1.721	2.401	7.365	8.099	6.523	8.530	—	—	6.273	5.508
Español del Rio de la Plata....	—	—	2.143	1.687	9.051	8.153	2.544	—	9.921	—	923	—
Banco Nacional Ultramarino....	—	—	1.173	—	5.342	—	5.961	—	—	—	47.483	—
The N. City Bank of New York..	—	—	714	—	4.178	—	3.366	—	—	—	20.012	—
Banco do Brazil.....	23.000	23.000	41.632	37.738	32.076	35.916	4.099	4.376	70.189	59.673	57.771	58.913
Banco do Commercio.....	—	—	3.593	2.221	4.681	2.416	1.111	741	6.512	7.110	66.466	72.157
Lavoura e do Commercio.....	—	—	1.303	2.962	6.189	9.111	37	38	2.143	2.090	9.214	8.429
Credito Rural.....	—	—	1	—	83	59	41	60	—	—	40	40
Commercial.....	716	716	8.499	10.253	5.028	4.678	1.041	249	22.917	26.180	55.891	56.342
Mercantil do Rio de Janeiro....	17	17	10.271	6.780	6.092	4.567	1.844	4.306	47.731	13.735	26.588	17.225
Provincia do R. G. do Sul (fi- lial nesta Capital).....	—	—	4.463	3.366	5.200	5.939	721	898	8.713	9.978	—	—
Total dos bancos estrangeiros..	20.000	20.000	20.252	22.819	76.011	78.344	91.112	84.878	109.077	105.267	305.062	215.317
Total dos bancos nacionaes....	25.733	25.733	42.782	63.250	56.351	62.706	8.876	7.668	128.289	118.768	215.970	213.106
Total geral.....	45.733	45.733	63.034	86.069	132.362	141.050	99.988	92.546	237.366	224.035	521.032	428.423

Valor em contos de réis.

Activo	Caixa matriz e filiaes		Títulos e fundos perten- centes ao banco		Hypothecas		Dinheiro em caixa		Diversos		Total do activo	
	1915	1914	1915	1914	1915	1914	1915	1914	1915	1914	1915	1914
Bancos												
London Bank.....	45.067	43.384	—	—	—	—	47.707	44.260	1.471	1.301	493.303	471.743
River Plate Bank.....	41.107	4.442	—	—	—	—	8.429	7.763	4.703	1.001	423.028	118.347
British Bank.....	8.260	7.317	—	—	—	—	44.489	18.151	4.476	1.902	433.616	446.674
Brasilianische Bank.....	22.002	53.800	—	—	—	—	6.781	8.830	—	—	408.925	419.622
Allemão Transatlantico.....	42.784	9.462	—	—	—	—	6.438	3.903	596	542	50.894	51.844
Banco Germanico.....	4.598	239	—	—	—	—	3.230	4.078	1.526	762	28.238	27.217
Espanol del Rio de la Plata.....	3.089	1.543	—	—	—	—	2.204	3.157	2.924	5.300	32.802	20.432
Nacional Ultramarino.....	10.750	—	—	—	—	—	6.831	—	27.893	—	111.453	—
The National City Bank of New York.....	7.001	—	—	—	—	—	3.588	—	1.080	—	30.939	—
Banco do Brazil.....	71.073	432.200	28.422	18.293	—	—	20.901	36.309	12.974	43.507	316.451	421.938
Banco do Commercio.....	830	514	3.936	3.936	4.203	4.322	3.447	2.453	3.463	3.692	91.967	96.322
Lavoura e do Commercio.....	—	—	2.849	2.403	402	383	4.448	956	639	226	24.286	26.598
Credito Rural.....	—	—	4.964	4.949	80	25	7	26	33	33	2.224	2.492
Banco Commercial.....	—	—	7.733	7.229	—	—	3.720	3.403	4.064	5.422	109.642	113.872
Mercantil do Rio de Janeiro.....	1.406	830	—	—	—	—	42.160	16.202	4.462	2.936	80.591	63.598
Provincia do Rio Grande do Sul (filial nesta Capital).....	92	97	—	—	—	—	2.402	2.428	543	606	22.441	22.932
Total dos bancos estrangeiros.	97.658	60.087	—	—	—	—	69.117	57.709	41.673	11.101	829.962	655.579
Total dos bancos nacionaes....	73.401	193.680	44.924	33.832	1.743	1.730	53.938	60.677	66.147	66.132	677.003	747.472
Total geral.....	471.059	493.767	44.924	33.832	4.717	4.730	121.992	118.643	67.820	37.223	1.506.967	1.403.051

Directoria de Estatística Commercial

(MINISTERIO DA FAZENDA)

Movimento dos bancos nacionaes e estrangeiros, que funcionam na praça do Rio de Janeiro, em 30 de setembro do corrente anno, comparado com igual data do anno passado

Valor em contos de réis

Passivo	Capital		Fundo de reserva		Depositos á vista		Depositos a prazo		Valores depositados		Caixa, matriz e filiaes		Valores hypothecarios		Diversos		Total do passivo	
	1915	1914	1915	1914	1915	1914	1915	1914	1915	1914	1915	1914	1915	1914	1915	1914	1915	1914
Bancos																		
London Bank.....	22.222	22.222	—	—	44.783	10.846	7.917	7.560	126.642	105.675	7.433	7.324	—	—	44.332	48.116	193.365	171.743
River Plate Bank.....	4.500	4.500	—	—	44.631	8.361	4.361	2.054	84.913	82.458	7.158	7.867	—	—	45.443	16.107	125.028	118.347
British Bank.....	17.778	17.778	—	—	44.538	15.086	17.603	17.699	73.162	79.626	2.946	13.773	—	—	7.589	2.712	133.616	146.674
Brasilianische Bank.....	15.000	15.000	—	—	8.818	5.727	6.505	7.443	60.622	65.777	9.907	17.886	—	—	8.073	8.089	108.925	119.622
Banco Allemão Transatlantico.....	3.000	3.000	—	—	6.635	4.596	6.056	3.067	31.670	30.812	8.058	9.414	—	—	1.475	1.255	56.894	51.844
Banco Germanico.....	2.203	2.203	—	—	5.140	4.720	6.525	8.530	6.273	5.508	6.686	8.794	—	—	1.409	460	28.238	27.217
Español del Rio de la Plata.	4.600	4.600	—	—	—	—	5.168	3.974	13.348	—	11.024	10.160	—	—	1.662	4.398	32.802	20.432
Banco Nacional Ultramarino	4.500	—	—	—	17.770	—	24	—	47.183	—	13.083	—	—	—	31.595	—	141.155	—
The National City Bank of New York.....	3.082	—	—	—	8.136	—	—	—	23.378	—	4.092	—	—	—	1.251	—	39.939	—
Banco do Brazil.....	70.000	70.000	4.687	4.291	71.894	126.641	5.299	6.493	127.960	118.589	17.012	80.365	—	—	49.302	45.579	346.154	421.958
Banco do Commercio.....	7.000	7.000	450	420	5.240	3.088	923	980	72.292	78.642	645	740	992	1.006	4.725	4.746	91.967	96.322
Da Lavoura e do Commercio	5.530	5.710	331	310	658	4.020	22	29	14.954	16.741	—	—	—	—	2.791	2.788	24.586	26.598
Credito Rural.....	4.442	4.441	196	192	132	85	—	—	40	40	—	—	—	—	414	431	2.224	2.192
Commercial.....	10.000	10.000	2.500	2.500	10.369	9.093	83	46	78.838	82.521	—	—	—	—	7.852	9.712	109.642	113.872
Mercantil do Rio de Janeiro.	5.000	5.000	290	237	17.753	16.632	9.353	8.082	47.575	33.081	—	—	—	—	620	596	80.591	63.598
Banco da Prov. do R. Grande do Sul (filial nesta Capital).	—	—	—	—	8.452	8.460	—	—	11.397	10.798	2.112	3.384	—	—	180	290	22.141	22.932
Todos os bancos estrangeiros	67.837	63.305	—	—	90.471	46.336	51.189	50.027	467.191	369.856	70.393	74.918	—	—	82.831	51.137	829.962	655.579
Todos os bancos nacionaes...	98.972	99.151	8.154	7.650	114.498	165.019	15.680	15.600	353.056	340.412	19.769	84.489	992	1.006	65.834	34.145	677.005	747.472
Total geral.....	166.859	162.456	8.154	7.650	204.969	211.355	66.869	65.627	820.217	710.268	90.462	159.407	992	1.006	148.715	85.282	1.506.967	1.403.051

Directoria de Estatística Commercial, 13 de outubro de 1915. — Joaquim Dutra da Fonseca, director.

Jaraguá — Preço por 62 kilos 68500.
Curitiba — Preço por 120 kilos 123500.

Maranhão — Stock 6.000 saccos. Preço por 60 kilos: 108.

Recife — Preços por 60 kilos: 9\$200 a 9\$300.

Corumbá — Stock 26.200 litros. Preço por litro 1\$190.

Feijão

Bello Horizonte — Entraram 33.224 litros. Sahiram 9.338. Preços por litro: 2\$200 a 2\$250.

Curitiba — Preço por 120 litros, feijão creoulo 3\$3000.

Assu — Preço por litro 3\$30.

Recife — Preços por 60 kilos: do Estado 21\$ a 24\$; novo do sul 100 a 17\$500; do sul 16\$ a 18\$500.

Corumbá — Stock 34.400 litros. Preço por litro 3\$30.

Porto Alegre — Entraram 3.306 saccos. Stock 7.500. Preço por 60 kilos 18\$000.

Farinha de mandioca

Bello Horizonte — Entraram 23.100 litros. Sahiram 883. Preço por litro 1\$20.

Curitiba — Preços por 45 kilos: creoula 10\$; Rio Grande 12\$000.

Assu — Preço por 50 kilos 15\$000.

Recife — Pro. o por 50 kilos, genero do Sul, 11\$500 a 12\$; do Estado, sacco do 100 kilos, 26\$ a 30\$000.

Corumbá — Stock 37.600 saccos. Preço por kilo 2\$00.

Porto Alegre — Entraram 23.000 saccos. Stock, 28\$000. Preços por 50 kilos, 8\$200 a 9\$200.

Sabão

Bello Horizonte — Entraram 1.094 kilos. Sahiram 9.430. Preços por kilos: 1\$100 a 1\$700.

Manteiga

Bello Horizonte — Entraram 5.820 kilos. Preços por kilo, 3\$ a 3\$500.

Coco babassu

Maranhão — Preço por kilo, 2\$00.

Banha

Bello Horizonte — Entraram 13.540 kilos. Sahiram 1.850. Preço por kilo, 1\$100 a 1\$200.

Corumbá — Stock, 24.600 kilos. Preço por kilo 1\$500.

Porto Alegre — Entraram 4.663 caixas o 6.559 latas. Stock, 13.200 caixas. Preços por kilo, 3\$30 a 3\$60.

Toucinho

Bello Horizonte — Entraram 33.700 kilos. Sahiram 2.724. Preços por kilo, 8\$800 a 9\$000.

Curitiba — Preço por 15 kilos, 10\$000.

Cebolas

Bello Horizonte — Entraram 6.650 kilos. Preço por kilo, 380 réis.

Batatas

Bello Horizonte — Entraram 17.820 kilos. Sahiram 2.430. Preço por kilo, 500 réis.

Curitiba — Preço por 40 litros 7\$500.

Phosphoros

Bello Horizonte — Entraram 165 latas. Preços por lata: 4\$ a 5\$2000.

Curitiba — Preço por lata, mimosa 49\$000.

Xarque

Bello Horizonte — Entraram 1.306 kilos. Preços por kilo: 1\$200 a 1\$300.

Curitiba — Preço por kilo, 1\$200.

Vinho

Porto Alegre — Entraram 86 barris. Stock 4.000 barris de quinto. Preços por barril de quinto: 26\$ a 28\$000.

Guarani

Belem — Sem negocio.

Pólvora

Bello Horizonte — Entraram 9.930 litros. Sahiram 180. Preços por litro: 180 a 200 réis.

Amendoim

Bello Horizonte — Entraram 5.300 litros. Preço por litro, 100 réis.

JUNTA COMMERCIAL

Sessão em 14 de outubro de 1915

PRESIDENTE, TORRES — DIRECTOR, DR. ISIDORO CAMPOS.

Presentes o presidente Torres, os deputados Couto, Conceição, Diniz, Teixeira, Almeida e Magalhães e o director da Secretaria Dr. Isidoro Campos, abriu-se a sessão. Foi lida e approvada a acta da sessão antecedente.

Requerimentos:

De Silveira Machado & Comp., para o registro de duas marcas, ambas em rotulo triangular, uma contendo o desenho de um circulo preto e os dizeres «Fios n. 6 T^{ma} 200 grammes e a outra um circulo azul com as letras M. S. F. em tipos brancos e o desenho de duas pernas, abertas, com a letra F, por baixo, que distinguem barbañetes, cordas e fios de sua fabricação. — Deferido.

De Julia Caldeira para o registro da marca «Creme Phyllis» em rotulos com bordaduras e a figura em busto de uma mulher, que distingue um creme para o embelezamento da pelle, de sua fabricação. — Deferido.

De Postana da Silva & Comp., para o archivamento de um exemplar do *Diario Official* em que sahiram publicadas as marcas registradas nesta junta sob ns. 3.421, 4.842, 5.933 e 10.068, com a annotação da transferencia feita para seu nome. — Deferido.

Da United Drug company, para se juntar ao registro de sua marca feita nesta Junta sob n. 4.257, o certificado do registro no paiz de origem. — Deferido.

De José da Cunha Melo, para archivamento de um exemplar do *Diario Official* em que sahira publicada a certidão do deposito feito nesta Junta da marca «Cascavelina» de Manoel Lopes de Oliveira registrada na Junta Commercial de Minas Geraes sob n. 201. — Deferido.

De A. Pinto Ferreira & Comp., para lhe ser transferida a marca registrada nesta Junta sob n. 10.382 por Maia Ferreira & Pinto, do que são successoras. — Deferido.

Do The United Injeter Company, Lackawanna Steel Comp., Patton Paint Company, J. Ribeiro da Avellar, Castello & Comp., Boddallo & Comp., N. Guillot, Hasenclever & Comp., Bluma & Sostini, para o deposito de suas marcas registradas nesta Junta sob ns. 4.554, 4.555 e 4.556, 4.557, 4.558, e 4.559, 10.539 a 10.541, 10.686, 10.688, 10.691 a 10.693, 10.719 e 10.721 e 10.722. — Deferido.

De Hugo Bassini & Comp., para o deposito de sua marca do cigarros e cigarros «Italia» em rotulos representando a figura de uma mulher tendo ao peito uma cruz registrada na Junta Commercial do S. Paulo sob n. 2.592. — Deferido.

Da companhia Fiação e Tecidos S. João, para o archivamento da acta da assemblea geral que augmentou o seu capital. — Deferido.

De Francisco Rodrigues & Comp., M. Finebery & Comp., Irmãos Trani, Oliveira, Oli-

voira & Comp., H. Silva & Carvalho e Alvaro Cardoso & Comp., para o archivamento de seus contractos sociais. — Deferidos.

De Abranches Poyas & Comp., para o archivamento de seu contracto social. — Estando cumprido o despacho anterior, como requerem.

De S. Duarte & Comp. e Rocha & Comp., para o archivamento de seus contractos sociais. — Indeferido, de accordo com o parecer.

De Pauling & Ferreira, E. Souza & Ferroira, Soares & Constantino, Esteves & Miranda, Antonio & Comp., Francisco Canazio & Comp., Helodoro de Carvalho & Comp. e Santos Carneiro & Comp., para o archivamento de seus distractos sociais. — Deferidos.

Do A. Oliveira & Comp., Corrêa & Lopes, Rangel & Comp., Pedro Alvaros Alonso e Gonçalves & Alvaro, para o registro de suas firmas. — Deferidos.

De Caetano Aversa para o registro de sua firma. — Estando cumprido o despacho anterior, como requer.

De M. Andrade & Comp., para se anotar no registro de sua firma a mudança do seu estabelecimento para a avenida Gomes Freire ns. 138 e 140. — Deferido.

De José dos Santos Carneiro para o cancelamento de sua firma. — Deferido.

Nos autos de agravos em que são agravantes a Skansa Sement Actie B. lagot e agravados A. G. de Freitas & Comp. e a Junta o agravante a Companhia do Corvojará Bohemia e agravada a Companhia Antarctica Paulista e a Junta, esta manteve os despachos agravados e mandou que fossem os autos remetidos à Corte de Appellação. Secretaria da Junta Commercial da Capital Federal, 20 de outubro de 1915. — Mario Soares Pinto, 2º official.

Relação dos contractos, das alterações e dos distractos de sociedades commerciaes estabelecidas nesta praça, archivados em sessão de 14 de outubro de 1915

Contractos:

Do Mario Trani e Ernesto Trani, para o commercio de typographia, á avenida Salvador de Sá n. 19, com o capital de 45.000\$, sob a firma Irmãos Trani;

De Francisco Procoro Rodrigues e do commanditario José de Castro Seixas, para o commercio de madeiras e materiaes, á rua Quatro do Novembro ns. 46 e 48, com o capital de 20.000\$, sob a firma Francisco Rodrigues & Comp.;

De Mauricio Finebery e João Winckousky, com commercio de fazendas e armario, á rua do Theatro n. 27, com o capital de 9.000\$, sob a firma M. Finebery & Comp.;

De Alfredo de Oliveira Brizida e Januario Cordeiro da Oliveira como solidarios, como socio de industria Israel de Santo Elias Afonso da Co ta e como commanditario José de Oliveira Brizida, para o commercio de pharmacia, á praça do Encantado n. 21, com o capital de 10.000\$, sob a firma Oliveira & Comp.

De Antonio Henriques da Silva e José Rodrigues de Carvalho, para o commercio de agua hygienica, á rua S. Clemente n. 178, com o capital de 1.000\$ sob a firma H. Silva & Carvalho;

De Alvaro Cardoso da Silva e do commanditario Alfredo Rodrigues Teixeira, para o commercio de ourivesaria, á rua da Uruguayana n. 212, com o capital de 12.000\$, sob a firma Alvaro Cardoso & Comp.;

De Luiz A. Braz da Silva Cunha, Dario Abranches e Francisco Ignacio Poyas, para o commercio de roupas brancas, á praça Tiradentes n. 34, com o capital de 30.000\$, sob a firma Abranches, Poyas & Comp.

Distractos:

De Antonio & Comp., com commercio á rua Manoel Victoriano n. 173, o socio Antonio de Almeida retira-se da sociedade com 2:500\$ e o socio de industria nada recebe;

De E. Souza & Ferreira, com commercio á rua Marechal Floriano n. 44, o socio Manoel Ferreira retira-se, recebendo 2:500\$, e o socio Ezequiel Augusto de Souza fica com o activo e passivo no valor de 4:000\$000.

De Francisco Canazio & Comp., com commercio na praça Tiradentes n. 52, retirando-se o socio Raphael Joimo com 10:000\$, ficando o activo e passivo da firma com o socio Francisco Canazio, na importancia de 40:000\$;

De Paulino & Ferreira, com commercio á rua Santo Christo n. 183; o socio Augustô Rodrigues Paulino faz cessão da sua parte por 3:000\$ ao socio Manoel Ferreira Alves, o qual fica com o activo e passivo da firma, no valor de 4:000\$;

De Soares & Constantino, com commercio á rua Frei Caneca n. 167; retira-se o socio Constantino Teixeira Gomes, recebendo 1:600\$, ficando o activo e passivo da firma com o socio Francisco Soares Barbeito, na importancia de 1:600\$;

Do Esteves & Miranda, com commercio á rua 1.º de Março n. 153; o socio Antonio Miranda retira-se, recebendo 9:000\$, ficando o activo e passivo a cargo do socio Eugenio Peres Esteves, na importancia de 9:000\$;

De Holecodoro de Carvalho & Comp., com commercio á rua Boulevard 28 de Setembro n. 300, retira-se o socio de industria João Baptista Nunes recebendo 1:000\$, ficando o activo e passivo da firma com o socio Annibal Holecodoro de Carvalho na importancia de 3:000\$000;

De Santos Carneiro & Comp., com commercio á rua General Camara n. 111, retira-se o socio commanditario recebendo a quantia de 14:000\$, ficando o activo e passivo da firma com o socio José dos Santos Carneiro na importancia de 80:000\$000.

Secretaria da Junta Commercial da Capital Federal, 20 de outubro de 1915. — Mario Soares Pinto, 2.º official.

MARCAS REGISTRADAS

N. 4.348

Billings & Spencer Company, de Hartford, Connecticut, Estados Unidos da America, por seus procuradores abaixo assignados, veem apresentar a sua marca commercial supra, que consiste em um triangulo tendo no centro um «B» em letra maiuscula, a qual serve para distinguir artigos forjados a cunho (*Die forgings*), de seu negocio. Esta marca, que poderá variar em cores, typos e dimensões, é usada affixada nas mercadorias cunhando-a ou estampando-a com um cunho ou punção na superficie dos artigos de mercadoria e imprimindo-a nos envoltorios contendo duzia ou meia duzia desses artigos de mercadoria e nos rotulos para collar sobre esses envoltorios. Feito em tres exemplares. Rio de Janeiro, 28 de julho de 1915. — Por procuração, *Braga, Carneiro & Comp.* (sobre duas estampilhas de 300 réis).

Apresentada na secretaria da Junta Commercial da Capital Federal, ás 13 horas e 50 minutos do dia 11 de agosto de 1915. — *Isidoro Campos*, director.

Registrada sob o n. 4.348, por despacho da Junta Commercial, em sessão de hoje. Pagou no 1.º exemplar 13\$200 de sellos por estampilhas. Rio de Janeiro, 23 de setembro de 1915. *Isidoro Campos*, director. (Ao lado estava o carimbo da Junta Commercial.)

N. 4.349

B. J. Johnson Soap Company, de Milwaukee, Wisconsin, Estados Unidos da America, por seus procuradores abaixo assignados, veem apresentar a sua marca commercial supra, que consiste em uma cinta preta ou em um verde muito escuro, na qual o nome «Palmolive» está impresso em amarello ou dourado, e em um sello vermelho que está junto á cinta e no qual o nome está estampado em relevo, a qual serve para distinguir sabões, na classe n. 4, materiaes abrasivos, detergentes e polidores, de seu negocio. Esta marca, que poderá variar em typos, cores e dimensões, é applicada ou affixada nas mercadorias imprimindo a mesma nos pães (*cakes*) de sabão e tambem rodeando as cintas nas quaes o nome está impresso perpendicularmente á roda dos envoltorios contendo os pães (*cakes*) e fechando as pontas das cintas com os sellos estampados em relevo. Feito em tres exemplares. Rio de Janeiro, 30 de julho de 1915. — Por procuração, *Braga, Carneiro & Comp.* (sobre duas estampilhas de 300 réis).

Apresentada na secretaria da Junta Commercial da Capital Federal ás 13 horas e 50 minutos do dia 11 de agosto de 1915. — *Isidoro Campos*, director.

Registrada sob o n. 4.349, por despacho da Junta Commercial em sessão de hoje. Pagou no primeiro exemplar 13\$200 de sellos por estampilhas. Rio de Janeiro, 23 de setembro de 1915. — *Isidoro Campos*, director. (Achava-se ao lado o carimbo da Junta Commercial.)

N. 4.360

The International Druggist's & Chemist's Laboratories, Incorporated, de Nova York, Estados Unidos da America, por seus procuradores abaixo assignados, veem apresentar a sua marca commercial supra que consiste na palavra «Bisurated» em maiusculas grossas, a qual serve para distinguir preparados medicinaes para tratamento de certas e determinadas doenças, de seu negocio. Esta marca, que poderá variar em typos, cores e dimensões, é applicada ou affixada nos envoltorios das mercadorias, collocando nas mesmas um rotulo impresso no qual a marca commercial é mostrada. Feito em tres exemplares. Rio de Janeiro, 28 de julho de 1915. — Por procuração, *Braga, Carneiro & Comp.* (sobre duas estampilhas de 300 réis).

Apresentada na secretaria da Junta Commercial da Capital Federal ás 13 horas e 50 minutos do dia 11 de agosto de 1915. — *Isidoro Campos*, director.

Registrada sob o n. 4.360 por despacho da Junta Commercial em sessão de hoje. Pagou no 1.º exemplar 13\$200 de sellos por estampilhas. Rio de Janeiro, 27 de setembro de 1915. — *Isidoro Campos*, director. (Ao lado se achava o carimbo da Junta Commercial.)

N. 10.071

José Silva & Comp., estabelecidos á rua de S. Pedro n. 58, adoptam para distinguir couros, arreios, sollins, cochinilhos, mantas, balxeiros, elasticos para botinas, capas impermeaveis, louças, o calçados em geral, de seu commercio a marca acima, que poderá variar de cor e dimensão, a qual consiste do desenho de uma estrella de dez pontas atravessada por uma palmeira e uma facha tendo no centro o nome característico «Silvius»; na parte superior do rotulo fora da estrella vê-se as palavras «Ao Derby» e em seguida um monogramma das letras J.S. Esta marca será usada conjuntamente o emblema com os dizeres ou separadamente o emblema do nome «Silvius», ou este daquelle. — Rio de Janeiro, 14 de agosto de 1915. — *José Silva & Comp.* (sobre duas estampilhas de 300 réis).

Apresentada na secretaria da Junta Commercial da Capital Federal, ás 14 horas e 8 minutos do dia 16 de agosto de 1915. — *Isidoro Campos*, director.

Registrada sob n. 10.671 por despacho da Junta Commercial em sessão de hoje. (Pagou no primeiro exemplar 13\$200 de sellos por estampilhas.) — Rio de Janeiro, 23 de setembro de 1915. — *Isidoro Campos*, director. (Estava o carimbo da Junta Commercial.)

N. 10.679

Germano Boettcher, estabelecido á rua de S. Pedro n. 79, sobrado, adopta para distinguir leite condensado de seu commercio, a marca acima, que poderá variar de cor e dimensão, a qual consiste de uma haste de roseira, com flores; por baixo vê-se o nome característico que poderá ser usado em conjunto ou em separado. Rio de Janeiro, 21 de agosto de 1915. — *Germano Boettcher* (sobre duas estampilhas de 300 réis).

Apresentada na secretaria da Junta Commercial da Capital Federal, ás 14 horas e 35 minutos do dia 21 de agosto de 1915. — *Isidoro Campos*, director.

Registrada sob o n. 10.679, por despacho da Junta Commercial em sessão de hoje. Pagou no primeiro exemplar 13\$200 de sellos por estampilhas. Rio de Janeiro, 23 de setembro de 1915. — *Isidoro Campos*, director. (Estava ao lado o carimbo da Junta Commercial.)

N. 10.700

Ernesto Monnerat, fazendeiro na cidade de Carmo (Estado do Rio), vem apresentar á meretissima Junta Commercial desta capital, a marca acima esboçada, adoptada pelo supplicante para productos de sua industria. Esta marca é constituída na sua base, de uma circumferencia como acima se acha, tendo no centro uma gravura em forma de paisagem, representando no primeiro plano um grupo de duas vacas e no segundo, um pequeno monte encimado por uma bandeira. Na parte superior da alludida circumferencia, acham-se a palavra «Marca» e na inferior, o seguinte dizer «Monte Alegre». Destinada a diversos productos de sua industria, esta marca poderá variar de tamanho e de cores. (Todos os productos de laticínios de sua fabricação). Rio de Janeiro, 2 de setembro de 1915. — Por procuração de *Ernesto Monnerat, Americo Dias Alves* (sobre duas estampilhas de 300 réis).

Apresentada na secretaria da Junta Commercial da Capital Federal ás 14 horas do dia 3 de setembro de 1915. — *Isidoro Campos*, director.

Registrada sob o n. 10.700 por despacho da Junta Commercial em sessão de hoje. Pagou no 1.º exemplar 13\$200 de sellos por estampilhas. Rio de Janeiro, 30 de setembro de 1915. — *Isidoro Campos*, director. (Ao lado estava o carimbo da Junta Commercial.)

N. 10.784

Julia Caldeira, domiciliada á rua Francisco Muratori n. 110, apresenta a marca acima a qual consiste do seguinte: Um rotulo em forma de cinta, separados por filetes bordados, vendo-se no centro, entre as palavras «Crème Phyllis» que constituem o característico principal da marca, um medalhão com a effigie de uma mulher. A referida marca será usada para distinguir um creme para o embelezamento da pelle, de sua fabricação e commercio, podendo variar de cores e dimensões. Rio de Janeiro, 25 de agosto de 1915. — *Julia Caldeira* (sobre estampilhas de 600 réis).

Apresentada na secretaria da Junta Commercial da Capital Federal ás 13 horas o

cinco minutos, do dia 27 de agosto de 1912.

—Isidoro Campos, director.

Registrada sob o n. 10.754 por despacho da Junta Commercial em sessão de hoje. Pagou no primeiro exemplar 13\$200 do selo por estampilhas. Rio de Janeiro, 14 de outubro de 1915. —Isidoro Campos, director. (Ao lado estava o carimbo da Junta Commercial).

CERTIFICADOS

N. 2.556

Certifico que a marca do preparado pharmaceutico Endo Hepatina da Sociedade Anonyma Laboratorio Paulista de Biologia, registrada na Junta Commercial do S. Paulo sob numero dous mil quinhentos e cincoenta e seis, foi depositada nesta junta em vinte de setembro ultimo com um exemplar do *Diario Official* daquelle Estado em que sahio publicada. Eu João Hygino de Araujo, primeiro official desta junta escrevi.

Secretaria da Junta Commercial da Capital Federal, 18 de outubro de 1915. —Isidoro Campos, director, sobre duas estampilhas federaes no valor total de 1\$100. Ao lado estava o carimbo da Junta Commercial.

N. 2.557

Certifico que a marca Chá de Cacão de João do Niemeyer, registrada na Junta Commercial do S. Paulo sob numero dous mil quinhentos e sessenta e sete, foi depositada nesta junta em vinte de setembro ultimo com um exemplar do *Diario Official* daquelle Estado em que sahio publicada. Eu João Hygino de Araujo, primeiro official desta junta escrevi.

Secretaria da Junta Commercial da Capital Federal, 18 de outubro de 1915. —Isidoro Campos, director, sobre duas estampilhas federaes no valor total de 1\$100. Ao lado estava o carimbo da Junta Commercial.

Ns. 2.553—2.563—2.564

Certifico que as marcas representando a figura de um urso em rotulo do forma elliptica com dous triangulos entrelaçados e com a letra A, para bebidas; vinho velho do Porto Antartico em rotulo de phantasia em que se vê um aeroplano flutuando, no qual se acha o aviador e tres mulheres desnudadas com os braços abertos como querendo apagar uma garrafa, que no ar se acha ao lado do aeroplano e «Perfeto», para geladeiras da Companhia Antartica Paulista, registradas na Junta Commercial do S. Paulo sob numeros dous mil quinhentos e cincoenta e oito, dous mil quinhentos e sessenta e tres e dous mil quinhentos e sessenta e quatro, respectivamente, foram depositadas nesta Junta em vinte de setembro ultimo, com um exemplar do *Diario Official* daquelle Estado em que sahiram publicadas. Eu João Hygino de Araujo, primeiro official desta Junta Commercial da Capital Federal, 18 de outubro de 1915. —Isidoro Campos, director, sobre duas estampilhas federaes no valor total de 1\$100. Ao lado estava o carimbo da Junta Commercial.

N. 2.560

Certifico que a marca «Trento Trieste» em rotulo com dizeres, um escudo encimado por uma coroa, uma facha com as cores verde e branca e encarnada e um ornato em forma de pendente, que distingue licor, de Michele Anastasi, registrada na Junta Commercial do S. Paulo sob numero dous mil quinhentos e sessenta foi depositada nesta Junta em vinte de setembro ultimo, com um exemplar

do *Diario Official* daquelle Estado em que sahio publicada. Eu, João Hygino de Araujo, primeiro official desta Junta escrevi. Secretaria da Junta Commercial da Capital Federal, 18 de outubro de 1915. —Isidoro Campos, director, sobre duas estampilhas federaes no valor total de 1\$100. Ao lado estava o carimbo da Junta Commercial.

N. 2.562

Certifico que a marca de cigarros SI-SI em rotulo com dizeres, bordaduras e a figura em busto de uma mulher, de Pereira & Corrêa, registrada na Junta Commercial do S. Paulo sob numero dous mil quinhentos e sessenta e dous, foi depositada nesta Junta em vinte e tres de setembro ultimo, com um exemplar do *Diario Official* daquelle Estado em que sahio publicada. Eu, João Hygino de Araujo, primeiro official desta Junta, escrevi. Secretaria da Junta Commercial da Capital Federal, 18 de outubro de 1915. —Isidoro Campos, director, sobre duas estampilhas federaes no valor total de 1\$100. Ao lado estava o carimbo da Junta Commercial.

N. 2.563

Certifico que a marca de cigarros «Orlando» em rotulo com dizeres, bordaduras e figura em busto de uma mulher, de Martire Soorinho & Comp., registrada na Junta Commercial do S. Paulo sob numero dous mil quinhentos e sessenta e cinco, foi depositada nesta Junta Commercial em vinte e tres de setembro ultimo com um exemplar do *Diario Official* daquelle Estado em que sahio publicada. Eu, João Hygino de Araujo, primeiro official desta Junta, escrevi. Secretaria da Junta Commercial da Capital Federal, 18 de outubro de 1915. —Isidoro Campos, director, sobre duas estampilhas federaes no valor total de 1\$100. Ao lado estava o carimbo da Junta Commercial.

N. 2.566

Certifico que a marca de preparado para toileto Jiva em rotulo com dizeres, de Carlos Corrêa, registrada na Junta Commercial do S. Paulo sob numero dous mil quinhentos e sessenta e seis, foi depositada nesta junta em trinta de setembro ultimo com um exemplar do *Diario Official* daquelle Estado em que sahio publicada. Eu, João Hygino de Araujo, primeiro official desta junta escrevi. Secretaria da Junta Commercial da Capital Federal, 18 de outubro de 1915. —Isidoro Campos, director, sobre duas estampilhas federaes no valor total de 1\$100. Ao lado estava o carimbo da Junta Commercial.

N. 2.567

Certifico que a marca do dentifricio Odorans em rotulo com um triangulo e no centro delle uma croanica escovando os dentes, de J. Canella, registrada na Junta Commercial do S. Paulo sob numero dous mil quinhentos e sessenta e sete, foi depositada nesta junta em vinte e tres de setembro ultimo com um exemplar do *Diario Official* daquelle Estado em que sahio publicada. Eu, João Hygino de Araujo, primeiro official desta junta escrevi. Secretaria da Junta Commercial da Capital Federal, 18 de outubro de 1915. —Isidoro Campos, director, sobre duas estampilhas federaes no valor total de 1\$100. Ao lado estava o carimbo da Junta Commercial.

N. 2.568

Certifico que a marca do apparelhos de engenharia, photographia etc. representando uma circumferencia sobre uma estrella, tendo

no centro as letras I. A. S. do Eduardo Lesschl, registrada na Junta Commercial do S. Paulo sob numero dous mil quinhentos e sessenta e oito, foi depositada nesta Junta em quatro do corrente com um exemplar do *Diario Official* daquelle Estado em que sahio publicada. Eu João Hygino de Araujo, primeiro official desta Junta escrevi. Secretaria da Junta Commercial da Capital Federal, 18 de outubro de 1915. —Isidoro Campos, director, sobre duas estampilhas federaes no valor total de 1\$100. Ao lado estava o carimbo da Junta Commercial.

N. 2.570

Certifico que a marca de seccante Favali em rotulo dividido em cinco partes em duas das quaes se vê uma circumferencia com um losango com aquelle nome, de Marcos Favali, registrada na Junta Commercial do S. Paulo sob numero dous mil quinhentos e sessenta, foi depositada nesta Junta em quatro do corrente com um exemplar do *Diario Official* daquelle Estado em que sahio publicada. Eu João Hygino de Araujo, primeiro official desta Junta escrevi. Secretaria da Junta Commercial da Capital Federal, 18 de outubro de 1915. —Isidoro Campos, director, sobre duas estampilhas federaes no valor total de 1\$100. Ao lado estava o carimbo da Junta Commercial.

N. 2.572

Certifico que a marca de cigarros «Dubeck» em rotulo com dizeres, flores, a figura de uma mulher tendo na mão uma bandeira e o retrato em busto do seu proprietario F. Neumann, registrada na Junta Commercial do S. Paulo sob n. 2.572, foi depositada nesta Junta em 4 do corrente com um exemplar do *Diario Official* daquelle Estado, em que sahio publicada. Eu, João Hygino de Araujo, 1º official desta junta escrevi. Secretaria da Junta Commercial da Capital Federal, 18 de outubro de 1915. —Isidoro Campos, director, sobre duas estampilhas federaes no valor total de 1\$100. Ao lado estava o carimbo da Junta Commercial.

RENDAS PUBLICAS

Recebedoria do Districto Federal

MEZ DE OUTUBRO DE 1915

Renda arrecadada de 1 a 19 1.615:411\$024
Renda arrecadada em 20... 103:427\$450

1.718 838\$474

Em igual periodo de 1914... 1.038:834\$692

Alfandega do Rio de Janeiro

MEZ DE OUTUBRO DE 1915

Renda arrecadada no dia 20:

Em ouro..... 54:993\$580
Em papel..... 420:538\$410

Total..... 475:531\$990

Renda arrecadada de 1 a 20 3.026:880\$529

Em igual periodo de 1914... 2.191:144\$224

Diferença a maior em 1915 835:736\$305

EDITAES E AVISOS

Ministerio da Justiça e Negocios Interiores

Directoria Geral de Saude Publica

CONCURSO PARA MEDICO-AJUDANTE DE SAUDE DOS PORTOS

Do ordem do Sr. director geral, faço publico, para conhecimento dos interessados que, a partir desta data e por espaço de 90 dias, fica aberta nesta secretaria a inscripção para o concurso a uma vaga de medico-ajudante do Inspectoria de Saude do Porto da Bahia, a realizar-se nesta Capital, conforme determina o § 4º do art. 4º do Regulamento Sanitario Vigente.

Do accordo com as instrucções mandadas observar pelo Exm. Sr. ministro do Interior e publicadas no *Diario Official* de 23 do maio, o concurso versará sobre molestias pestilenciaes e infecciosas epidemicas; legislação sanitaria brasileira, relativa ao serviço marítimo e fluvial; hygiene maritima e internacional e noções da bacteriologia applicada. Segundo as mesmas instrucções, o concurso será valido até junho de 1916, tendo os candidatos classificados o não nomeados, o direito absoluto de preferencia ás vagas effectivas e interinas que occorrerem até aquella data, em qualquer das Inspectorias de Saude das portos, respeitadas as prerogativas do que trata o art. 4º, § 1º do Regulamento Sanitario em vigor.

Os Srs. candidatos deverão apresentar, junto a seus requerimentos, indicação do livro e folha em que estão registrados nesta directoria os seus diplomas, bom como o laudo de exame de validez prestado na mesma, perante a commissão respectiva, na vespera da realização do concurso.

Secretaria da Directoria Geral de Saude Publica, 14 de agosto de 1915.—O secretario interino, Dr. Garfield de Almeida.

Directoria Geral de Saude Publica

Foram multados por infracção do regulamento sanitario, verificada nos predios abaixo enumerados, os seguintes Srs.:

José Victorino do Siqueira Borges, na praia de S. Roque n. 50;

Coronel José Lascasas Netto, na rua Castro Alves n. 194.

Secretaria da Directoria Geral de Saude Publica, Rio de Janeiro, 21 de outubro de 1915.—O secretario interino, Dr. Garfield de Almeida.

Bibliotheca-Nacional

DIREITOS AUTORAES

MEZ DE SETEMBRO

Do ordem do Sr. director geral e de conformidade com o que prescreve o art. 10 das instrucções expedidas em 11 de junho de 1901 pelo Sr. ministro da Justiça e Negocios Interiores, para a execução do art. 13 da lei n. 496, de 1 de agosto de 1893, faço publico que se effectuaram os seguintes registros:

N. 3.011—Requerido pelo autor, Antonio M. de Souza: «Dicionario do charadista», obra dividida em dois volumes. In-8º. Impressa no Porto, em Portugal, em 1915.

N. 3.012—Requerido pela Empresa Graphica Nacional, representada pelos seus directores, Carlos Ennes Vianna e Antonio M. de Carvalho: «Modas e Modelos», 1º numero. Revista mensal. Impressa em 1915, nesta Capital.

N. 3.013—Requerido pelos editores Bittencourt de Sá, Hildesonso Moreira da Costa Lima e Joaquim Vaz: «Aguilhão», ns. 1, 2, 3 e 4, de 23 de março, 20 de abril, maio e junho, respectivamente. Todos os exemplares foram impressos em 1915, nesta Capital.

Requeridos pelos cessionarios Julio Böhm & Comp.:

N. 3.014—«Samba do pessoal descascado», arranjo musical de Umberto Zani, Carlos Martins e Melchior Pinto Cortez. Gravado em disco phonographico de 23 centimetros de diametro, em 1914, nesta Capital.

N. 3.015—«Saudade», letra e musica de Octavio Dias Moreno. Marcha cantada, gravada em disco phonographico de 23 centimetros de diametro, em 1914, nesta Capital.

N. 3.016—«Valsa de amor», letra de Octavio Dias Moreno. Gravada em disco phonographico de 23 centimetros de diametro, em 1914, nesta Capital.

N. 3.017—«Amenidade», letra e musica de Octavio Dias Moreno. Gravada em disco phonographico de 23 centimetros de diametro, em 1914, nesta Capital.

N. 3.018—«Ao cair da noite», letra e musica de Octavio Dias Moreno. Gravada em disco phonographico de 23 centimetros de diametro, em 1914, nesta Capital.

N. 3.019—«O matuto no cinema», letra de Aristarcho Dias Brandão. Gravada em disco phonographico de 23 centimetros de diametro, em 1914, nesta Capital. O registro é somente da letra.

N. 3.020—«O pão do guarda civil», letra de Aristarcho Dias Brandão. Gravada em disco phonographico de 23 centimetros de diametro, em 1914, nesta Capital. O registro é somente da letra.

N. 3.021—«Tempos bicudos», letra de Aristarcho Dias Brandão. Gravada em disco phonographico de 23 centimetros de diametro, em 1914, nesta Capital. O registro é somente da letra.

N. 3.022—«O brinquedinho», letra de Aristarcho Dias Brandão. Gravada em disco phonographico de 23 centimetros de diametro, em 1914, nesta Capital. O registro é somente da letra.

N. 3.023—«A carissima», letra de Aristarcho Dias Brandão. Gravada em disco phonographico de 23 centimetros de diametro, em 1914, nesta Capital. O registro é somente da letra.

N. 3.024—«All Mulata», letra de Aristarcho Dias Brandão. Gravada em disco phonographico de 23 centimetros de diametro, em 1914, nesta Capital. O registro é somente da letra.

Secretaria da Bibliotheca Nacional, 20 de outubro de 1915.—O secretario, Alfredo Mariano de Oliveira.

Policia do Districto Federal

GABINETE DE IDENTIFICAÇÃO E ESTATISTICA

Do ordem do Exmo. Sr. chefe da Policia do Districto Federal, fica sem effecto de folha corrida a carteira de identidade n. 5.898, concedida pelo Gabinete de Identificação e de Estatística, de accordo com o art. 123, letra a, do regulamento anexo ao decreto n. 6.440, de 30 de março de 1907, ao cidadão Luiz Nunes Figueira, visto como o mesmo está sendo processado pelo 18º Districto Policial, como incurso no art. 306 do Código Penal.

Rio de Janeiro, 18 de outubro de 1915.—O director, Edgard Simões Corrêa.

Policia do Districto Federal

GABINETE DE IDENTIFICAÇÃO E DE ESTATISTICA

Do ordem do Exmo. Sr. chefe da Policia do Districto Federal, fica sem effecto de folha

corrida a carteira de identidade n. 6.001 concedida pelo Gabinete de Identificação e de Estatística, de accordo com o art. 123, letra A, do regulamento anexo ao decreto n. 6.440, de 30 de março de 1907, ao cidadão Leonel Coutinho de Souza, visto como o mesmo está sendo processado pelo 4º districto policial, como incurso no art. 306 do Código Penal.

Rio de Janeiro, 19 de outubro de 1915.—O director, Edgard Simões de Campos.

Policia do Districto Federal

GABINETE DE IDENTIFICAÇÃO E DE ESTATISTICA

Do ordem do Exmo. Sr. chefe da Policia do Districto Federal, ficam sem effecto de folha corrida as carteiras de identidade ns. 25.692 e 13.530, concedidas pelo Gabinete de Identificação e de Estatística, de accordo com o art. 123, letra a, do regulamento anexo ao decreto n. 6.440, de 30 de março de 1907, aos cidadãos Fausto da Rocha Brazil e Benigno Lopes Fernandes, visto como os mesmos estão sendo processados, o primeiro pelo 1º districto policial, como incurso no art. 399 do Código Penal, e o segundo, pela 1ª Vara Cível, por fallencia.

Rio de Janeiro, 20 de outubro de 1915.—O director, Edgard Simões Corrêa.

Policia do Districto Federal

EXAME DE MOTORISTAS

Chamada para o dia 21 de outubro de 1915, às 16 horas, nesta Inspectoria:

José Fernandes de Brito.
Salvador Monteiro dos Santos.
João Carneiro Filho.
Armando Maria Loff.
Alberto Teixeira da Silva Sobrinho.
Emile Eugene Lébro.
Domingos Fernandes Varejão.

Suplementar

José Salvador Filho.
Archimedes Fernandes de Oliveira.
Joaquim Rodrigues.
Prova regulamentar:
Americo Borges.
Prova pratica:
Affonso de Arruda.
José Alvo.

Inspectoria de Vehiculos, 20 de outubro de 1915.—O inspector, Amaro José Castejano.

Ministerio da Viação e Obras Publicas

Directoria Geral dos Correios

Ficam intimados a comparecer na 1ª seção da Sub-Directoria do Contabilidade da Directoria Geral dos Correios, no prazo de 30 dias, os ex-funcionarios, praticante de 2ª classe Miguel Rodrigues de Almeida e auxiliar de praticante José Luiz Marinho Rufino; afim de recolherem aos cofres publicos a importancia de 70\$500 cada um, conforme a responsabilidade que lhes foi imposta por portaria do Sr. director geral, n. 1.229, de 9 de setembro ultimo.

Sub-Directoria da Contabilidade da Directoria Geral dos Correios, 14 de outubro de 1915.—O sub-director, Eugenio Augusto Wandek.

Directoria Geral dos Correios

EMIÇÃO DE SELLO COMMEMORATIVO

Faço publico que no dia 13 de novembro proximo futuro deverá entrar em circulação, até 30 do mesmo mez, o sello de taxa de 100

reís, commemorativo do tricentenário da fundação da cidade de Cabo Frio.

Tem a forma rectangular, medindo 0^m,036 por 0^m,023, impresso pelo processo xylographico em tinta de cor verde sobre fundo amarelado; no centro se destaca o panorama da cidade de Cabo Frio.

A parte superior da moldura, que abrange grande porção da base do selo em suas diferentes disposições, forma tres almofadas: na primeira acham-se os algarismos indicadores do valor 100, tendo abaixo a palavra *reís* e nas outras duas leem-se as palavras *Brasil* e *Correio*.

Cercando a moldura existem á direita e á esquerda algumas folhas de palmeira que, cahindo em leque, ornamentam os angulos.

Na parte superior ha uma faixa curva o alongada em que se lê, em letras brancas, a legenda «Tricentenário—Cabo Frio», na parte inferior estão os dizeres 1615—13 de novembro 1915.

Sub-Directoria de Contabilidade da Directoria Geral dos Correios, em 13 de outubro de 1915. — O sub-director, *Eugenio Augusto Wandek*.

Estrada de Ferro Central do Brazil

CONCURRENCIA PARA A COMPRA DE METAL DELTA

Tendo sido annullada a concorrência realzada no dia 6 do corrente mez, de ordem da directoria, faço publico que ás 12 horas do dia 22 do corrente mez, na Intendencia desta Estrada, na Estação Maritima, serão recebidas novas propostas para a compra de dez toneladas de metal Delta, existentes na secção de carga e descarga, na Maritima.

A concorrência versará apenas sobre o preço em réis, por unidade de material, cabendo a preferéncia de direito ao autor da proposta mais alta, por minima que seja a differença entre ella e qualquer outra.

As propostas que devem estar devidamente selladas, datadas, assignadas, com indicação das respectivas residencias, serão entregues em duas vias, em envolveros fechados, com a declaração por fora do assumpto e do nome do proponente.

Esse envolvero deve ser acompanhado de um outro, em separado, contendo todos os documentos que possam provar a idoneidade do proponente.

No acto da entrega da proposta, o proponente deverá exhibir o recibo da caução de 500\$, previamente feita na thesauraria desta Estrada, para garantir a proposta, caução que reverterá para os cofres da mesma estrada se o proponente preferido recusar-se a pagar a importancia total e retirar o material dentro de dez dias contados da data da acceptação da proposta.

A questão da idoneidade dos proponentes será julgada e examinada previamente, antes de abertas as propostas. As propostas cujos autores não tiverem sido considerados idoneos não serão abertas.

Depois de julgada a idoneidade dos proponentes, serão annunciados o dia e hora para abertura e leitura das propostas que, antes de qualquer decisão, serão publicadas.

A Estrada reserva-se o direito de annullar a concorrência caso os preços offercidos sejam muito baixos, declarando, antes de abertas as propostas, qual o preço minimo abaixo do qual não aceita nenhuma.

As propostas não poderão conter senão uma formula de completa submissão a todas as clausulas deste edital, e o preço em réis por unidade de material.

Não se tomarão em consideração quaesquer offeras de vantagens não previstas neste edital, nem as propostas que contiverem apenas o offercimento de augmento de preço sobre a proposta mais cara.

No caso de absoluta igualdade entre duas propostas, fica a Estrada com o direito de decidir a quem cabe a preferéncia.

Toda o qualquer proposta que não estiver inteiramente de accordo com este edital, será rejeitada.

Secretaria da Estrada de Ferro Central do Brazil, em 15 de outubro de 1915. — O secretario, *José Ricardo de Albuquerque*.

Estrada de Ferro Central do Brazil

CONCURRENCIA PARA FORNECIMENTO DIVERSOS, DURANTE O ANNO DE 1916

De ordem da directoria, faço publico que ás 12 horas dos dias abaixo mencionados, do proximo mez de novembro, na Intendencia desta Estrada, na Estação Maritima, serão recebidas propostas para o fornecimento de materiaes e objectos para consumo desta Estrada, durante o anno de 1916. a saber:

Dia 4 — Grupo I — Objectos de escriptorio, excepto o typographia;
Dia 5 — Grupo II — Materiaes diversos;
Dia 6 — Grupo III — Utensilios e artigos diversos;

Dia 8 — Grupo IV — Ferro outros metaes e fundição;

Dia 9 — Grupo V — Ferramentas e ferragens;

Dia 10 — Grupo VI — Tintas, oleos, drogas e artigos semelhantes;

Dia 11 — Grupo VII — Limas inglezas, parafusos e pontas de Paris;

Dia 12 — Grupo VIII — Materiaes de construção e outros semelhantes;

Dia 13 — Grupo IX — Materiaes de iluminação, electricidade e auto-moveis.

Os impressos para as respectivas propostas acham-se á disposição dos concorrentes na mesma Intendencia e, bem assim, as condições para o respectivo contrato e as amostras dos materiaes.

A concorrência versará apenas sobre o preço em réis por unidade de material, entregue immediatamente, cabendo a preferéncia de direito ao autor da proposta mais barata, por minima que seja a differença entre ella e qualquer outra.

As propostas que devem estar devidamente selladas, datadas, assignadas, com indicação das respectivas residencias, serão entregues em duas vias, em envolvero fechado, com a declaração por fora do assumpto e do nome do proponente.

Esse envolvero deve ser acompanhado de um outro, em separado, contendo todos os documentos que possam provar a idoneidade do proponente comprehendendo-se entre ellos os recibos de quitação da ultima collecta dos impostos a que estiver sujeito.

No acto da entrega da proposta o proponente deverá exhibir o recibo da caução de 1.000\$, previamente feita na thesauraria da estrada para garantir a assignatura do respectivo contracto, caução que reverterá para os cofres da mesma estrada si o proponente preferido recusar-se a assignar o respectivo contracto dentro do prazo de seis dias contados da data do convite que for expedido para esse fim.

O contracto só se tornará effectivo depois do approved definitivamente pelo Ministerio da Viação e Obras Publicas e registrado pelo Tribunal de Contas.

A questão da idoneidade aos proponentes será julgada e examinada previamente, antes de abertas as propostas.

As propostas cujos autores não tiverem sido considerados idoneos não serão abertas.

Depois de julgada a idoneidade dos proponentes, serão annunciados o dia e hora para abertura e leitura das propostas que, antes de qualquer decisão, serão publicadas.

A estrada reserva-se o direito de annullar a concorrência, caso os preços por elle sejam muito altos, declarando, antes de abertas as propostas, qual o preço maximo acima do qual não aceita nenhuma.

As propostas não poderão conter senão uma formula de completa submissão a todas as clausulas deste edital e o preço em réis, por unidade, do material que o proponente offerce.

Não se tomarão em consideração quaesquer offeras de vantagens não previstas neste edital, nem as propostas que contiverem apenas o offercimento de uma redução sobre a proposta mais barata.

No caso de absoluta igualdade entre duas propostas, fica a Estrada com o direito de decidir a quem cabe a preferéncia.

Os concorrentes ficam sujeitos ao cumprimento do artigo XXVI das instruções para o serviço da concorrências.

Toda o qualquer proposta que não estiver inteiramente de accordo com este edital será rejeitada.

Secretaria da Estrada de Ferro Central do Brazil, em 20 de outubro de 1915. — O secretario, *José Ricardo de Albuquerque*.

Repartição Geral dos Telegraphos

CONCURRENCIA PUBLICA PARA VENDA DE MATERIAL INSERVIVEL

De ordem do Sr. director geral faço publico que, tendo sido annullada por despacho desta data a concorrência publica do que trata o edital publicado no *Diário Official* em data de 5, 6 e 7 de corrente, serão recebidas ás 13 horas do dia 25 deste mez, no gabinete do chefe da 3^a secção da Sub-directoria Technica, novas propostas em carta fechada e devidamente lacrada, para a compra do material inservivel existente no deposito do Trapiça Flora e constante da relação seguinte:

- 150 kilos de fio de cobre.
- 153 bolsas de couro proprias para estafetas, com 33 kilos.
- 49 kilos de nove cascos de telephones.
- 18 kilos de tres relógios.
- 18 kilos de tres lampadas.
- 3 kilos de um fogareiro.
- 60 kilos de duas caixas com ferramentas varias.
- 1684 kilos do ferro fundido proveniente de bases, pontalotes e diversas ferragens.
- 44 kilos de onze pás duplas.
- 423 kilos de ferragens tipo europeo.
- 1431 kilos do ferro batido proveniente de seis postes e diversas ferragens.
- 1 lote de cabo de ferro fotografico.

As propostas serão feitas em duas vias, escriptas a mão ou a machina, datadas, assignadas e selladas de accordo com a lei do selo, contendo o preço por unidade, em algarismos e por extenso, sendo accepta a ou as que mais vantagens offerçam.

Os proponentes depositarão na thesauraria desta repartição a quantia de 300\$ (trezentos mil réis) para garantia da execução da proposta accepta.

O proponente accepto terá o prazo improrogavel de 15 (quinze) dias para retirada do alludido material, contando esse prazo da data em que entrar com o respectivo pagamento para os cofres desta repartição, para o que exhibirá o competente recibo.

Escoado este prazo, si não houver justificado perante o Sr. director geral o motivo do não cumprimento da disposição anterior do presente edital, perderá o proponente accepto o direito á restituição da caução, e novo edital será mandado publicar pelo vicedirector.

Si for accepta, em taes casos, a proposta immediatamente mais vantajosa, o concorrente accepto ficará inteiramente sujeito ás

disposições do presente edital de concorrência pública.

Não serão admitidas as propostas que apresentarem emendas, entalhadas ou rasuras, e as que não estiverem na mais perfeita harmonia com o teor deste edital.

Si os preços oferecidos não consultarem os interesses economicos da repartição, o Conselho de Compras annullará a concorrência, para o que será declarado, antes da abertura das propostas, aos interessados o limite máximo do preço por que deve ser vendido o material, por unidade.

As propostas serão abertas e lidas no dia 20 do corrente, ás 13 horas, pelo chefe da 3ª secção técnica, na respectiva sala, em presença do sub-director tecnico.

No caso de insufficiencia do numero de concurrentes, proce-ler-se-ha definitivamente á leitura e julgamento até do uma só proposta subordinada ás condições do presente edital.

Rio de Janeiro, 18 de outubro de 1915.—
Leopoldo Ignacio Weiss, vice-director interino.

Repartição de Aguas e Obras Publicas

CONCURRENCIA PARA O FORNECIMENTO DE MATERIAES, OBJECTOS DE ESCRITORIO, EXPEDIENTE, FORRAGENS E ARTIGOS DIVERSOS, DURANTE O EXERCICIO DE 1916

De ordem do Sr. Dr. director geral, faço publico que, no dia 20 de novembro proximo futuro, ás 12 horas, na sede da repartição de Aguas e Obras Publicas, á rua Riachuelo n. 287, serão recebidas propostas apresentadas para o fornecimento, durante o anno de 1916, dos materiaes e objectos especificados nas relações impressas que se acham á disposição dos interessados, na Secção de Expediente desde ás 11 até ás 16 horas, dos dias uteis, relações essas, constituindo os sete grupos seguintes:

Grupo 1 — Objectos de escritorio, expediente, desenho, etc.

Grupo 2 — Forragens.

Grupo 3 — Diversos artigos.

Grupo 4 — Ferro e outros metaes, forragens e artigos semelhantes.

Grupo 5 — Tintas, drogas e artigos semelhantes.

Grupo 6 — Materiaes de construcção, madeiras, cal, tijolos, etc.

Grupo 7 — Material metallico para canalização de agua.

A concorrência terá lugar mediante as condições seguintes:

Primeira—As propostas deverão ser entregues em envolveros fechados e lacrados, contendo cada um a relação concorrente a cada grupo, em duas vias, devidamente sellada a primeira, ambas datadas, assignadas e rubricadas a cada pagina pelo concorrente, indicando os preços propostos para cada material, sem emendas nem rasuras, com a obrigação da entrega no Almoxarifado Geral, á rua Frei Caneca n. 112 e no Almoxarifado da Estrada do Ferro do Rio d'Ouro, na Ponta do Gajú, podendo cada concorrente apresentar proposta a mais do um dos grupos acima indicados e em cada grupo a todos os materiaes constantes da respectiva relação ou somente a alguns.

Segunda—Os envolveros, contendo as propostas, deverão ser acompanhados de um outro em separado, tambem lacrado e fechado, em que reunirá cada concorrente os seus documentos do idoneidade, provando estar quite com a Fazenda Nacional e ter pago o imposto de industria e profissão e nelle incluido o empenhamento de deposito da quantia de 1:000\$ (um conto de réis), em moeda corrente, feito no Thesouro Nacional, mediante guixepedida pela Secção de Expediente. Esta quantia servirá de caução para garantir a

assignatura e execução do contracto que pelo concorrente preferido terá de ser assignado e para os pagamentos das multas a que o dito contracto der lugar.

Terceira—Todos os envolveros contendo as propostas relativas aos sete grupos, bem como os que contiverem os documentos do idoneidade e conhecimento do caução, deverão ser entregues no dia 20 de novembro proximo futuro, ás 12 horas, quando serão abertas na presença dos concurrentes ou de seus representantes os envolveros contendo os documentos do idoneidade, sendo esta em seguida julgada pela comissão do funcionarios da repartição, que o respectivo director geral tiver nomeado.

Todos os envolveros contendo as propostas dos concurrentes que forem julgados idoneos, e somente os desses, serão relacionados por grupos, ficando entendido que cada concorrente só poderá propor o fornecimento do materiaes ou objectos que constituam o seu ramo de commercio.

No dia seguinte ás 12 horas, pela mesma comissão diante dos respectivos concurrentes ou propositos, serão abertas as propostas relativas ao grupo 1, assignando cada concorrente ou seu propositos as propostas dos outros, a cada pagina.

De modo analogo se procederá em relação ás propostas dos grupos 2 a 7, nos seis dias uteis subsequentes.

Fica entendido que a ausencia de alguns dos concurrentes ou de todos elles ao acto da abertura das propostas dos grupos diferentes não invalidará a concorrência, devendo, neste ultimo caso, ser dada uma das ditas propostas rubricada a cada pagina por todos os membros da comissão.

As segundas vias das propostas abertas serão enviadas ao *Diario Official* e nelle publicadas, em sua integra.

Não serão abertas as propostas dos concurrentes que não tiverem sido julgados idoneos.

Quarta—A repartição se reserva o direito de annullar a concorrência para cada um dos objectos ou materiaes, caso os preços pedidos em todas as propostas sejam mais elevados que os preços correntes dos mesmos objectos ou materiaes do mercado da cidade do Rio de Janeiro.

Quinta—A concorrência versará exclusivamente sobre o preço de unidade mais barato, de cada um dos objectos ou materiaes especificados nas relações impressas que constituem os sete grupos acima alludidos, unidos essas que deverão ser rigorosamente observadas, não devendo ser alteradas.

Sexta—A proveniencia dos objectos ou materiaes deverá ser legitimamente dos fabricantes indicados nas relações impressas, rigorosamente iguaes aos das amostras indicadas e sempre da primeira qualidade aquelles para os quaes as relações não indicam o fabricante e nem amostras, sendo que, no caso de duvidas, em relação a estes ultimos, decidirá o director geral.

Sotima—No caso de absoluta igualdade de preços entre dous ou mais concurrentes para o mesmo objecto ou material, será preferido aquelle a quem couber fornecimento de maior numero de objectos ou materiaes attinentes ao grupo de empate e si este ainda assim se reproduzir, será feita comparação analogo entre os empatantes no grupo de ordem immediatamente superior ou de ordem immediatamente inferior, si o ultimo empate for observado no grupo ultimo.

Oitava—No caso de não se apresentar o concorrente preferido a assignar o contracto, dentro do prazo do cinco dias a contar da data da publicação no *Diario Official*, da preferencia, perderá a quantia depositada, em favor dos cofres publicos. Os depositos dos

concurrentes que não tiverem sido preferido ser-lhes-hão restituídos.

Nona—O fornecimento dos objectos ou materiaes será feito dentro de dous dias contados da data em que forem entregues aos fornecedores as guias de compra, sendo, porém, esse prazo de trinta dias no maximo, previamente notificado nas respectivas guias, para os materiaes ou objectos que exigirem fabricação ou preparo. A prazos identicos, ficarão sujeitos os objectos ou materiaes que, não estando de accordo com as obrigações contractuacs, tenham sido recusados.

Decima—No caso de não ser satisfeito pelo fornecedor qualquer um dos prazos indicados na condição anterior (nona) ficará o mesmo fornecedor sujeito á multa de 30 % (trinta por cento) sobre o valor do material que deixou de fornecer a tempo, imposta essa multa pelo director geral, sob proposta do chefe da secção de contabilidade, podendo a repartição, em caso de coincidência, comprar os ditos objectos ou materiaes, independente do contracto, em qualquer parte.

Decima primeira—A differença do preço dos objectos ou materiaes comprados fóra do contracto, no caso estipulado na condição anterior (decima) correrá por conta do fornecedor que os objectos ou materiaes deixou de fornecer ou substituir, dentro do prazo do contracto, sendo essa differença, bem como as multas deduzidas da primeira conta que do mesmo fornecedor haja de ser processada ou da sua caução no caso de não haver contas a processar.

Decima segunda—O contracto do fornecedor que incidir nas penalidades constantes da condição (decima), quanto a materiaes ou objectos do mais de duas guias de compra em um mesmo mez, poderá ser rescindido pelo director geral, revertendo a respectiva caução á Fazenda Nacional.

Decima terceira—Fica entendido que todas as peças do ferro fundido, que fazem parte integrante do grupo setimo (7º) da presente concorrência serão coalterizadas.

Decima quarta—As propostas não poderão conter sinão uma fórmula de completa submissão a todas as condições do presente edital.

Não serão tomadas em consideração quaisquer ofertas e vantagens não previstas no edital, nem as propostas que contiverem apenas o offerecimento de uma redução sobre a proposta mais barata.

Decima quinta—Todas as propostas para o fornecimento de artigos e materiaes deverão conter os preços dos mesmos em moeda nacional.

Secção do expediente da Repartição de Aguas e Obras Publicas, 18 de outubro de 1915. — F. J. da Fonseca Braga, chefe da secção.

Ministerio da Agricultura, Industria e Commercio

Escola de Minas

EDITAL n. 521

De ordem do Exmo. Sr. Dr. director da Escola de Minas de Ouro Preto, esta secretaria faz sciencia que, da conformidad com o disposto no art. 69 do Colégio de Ensino, aprovado pelo decreto n. 3.390, de 1º de janeiro de 1901, fica espazada por mais tres mazes, nesta secretaria, desta data a 18 de novembro proximo futuro, em todos os dias uteis, das 9 ás 15 horas, a inscripção ao concurso para o provimento effectivo do logar de professor de desenho do curso fundamental desta escola, comprehendendo, como preceitua o art. 10, § 1º do regulamento de 26 de maio de 1910: desenho de imitação e geométrico no 1º anno; desenho de aguadas e topographico, no 2º e desenho e construcção de car-

tas geodesicas no 3º. Os candidatos deverão satisfazer as exigencias constantes dos arts. 57, 58, 59, 62, 63, 64 e 65 do citado Código de Ensino.

Secretaria da Escola de Minas, 13 de agosto de 1915. — O secretario, *Francisco Antonio Lopes*.

Escola de Minas de Ouro Preto

EDITAL N. 122

De ordem do Exmo. Sr. Dr. Director da Escola de Minas de Ouro Preto, a secretaria da mesma escola faz sciencio que, de accordo com o art. 69 do Código de Ensino, fica espacada por mais tres mezes a inscripcão para o concurso afim de se prover effectivamente o lugar do substituto da setima secção da referida escola, devendo terminar esse prazo a 18 de novembro proximo futuro, ás 14 horas. A setima secção compõe-se das seguintes materias: grapho-estatica e resistencia dos materiais, estabilidade das construcções, estudo dos materiais de construcção e determinação experimental de sua resistencia, tecnologia das profissões elementares e do constructor mecanico (1ª cadeira do 1º anno e 1ª do 2º do curso especial); hydraulica: liquidos e gazos, machinas operatrizes, machinas hydraulicas, abastecimento de aguas e esgotos e hydraulica agricola, thermodynamica e motores thermicos (2ª cadeira do 1º e 3ª do 2º anno do curso especial), de accordo com o regulamento aprovado pelo decreto n. 8.039, de 26 de maio de 1910. Os candidatos deverão satisfazer as exigencias dos arts. 57, 58, 59, 62, 63 e 64 do Código de Ensino, aprovado pelo decreto n. 3.890, de 1 de janeiro de 1901.

Secretaria da Escola de Minas de Ouro Preto, 13 de agosto de 1915. — O secretario, *Francisco Antonio Lopes*.

Escola de Minas

EDITAL N. 120

De ordem do Ex. Sr. Dr. director da Escola de Minas de Ouro Preto, esta Secretaria faz sciencio que, de accordo com o artigo 69 do Código de Ensino, fica espacada por mais tres mezes a inscripcão do concurso para o provimento effectivo do lugar do substituto da Segunda Secção desta Escola, que comprehende, conforme o Regulamento aprovado pelo decreto n. 8.039, de 26 de maio de 1901: geometria descriptiva, sombras, estereotomia e madeiramento (2ª cadeira do 1º anno, 3ª do 2º e 4ª do 3º anno do curso fundamental), agrimensura, elementos de astronomia, topographia superficial e subterranea, perspectiva, legislação de terras e principios geraes da colonização, trigonometria espherica, astronomia theorica e pratica e geodesia (1ª cadeira do 1º anno, 4ª do 2º e 3ª do 3º anno do curso fundamental).

A inscripcão encerrar-se-á no dia 18 de novembro proximo futuro, devendo os candidatos satisfazer as exigencias constantes dos artigos 57, 58, 59, 62, 63, 64 e 65 do Código de Ensino.

Secretaria da Escola de Minas, 13 de agosto de 1915. — O secretario, *Francisco Antonio Lopes*.

Ministerio da Marinha

Capitania do Porto

De ordem do Sr. capitão do porto, previno a todos os interessados, commandantes, proprietarios ou consignatarios de navios que, em virtude da conclusão do inquerito a que se procedeu sobre o abaloamento do vapor francez *Duplex* e rebocador *S. Paulo*, fica sus-

penso de exercer a sua funcção até segunda ordem o arraes João Grovas Esteves, por ter revelado impericia.

Secretaria da Capitania do Porto da Capital e Estado do Rio de Janeiro, 19 de outubro de 1915. — *Santiago Rivaldo*, secretario.

Ministerio da Guerra

Nona Região Militar

11º MUNICIPIO — GAMBÓIA

Edital de convocação para o alistamento militar

O tenente-coronel Eneas do Rego Barros Falcão, presidente da Junta de Alistamento Militar, faz saber aos que o presente edital lerem ou de lo tenham conhecimento que, nesta data, foram installados os trabalhos desta junta e, portanto, convida a todos os jovens de 20 annos completos no anno de 1914 e domiciliados neste municipio a virem se inscrever até o dia 14 de novembro do corrente anno e, bem assim, todos aqueles que, tendo 21 annos ou mais, ainda não estão inscriptos nos registros militares, como determina o regulamento para a execução da lei do alistamento militar.

Convoca tambem todos os interessados a apresentarem esclarecimentos ou reclamações a bem de seus direitos, afim de que a junta possa bem orientada ficar da verdade e dar as informações precisas a esclarecer o juizo da Junta de Revisão que tem de apurar este alistamento.

A junta funcionará em todos os dias uteis das 12 as 14 horas no Quartel Regional da Policia á praça da Harmonia. E para conhecimento de todos manlã lavar o presente edital, por mim feito e assignado, rubricado pelo presidente e que será affixado junto ao edificio em que funciona esta junta e publicado no *Diario Official*.

O secretario, *Carlos Ballietar*.

Capital Federal, 20 de outubro de 1915. — Tenente-coronel, *Eneas do Rego Barros Falcão*. — Presidente, alfares *Manuel Custodio de Oliveira e Cruz*.

14º MUNICIPIO (ENGENHO VELHO)

Edital de convocação para o alistamento militar

O tenente-coronel José Carlos Lamaignère Teixeira, presidente da junta de alistamento militar, faz saber aos que o presente lerem ou de lo tenham conhecimento que, nesta data, foram installados os trabalhos desta junta e, portanto, convoca todos os jovens da idade de 20 annos completos no anno proximo passado e domiciliados nesse municipio, nos lugares infra indicados a virem inscrever-se até o dia 14 de novembro do corrente anno e bem assim todos aquelles que, tendo de 21 a 30 annos, ainda não estão inscriptos nos registros militares, como determina o regulamento para a execução da lei do alistamento militar.

O 14º municipio é constituído pelos habitantes dos predios situados nos lugares seguintes:

Boulevard de S. Christovão de ns. 21 a 33 (numeração antiga).

Largo do Matadouro (todo).

Quinta da Boa Vista, antiga Imperial.

Ruas:

S. Christovão, de n. 1 a 255, antigos.

Madock Lobo, de n. 40 a 227, idem.

Mattoso, de n. 26 a 170, idem.

Francisco Eugenio, de ns. 2 A a 123, idem.

Barão de Uba, de ns. 2 A a 92, idem.

Barão do Itapagipe, de ns. 67 a, idem.

Barão de Igatemy, de ns. 7 a 107, modernos.

Barão de Sertorio n. 57, idem, 1, idem. Pereira de Almeida, de ns. Cabido, de ns. 1 a 43, idem e 1 a 13, idem.

Figueira de Mello ns. 1 A e 2 A, idem.

Campo Alegre, de ns. 2 A a 20, idem.

Pedro Ivo, de ns. 3 a 7, idem.

Sergipe, de ns. 5 a 35, idem.

Fonseca Lima, n. 1, idem.

Da Luz n. 31, idem.

Industrial (toda), idem.

Bispo de ns. 1 a 50, idem.

Ayres Gomes, n. 20, idem.

Matto Grosso, de ns. 2 A a 45, idem.

Mello Souza, de ns. 3 a 10, idem.

Quarta ns. 4 e 5, idem.

Coronel João Francisco n. 2, idem.

Mariz e Barros, de ns. 1 a 67, idem.

Parahyba, de ns. 15 a 22, idem.

Barcellos, de ns. 2 a 29, idem.

Consultorio, de ns. 21 a 55, idem.

Derby-Club, n. 1, idem.

S. Valentim, de ns. 5 a 49, idem.

Canabarro, de ns. 38 a 57, idem.

Conselheiro Barros, n. 41, idem.

Santa Luzia, de ns. 2 a 50, idem.

Hippodromo Nacional, n. 12, idem.

José Eugenio, n. 7, idem.

Quinta (toda), idem.

Saldanha da Gama, n. 29, idem.

Visconde de Nitheroy, (toda), idem.

Sattainini, n. 2, idem.

Prinoira (toda), idem.

General Tiburcio (toda), idem.

Campos Salles, n. 1 A, idem.

Dr. Maciel, de ns. 1 A a 23, idem.

Sexta, n. 28, idem.

Gonçalves Crespo, n. 12, idem.

Santa Amelia, de ns. 2 a 6, idem.

S. Francisco Xavier, de ns. 1 A a 92, idem.

Senador Furtado, de ns. 4 a 31, idem.

Travessas:

S. Salvador de ns. 1 até 10, Prachy toda,

o S. Vicento do Paulo, toda.

Convoca, pois, todos os jovens de 20 a 30 annos de idade não inscriptos nos registros militares e domiciliados nesse 14º municipio a virem inscrever-se nesta junta, na forma acima prescripta.

Convoca tambem todos os interessados a apresentarem a bem de seus direitos, esclarecimentos ou reclamações, afim de que a junta possa ficar bem orientada da verdade e dar as informações precisas a esclarecer o juizo da junta de revisão que tem de apurar este alistamento.

A commissão medica, que tem de inspecionar os cidadãos alistados que allegarem incapacidade physica, terá logar na Direccão do Saudo do Exercito, á praça da Republica, nos dias 30 do corrente, 14 e 23 de outubro e 11 de novembro.

Esta junta do alistamento funcionará todos os dias uteis das 13 horas ás 15 1/2, na sala da bibliotheca do quartel do 1º regimento de cavallaria do Exercito.

E para conhecimento de todos manda lavar o presente edital por mim feito e assignado e rubricado pelo presidente. — *Henrique Moreira Ventura*, tenente-secretario. — *Lamaignère*, tenente-coronel presidente.

JUNTA DE ALISTAMENTO DO 14º MUNICIPIO — ENGENHO VELHO

O tenente coronel José Carlos Lamaignère Teixeira, presidente desta junta, faz publicar, para que cheguem ao conhecimento dos interessados, que nesta data foram alistados para o serviço militar obrigatorio do Exercito activo e suas reservas — forças de 1ª linha — os cidadãos constantes da relação infra mencionada.

Caso esses cidadãos queiram fazer qualquer reclamação a respeito de suas inclusões nesse alistamento, podem dirigir-se a esta junta, que funciona na sala da bibliotheca do 1º regimento de cavallaria, das 13 1/2 às 15 horas, em todos os dias uteis, afim de serem attendidos com justiça.

Eu, tenente Henrique Moreira Vontura, secretario, lavrei o presente edital que assigno.

Rio de Janeiro, 15 de outubro de 1915. — Tenente coronel, José Carlos Lomaignère Teixeira, presidente. — Tenente, Henrique Moreira Vontura, secretario.

Relação dos alistados durante a semana finda

1. Antonio Gonçalves.
2. Antonio Martins Dantas.
3. Antonio Peres Silva.
4. Antonio Soares Lemos.
5. Antonio Costa.
6. Antonio da Silva Filho.
7. Antonio Everaldino Pinto.
8. Antonio Pinto Laurado.
9. Antonio Pires.
10. Antonio Vanna da Costa.
11. Antonio Simão Filho.
12. Antonio Durval Ramos.
13. Antonio Rocha Mendes.
14. Antonio Nogueira Pinto.
15. Antonio Dias Filho.
16. Antonio Martinez.
17. Antonio Soares Machado.
18. Antonio Pinto Fanzes.
19. Antonio Pericles.
20. Antonio Jarbas Pinto.
21. Antonio Laurindo Ramos.
22. Antonio Gacra Ribas.
23. Antonio Januzio Pinto.
24. Antonio Ballo Franco.
25. Antonio Moreira de Aragão Filho.
26. Antonio José Viana.
27. Antonio Gonçalves dos Santos.
28. Alvaro José Borges.
29. Alcino de Medeiros Machado.
30. Albertino Junqueira.
31. Alcibiades da Silva Medon.
32. Augusto Teixeira.
33. Alvaro Nobre.
34. Alfredo da Costa Mello.
35. Alfredo José.
36. Amando Pinto Ribeiro.
37. Augusto Manoel.
38. Archimedes Tavares do Azevedo.
39. Arthur de Oliveira Andrade.
40. Armando Luciano do Rocio.
41. Arnanio de Souza Fagundes.
42. Armando do Araujo.
43. Alfredo da Silveira.
44. Argemiro Pinto da Silva.
45. Alberto José.
46. Arthur da Silva Guimarães.
47. Alvaro da Conceição.
48. Alvaro da Silva.
49. Avolino Severino Martins.
50. Alvaro Accacio da Cunha.
51. Augusto Francisco Maia.
52. Alzeuino Gomes da Silva.
53. Atanaldo da Silva Braga.
54. Arthur Pedro de Alcantara.
55. Alvaro José Fernandes.
56. Anenor da Silva.
57. Amy Machado.
58. Breno Carlos dos Reis.
59. Benjamin Constant.
60. Basilio Gomes.
61. Bernardino Pereira Campos.
62. Bento Celso Fraga Filho.
63. Carlos Breno Reis.
64. Carlos de Freitas.
65. Carlos Augusto Biuna.
66. Castor José Soares.
67. Cezar Augusto do Magalhães.
68. Candido Rodrigues Vargas.

69. Calmerio Lemos.
70. Claudionor Tavares Guerra.
71. Dino da Mesquita.
72. Delfim Lara Maia.
73. Dociano Imenes.
74. Eurico da Silva.
75. Eduardo do Alvarenga Paixoto Filho.
76. Euclides de Magalhães.
77. Euzébio Geraldo Julião de Souza.
78. Eduardo Barreto.
79. Ernani José Alves.
80. Edgar Barboza dos Santos.
81. Edmundo Gregorio de Mattos.
82. Emygdio de Carvalho.
83. Fidelis Celano.
84. Firmino Maria dos Santos.
85. Francisco José de Souza.
86. Francisco Salles Fernandes Pereira.
87. Frederico Harweg Filho.
88. Ferdinando Labouirau.
89. Francisco do Paula Rezenle.
90. Francisco de Paula Rezende.
91. Gregorio Nolasco.
92. Gastão Chevallier.
93. Germano Weiss Filho.
94. Gabriel Peres.
95. Gastão de Moraes Fontoura.
96. Guilherme Rodrigues de Souza.
97. Hygino Salock de Sá.
98. Henrique Monteiro.
99. Henrique Deolito da Silva.
100. Henrique Azevedo de Souza.
101. Humberto Moreira.
102. Israelito da Souza Campos.
103. Ivo Carlos de Araujo Macha lo.
104. José de Souza.
105. José Floriano de Jesus.
106. Jacintho Pereira da Costa Filho.
107. José Pinto de Campos.
108. João Chrisostomo.
109. José Manoel de Sá.
110. João Floriano.
111. João Pinto da Silva Vallo.
112. Joaquim Das Gonçalves Filho.
113. Joaquim Bento Pimentel.
114. Jayme da Motta Guimarães.
115. João José de Freitas.
116. José Gomes.
117. José Victorino.
118. Joaquim Martins de Moura Mendes.
119. João Evangelista.
120. Jorge Simões Corrêa.
121. José Assis Corrêa.
122. José Domingues.
123. Joaquim Nogueira.
124. John Alan.
125. Jayme Dias.
126. João Ferreira.
127. João Antonio dos Santos.
128. João de Oliveira Reis.
129. João Vieira do Castro Filho.
130. José Macha lo Cardoso.
131. Luiz de Oliveira.
132. Luiz Pinto Chaves Junior.
133. Luciano de Napolis Telles Menezes.
134. Mario Lopes Soares.
135. Manoel Breves.
136. Manoel da Cunha.
137. Manoel de Oliveira.
138. Manoel Rodrigues Soares.
139. Manoel Castano da Silva Filho.
140. Mario de Macedo Silva Britto.
141. Mario José da Silva Guimarães.
142. Manoel Fonseca Barreira.
143. Martinho Pinto.
144. Manoel Marques Simão.
145. Mario Pascoal del Giudice.
146. Nostor de Abreu Viôla.
147. Oscar da Silva Piana.
148. Octavio Tavares.
149. Othello Carlos da Silva.
150. Olivio Gomes.

Tenente secretario, Henrique Moreira Vontura. — José Carlos Lomaignère Teixeira, tenente coronel presidente.

Quinta Região Militar

18º MUNICIPIO (MEYER)

Edital de convocação para o alistamento militar

O capitão Leopoldo Viriato de Freitas, presidente da junta de alistamento militar. Faz saber aos que o presente edital lerem ou lolla tenham conhecimento que, nesta data, foram installados os trabalhos desta junta e, portanto, convida a todos os jovens de 20 annos completos no anno de 1914 e domiciliados neste municipio a virem se inscrever até o dia 11 de novembro do corrente anno e, bem assim, todos aquelles que, tendo 21 annos ou mais, ainda não estão inscriptos nos registros militares, como determina o regulamento para a execução da lei do alistamento militar.

Convoca também todos os interessados a apresentarem esclarecimentos ou reclamações a bom de seus direitos, afim de que a junta possa bem orientada ficar da verdade e dar as informações precisas a esclarecer o juizo da junta do revisão que tem de apurar este alistamento.

A junta funcionará em todos os dias uteis, na agencia da Prefeitura do Meyer. E para conhecimento de todos, manda lavrar o presente edital, por mim feito e assignado, rubricado pelo presidente o que será afixado junto ao edificio em que funciona esta junta, á rua Dr. Dias da Cruz n. 185, e publicado no *Diario Official*. — José Feliciano da Silva Monteiro, secretario.

Capital Federal, 15 de setembro de 1915. — Capitão Leopoldo V. Freitas, presidente.

22º MUNICIPIO — REALENGO A CAMPO GRANDE

O major Affonso Pinho de Castilho, presidente desta junta, faz publicar, para que chegue ao conhecimento dos interessados, que nesta data foram alistados para o serviço militar obrigatorio do Exército a tivo e suas reservas — forças da 1ª linha — os cidadãos constantes da relação infra mencionada.

Ca os e os cidadãos que ram fazer qualquer reclamação a respeito de suas inclusões nesse alistamento, podem dirigir-se a esta junta que funciona em uma das salas da Escola de Guerra (Realengo), das 12 às 14 horas, em todos os dias uteis, afim de serem attendidos com justiça.

Eu, tenente João Alexandrino Teixeira, secretario, lavrei o presente edital que assigno.

Rio de Janeiro, 19 de outubro de 1915. — Affonso Pinho de Castilho, major-presidente.

Relação dos alistados até o dia 19 de outubro de 1915

1. José Gomes Leal.
2. Guilherme Araujo.
3. Affonso Guimarães.
4. Felisio Nogueira.
5. Jayme do Araujo.
6. José Silveira.
7. Paul Coelho.
8. Leodidio Ferreira.
9. Wenceslau Carreiro.
10. Edino Gama.
11. Carlos Sampaio.
12. Roceja Medeiros.
13. Francisco Campos.
14. Ernesto Corrêa.
15. Rosario Vellani.
16. Otillio Rodrigues.
17. Firmino de Carvalho.

48 Guilherme Pastor.
 49 Carlos Rocha.
 20 Manoel Soares de Vasconcellos.
 21 José Ferreira Menezes.
 22 Manoel Dantas.
 23 Benedicto Ribeiro.
 24 Jards Corêa.
 25 Mancel Hoody.
 26 Francisco Pereira.
 27 Augusto Paixão.
 28 José dos Santos Villela.
 29 Benjamim Paulo Guimarães.
 30 Laudênio Martins Vianna.
 31 Brazilense Ferreira Borges.
 32 Antonio de Oliveira.
 33 Alberto Salvador.
 34 Arttsen Calazans da Silva.
 35 Alfredo Ferreira Dias.
 36 Nestor Alves Vontura.
 37 Wldebrando Vieira Serpa.
 38 Manoel Antonio dos Santos.
 39 Herculano Pereira da Silva.
 40 Antonio José Ignacio.
 41 Pedro Pereira de Lima.
 42 Raphael Garcia.
 43 Sebastião Innocencio.
 44 Rubem José de Sant'Anna.
 45 Arlindo Bernardes.
 46 Manoel Antonio do Espirito Santo.
 47 José Antunes da Silva.
 48 Ernest Avicira da Fonseca.
 49 José Vicente da Cruz.
 50 Antonio Ferreira.
 51 Renato Garcia Terra.
 52 João Pinto de Oliveira.
 Rio de Janeiro, 19 de outubro de 1915. —
 Tenente João Alexandrino Teixeira, secreta-
 rio; Affonso Pinto de Castilho, major-presi-
 dente.

VIGESIMO QUINTO DISTRITO MUNICIPAL (ILHAS)

Edital de convocação para o alistamento mi-
litar

José Joaquim Franco de Sá, presidente da Junta de Alistamento Militar, faz saber aos que o presente edital lerem ou dello tenham conhecimento que, nesta data, foram instalados os trabalhos desta junta e, portanto, convoca todos os jovens da idade de 20 annos completos no anno proximo passado e domiciliados nas seguintes ilhas deste municipio: Agua, Ambrosio, Baiacú, Bom Jardim, Bom Jesus, Boqueirão, Braço Forte, Brocoió, Casa da Pedra, Cabras, Cambambo, Cambabis Grande, Cambabis Pequeno, Côcos, Catalão, Comprida, Folhas, Funda, Governador, Grande, Jurubabybas, Lage, Lobos, Manguinhos, Manoel Rodrigues, Maria, Milho, Nhanqueta, Palmas, Panacarahyba, Paqueta, Pequena, Pindahys Grande, Pindahys Pequeno, Pinheiro, Pita ou das Pitangas, Raymundo, Rosa, Redonda, Rijo, Salta Velhaco, Santa Rosa, Sapucaia, Savaratá, Secca, Tapoamas e Viraponga, a virem se inscrever até o dia 14 de novembro do corrente anno e, bem assim, todos aquellos que, tendo 21 annos ou mais, ainda não estejam inscritos nos registros militares, como determina o regulamento, passada a execução da lei de alistamento militar, de 21 a 30 annos de idade completos.

Convoca também todos os interessados a apresentarem, a bem de seus direitos, esclarecimentos ou reclamações, afim de que a junta possa bem orientada ficar da verdade e dar as informações precisas a esclarecer o juizo da Junta de Revisão, que tem de apurar este alistamento.

A junta funcionará, de ordem do Exmo. Sr. General Inspector permanente da quinta região militar, ás terças e sextas-feiras de cada semana, no estado-maior do Asylo de Invalidos da Patria, das 12 ás 15 horas, sendo

os outros dias uteis destinados ao serviço pertencente ás ilhas do Districto Federal.

E para conhecimento de todos manda publicar o presente edital, por mim lito e assignado e rubricado pelo presidente. — O secretario, capitão Adolpho de B. A. Sarmento.

Ilha do Bom Jesus, 14 de setembro de 1915.
 — Capitão José Joaquim Franco de Sá, presidente.

Primeiro regimento de infantaria

VILLA MILITAR

Venda de animal

No dia 27, ao meio dia, será vendido um cavallo, julgado inservivel pela respectiva commissão.

Em 20 de outubro de 1915. — Adolpho Luiz de Carvalho, capitão intendente.

Ministerio da Fazenda

Thesouro Nacional

LETRAS DO THESOURO

OURO

Substituição das cautelas provisórias

De ordem do Sr. director geral da Contabilidade Publica e de accordo com as instrucções approvadas por S. Ex. o Sr. ministro, publicadas no *Diario Official* de 22 do maio, são convidados a comparecerem nesta thesouraria os portadores das cautelas provisórias emitidas nos termos do decreto n.º 11.471, de 3 de fevereiro deste anno, para substitui-las pelas—Letras do Thesouro—ouro.

Serão substituidas somente as cautelas emitidas do dia 6 a 10 de maio ultimo, dos seguintes numeros e valores:

6 do maio:

Do valor de 1:000\$000

Cautelas ns. 270 a 276

Do valor de 620\$120

Cautela n. 277.

7 de maio:

Do valor de 117:000\$000

Cautela n. 278.

Do valor de 9:893\$778

Cautela n. 280.

10 de maio:

Do valor de 174\$160

Cautela n. 231.

A substituição terá lugar do dia 21 ao dia 22 do corrente mez, das onze (11) horas da manhã ás duas (2) horas da tarde.

As cautelas dos valores de 100\$, 200\$, 500\$ e 1:000\$ serão substituidas por letras de iguaes valores com as mesmas datas das cautelas. Somente serão desdobradas as cautelas de valores superiores a 1:000\$000.

Thesouraria Geral do Thesouro Nacional, 20 de outubro de 1915. — O escrivão, A. J. Santos.

Alfandega do Rio de Janeiro

LEILÃO DE CONSUMO

Edital de prévio aviso com o prazo
de 30 dias

Pela inspectoría desta alfandega se faz publico que, achando-se as mercadorias contidas nos volumes abaixo mencionadas no caso de serem arrematadas para consumo,

os seus donos ou consignatarios deverão despachal-as e retiral-as no prazo de 30 dias, sob pena de, findo este, serem vendidas por sua conta, nos termos do titulo 5º, capitulo 6º da Consolidação das Leis das Alfandegas, sem que lhes fique o direito de allegar contra os effeitos dessa venda.

CAES DO PORTO

ARMAZEM INTERNO N. 3

Manifesto n. 333—Marca triangulo E: Um fardo n. 6.373, vindo de Liverpool no vapor *Canova*, entrado em 14 de abril de 1915.

Idem—Marca idem: Uma caixa n. 6.372, idem, idem.

Idem—Marca quadrante Fox, contra-marca M. CALL: Vinte caixas ns. 1/20, idem, idem.

Idem—Marca Hopkins Causser & Hopkins: Quarenta e quatro amarraes ns. 3.759/802, idem, idem.

Idem—Marca LC: Uma caixa sem numero, idem, idem.

Idem—Marca MCC: Duas caixas ns. 1/2, idem, idem.

Idem—Sem marca: Uma barrica sem numero, idem, idem.

Alfandega, 20 de outubro de 1915. — O ajudante do inspector, Joaquim Fernandes da Silva.

Alfandega do Rio de Janeiro

EDITAL DE PRAÇA N.º 25

Primeira mesa

De ordem do Sr. inspector se faz publico que, nos dias 1º, 2º e 3º do corrente, ao meio dia, serão vendidas, respectivamente, em 1º, 2º e 3º praças, de accordo com as disposições do titulo VI da Nova Consolidação das Leis das Alfandegas, livres de direitos, a quem melhor vantagem offorecer, no estado em que se acham, as mercadorias adeante mencionadas, sendo permittido aos donos retiral-as até a vespéra do leilão, mediante prova de pagamento dos direitos:

ARMAZEN N. 9 DA ALFANDEGA

Lote n. 1

Triangulo 41: Duas caixas ns. 935 e 936, pesando bruto 632 kilos, contendo tecido de algodão tinto, proprio para roupa de homem, medindo 1.621 metros (40 peças); pesando liquido 31 kilos.

Idem: Duas caixas ns. 987 e 938, pesando bruto 810 kilos, contendo 46 peças de tecido de algodão tinto, proprio para roupa de homem, incluindo 1.985 metros, pesando liquido, 633 kilos.

(Genova, *Alacritá*, 5 de agosto de 1913).

Lote n. 2

Triangulo 161 D: Uma caixa n. 3.143, pesando bruto 49 kilos, contendo tecidos não especificados de seda, pesando liquido 8.500 grammas; tecido de seda e algodão em partes iguaes, pesando liquido 2.100 grammas.

(Genova, *Alacritá*, em 5 de agosto de 1913).

Lote n. 3

WPC: Duas caixas ns. 1 e 2, pesando bruto 37 kilos, contendo globos de vidro n. 2, pesando liquido 1.500 grammas; aparelhos electricos pesando sete kilos.

(Nova York *Verdi*, em 10 de novembro de 1913).

Lote n. 4

LP: Uma caixa n. 1.429, pesando bruto 71 kilos, contendo pastas preparadas para dor de

dentes (perfumadas) pesando nas caixinhas de papelão 53 kilos.

(Nova York, *Verdi*, em 10 de novembro de 1913).

Lote n. 5

Granado: Quatro caixas ns. 1 a 4, pesando bruto 108 kilos, contendo as ventarolas de papelão com cabo de madeira, 130 dúzias.

(Nova York, *Vasari*, em 21 de novembro de 1913).

Lote n. 6

BG: Uma caixa n. 1, pesando bruto 109 kilos, contendo cordas cobertas com canotinhos para violão e semelhantes, pesando 76 kilos.

(Nova York, *Vasari*, em 21 de novembro de 1913).

Lote n. 7

Losango BG: Dozento caixas sem numero, pesando bruto 432 kilos, contendo creolina, pesando nas latas, 450 kilos, vazando.

Idem: Doze caixas sem numero, pesando bruto 75 kilos, contendo 12 extintores de incendio portatéis.

Idem: Vinte e quatro caixas sem numero, pesando bruto 240 kilos, contendo pulverizador próprio para matar insectos na lavoura, pesando bruto 4 kilos.

Idem: Cinco caixas sem numero, pesando bruto 270 kilos, contendo desinfectante não especificado, pesando bruto nas latas 223 kilos.

(Nova York, *Verdi*, 10 de novembro de 1913.)

Lote n. 8

FLA5: Tres engralados ns. 1 a 3, pesando bruto 532 kilos, contendo machinismos.

(Nova York, *A. Prime*, 17 de dezembro de 1912.)

Lote n. 9

AIT: Um amarração n. 7.951, com pertencas para carrinhos de mão - obras não classificadas de ferro batido simples, pesando 338 kilos.

(Nova York, *Vasari*, 19 de dezembro de 1913.)

Lote n. 10

GCC: Uma caixa n. 1, pesando bruto 74 kilos, contendo obras impressas de uma só cor pesando 50 kilos; 3.500 grammas de machinas pequenas.

(Nova York, *Byron*, 31 de março de 1913.)

Lote n. 11

WJB: Tres engralados ns. 2 a 4, contendo 12 taboas de mármore polidas, medindo 31 metros quadrados.

(Bremen, vapor *Crefeld*, a 8 de abril de 1908.)

Lote n. 12

Triangulo AESJ, contra marca BE: Tres caixas ns. 1.500 a 1.502, pesando bruto 1.161 kilos, contendo sabão em pó, perfumado, pesando liquido 974 kilos.

(Bordéus, vapor *Iang Tse*, a 23 de abril de 1908.)

Lote n. 13

Losango 420, contra-marca WB: Uma caixa n. 4.951, pesando bruto 87 kilos, contendo galões de algodão, pesando liquido 70 kilos.

(Hamburgo, vapor *Etruria*, a 5 de junho de 1908.)

Lote n. 14

XPM: Uma caixa n. 6.977, pesando bruto 95 kilos, contendo carbonato de cal puro, pesando liquido 10 kilos; sal taylor de bismutho, pesando liquido 10.100 grammas; iodureto de chumbo, pesando liquido 504 grammas; iodureto de ferro, pesando liquido 232 grammas; iodureto de mercurio (proto ou deuto), pesando liquido 918 grammas; bromoforme (formato), pesando liquido 532 grammas; bromureto de stroncio, pesando liquido 1.740 grammas; iodureto de lithium, pesando liquido 616 grammas; iodureto de calcio, pesando liquido 784 grammas; productos chimicos não classificados, pesando liquido 224 grammas; bromureto de ferro, pesando liquido 140 grammas.

(Havre, vapor *Corsica*, a 20 de novembro de 1903).

Lote n. 15

T de MG: Dous amarrações de caixas ns. 9 e 10, pesando bruto 78 kilos, contendo ventiladores electricos.

(Antuerpia, *Teviot*, 9 de outubro de 1908).

Losango EFM: Uma caixa sem numero, pesando bruto 60 kilos, contendo um aparelho de movimento, pesando 31 kilos.

(Nova York, *Tenyssohn*, 28 de dezembro de 1908).

PRR: Uma caixa n. 1.349, pesando bruto 454 kilos, contendo caixas pequenas de papelão para perfumaria, vazias, pesando 91 kilos.

(Havre, *Campinas*, 14 de janeiro de 1903).

AJC: Uma caixa n. 1, pesando bruto 72 kilos, contendo obras de madeira, pesando cinco kilos; obras de folha de Flandres envernizada; pesando 1.703 grammas; louça n. 2, pesando liquido 12 kilos.

Idem: Uma caixa n. 2, pesando bruto 102 kilos, contendo papel albuminado para photographia, pesando nos envoltorios 46 kilos; obras de madeira orlinaria, pesando bruto seis kilos; 17 machinas photographicas de diversos tamanhos e pertencas.

(Havre, *Campinas*, 14 de janeiro de 1903).

Lote n. 16

PRC: Dous barricas sem numero, pesando bruto 130 kilos, contendo tanino, pesando liquido 100 kilos.

Idem: Tres barricas sem numero, pesando bruto 180 kilos, contendo cremor tartaro pesando liquido 165 kilos.

Idem: Cinco barricas sem numero, pesando bruto 286 kilos, contendo acido tartarico pesando liquido 211 kilos.

(Fiume, *Kemeny*, 13 de janeiro de 1903).

Lote n. 17

AS: Cinco caixas ns. 7, 8, 10, 11 e 12, pesando bruto 280 kilos, contendo bustos de barro para cima de mesa, pesando liquido 73 kilos.

Idem: Uma caixa sem numero, pesando 14 kilos, contendo obras de madeira orlinaria.

(Fiume, *Kemeny*, 13 de janeiro de 1903).

Lote n. 18

ERI: Uma caixa n. 180, pesando bruto 61 kilos, contendo galões dourados de algodão, pesando 41 kilos.

(Havre, *A. S. Lamournair*, 28 de novembro de 1909).

Lote n. 19

SVA: Dous amarrados e um engradado ns. 8, 5 e sem numero, pesando bruto 397 kilos, contendo obras de ferro batido simples) pesando 397 kilos.

(Nova York, *Verdi*, 8 de fevereiro de 1909).

OC: Uma caixa n. 4, pesando bruto 113 kilos, contendo gesso em pó ou calcinado, pesando liquido 99 kilos.

Idem: Duas caixas ns. 1 e 2, pesando bruto 233 kilos, contendo pregos, (pontas de Paris) pesando nos pacotes 200 kilos.

Idem: Uma caixa n. 3, pesando bruto 138 kilos, contendo pregos, (pontas de Paris) pesando nos pacotes 91 kilos.

Cadeados de ferro simples, pesando 23 kilos.

(Havre, *Malte*, 18 de fevereiro de 1909).

Lote n. 20

Triangulo PM: Uma caixa n. 2, pesando bruto 48 kilos, contendo varias perfumarias, pesando 8.500 grammas; caixas pequenas de papelão para perfumarias, vazias, pesando quatro kilos; 15 kilos de pedaços de madeira, palha e papel, sem valor.

(Havre, *Malte*, 18 de fevereiro de 1909).

Lote n. 21

AV: Tres caixas ns. 1 a 3, pesando bruto 210 kilos, contendo talco boratado para toilette, pesando nas latinhas 119 kilos.

(Nova York, *Byron*, 24 de setembro de 1909).

Lote n. 22

JCC: Trezo caixas sem numero, pesando bruto 1.058 kilos, contendo azoitonas em salmoura, pesando bruto nas latas 748 kilos e 800 grammas. (Desembaraçadas pelo Laboratorio de Analyses em 26 de junho de 19..).

(Bremen, *Cap Rocca*, 25 de novembro de 1911).

Lote n. 23

Triangulo GGH: Uma caixa n. 11.731, pesando bruto 210 kilos, contendo carteiras para notas pesando bruto 3.500 grammas, obras impressas de uma só cor (folhinhas) pesando 149 kilos.

(Hamburg, *Cap Rocca*, 15 de fevereiro de 1912).

Lote n. 24

MSC: Uma caixa n. 1.270, pesando bruto 129 kilos, contendo folhas do Senne não especificadas, pesando 44 kilos, gomma arabica, pesando 48 kilos, quina em cascas não especificada, pesando 2 kilos.

Idem: Uma caixa n. 1.271, pesando bruto 140 kilos, contendo gomma arabica em pó, pesando bruto nos vidros 47 kilos.

Idem: Uma caixa n. 1.272, pesando bruto 124 kilos, contendo licopodio em pó, pesando 50 kilos e camphora, pesando nos pacotes 13.500 grammas.

Idem: tres caixas ns. 1.273 a 1.275, pesando bruto 152 kilos, contendo acido tartarico, pesando liquido 123 kilos.

(Havre, *Corse*, 30 de dezembro de 1909).

Lote n. 25

Jornal do Brazil: Cincoenta caixas sem numero, pesando bruto 1.130 kilos, contendo 549 garrafas de whisky, pesando nas garrafas 823 kilos.

(Nova York, *Byron*, 24 de janeiro de 1910).

Lote n. 26

Drogaria Mattos: Uma caixa n. 115, pesando bruto 52 kilos, contendo tónico oriental para cabelo, pesando nos vidros 29 kilos.

Idem: Um amarrado de duas caixas n. 116 pesando bruto 75 kilos, contendo «Prompto allivio» pesando liquido legal (216 vidros) 37.500 grammas.

Idem: Um amarrado de duas caixas n. 117, pesando bruto 31 kilos, contendo perfumarias em vidros ordinarios. (vigor do cabelo) pesando 17 kilos, em 34 vidros.

Idem: Um amarrado de duas caixas n. 118, pesando bruto 66 kilos, contendo salsaparilha (elixir) pesando liquido legal 23 kilos, em 60 vidros.

Idem: Um amarrado de duas caixas n. 119, pesando bruto 47 kilos, contendo 60 vidros de peitoral de cereja de Ayer, pesando liquido legal 13.500 grammas.

Idem: Um amarrado de duas caixas n. 120 pesando bruto 48 kilos, contendo xaropes medicinaes, 30 vidros (peitoral de cereja de Ayer) pesando liquido legal 12 kilos.

Idem: Uma caixa n. 121, pesando bruto 57 kilos, contendo: pilulas do Dr. Richard pesando liquido 460 grammas; pastilhas do Dr. Richard pesando liquido 5.800 grammas; emplastros não especificados pesando liquido 3.500 hrammas; seringas de borracha, pesando nas caixas de papelão 9.500 grammas.

Idem: Uma caixa n. 122, pesando bruto 112 kilos contendo 570 sabonetes de Reuter, pesando nos envoltorios 58 kilos.

(Nova York, *Byron*, 28 de janeiro de 1910).

Lote n. 27

DRS: Uma caixa n. 728, pesando bruto 121 kilos, contendo obras não especificadas de correio, para fornecimento militar, pesando bruto 54 kilos.

(Hamburgo, *Hohenstaufen*, 16, de fevereiro de 1910).

Lote n. 23

CGC: Uma caixa n. 3.059 pesando bruto 31 kilos contendo aguas mineraes naturais (Villa Cabras) pesando nos vidros 21.500 grammas), (Buenos Aires, *Durenthol*, 23 de agosto de 1910).

Julio de Almeida: Dez caixas sem numero, pesando bruto 400 kilos, contendo aguas mineraes naturais (Villa Cabras) pesando nas garrafas 288 kilos e 500 grammas em 481 garrafinhas.

Idem: Uma caixa n. 9.375 pesando bruto 89 kilos, contendo xaropes medicinaes (Selva de Pinheiro e Kabano lodado) 75 vidros, pesando liquido legal 30 kilos.

BR: Trinta e quatro caixas ns. 55, 17 a 27, 41 a 54 e 56 a 63 pesando bruto 3.380 kilos, contendo aguas mineraes de Vittel, para uso therapeutico, pesando bruto 2.893 kilos e 500 grammas, desembaraçadas pelo Laboratorio de Analyses em 26 de junho de 1915.

(Havre, *Corse*, 30 de dezembro de 1909).

Lote n. 29

Triangulo 230: Uma caixa sem numero, pesando bruto 120 kilos, contendo obras de cobre envernizado pesando bruto 46 kilos.

(Hamburgo, *Habsburg*, 2 de agosto de 1910.)

Triangulo 231: Uma caixa sem numero, pesando bruto 85 kilos, contendo globos de vidro numero 2, pesando liquido 25 kilos.

(Hamburgo, *Habsburg*, 2 de agosto de 1910.)

Lote n. 30

GPC: Uma caixa n. 10.119, pesando bruto 197 kilos, contendo lençoes de tecido de linho até 24 fios, lisos, pesando liquido 127 kilos.

(Liverpool, *Oropesa*, 2 de janeiro de 1913.)

Lote n. 31

Triangulo 82: Dez barricas ns. 8.039 a 8.048, pesando bruto 1.639 kilos, contendo vidros brancos ordinarios sem rolha e sem bocca e-merilhada, pesando 634 kilos.

(Havre, *Corse*, 8 de janeiro de 1910.)

Losango BMC: Um barril sem numero, pesando bruto 240 kilos (vasando), contendo oleo preparado para lubrificação de machinas, pesando liquido 220 kilos.

(Nova York, *Voltaire*, 11 de janeiro de 1910.)

Lote n. 32

SI: Dous barris ns. 53 e 59, pesando bruto 267 kilos, contendo azeite doce pesando liquido 197 kilos.

(Buenos Aires, *Ré Umherto*, 9 de outubro de 1908.)

Lote n. 33

AZ: Quinze engradados ns. 833 a 838 e 846 a 854, pesando bruto 2.400 kilos, contendo vidros brancos ordinarios sem rolha e sem bocca e-merilhada; pesando liquido 1.680 kilos.

(Marselha, *Aquitaine*, 29 de julho de 1907.)

Losangulo PS: Um engradado n. 8.278, pesando bruto 59 kilos, contendo vernizes de alcatrão, pesando bruto nas latas 36 kilos.

Nova York, *C. Prince*, 27 de novembro de 1907.)

AGC: Um engradado n. 5.414, contendo ladrilhos do barro impermeavel, medindo meio metro quadrado.

(Hamburgo, *Belgrano*, 20 de dezembro de 1907.)

Losangulo PAC: Um fardo sem numero, pesando bruto 156 kilos, contendo 156 kilos de cordoalha de qualquer qualidade em peças.

(Hamburgo, *Belgrano*, 20 de dezembro de 1907.)

Lote n. 34

JRR: Duas caixas ns. 1 e 2, pesando bruto 142 kilos, contendo 630 pares de chinillos para banho com sola de estopa.

(Marselha, *Aquitaine*, 31 de dezembro de 1907.)

Otto Krusser: Uma caixa sem numero, pesando bruto 44 kilos, contendo uma cythara usada e diversas miudezas.

(Nova York, *Christiania*, 11 de janeiro de 1908.)

Lote n. 35

Sem marca: Quatorze caixas sem numero, pesando bruto 3.080 kilos, contendo grampos ou pregos para trilhos, pesando liquido 2.850 kilos.

(Antuerpia, *Varsovia*, 13 de fevereiro de 1908.)

Lote n. 36

EFMC — contra-marca Paranaguá: Uma caixa sem numero, pesando bruto 220 kilos, contendo 205 kilos de grampos ou pregos para trilhos.

(Antuerpia, *Varsovia*, 13 de fevereiro de 1908.)

Lote n. 37

CSR: Quatro caixas ns. 1 a 4, pesando bruto 203 kilos, contendo 12 extinctores de incendios, portateis e pertences, pesando 186 kilos.

(Antuerpia, *Bellaista*, 29 de agosto de 1913).

Lote n. 38

HL — contra-marca LM: Uma caixa n. 39, pesando bruto 2.352 kilos, contendo automovel de carga desarmado.

(Nova York, *A. Prince*, 24 de agosto de 1913).

Lote n. 39

HA: Uma caixa n. 126.650, pesando bruto 60 kilos, contendo tapetes de pollo curto macio, apresentando pelo avesso um tecido grosso de algodão, pesando liquido 30 kilos.

(Southampton, *Asturias*, 28 de outubro de 1912).

Lote n. 40

Quadrilatero APC: Duas caixas ns. 2 e 3, pesando bruto 489 kilos, contendo brim de linho imitação de lona, pesando liquido 429 kilos.

(Liverpool, *Orcoma*, 5 de novembro de 1913).

Lote n. 41

SVC: Uma caixa n. 3.791, pesando bruto 107 kilos, contendo contas e apyllorios em obras não classificadas, pesando nas caixas 75 kilos.

(Genova, *Balaton*, 24 de dezembro de 1911).

Lote n. 42

MACAN: Uma caixa n. 450, pesando bruto 90 kilos, contendo objectos electricos, pesando 55 kilos.

(Nova York, *Voltaire*, 4 de dezembro de 1913).

Lote n. 43

PG: Duas caixas ns. 1 e 2, pesando bruto 242 kilos, contendo dous bustos com pedestales, obras de marmore.

(Montevideo, *Villa Bella*, 9 de janeiro de 1914).

Lote n. 44

CPMC: Quatro encapados ns. 1.838 a 1.841, pesando bruto 259 kilos, contendo cordoalha de cabelo em peças e obras, pesando nas capas 259 kilos.

(Marselha, *Provence*, 23 de janeiro de 1914).

Lote n. 45

DTG — contramarca 213: Doze caixas sem numero, pesando bruto 701 kilos, contendo tomate em conserva, pesando nas latas 510 kilos.

(Marselha, *Provence*, 23 de janeiro de 1914).

Lote n. 46

Quadrilatero D.Berrini: Dez caixas sem numero, pesando bruto 710 kilos, contendo agua de Rubinat, pesando nas garrafas 576 kilos.

(Marselha *Provence*, 23 de janeiro de 1914).

Lote n. 47

Losango LF: Uma caixa n. 2, pesando bruto 119 kilos, contendo caixas de papelão varias para leques, pesando 72 kilos: obras de

cobra prateadas, pesando 850 grammas; obras não classificadas de madreperla, pesando bruto 100 grammas.

ES: Uma caixa n. 1, pesando bruto 10 kilos, contendo caixas de papelão vazias para confeitaria e semelhantes, pesando 7 kilos.

(Marselha, Aquitaine, 26 de fevereiro de 1914).

Lote n. 48

BM: Uma caixa n. 6, pesando bruto 74 kilos, contendo um relógio para cima de mesa, de cobre dourado, pesando cinco kilos; um relógio com relógio de cobre dourado pesando 1.500 grammas; vidros para relógio pesando liquido 30 kilos.

(Nova York, Tennyson, 30 de dezembro de 1909).

Lote n. 49

J. W. Wallou, contra-marca Rio Chichet: Um encaixado n. 339, pesando bruto 197 kilos, contendo tapetes de canhamo em peças pesando 194 kilos.

(Southampton, Araguaya, 14 de abril de 1910).

Lote n. 50

VBC: Uma caixa n. 2.571, pesando bruto 155 kilos, contendo paininhos envernizados próprios para desenho pesando liquido 45 kilos, papel para desenho pesando liquido 74 kilos.

(Hamburgo Erlangen, 20 de novembro de 1903).

Lote n. 51

CC: Tres caixas ns. 102 a 104, pesando bruto 791 kilos, contendo trilhos para estradas de ferro, pesando bruto 700 kilos.

(Nova York, A. Prince, 4 de setembro de 1912).

Lote n. 52

MBC: Uma caixa n. 6.108, pesando bruto 523 kilos, contendo uma rola de ferro batido simples (obras de ferro) pesando 369 kilos. (Nova York Byron 28 de maio de 1908).

Lote n. 53

Cruzeta LPCM: Uma caixa n. 5.010, pesando bruto 192 kilos, contendo caixinhas de madeira vazias para botica, pesando nos envoltorios 145 kilos.

(Hamburgo, Mentzer, 29 de julho de 1907).

Lote n. 54

Sem marca: Tres rolos sem numero contendo arame de cobre coberto de algodão, pesando bruto 22 kilos.

DC: Quatorze rolos sem numero, de arame de cobre coberto de algodão para quaesquer usos, pesando bruto 461 kilos.

Idem: Um rolo sem numero, de arame de cobre simples, pesando bruto 52 kilos.

Idem: Um rolo sem numero, de arame de ferro galvanizado, pesando bruto 50 kilos.

Triangulo FMJ: Um rolo sem numero, de arame de ferro farpa to, pesando bruto 42 kilos.

(Procedencia, vapor e descarga ignorados).

Lote n. 55

TAC: Uma caixa n. 19.664 por 1, pesando bruto 100 kilos, contendo papel para cigarros em livrinhos, pesando bruto 64 kilos.

(Havre, Durandart, 16 de abril de 1909).

Lote n. 56

PMC: Uma caixa n. 1, pesando bruto 112 kilos, contendo 17 peças de tecido estampado de algodão até 75 grammas por metro quadrado, pesando liquido 80 kilos.

(Fiume, Moravia, 11 de fevereiro de 1908).

Lote n. 57

FCC: Uma caixa n. 1, pesando bruto 254 kilos, contendo brim de algodão proprio para roupa de homem, pesando liquido 194 kilos.

(Genova Affinita, 10 de julho de 1907).

Lote n. 58

FCC—contra-marca II: Uma caixa n. 115, pesando bruto 190 kilos, contendo 60 peças de tecido lavrado de algodão branco até 100 grammas por metro quadrado, pesando liquido 95 kilos.

(Liverpool, Oronsu, 11 de janeiro de 1907).

Lote n. 59

Casa Ribeiro Costa: Uma caixa sem numero pesando bruto 59 kilos, contendo vidros brancos simples para vidraças, pesando liquido 38 kilos.

(Nova York Santa Rosa, 21 de novembro de 1912).

Losango PS—contra-marca 7.683: Uma caixa n. 1, pesando bruto 35 kilos, contendo quadros de madeira ordinaria envernizados, pesando 17 kilos.

MAD—contra-marca V: Uma caixa n. 2, pesando bruto 17 kilos, contendo cartões cortados, com frisos, para photographia, pesando 1.400 grammas; papel albuminado pesando nas caixas e envoltorios 1.100 grammas; uma machina photographica com caixa e pertences.

(Nova York, Verdi, 10 de novembro de 1913).

AFC: Uma caixa n. 684, pesando bruto 86 kilos, contendo papel albuminado para photographia, pesando bruto 62 kilos.

(Havre, Corsica, 29 de novembro de 1908).

AVK: Uma caixa n. 24, pesando bruto 168 kilos, contendo estampas não especificadas, pesando bruto 103 kilos.

(Hamburgo, Cap Verde).

PS—Ch: Uma caixa n. 1.000, pesando bruto 105 kilos, contendo cartões postais, pesando bruto 83 kilos; envelopes pesando bruto 1.500 grammas.

(Hamburgo, Etruria, 5 de outubro de 1910).

GVII: Tres barricas ns. 924, 419 e 411, pesando 67 kilos, contendo obras de papelão, pesando bruto 52 kilos.

(Hamburgo, Tucuman, 2 de maio de 1913).

B: Um engradado, pesando bruto 17 kilos, sem numero, contendo molduras de madeira armadas, pesando cinco kilos.

(Santos, Virgil, 24 de agosto de 1913).

Quadrilatero 539 ladeado por dois F: Um fardo n. 3.088, pesando bruto 176 kilos, contendo papel para jornal, pesando 176 kilos.

(Bremen, Halle, 23 de agosto de 1909).

EME—contra-marca RC: Uma caixa n. 33, pesando bruto 70 kilos, contendo vidro branco para vidraças, pesando 25 kilos.

(Nova York, Tennyson, 22 de dezembro de 1909).

SFC: Uma caixa sem numero, pesando bruto 68 kilos, contendo vidros brancos lisos para vidraças, pesando 30 kilos.

(Bremen, Erlangen, 16 de agosto de 1912).

FMCYC: Uma caixa n. 9.777 pesando bruto 160 kilos, contendo envelopes, pesando nas caixas de papelão 120 kilos.

Idem: Quatro caixas ns. 9.778, 9.782, 9.787 e 978, pesando bruto 538 kilos con-

tando envelopes, pesando nas caixinhas 402 kilos, papel pautado para cartas pesando 20 kilos.

(Fiume Moravia, 29 de março de 1907).

Lote n. 60

William Mazzoco: Uma caixa n. 1 pesando bruto 11 kilos, contendo bandeiras de 18 para automoveis pesando liquido 350 grammas; impressos pesando liquido 6.600 grammas.

(Nova York, Verdi, 10 de novembro de 1913).

CJC: Tres caixas ns. 1 a 3 pesando bruto 141 kilos, contendo vidros escuros, ordinarios sem rolha e sem bocca esmerilhada pesando liquido 73 kilos e 300 grammas.

DTC: Uma caixa n. 514.634 pesando bruto 8 kilos, contendo roupas usadas.

(Nova York, Vasari, 22 de dezembro de 1913).

LL: Uma caixa n. 18, contendo 31 garrafas de xaropes não medicinaes pesando liquidos 30 kilos.

(B. Aires Decano).

AS: Uma caixa n. 593 pesando bruto 63 kilos, contendo diversas miudezas de amostras pesando 40 kilos.

(Marselha Italic).

M. Farland: Um pacote sem numero pesando bruto 450 grammas, contendo uma dzia de luvas de pelica.

(Nova York vapor Vasari, 19 de dezembro de 1913).

Homem Prates: Um pacote sem numero pesando bruto tres kilos contendo roupas feitas de tecido não especificado de seda pesando liquido 300 grammas; 1.300 grammas de roupa feita de linho.

(Corumbá, vapor Rio de Janeiro).

Triangulo, JFC contra marca JDS: Uma caixa sem numero pesando bruto 23 kilos com machinismo para uso domestico pesando 15 kilos.

(Nova York vapor Byron 31 de março de 1913).

CNC: Duas caixas sem numero pesando bruto 148 kilos contendo ameixas pesando nas latas 110 kilos.

(Bordéas vapor, Lang Tsé 28 de abril de 1908).

F. A. Cocard: Uma caixa sem numero pesando bruto 84 kilos, contendo catalogos annuncios pesando 64 kilos.

(Nova York vapor Asiatic Prince, 17 de dezembro de 1912).

AF: Uma caixa n. 850 pesando bruto 57 kilos, contendo 47 kilos de livros impressos.

(Fiume vapor Kemeny 13 de janeiro de 1909).

JRS: Duas caixas ns. 1 e 2 pesando bruto 818 kilos, contendo 710 kilos de livros impressos.

(Hamburgo vapor Macedonia 29 de novembro de 1909).

EME—contra-marca RC: Uma caixa n. 25, pesando bruto 57 kilos, contendo 42 kilos de livros impressos.

(Nova York, Verdi, 8 de fevereiro de 1909).

Losango Siemens: Uma caixa n. 714.947, pesando bruto 68 kilos, contendo pilhas electricas.

(Hamburgo, Cap Verde, 5 de julho de 1909).

OO—contra-marca S. Paulo: Uma caixa sem numero, pesando bruto 53 kilos, contendo 18 kilos de catalogos impressos e 26 kilos de cartazes annuncios.

(Antuerpia, Nordhavet, 25 de abril de 1912.)

VHC—contra-marca WSC: Uma caixa numero 1.998, pesando bruto 19 kilos, contendo 13 kilos de catalogos annuncios.

(Hamburgo Cap. Roca, 15 de fevereiro de 1912.)

Sem marca: Um encapado sem numero, pesando bruto 16 kilos, contendo miudezas.

(Buenos Aires, Araguay, 17 de fevereiro de 1912.)

LC: Uma caixa, n. 2, pesando bruto 90 kilos, contendo amostras de papel para flores e miudezas; obras impressas de uma só cor, pesando bruto 15 kilos.

(Nova York, Voltaire, 11 de janeiro de 1910.)

Losango A: Uma caixa sem numero, pesando bruto 37 kilos, contendo envelopes, pesando nas caixinhas de papelão 3 kilos; obras impressas de mais de uma cor, pesando 17 kilos.

(Nova York, S. Prince, 24 de agosto de 1913.)

MN: Uma caixa n. 5.711, pesando bruto 1.700 grammas, contendo um espartilho de algodão.

(Southampton, Asturias, em 28 de outubro de 1912.)

The Royal Mail Steam: Dois pacotes sem numero pesando bruto 27 kilos, contendo livros impressos pesando bruto 25 kilos.

(Liverpool, Orcoma, 5 de novembro de 1913)

Santos Leitão: Um pacote sem numero pesando bruto 10 kilos, contendo 8 kilos de livros impressos.

(Liverpool, Sallust, 25 de novembro de 1913.)

O P: Uma mala n. 3 usada pesando bruto 30 kilos, contendo roupas e objectos usados.

(Genova, Ballaton, 24 de novembro de 1911.)

M F: Uma caixa n. 113 pesando bruto 2 kilos, contendo mangas de vidro n. 2, pesando liquido 900 grammas.

(Liverpool, Oropeza, 7 de janeiro de 1914.)

G B: Um barril sem numero pesando bruto 230 kilos, contendo azeitonas em salmoura, pesando liquido 150 kilos.

(Marselha, Provence, 23 de janeiro de 1914.)

José Peregrino: Uma mala sem numero pesando bruto 34 kilos, contendo roupas e objectos usados.

(Trieste, Columbia, 27 de janeiro de 1914.)

Losango M: Um encapado sem numero pesando bruto 65 kilos, contendo obras de alabastro não especificadas, pesando 50 kilos.

(Marselha, Provenca, 23 de janeiro de 1914.)

Triangulo Damasco: Uma caixa sem numero pesando bruto 20 kilos, contendo amostras de vermuth, pesando 7 kilos.

(Buenos Ayres, Provenca, 4 de fevereiro de 1914.)

Dous triangulos invertidos AH—contra marca RMC: Uma caixa n. 8.890 pesando bruto 13 kilos contendo pilhas electricas para lanternas de bolso pesando 9.500 grammas.

(Trieste Columbia, 27 de janeiro de 1914.)

EB: Uma caixa n. 364 pesando bruto 43 kilos contendo livros impressos pesando bruto 30 kilos.

(Nova York, Vestris 29 de setembro de 1913.)

Feronia: Uma caixa n. 11 pesando bruto 47 kilos, contendo catalogos annuncios para distribuição gratuita, pesando 27 kilos.

(Hamburgo Mendoza 29 de julho de 1907).

EME—contra marca RC: Uma caixa n. 26, pesando bruto 65 kilos, contendo catalogos annuncios para distribuição gratuita, pesando 44 kilos; catalogos annuncios pesando 8 kilos (Nova York Verdi, 10 de fevereiro de 1909)

Losango SSMC: Uma caixa n. 637, pesando bruto 18 kilos, contendo uma machina de costura pesando 10 kilos.

(Nova York Byron, 15 de fevereiro de 1910).

CMCP: Uma caixa n. 779, pesando bruto 102 kilos, contendo obras de pita para chapéus pesando 60 kilos.

(Genova Affinita, 5 de maio de 1907).

FB: Uma caixa n. 508 pesando bruto 40 kilos contendo gelatina não especificada, pesando 7 kilos; obras impressas de uma só cor pesando 1 kilo; talco em pó pesando 1 kilo.

(Fiume Tibor, 14 de fevereiro de 1914.)

JSC—Contramarca Petropolis: Uma caixa sem numero pesando bruto 50 kilos, contendo azeite doce, pesando 40 kilos.

(Marselha, France, 29 de novembro de 1907).

FG: Uma caixa n. 501 pesando bruto 140 kilos, contendo garrafas para serviço de mesa, de vidro n. 1, pesando liquido 25 kilos.

(Genova, Rê Umberto, 22 de julho de 1907)

OC—Contra marca II: Uma caixa n. 50 pesando bruto 70 kilos, contendo disco para gramophones, pesando 2 kilos; 29 kilos de gramophones. (Procedencia, vapor e descarga ignorados).

Lote n. 61

TPG: Um escapado n. 1 contendo corréas de algodão para machinismo, pesando bruto 25 kilos. (Nova York, Vasari, 1 de dezembro de 1913.)

Losango MBC: Uma caixa n. 1 pesando bruto 77 kilos, contendo amostras em telhas de zinco, obras de zinco simples pesando 31 kilos; 25 kilos peso bruto de impressos.

CFC: Duas caixas n. 326 e 2.498, pesando bruto 128 kilos, contendo ferramentas manuaes pesando bruto 95 kilos.

(Nova-York Vasari, 21 de novembro de 1913.)

Quadrilatero IND: Uma caixa n. 11.022, pesando bruto 81 kilos, contendo obras de ferro fundido simples, pesando 33 kilos; miudezas de amostras pesando 25 kilos.

(Marselha, Italie).

Losango DEC—contra-marca MW: Uma caixa n. 2, pesando bruto 15 kilos, contendo obras não classificadas de cobre simples, pesando 10 kilos.

(Antuerpia Teviot, 11 de novembro de 1908).

Triangulo Brazil—contra-marca DG: Um rolo de arame farpado, sem numero, pesando bruto 45 kilos.

(Santos, Byron, 2 de outubro de 1909).

GV: Dezenove encapados ns. 1 a 10, pesando bruto 940 kilos, contendo 940 kilos de betume preparado para calçamento.

(Bremen, Wurtzburg, 16 de agosto de 1911).

Losango GAZ—contra-marca JM: Uma caixa n. 525, pesando bruto 156 kilos, contendo obras de ferro batido galvanizado, pesando nos envoltorios 96 kilos.

Idem: Uma caixa n. 525, pesando bruto 154 kilos, contendo obras de ferro batido galvanizado, contendo nos envoltorios 94 kilos.

(Hamburgo, Habsburg, 29 de julho de 1911).

JMC: Uma barrica n. 90, pesando bruto 39 kilos, contendo obras de cobre envernizado pesando nos envoltorios 28 kilos.

(Nova-York, Verdi, 9 de agosto de 1910).

J. C.: Uma caixa n. 15 pesando bruto 11 kilos contendo obras de folha de flandres pintadas, pesando bruto 3 kilos; cartazes-annuncios pesando bruto 3 kilos; obras impressas de mais de uma cor, pesando bruto 1.500 grammas.

(Havre, Columbia 22 de agosto de 1910).

Triangulo Brazil: Um amarrado n. 14, com torradores de ferro batido simples para farinha pesando 13 kilos.

Quadrilatero L 375 A—P. S. A. C.: Um amarrado de chapas de ferro batido simples n. 1.665 por 6 pesando bruto 66 kilos.

Triangulo SC: Dous rolos de arame farpado ns. 741 e 788 pesando bruto 70 kilos.

(Santos, Chaucer, 27 de janeiro de 1910).

D C: Um rolo n. 1.521 pesando bruto 25 kilos, contendo tubos de ferro flexivel para electricidade, pesando 25 kilos.

D S: Duas barricas sem numero pesando bruto 280 kilos, contendo oleo de petroleo pesando liquido 210 kilos (vazando).

(Santos, Santa Catharina, 11 de agosto de 1913.)

CG: Duas barricas ns. 2 e 19 pesando bruto 236 kilos, contendo 70 tijolos de alvenaria compacta.

(Nova York, Verdi, 10 de agosto de 1913.)

AAC: Uma caixa n. 1 pesando bruto 145 kilos contendo obras não classificadas de cobre simples pesando bruto 80 kilos.

(Antuerpia, Bellaista, 29 de agosto de 1913)

RAP: Uma caixa n. 5.500, pesando bruto 96 kilos, contendo barras de aço. pesando 75 kilos.

Idem: Uma caixa n. 5.501, pesando bruto 37 kilos, contendo limas não classificadas, pesando bruto 81 kilos.

(Marselha, Espagne, 29 de agosto de 1913.)

Circulo—RIC: Um volume n. 10, contendo uma barra de estanho, pesando 13 kilos.

Vivaldi: Uma lata n. 1, pesando bruto 15 kilos, contendo oleo de linhaça purificado, pesando nas latas 14 kilos 1 kilo de obras de ferro batido pintado.

W: Dous volumes sem numero, contendo obras de ferro batido simples, pesando 23 kilos.

(Buenos Aires, Asturias, 13 de novembro de 1913.)

WBC: Uma caixa n. 2.646, pesando bruto 38 kilos, contendo cores de anilina, pesando liquido 25 kilos.

(Liverpool, Salust, 23 de novembro de 1913.)

GB: Cinco rolos sem numero, contendo arame farpado, pesando 220 kilos.

(Nova York, Dublin, 22 de dezembro de 1913.)

AJT—Contra marca 3.922: Um amarrado n. 7.952 com 24 peças para carrinhos de mão, obras não classificadas de ferro batido simples pesando 218 kilos.

(Nova York, Voltaire, 4 de dezembro de 1913.)

FB: Uma caixa n. 204, pesando bruto 56 kilos, contendo um cofre de ferro até 50 centímetros na maior dimensão.

(Trieste, Columbia, 27 de janeiro de 1914.)

CM de CC: Uma caixa n. 4.772, pesando bruto 46 kilos, contendo amoníaco líquido, pesando em 15 vidros 15 kilos.

(Hamburgo, *Desterro*, 18 de fevereiro de 1914.)

NC: Uma lata n. 503, pesando bruto 103 kilos, contendo tintas preparadas a óleo, pesando nas latas 103 kilos.

(Liverpool, *Terence*, 18 de fevereiro de 1914.)

JP: Uma caixa n. 21, pesando bruto 20 kilos, contendo vidros escuros ordinários sem rolha e sem bocca esmerilhada pesando líquido 21 kilos.

(Marselha, *Aquitaine*, 23 de fevereiro de 1914.)

GBC: Uma caixa n. 8.983, pesando bruto 130 kilos, contendo isoladores de louça para electricidade pesando líquido 123 kilos. (Hamburgo *Hohenstaufen*, 12 de fevereiro de 1910.)

Losango BRAZ: Uma caixa n. 87, pesando bruto 87 kilos, contendo cabos de madeira para ferramentas miudas, pesando nas caixas do pipelito 60 kilos.

(Nova York, *Byron*, 23 de julho de 1912.)

Losango A: Cinco caixas ns. 639, 749, 729, 565 e sem numero, pesando bruto 114 kilos, contendo tijolos para limpar facas, pesando 102 kilos.

(Hamburgo, *Nordston*, 15 de junho de 1912.)

JB: Um volume sem numero, de ferro batido simples em obras, pesando 20 kilos.

(Nova York, *I. Prince*, 13 de fevereiro de 1908.)

Sem marca: Um volume sem numero, de ferro batido simples em obras, pesando oito kilos.

(Antuerpia, *Zennova*, 10 de novembro de 1908.)

CG: Seis peças ns. 100 a 104 e 106, de ferro batido simples em obras, pesando bruto 1.122 kilos.

(Liverpool, *Terence*, 16 de março de 1910.)

Sem marca: Um barril sem numero, pesando bruto 144 kilos, contendo parafina em massa, pesando líquido 109 kilos.

Idem: Uma caixa sem numero, pesando bruto 34 kilos, contendo plumbagina em pó, pesando 18 kilos.

Idem: Um encajado sem numero, verificado um sacco pesando bruto seis kilos, contendo cortiça em rolinhas, pesando seis kilos.

Idem: Um encajado sem numero, verificado um sacco, contendo obras não classificadas de ferro batido galvanizado, pesando bruto 18 kilos.

Cruzeta CFAC: Uma caixa n. 41 por 4, pesando bruto 41 kilos, contendo 12 moinhos pequenos para pimenta e semelhantes, pesando 32 kilos.

(Procedencia, vapor e descarga ignorados).

Quadrilatero RR—contra marca RH: Uma caixa n. 7, pesando bruto 85 kilos, contendo parafina em massa pesando líquido 50 kilos.

(Liverpool *Ortega*, 29 de fevereiro de 1907.)

Triangulo AA—contra marca G: Duas caixas ns. 7 e 8, pesando bruto 80 kilos, contendo duas machinas pequenas para uso domestico, pesando líquido 40 kilos.

(Liverpool *Calderson* 4 de julho de 1907.)

Losango X—contra marca 168—4: Um amarrado de quatro caixas n. 2.004, pesando bruto 42 kilos, contendo machinas para picar carne pesando 24 kilos.

(Nova York *Sieglind* 21 de dezembro de 1907.)

Sem marca: Um sacco sem numero, pesando bruto 15 kilos, contendo obras não classificadas de cobre simples, pesando 15 kilos.

(Porto *Felitsberto*, 13 de março de 1909.)

F: Cinco amarrados sem numero, pesando bruto 142 kilos, contendo tubos de ferro simples para agua, pesando 143 kilos.

(Liverpool *Dinfogit* 13 de agosto de 1910.)

MHM: Um amarrado de duas caixas n. 92, pesando bruto 48 kilos, contendo amido pesando nas caixas 38 kilos.

(Bremen *Erlangen* 22 de novembro de 1909.)

CHP: Um barril sem numero, pesando bruto 83 kilos, contendo colla não especificada pesando 40 kilos.

(Procedencia, vapor e descarga ignorados).

Lote n. 62

Sully Isa: Uma caixa sem numero, pesando bruto 34 kilos, contendo 13 kilos de obras impressas de mais de uma cor.

(Marselha, *Mont Peloux*, 21 de fevereiro de 1913.)

GGC: Uma caixa n. 9 pesando bruto 12 kilos, contendo seis kilos de estampas annuncios. (Nova York, *Verdi*, 8 de fevereiro de 1909.)

G. Wild: Uma caixa sem numero pesando bruto seis kilos, contendo estampas annuncios, pesando bruto cinco kilos.

(Valparaizo, *Orila*, 7 de maio de 1907.)

WRC: Uma caixa sem numero pesando bruto 17 kilos, contendo obras impressas (folhinhas) de mais de uma cor, pesando 12 kilos.

(Liverpool, *Salust*, 25 de novembro de 1913.)

Paulo Szigmond: Uma caixa sem numero pesando bruto 13 kilos, contendo sete kilos de obras impressas (folhinha) de mais de uma cor.

(Nova York, *Il. Prince*, 10 de janeiro de 1914.)

WW: Uma caixa n. 773 pesando bruto 98 kilos, contendo obras impressas de mais de uma cor pesando líquido 74 kilos.

(Hamburgo, *Tucuman*, 23 de abril de 1913.)

ES: Uma caixa n. 4.185 pesando bruto 38 kilos, contendo cartazes annuncios pesando 29 kilos.

(Fiume, *Ballator*, 26 de outubro de 1911.)

Alvaro: Uma caixa sem numero pesando bruto 123 kilos, contendo estampas annuncios pesando 105 kilos.

(Hamburgo *Cap. Verdi*, 10 de abril de 1912.)

Tumer Roland: Uma caixa sem numero, pesando bruto 107 kilos, contendo estampas colladas em papelão para cartazes annuncios pesando líquido 77 kilos.

Idem: Uma caixa sem numero, pesando bruto 112 kilos contendo estampas colladas em papelão para cartazes, pesando bruto 80 kilos.

(Nova York *Gunter*, 18 de setembro de 1908.)

Lote n. 63

HB: Uma barrica n. 6.613, pesando bruto 267 kilos, contendo acetato de chumbo pesando líquido 175 kilos.

(Bremen, *Crefeld*, 22 de junho de 1908.)

S. Signaldi: Dois amarrados de 12 caixas sem numero, pesando bruto 106 kilos, contendo 126 vidros de xaropes medicinaes, pesando líquido 20 kilos.

(Nova York, *Tenysson*).

DC atravessadas por um flecha: Duas caixas ns. 13 e 119, pesando bruto 100 kilos, contendo agua de Vichy, pesando 62 kilos.

Idem: Uma caixa sem numero, pesando bruto 18 kilos, contendo vinho quinado Ramos Pinto, pesando nove kilos.

(Procedencia, vapor e descarga ignorados).

Losango D: Um amarrado de duas caixas sem numero, pesando bruto 43 kilos, contendo 25 kilos de amido.

(Bremen, *Crefeld*, 2 de abril de 1908.)

BAST: Das latas sem numero, pesando bruto 870 kilos contendo sulfato de soda, pesando líquido 827 kilos.

(Bremen *Crefeld*, 22 de junho de 1908.)

Triangulo C. de S.: Uma lata sem numero, pesando bruto 23 kilos, contendo 23 kilos de agua raz impura.

(Hamburgo *Bahia*).

Quadrilatero BZ: Duas caixas ns. 44 e 60, pesando bruto 50 kilos, contendo creolina, pesando bruto nas latas 37 kilos.

(Nova York *Verdi*).

Sem marca: Uma barrica n. 100, pesando bruto 53 kilos, contendo carbonato de sodio impuro (bassilha do commercio), pesando líquido 33 kilos.

(Nova York *Verdi*, 10 de agosto de 1910.)

Triangulo DIA: Uma barrica n. 331, pesando bruto 37 kilos, contendo carbonato de sodio impuro (barrilha do commercio), pesando 27 kilos.

(Buenos Aires, *Asturias*, 13 de novembro de 1913.)

JP: Uma caixa n. 23, pesando bruto 15 kilos, contendo productos chimicos não classificados para photographia, pesando bruto nas latas sete kilos.

(Marselha *Aquitaine*, 26 de fevereiro de 1914.)

AM: Quatro engradados sem numero, pesando bruto 250 kilos, contendo garrações forrados de palha, contendo aguas mineraes, pesando líquido 230 kilos; sete garrações forrados de palha, pesando vinte e um kilos.

(Liverpool *Ortega*, 15 de outubro de 1908.)

BR: Uma caixa n. 28, pesando bruto 57 kilos, contendo aguas mineraes naturaes (Vittel) pesando bruto nas garrafas 26 kilos; 31 garrafas vazias de agua de Vittel pesando 14 kilos.

(Havre *Corse* 7 de janeiro de 1910.)

FGC, contramarca R: Uma caixa n. 2.328, pesando bruto 55 kilos, contendo tinturas medicinaes, pesando líquido seis kilos.

(Hamburgo *Hohenstaufen*, 2 de março de 1910)

VUC, contramarca OC: Uma caixa n. 224, pesando bruto 85 kilos, contendo tinturas medicinaes, pesando líquido 10 kilos.

(Hamburgo *Cap Roca*, 1 de novembro de 1907.)

Lote n. 64

MB, contramarca PH: Duas caixas ns. 7.081 e 7.082, pesando bruto respectivamente 130 e 140 kilos, contendo a primeira 312 pacotes com algodão hydrophilo, pesando bruto 75 kilos; 350 tubos de vidro com pastilhas medicinaes de sublimado, pesando líquido 3.540 grammas; conteúdo da segunda caixa: 364 pacotes com algodão hydrophilo, pesando bruto 83 kilos; pastilhas medicinaes em 10 vidros, pesando líquido 2.100 grammas.

(Apprentensão n. 39, Hamburgo, *Santos*, 13 de fevereiro de 1913.)

AVISO

Na vespera e no acto do leilão, as mercaderias que tiverem de ser arrematadas estarão á disposição dos Srs. pretendentes que as queiram examinar, bastando para isso se dirigir ao fiel do Armazem.

O arrematante entrará com o signal do 20 % em dinheiro no acto de assignar o termo, recebendo um conhecimento extrahido do talão.

Alfandega do Rio de Janeiro, 13 de outubro de 1915. — O escripturario, *Adriano Ferreira*.

SOCIEDADES ANONYMAS

Companhia Nova Fabrica de Fiação e Tecidos Santo Aleixo

ACTA DA ASSEMBLÉA GERAL ORDINARIA REALIZADA EM 25 DE SETEMBRO DE 1915

Aos 25 dias do mez de setembro de 1915, reunidos no escriptorio da companhia, á rua Theophilo Ottoni n. 61, ás 2 horas da tarde, para onde foram convocados por annuncios publicados no *Jornal do Commercio*, 20 accionistas representando, por si e por procurações, 6.420 accções, 639 votos, o Sr. presidente da companhia assume a presidencia e convida para presidir os trabalhos o Sr. Dr. João Raymundo Duarte; accettando o convite, este senhor assume a presidencia e convida para secretarios os Srs. Jeronymo Maximo Romano Junior e Lafayette Maia, ficando assim constituída a mesa.

O Sr. presidente declara os fins da presente reunião e que se acham sobre a mesa os documentos a que se refere o art. 147 do decreto n. 134 de junho de 1891, pedindo ao Sr. 2º secretario que proceda á leitura da acta da ultima assembleia, lendo o Sr. commandante Seraphim Fernandes Chire o parecer do conselho fiscal, que, submettendo á discussão o não havendo quem pedisse a palavra, foi approvedo bem como a acta e relatório da directoria, cuja lei era foi dispensada por indicação do Sr. João Baptista da Costa Monteiro, por achar-se o mes no publicado no *Diário Official*.

Estando preenchida uma parte da presente reunião, o Sr. presidente suspende a sessão para os Srs. accionistas formularem as chapas para eleição a que se tem de proceder para os dous directores que tem de gerir os negocios sociais no triennio de 1915-1918 e conselho fiscal e supplentes que devem servir no anno de 1915-1916.

Reaberta a sessão o Sr. presidente faz pelo livro de presença a chamada, recolhendo 20 chapas, as quaes apuradas deram o seguinte resultado: para director-presidente, James Schofield, 559 votos; para director-thesoureiro, Manoel Ribeiro Teixeira Neves, 424 votos; para membros do conselho fiscal: Seraphim Fernandes Clare, 499 votos; Francisco Candido Soares da Silva, 639 votos; José Pereira de Magalhães, 519 votos para supplentes do conselho fiscal: Jeronymo Maximo Romano Junior, 637 votos; João Baptista da Costa Monteiro, 630 votos e Adelino de Souza Coelho, 636 votos, além de outros menos votados para todos os cargos, pelo que o Sr. presidente proclama eleitos e empossados nos cargos de directores os Srs. James Schofield e Manoel Ribeiro Teixeira Neves; no de membros do conselho fiscal os Srs. Seraphim Fernandes Clare, Francisco Candido Soares da Silva e José Pereira de Magalhães e no de supplentes do conselho fiscal os Srs. Jeronymo Maximo Romano Junior, João Baptista da Costa Monteiro e Adelino de Souza Coelho.

Estando preenchidos os fins para que foi convocada a presente assemblea, o Sr. presidente concede a palavra a algum dos Srs. accionistas, presente, para tratar de qualquer assumpto e não havendo quem pedisse a palavra o Sr. presidente dá por encerrada a presente reunião, agradecendo o comparecimento dos Srs. accionistas e a honra que lhe dispensaram, indicando-o para presidir os trabalhos e pede ao Sr. 2º secretario que faça lavar esta acta que vai pela mesa assignada. — João Raymundo Duarte, presidente. — J. M. Romano Junior, 1º secretario. — Lafayette Maia, 2º secretario.

ANNUNCIOS

Caixa Geral das Familias

ASSEMBLÉA GERAL ORDINARIA

2ª convocação

Não tendo comparecido numero sufficiente de accionistas para a constituição da assembleia geral ordinaria, são de novo convocados os Srs. accionistas a reunirem-se em assembleia geral ordinaria no dia 23 do corrente, ás 13 horas, na sede social, á avenida Rio Branco n. 87, para deliberarem sobre as contas da administração e elegerem o director-gerente e o conselheiro fiscal. Na forma da lei, deliberar-se-ha, qualquer que seja a somma do capital representado.

Rio de Janeiro, 18 de outubro de 1915.
— A directoria.

Empresa Constructora Rio Grande do Sul

ASSEMBLÉA GERAL ORDINARIA

São convidados os Srs. accionistas para se reunirem em assembleia geral ordinaria em sua sede, á rua Sachet n. 27, 3º andar, no dia 30 de outubro, ás 13 horas, afim de tomarem conhecimento do relatório da directoria, parecer do conselho fiscal e contas relativas ao anno social encerrado em 31 de dezembro ultimo e para eleição da nova directoria.

Rio de Janeiro, 18 de outubro de 1915.
— A directoria.

Fallencia de Cazaux & Comp.

São convidados os Srs. credores chirographarios a virem receber o dividendo final de tres desimos por cento dos seus creditos, á rua S. Pedro n. 50, de 1 ás 3 horas da tarde.

Rio de Janeiro, 19 de outubro de 1915.
Francisco A. C. de Araujo Feio, liquidatario.

Fallencia de Henrique Figueira & Comp.

Estaleiros á Praia do Cajú, 86

AVISO AOS CREDITORES

Placido Teixeira, negociante matriculado, estabelecido á rua Visconde de Inhauma n. 39, tendo sido nomeado pelo MM. Juiz da 4ª Vara Civil syndico desta fallencia, torna publico, para conhecimento dos interessados, que a primeira assembleia dos credores se realizará no dia 16 de novembro futuro, no edificio do Forum, á rua dos Invalidos n. 152, ás 13 horas, devendo os senhores credores habilitarem-se até o dia 7 do mesmo mez, ficando o syndico a disposição dos interessados, quer no seu estabelecimento, quer no escriptorio de seu advogado, Dr. Evaristo Costa, á rua Seto de Setembro n. 32, todos os dias uteis, das 8 ás 17 horas. Todas as publicações referentes a esta fallencia serão feitas no *Diário Official*.

Rio de Janeiro, 16 de outubro de 1915.
Placido Teixeira.

Monte de Socorro do Rio de Janeiro

PRESCRIPÇÃO DE SALDOS DA VENDA DE PENHORES

Convida-se aos Srs. mutuarios a virem receber os saldos da venda de penhores constantes da relação abaixo, vendidos em leilões effectuados nas casas de penhores, nos dias 7, 11, 15, 19, 21 e 22 de outubro de 1910.

Estes saldos, recolhidos ao Monte de Socorro pelas casas infra mencionadas, estão á disposição dos mutuarios desde 1910, de conformidade com os decretos ns. 2.692, de 14 de novembro de 1860, e 9.733, de 2 de abril de 1887, proscrerem em favor deste estabelecimento no corrente mez, si não forem reclamados antes das seguintes datas:

Dia 7 de outubro, casa E. Samuel Hoffmann & Comp, cautelas ns. 22.401, 21.126, 44.141, 21.221, 21.269 e 21.298.

Dia 11 de outubro, casa Rocha & Farrula, cautelas ns. 11.740, 11.401, 11.919, 15.026, 15.038, 15.163, 15.268, 15.613, 15.655 e 15.718.

Dia 15 de outubro, casa Raul Cerqueira, cautelas ns. 3.145, 6.193, 6.301, 6.634, 6.965 e 7.078.

Dia 18 de outubro, casa Guimarães & Sanseverino, cautelas ns. 20.639, 21.091, 21.186, 21.543, 21.628, 21.733, 21.880 e 21.991.

Dia 21 de outubro, casa L. Gonthier, cautelas ns. 25.629, 26.849, 38.170 e 40.359.

Dia 23 de outubro, casa Louis Leib & Comp., cautelas ns. 23.139, 25.712, 25.930, 26.157, 26.321, 26.375, 26.721 e 26.861.

Rio de Janeiro, 7 de outubro de 1915. — O gerente, Dr. Horacio Ribeiro da Silva.

Fallencia da Casa Standard S. A.

Os syndicos da massa fallida da Casa Standard S. A. avisam aos credores da mesma massa que, em cumprimento ao respeitavel despacho do MM. Dr. juiz de direito da 1ª Vara Civil, que prorrogou o prazo para recebimento das declarações de credito até o dia 26 do andante, se acham diariamente, das 12 ás 14 horas, na sede da fallida, á rua do Ouvidor ns. 93 e 95, entra-la pela rua da Quitanda n. 65, para o effecto do recebimento das ditas declarações e mais disposições da lei.

Rio de Janeiro, 14 de outubro de 1915. — Os syndicos, Abilio Alvares. — Victor Fernandes Alonso. — O. Moura & Comp.

Clubs Patek-Philippe

CARTA PATENTE N. 1

Pela Loteria Federal de hoje

FORAM CONTEMPLADOS

Inscrição n. 961, correspondente aos tres algarismes finais do primeiro premio — N. 50.961.

Inscrição n. 754, correspondente aos tres algarismos finais do segundo premio — N. 32.764.

Inscrição n. 171, correspondente aos tres algarismos finais do terceiro premio — N. 52.171.

Rio de Janeiro, 20 de outubro de 1915.
O FISCAL DO GOVERNO,

Luiz da Silva Pinto.

Gondolo & Labouriau

RELOJOEIROS

81, Rua da Quitanda, 81